

Le Monde

Le Monde des livres

La langue du III^e Reich
selon Victor Klemperer
Un schiller de 12 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16101 - 7 F

VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAURICE COLOMBANI

La mort de Marcel Carné

Le cinéaste Marcel Carné, entré vivant dans la légende avec *Drôle de drame*, *Hôtel du Nord*, *Quai des Brumes*, *Les Visiteurs du soir* et surtout *Les Enfants du paradis*, est mort jeudi 31 octobre à Clamart, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Escalade au Zaïre

Pour préparer son entrée dans le 21^e siècle, « Beaubourg » est en travaux pour plusieurs années et va se réorganiser.

La mue du Centre Georges-Pompidou

Pour préparer son entrée dans le 21^e siècle, « Beaubourg » est en travaux pour plusieurs années et va se réorganiser.

Un entretien avec Jean-Luc Dehaene

Le premier ministre belge veut mettre « la même énergie et le même entêtement » à réformer la justice de son pays et à préparer celui-ci à l'union monétaire.

La lutte contre l'ostéoporose

Ouelle est la relation entre le déficit d'ostrogènes dans le sang et la fragilité des os ?

« Paroles de brigadistes »



L'Espagne s'apprête à célébrer les survivants des Brigades internationales dispersés dans le monde, unis par les souvenirs.

La rue qui divise les Marseillais

La polémique s'enflamme dans la cité phocéenne autour d'une artère et de son « souk », images du cosmopolitisme de la ville.

Mise en cause d'un « baron » gaulliste

Une enquête préliminaire vise Olivier Guichard (RPR) et le conseil régional des Pays de la Loire qu'il préside.

Vache folle : des primes importantes

Les ministres de l'Agriculture des Quinze octroient de très larges compensations aux éleveurs.

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 97; Australie, 25 A\$; Belgique, 45 BF; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 250 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 350 Dr; Hongrie, 140 F; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2 FL; Portugal, 200 Esc; Espagne, 200 Ptas; Suède, 5 F; Suisse, 200 F; Chine, 20 RMB; Thaïlande, 20 Baht; Turquie, 1,2 TL; USA (NY), 24; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1101 - 7,00 F



Le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 170 000 en un an

L'emploi ne profite pas du regain d'activité économique

LE MARCHÉ du travail continue de se dégrader. Les statistiques publiées jeudi 31 octobre par le ministère du travail font apparaître une progression de 27 700 du nombre des demandeurs d'emploi en septembre, alors qu'une hausse de 39 500 avait déjà été constatée en août. Selon le mode de calcul retenu, l'augmentation du nombre des chômeurs depuis un an est donc comprise entre 170 100 et 220 400 personnes.

La tendance est d'autant plus préoccupante pour le gouvernement que l'avenir ne s'annonce pas bien. Même si l'Insee observe que les perspectives dans l'industrie « s'améliorent sensiblement », les experts considèrent que, si reprise il y a, elle sera beaucoup plus tirée par la reconstitution des stocks des entreprises que par la consommation des ménages; elle devrait donc être pauvre en emplois.



Lire page 32

La SNCF change de cap pour séduire ses clients

Liaisons interville et tarification simplifiée

TROIS MOIS à peine après avoir pris les commandes de la SNCF, Louis Gallois annonce une refonte complète des missions de l'entreprise ferroviaire et de l'organisation du travail des cheminots. Le président de la SNCF présentera aux syndicats, lundi 4 novembre, son « projet industriel », un document de travail de 160 pages, que *Le Monde* s'est procuré. Ce texte présente pas moins de 47 « programmes prioritaires » et autant de chantiers, chiffres et dotés d'indicateurs précis, qui feront l'objet d'une large concertation avec le personnel en novembre et décembre.

Le « client » est placé au cœur du dispositif de transformation de l'entreprise. Après avoir longtemps privilégié les liaisons Paris-Provence, la SNCF veut à l'avenir valoriser l'ensemble de son réseau en « réorientant son action au profit de dessertes interville » et introduire les TGV pendulaires (qui

s'inclinent dans les courbes pour aller plus vite), les trains pendulaires et les trains régionaux pendulaires. Elle va généraliser l'envoi des billets à domicile, ouvrir de nouveaux points de vente « dans les lieux de fort passage et de consommation » et lancer des programmes de fidélisation. Les tarifs seront simplifiés pour « casser l'image du train cher ».

M. Gallois demande aux cheminots de modifier l'organisation du travail pour pousser à augmenter la capacité de transport de « 10 à 20 % pendant les jours de pointe ». En échange, la SNCF est prête à réaliser des embauches supplémentaires. Elle n'hésite pas à faire son mea culpa sur sa gestion des ressources humaines et reconnaît « la co-responsabilité » des dirigeants et des organisations syndicales dans l'échec du dialogue social.

Lire page 20

La salle mortuaire de Garches aux couleurs du ciel

L'ŒUVRE du peintre italien Ettore Spalletti s'appelle *La Salle des départs* et c'est une des plus belles commandes passées à un artiste. Tout a démarré en 1993 quand le service d'anatomie pathologique de l'hôpital Raymond-Poincaré, à Garches (Hauts-de-Seine), a souhaité rénover sa morgue. C'est un hôpital « difficile », qui accueille de graves accidentés de la route et effectue des autopsies médico-légales. Quatre cents corps sont entreposés chaque année dans cette salle de 100 mètres carrés, exposés au dernier regard des familles.

Par routine, un décorateur aurait pu être contacté. Quelques fresques évocatrices et un coup de peinture auraient dépoussiéré une salle « trop mortuaire » avec son dallage à damier noir et blanc. « Seul un artiste pouvait humaniser ce lieu et répondre à la question de la vie et de la mort », expliquent, d'une seule voix, les trois personnes qui ont porté à bout de bras le projet : le professeur Michel Durigon, le docteur François Paraire, et la directrice de l'hôpital, Françoise Quesada.

Tous trois parlent avec chaleur de leur « salle des départs » ou de l'« amphithéâtre des morts ». Ils rappellent que le terme de morgue

signifie visage et qu'elle abrite le dernier lieu où l'on vient reconnaître un parent et le veiller. Ils souhaitent donc « un lieu de vie » qui englobe la salle des départs, la salle d'attente et les deux chambres mortuaires. L'argent manquait pour concrétiser un projet évalué à 1,7 million de francs et qui pouvait passer pour superflu. François Paraire a trouvé un mécène, la Fondation de France. Le ministère de la culture et l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris s'y associeront.

« On ne voulait pas de dessin, pas de sculptures, pas de photos, pas de tableaux figuratifs », explique le docteur Paraire. La Fondation de France a proposé deux peintres : David Tremlett et Ettore Spalletti. C'est l'hôpital qui choisira : « Nous avons aimé les couleurs pastel de Spalletti, leur luminosité, leur côté immatériel, transcendé ».

Artiste habitué aux musées et galeries, Ettore Spalletti a accepté une « commande qui redonne réalité à l'art ». Il a troublé les médecins en refusant, dans un premier temps, de venir voir la morgue, « pour me libérer du lieu », préférant travailler sur plans. C'est en respectant les défunts, mais en pensant au personnel chargé de préparer les morts et

d'accueillir les familles, qu'il a imaginé son œuvre.

Le visiteur pénètre dans une suite de tableaux monochromes bleus, du sol au plafond, aux nuances légères : « Un glissement dans l'azur, comme une respiration », dit Spalletti. Depuis un bleu qui tend au vert, « couleur terrestre » pour la salle d'attente, jusqu'au bleu azur, couleur « atmosphérique, méditative » pour la salle des départs. Cette dernière est impressionnante : quatre parterres rose chair, « couleur de l'incarnation », sont accrochés au mur, en retrait, et semblent flotter dans le bleu. Trois catalogues de marbre blanc lumineux attendent les cercueils. Au milieu, une fontaine frémissante, enveloppée dans une vasque de marbre blanc, ponctue le silence. Les reliefs, aspérités, plinthes, habillages de portes ont été gommés pour accentuer la pureté des formes et laisser vivre la couleur.

La salle des départs a été inaugurée le 29 octobre. Comme une exposition ? « Nous ne sommes pas un musée, prévient le professeur Durigon, mais si le public veut venir, nous l'accueillerons ».

Michel Guerrin

Affaire Hernu : la piste roumaine

LE DOSSIER sur la collaboration de Charles Hernu avec les services secrets bulgares, puis soviétiques et roumains, de 1953 à 1963, a été remis à la direction de la surveillance du territoire (DST) par un ancien espion roumain, Mihail Caraman. Chef de l'antenne française de la Securitate de 1958 à 1969, il avait bâti à l'époque un réseau qui avait notamment réussi à infiltrer les structures de l'Otan. Ce réseau avait été démantelé à la suite du passage à l'Ouest de l'un de ses adjoints et un procès avait été organisé devant la Cour de sûreté de l'Etat.

Pour le moment, aucun élément n'est venu étayer l'éventuelle coopération de Charles Hernu avec les services de l'Est après 1963.

Lire pages 8 et 9

et notre éditorial page 18

Radio-France : les tentations du pouvoir

LA REVUE DE PRESSE qu'animait Ivan Leval, depuis avril 1990, sur l'antenne de France-Inter, a pris fin jeudi 31 octobre. Au moment où le journaliste achevait son ultime chronique par une citation de Jean Cocteau (« Il n'est pas de deux manières de graver la pierre : l'une c'est de la graver, l'autre c'est de la laisser »), le nom de son remplaçant n'était pas connu. En attendant la

désignation d'un successeur, plusieurs rédacteurs de la station devraient assurer à tour de rôle l'entretien de l'ancien responsable de la revue de presse.

A la Maison ronde, on guette la décision de Michel Boyon, une décision qui, pour la première fois depuis la nomination par le CSA, en novembre 1995, du président de Radio-France, peut être

lourde de sens. Même si la plupart des journalistes de Radio-France sont d'accord avec leur direction pour estimer que les nouvelles fonctions d'Ivan Leval à la tête du quotidien *La Tribune Des Jours* sont incompatibles avec sa présentation de la revue de presse, ils refusent d'être dupes. Ils savent que l'arbre peut cacher la forêt.

Jusque-là, les décisions prises par le patron de la Maison ronde n'ont pas réussi à apporter franchement et définitivement les preuves d'une reprise en main du pouvoir sur la radio publique. La suppression, en mars, du poste de directeur de l'information qu'occupait, depuis sept ans, Ivan Leval, et le remplacement de Pierre Bouteiller à la direction des programmes avaient seulement réussi à éveiller les premiers soupçons.

Les remaniements annoncés lors de la présentation de la grille de rentrée de France-Inter, les interventions de Michel Boyon sur les recrutements à la rédaction, sa présence forte à tous les échelons de la gestion de l'entreprise les ont ensuite confirmés. Mais jamais ces décisions et ces attitudes n'ont permis aux salariés de la Maison ronde d'affirmer, sans réserves, que leur président répondait « aux ordres » du pouvoir. Il n'y a pas eu, au sein de l'entreprise, de certitude d'une reprise en main politique. Forts des gains d'audience des radios publiques et des affirmations d'un nouveau gouvernement sur la séparation radicale entre le pouvoir et les médias, les personnels ont pu se croire à l'abri de toute intervention.

Véronique Cauhapé

Lire la suite page 18

Un ange provocateur



BORIS CHARMATZ

VINGT-TROIS ANS et un visage d'ange : Boris Charmatz fait partie de ces jeunes chorégraphes - leurs aînés sont à chercher du côté de Dada - adeptes du corps en, le seul capable, selon eux, d'exprimer la vérité, d'ouvrir le dialogue avec le spectateur. Il explique qu'il a eu envie, avec *Autres Enn-Tionon*, « de dévoiler cette part tellurique du corps ». Le spectacle est présenté à Beaubourg jusqu'au 3 novembre, dans le cadre du Festival d'Automne.

Lire page 27

International	2	Asie/Pacifique	28
France	8	Amérique	26
Société	12	Abonnements	26
Régions	14	Métamorphose	26
Carrel	15	Mots croisés	26
Horizons	16	Culture	27
Entreprises	19	Communication	29
Finance/marchés	21	Radio-Télévision	31

150 من الجاهل

UNION EUROPÉENNE En dépit des réticences de la Commission et de l'Allemagne, parmi d'autres, la France a obtenu gain de cause lors du conseil agricole marathon qui

s'est achevé, mercredi 30 octobre au soir, à Luxembourg : les éleveurs de l'Union européenne (UE) vont bénéficier de primes exceptionnelles - d'un montant de 3,225 milliards de

francs - pour compenser les pertes attribuées à la maladie dite de la « vache folle ». ● LA SUISSE, par la voix du président de la Confédération, Jean-Pascal Delamuraz, n'en

continue pas moins de dénoncer les importations frauduleuses de farines animales qui, selon elle, seraient responsables de la contamination d'une partie du cheptel

helvétique. ● EN GRANDE-BRETAGNE, le chef de l'opposition travailliste, Tony Blair, a pris ses distances à l'égard du calendrier de l'Union monétaire.

« Vache folle » : les éleveurs obtiennent de très larges compensations

Réunis trois jours à Luxembourg, les ministres de l'agriculture des Quinze se sont entendus sur l'attribution de primes exceptionnelles et généreuses. Le résultat donne satisfaction à la France

LUXEMBOURG
(Union européenne)

Manne exceptionnelle : les éleveurs de l'Union européenne (UE) vont bénéficier de primes spéciales pour un montant de 500 millions d'euros, soit 3,225 milliards de francs, afin de compenser les pertes de revenus subies du fait de la crise de la maladie de la « vache folle ». La part affectée à la France représentera 25,8 % du total, soit environ 770 millions de francs, que le ministère de l'agriculture répartira à sa guise, après concertation avec les organisations professionnelles.

Tel est l'accord auquel sont parvenus les ministres de l'agriculture des Quinze, le soir du mercredi 30 octobre à Luxembourg, après trois journées de difficiles négociations. Christian Jacob, le président de la commission de

l'agriculture du Parlement européen, présent à Luxembourg, a estimé que les décisions prises devaient être considérées comme satisfaisantes par les éleveurs. Le ministre français, Philippe Vasseur, a dû féliciter fermement pour obtenir ce compromis, auquel s'était d'abord opposé son collègue allemand, Jürgen Borchert.

COLÈRE ET MENACE

La Commission européenne, notant que les cours avaient sensiblement remonté depuis le mois de juillet, estimait que les indemnités déjà décidées à la suite du conseil européen de Florence, soit 850 millions d'euros (5,5 milliards de francs, dont 1,450 milliard pour la France, auxquels s'ajoutait une enveloppe du même montant attribuée au niveau national), suffisaient pour compenser les pertes effectivement subies par les éle-

veurs de l'Union. Bien que le principe d'une prime supplémentaire ait été déjà approuvé par les ministres de l'agriculture en septembre, la commission ne semblait guère décidée à concrétiser l'orientation ainsi prise. Ce qui provoqua la colère de M. Vasseur, évoquant tout à la fois une menace de crise et une référence appuyée au soutien total qu'apportait Jacques Chirac à cette opération de sauvetage d'une profession sinistrée.

Le ministre français faisait valoir que les calculs de la commission reposaient sur des moyennes très théoriques. Il observait que certaines régions - en France, le centre et la Bourgogne - ainsi que certaines catégories d'éleveurs, en particulier les producteurs de « brouillards », ces jeunes bovins de sept à dix mois qui sont une spécialité française, avaient parti-

culièrement souffert et qu'il convenait donc de donner un coup de pouce supplémentaire pour les aider à surmonter la crise.

La controverse fut longue car la commission et ceux qui au sein du conseil la soutenaient n'étaient pas dépourvus d'arguments. Notamment en ce qui concerne ces fameux brouillards... La France a obtenu avant l'été qu'ils puissent faire l'objet d'achats publics d'intervention, une assurance non négligeable pour les éleveurs. Or ceux-ci n'ont fait appel à ce filet de sécurité que pour des quantités négligeables. Preuve qu'ils trouvaient preneurs sur le marché ? Que les exportations vers l'Italie et l'Espagne, leur débouché traditionnel, avaient repris ? Ou que les chevillards et autres négociants pouvaient très bien « tenir » et attendre la « prime Chirac » (ainsi désignait-on par avance l'indem-

nité exceptionnelle venant d'être décidée) sans devoir se débarrasser de leur marchandise aux prix relativement bas offerts par les organismes d'intervention ? Bref, c'est la réalité de la crise aujourd'hui que, jusqu'à un certain point, contestait la commission.

COMPENSATION SUPPLÉMENTAIRE

M. Vasseur, son collègue irlandais et quelques autres pouvaient répliquer que, si la crise n'atteignait peut-être pas avec la même intensité tous les acteurs de la filière, les éleveurs eux-mêmes - les paysans - désempaillés par un séisme dont ils n'étaient en rien responsables se trouvaient bel et bien frappés. C'est le côté affectif de l'Europe verte : un tel langage, accompagné d'une vraie détermination, porte toujours au sein d'un conseil agricole.

Et tel fut encore le cas. Dès mar-

di, M. Vasseur pouvait faire état du soutien des ministres allemands et anglais (Jürgen Borchert, le ministre allemand, contestait certaines modalités du compromis, mais s'était rallié au principe d'une compensation supplémentaire). L'affaire était presque gagnée. La solidarité une fois de plus à l'œuvre, et comment ne pas noter qu'à cette aune-là les paysans ne sont pas les plus mal lotis au sein de l'Union ? Même si les décisions du conseil doivent encore être approuvées par les ministres du budget et par le Parlement européen.

M. Vasseur semble convaincu qu'il pourra procéder par des avances, autrement dit verser les indemnités sans attendre que la procédure budgétaire soit arrivée à son terme.

Philippe Lemaître

Les principaux points de l'accord entre les Quinze

L'accord intervenu, mercredi 31 octobre à Luxembourg, après trois jours de Conseil européen des ministres de l'agriculture, comprend deux séries de mesures pour résoudre la crise de la viande bovine, l'une portant sur la réduction de la production, l'autre sur l'indemnisation des éleveurs.

- Mesures de réduction de la production de viande bovine :
 - instauration de primes optionnelles sur le veau : soit une prime d'abatage (prime baptisée « Hérodote »), soit une prime de mise sur le marché précoce. Ces deux mesures doivent aboutir à une réduction d'un million de veaux ;
 - réduction des quotas de primes pour les bovins mâles à 9 millions de têtes (contre 11,2) ;

- instauration d'une prime unique au lieu de deux pour les taureaux ;
- plafond d'intervention de la Commission porté de 460 000 à 550 000 tonnes pour 1996 ;
- hausse de la prime en faveur de l'élevage extensif (peu d'animaux sur de grandes surfaces).
- Mesure d'aides financières :
 - 500 millions d'euros pour les Etats membres. La France reçoit la plus grosse part, soit 23,8 %. Cette aide supplémentaire, décidée par les Quinze, sera financée par des économies réalisées sur le budget agricole de l'Union européenne.
 - Elle vient s'ajouter aux 850 millions d'euros (5,440 milliards de francs) déjà promis, en juin dernier, lors du sommet européen de Florence.

La Suisse dénonce des importations frauduleuses de farines contaminées

JEAN-PASCAL DELAMURAZ, président de la Confédération helvétique fait, jeudi 31 octobre, une visite en France au cours de laquelle il rencontrera Jacques Chirac. M. Delamuraz est notamment responsable du ministère de l'économie, qui groupe de nombreux dossiers, parmi lesquels ceux des relations économiques extérieures, de l'agriculture et de la santé animale. A ce titre, il est personnellement en charge du dossier de la maladie de la « vache folle ».

Depuis 1997, le nombre de cas de « vaches folles » diagnostiqués en Suisse s'élève à 226, sur un cheptel de 1,750 million de têtes. Cette situation inquiétante a conduit les autorités suisses à décider l'abattage et la destruction du tiers de leur cheptel bovin adulte (Le Monde du 18 septembre).

Comment comprendre que la Suisse soit, après la Grande-Bretagne, l'un des pays les plus touchés par cette maladie ? « L'importation en Suisse de bovins en provenance de Grande-Bretagne s'est révélée insignifiante depuis ces dix dernières années. Il s'agit de moins de cent têtes de bétail. De plus, nos statistiques nous indiquent

que, durant la même période, la Suisse n'a importé aucune farine animale en provenance de Grande-Bretagne. À l'exception d'un seul petit envoi, déclaré le mois dernier au Monde M. Delamuraz. Il faut donc, dès lors, admettre que de grandes quantités de farines animales affectées produites en Grande-Bretagne ont transité par plusieurs pays européens, et qu'elles ont été pourvues d'indications de provenance nouvelles avant de parvenir en Suisse. Il est impossible de reconstituer la quantité de telles importations ayant transité par la France. »

ERREUR OU NÉGLIGENCE ?

Les responsables sanitaires de la Confédération helvétique précisent qu'ils ont enregistré treize cas de bêtes atteintes par la maladie de la « vache folle » nées après le 1^{er} septembre 1990, date à partir de laquelle la farine animale était, dans ce pays, interdite dans l'alimentation des bovins. « Une partie de ces cas peut correspondre à une alimentation en farine, pratiquée en dépit de l'interdiction officielle, cette pratique se faisant soit par erreur, soit par négligence, estime M. Delamuraz. Aucune autre explication

n'est disponible aujourd'hui. » « La décision prise par les autorités suisses, ajoute-t-il, de faire abattre au plus vite un tiers du cheptel bovin adulte correspond à une décision de nature économique dans la mesure où la crise de la « vache folle » a été à l'origine d'une baisse de la consommation moyenne en 1996 de 10 % dans ce pays. Par cette mesure, nous voulons rétablir la confiance des Suisses et celle de nos partenaires étrangers. Une telle décision doit surtout contribuer à faire disparaître de la Suisse dans les plus brefs délais l'épizootie de maladie de la « vache folle ».

Les déclarations de Jean-Pascal Delamuraz concernant les importations frauduleuses, dans son pays, de farines animales « de viande et d'os » alimentent la polémique sur les responsabilités dans l'affaire de la « vache folle ». La France est, ici, directement impliquée, comme le démontrent les chiffres sur les exportations et les importations dont dispose, à Bruxelles, la direction générale de l'agriculture de la Commission européenne.

Jean-Yves Nau

Paris et Bonn serrent les rangs pour défendre la crédibilité de leurs politiques budgétaires

LE JOUR même où Paris et Bonn annonçaient officiellement leur plan d'action en vue du lancement de la monnaie unique européenne, dirigeants français et allemands ont dû, une fois de plus, monter les uns et les autres au créneau pour défendre la crédibilité de leurs politiques face à la montée du scepticisme.

Devant le conseil des ministres, qui a officiellement adopté le programme concocté par le ministère des finances pour préparer les administrations et le public à l'euro, Jacques Chirac a tenu mercredi 30 octobre à réaffirmer que les « échéances seraient tenues (...). En dépit des informations émanant d'instituts d'analyse de la conjoncture, le gouvernement français et, bien entendu, le gouvernement allemand, chacun de son côté, mettront tout en œuvre pour respecter le calendrier et les conditions d'application du traité d'Union monétaire », a-t-il insisté.

L'attente du jugement de l'office des statistiques européen Eurostat sur la conformité du projet de budget français 1997 avec les

normes comptables européennes et l'avis rendu public lundi par les instituts économiques allemands sur les perspectives économiques allemandes ont de nouveau semé un doute sur la capacité des deux locomotives de l'Union monétaire à tenir leurs engagements.

« SOULTE » ET DÉFICIT

A Bonn, la coalition a dû faire front pour rejeter mercredi au Bundestag une motion de l'opposition contre la politique budgétaire du gouvernement. Deux ministres et quatre députés de la majorité qui accompagnaient le chancelier Kohl au cours de son actuelle tournée en Asie du Sud-Est avaient dû regagner d'urgence Bonn pour prendre part au vote. Le Parti social-démocrate a pris date pour l'avenir en prévoyant que le déficit budgétaire pour 1996 atteindrait 80 milliards de deutschmarks, au lieu des 60 promis par le ministre des finances, Theo Waigel, qui n'en a pas moins assuré devant son Parlement que l'Allemagne respecterait la lettre, en temps voulu, les critères de Maastricht.

M. Waigel a reçu à Paris l'appui de son collègue français, Jean Arthuis. Le ministre des finances a assuré que la prise en compte dans le budget français de la « soultte » de 37,5 milliards de francs versée par France Télécom en compensation de la prise en charge des retraites de ses agents par l'Etat ne posait pas de problème. Cette « soultte », sans laquelle le déficit du projet de budget 1997 s'élèverait à 3,5 %, soit autant que ce que les instituts économiques prévoient pour le budget de M. Waigel, fait l'objet

de nombreuses critiques, notamment au sein de la Bundesbank, en Allemagne. « La question posée, a affirmé M. Arthuis, est de savoir si la France, au-delà de 1997, sera au-dessous de la barre de 3 % prévue comme limite pour les déficits budgétaires. En 1998, nous avons prévu un déficit de 2,8 %, c'est cela l'essentiel. Il faut que la France tienne ses engagements. »

En détaillant mercredi à Bercy son plan d'action pour la mise en place de l'euro, le ministre a rendu public le dernier baromètre réalisé avec le concours de la Sofres sur les Français et la monnaie unique. Ce sondage fait apparaître que le taux d'acceptation de la monnaie unique, encore largement positif, est tombé depuis le précédent baromètre, en avril, de 57 à 54 %.

« Au fur et à mesure que l'échéance approche, on observe une montée des inquiétudes », a reconnu M. Arthuis, qui se voit confirmé dans « l'urgence à mettre en place une stratégie de communication active orientée sur les aspects concrets et matériels du passage à l'euro ». L'opinion publique craint les tracas que la mise en place de l'euro pourrait entraîner dans la vie quotidienne, alors qu'elle n'en perçoit pas clairement les avantages. Si, majoritairement, elle estime que l'économie française bénéficiera de l'euro (44 % d'opinions favorables contre 27 %), que la compétitivité des entreprises en bénéficiera, en revanche 34 % (contre 20 %) jugent qu'elle aura des effets négatifs sur l'emploi et les salaires.

Henri de Bresson

Le chef des travaillistes britanniques hésite à s'engager sur l'euro

LONDRES

de notre correspondant

A six mois tout juste des prochaines élections, le Parti travailliste est-il en train de suivre l'exemple des conservateurs en étalant ses divisions sur l'Europe ? Les prises de position contradictoires des deux principaux adjoints de Tony Blair, Robin Cook, secrétaire fantôme au Foreign Office, et Gordon Brown, chancelier de l'échiquier fantôme, sur la monnaie unique en donnent l'impression. Quant à la position du chef du parti, elle semble hésiter entre celle de M. Cook, l'euro-sceptique représentant de l'aile gauche, et celle de M. Brown, l'europhile et figure de proue de l'aile droite.

C'est M. Cook qui a relancé le débat lors d'un entretien avec la BBC, dimanche 27 octobre. Dans des propos qualifiés par le Financial Times « d'analyse travailliste la plus sceptique jusqu'à présent sur la participation du Royaume-Uni à l'Union économique et monétaire en janvier 1999 », il a laissé entendre qu'un gouvernement Labour issu des urnes aurait peu de chances de faire partie de la première vague : « n'importe qui d'intelligent peut voir que les obstacles sont formidables », a-t-il dit. Et d'énumérer les fameux critères de Maastricht, mais aussi ceux qu'il a lui-même ajoutés sur « une convergence des performances économiques réelles » comme les investissements, l'emploi et la production.

Il a, toutefois, estimé que, si la monnaie unique était un succès, « nous devrions en fin de compte y accéder ». Mais « il serait très risqué pour la Grande-Bretagne d'abandonner l'option d'une évaluation si le besoin s'en faisait sen-

tir ». L'utilisation de ce mot, dans un pays qui en a trop longtemps connu les méfaits, est assez rare pour mériter d'être notée. Elle sonne comme une provocation aux oreilles des amis de M. Brown. Et si ce dernier s'est abstenu de répondre, ses positions sont claires. S'il ne veut pas d'une entrée dans l'UEM à n'importe quel prix dès la première vague, il demeure un chaud partisan de la monnaie unique.

MANQUE DE CONSTANCE

Bien entendu, les deux camps démentent l'existence d'un conflit politique, même si la rivalité entre les deux hommes, qui ne s'apprécie guère, est de notoriété publique. M. Blair a tenté de calmer les choses en s'adressant mardi au CBI (patronat). Il lui a dit, en substance, qu'avant de prendre une décision politique en faveur de la monnaie unique, il fallait qu'elle ait un sens économique et qu'elle procure des avantages économiques à la Grande-Bretagne. « Si nous parvenons à de réelles convergences, si c'est dans l'intérêt du pays, si nous obtenons le consentement politique des électeurs, alors les circonstances nous permettront de rejoindre l'UEM. »

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette déclaration ne semble sous-tendue par aucun enthousiasme et que la fibre européenne de M. Blair semble s'être érodée avec le temps. Ce manque de constance sur ce thème crucial qu'est ici l'Europe, tout comme dans d'autres domaines, risque de nuire à la crédibilité du leader travailliste, qui tente de se bâtir une image d'homme d'Etat, et qui doit être reçu par le président Jacques

Chirac, à Paris, à la mi-novembre. Elle pourrait s'expliquer par le fait que M. Blair et ses conseillers, ayant senti que l'Europe n'était guère un thème électoral porteur, auraient tactiquement choisi de retarder au maximum toute décision. Le Labour veut aussi éviter que la fissure sur l'Europe n'apparaisse aussi béante que chez les Tories.

Travaillistes et conservateurs se retrouvent paradoxalement dans une position de symétrie totale, ou presque : leurs chefs oscillent entre les deux camps, celui des euro-sceptiques modérés représentés par le responsable de leur diplomatie (M. Cook pour le Labour, Malcolm Rifkind pour les Tories) et celui des pro-européens mené par le responsable de l'économie (M. Brown, côté travailliste, et, de l'autre, le chancelier de l'échiquier, Kenneth Clarke). La principale différence est que les pro-européens se trouvent à l'aile droite du Labour et à l'aile gauche des Tories.

Au même moment, le Labour et les libéraux-démocrates viennent de conclure un accord pour étudier ensemble les réformes constitutionnelles qu'ils souhaitent voir appliquer une fois les Tories chassés du pouvoir. Il s'agit « de mesures pratiques et non d'un pacte », se sont-ils empressés de préciser, et qui porterait sur la dévotion d'un Parlement à l'Ecosse et au pays de Galles, à la mise en place d'une régionalisation en Angleterre, à la réforme de la Chambre des Lords, à l'introduction d'une déclaration des droits de l'homme et d'une loi sur la liberté d'information.

la hune

librairie

aura le plaisir d'accueillir
Myriam ANISSIMOV

Primo LEVI ou la tragédie d'un

optimiste (Édition J.C. LATTES)

le 6 novembre à 18 h 30.

170, bld Saint-Germain, Paris 6e

Tél. : 01.45.48.35.85

Fax : 01.45.44.49.87

هكوانى الاصل

Les Occidentaux envisagent de freiner leur aide à la Bosnie

Des obstacles politiques gênent la reconstruction

FIN 1995, dans l'euphorie du retour à la paix dans l'ex-Yougoslavie et de la signature des accords de Dayton, la communauté internationale s'était attelée avec enthousiasme à la reconstruction des anciennes Républiques de la fédération, à commencer par la Bosnie-Herzégovine. Deux conférences de donateurs réunies à Bruxelles avaient permis de mobiliser 1,8 milliard de dollars pour l'année 1996 (5,1 milliards pour la période 1996-1999), et une collaboration presque inédite était mise en œuvre entre la Banque mondiale et l'Union européenne pour la coordination des concours.

Un an plus tard, la situation a radicalement changé. Le représentant spécial des Nations unies en Bosnie, Carl Bildt, qui était pourtant l'un des plus visibles promoteurs de l'aide à la reconstruction, invite aujourd'hui les donateurs à la prudence : il constate que les programmes déjà montés, loin de favoriser la mise en œuvre d'un véritable gouvernement multietnique, ainsi que l'entendent les accords de Dayton, contribuent à aggraver la partition du pays.

L'équipe de M. Bildt conclut des expériences de l'année 1996 qu'un durcissement des conditions de délivrance de l'aide économique était indispensable. « Il est exclu pour l'Union européenne de financer des infrastructures qui s'arrêtent aux frontières [entre les entités] », explique pour sa part François Lamoureux, qui supervise, à Bruxelles, les programmes d'aide communautaire. Tout le monde, bien sûr, aimerait financer des grands projets d'infrastructures, de réfection des réseaux ferroviaires ou des centraux téléphoniques. Or, « tout est au point mort, pour des raisons politiques », reconnaît M. Massena, adjoint de M. Bildt.

La Commission européenne songe désormais à interrompre carrément le programme d'importations essentielles

Compte tenu de la quasi-absence de dialogue avec l'entité serbe de Bosnie (la République Srpska) et de l'existence de fraudes, la Commission européenne songe désormais à interrompre carrément le programme d'importations essentielles, sur lequel 58 millions d'euros (380 millions de francs) restent à engager avant la fin de l'année.

Hésitant à aller son propos sur les « fraudes », M. Lamoureux se borne à déclarer que « le gouvernement bosniaque met très longtemps avant de décider quels photocopies il veut... ». Quant à la République Srpska, qui couvre la moitié du territoire de Bosnie-Herzégovine, son opposition aux accords de Dayton et sa méfiance à l'égard de ses interlocuteurs internationaux lui ont permis de recueillir quelques centaines de milliers de dollars d'aide seulement.

Les deux hommes n'ont pas caché leurs critiques à l'égard de la Banque mondiale, « n'a pas été conçu de manière globale ». L'organisation multilatérale se contentait, par exemple, de la réfection du toit des habitations, sans se soucier du reste des équipements indispensables à leur remise en service. A Washington, siège de la Banque mondiale, on se contente de reconnaître qu'aucun projet nouveau n'a été engagé au cours des dernières semaines, mais qu'en tout état de cause le travail déjà effectué l'a été dans le cadre d'une étroite coopération entre tous les acteurs de la reconstruction.

Du côté du haut représentant, M. Bildt, comme de celui de

l'Union européenne, on insiste aujourd'hui sur la nécessité de mettre en œuvre un programme de réformes économiques cohérent. La nomination, mardi, d'un gouverneur de la Banque centrale de Bosnie paraît encourageante, encore qu'il est loin d'être certain que ce Français, Serge Robert (les accords de Dayton stipulaient que l'institut d'émission devrait être dirigé, pendant six ans au moins, par un étranger), saura établir des consensus minimaux entre les communautés. Afin de passer « d'une logique d'assistance à une logique de coopération », M. Massena évoque le lancement d'un « quick start package » pour le lancement de réformes touchant, sur l'ensemble du territoire, les questions budgétaires, le système douanier, celui des paiements.

Une nouvelle conférence des donateurs devrait avoir lieu en février ou mars prochains. Il est plus probable que l'ensemble des difficultés rencontrées ces derniers mois inciteront les pays contributeurs à resserer les cordons de leur bourse.

Françoise Lazare

Quatre Serbes recherchés pour « génocide » travaillent dans des polices municipales bosniaques

L'IFOR ne veut pas organiser de « chasses à l'homme »

Des collaborateurs de Carl Bildt, le haut représentant international en Bosnie-Herzégovine, ont révélé que d'anciens tortionnaires bos-

serbes des sinistres camps de détention d'Omarska et de Prijedor, recherchés pour « génocide » par le Tribunal pénal de La Haye, portaient au-

jourd'hui l'uniforme de la police serbe dans des communes où ils ont commis leurs crimes. L'ONU dit ne pas avoir le pouvoir de les arrêter.

SARAJEVO

de notre correspondant

Le problème des « criminels de guerre » inculpés par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye continue d'être posé en ex-Yougoslavie, après une nouvelle demande d'extradition concernant trois policiers serbes toujours en fonction dans la région de Prijedor (Nord-Ouest). Le tribunal, en exigeant que la République serbe (RS) arrête les accusés et les transfère à La Haye, ne semble guère avoir d'illusions. Les Serbes protègent toujours leurs ressortissants, et les diplomates occidentaux évitent soigneusement d'évoquer cette question épineuse lors de leurs rencontres avec les élus serbes.

L'ONU et le bureau de Carl Bildt, le haut représentant international en Bosnie-Herzégovine, ont reconnu que Zeljko Meakic, inculpé de « génocide » pour des crimes commis alors qu'il commandait le camp de détention d'Omarska, est aujourd'hui chef de la police de cette commune. Par ailleurs, Mladen Radic et Miloslav Kovacka, ses anciens adjoints, sont policiers à Prijedor,

ainsi que Nedeljko Timarac, ancien tortionnaire au camp de Keraterm. « Nous sommes des diplomates, nous n'avons pas la possibilité d'arrêter ces personnes », s'est défendu le porte-parole de M. Bildt, tandis que l'IFOR (la Force multinationale de l'OTAN, composée de 50 000 soldats) soulignait qu'elle n'avait pas pour mission « d'organiser des chasses à l'homme ».

Le Tribunal de La Haye se contente de répéter que la liberté et les responsabilités dont bénéficient ces quatre hommes sont « un nouvel exemple cinglant de non-respect du droit international » et « une violation de l'accord de Dayton ». Pale - le fief des séparatistes serbes bosniaques - n'a pas réagi. La police de la région de Prijedor est parfaitement contrôlée par les élus de la République serbe, et elle est régulièrement employée afin d'accomplir des actions particulièrement violentes. Récemment, une centaine de maisons musulmanes ont été détruites dans cette région et, après avoir reçu les protestations de Carl Bildt, Pale a annoncé que l'enquête était confiée à l'unité de

Prijedor. Une enquête qui n'a bien sûr pas abouti.

En septembre, l'ancien commandant du camp de Keraterm, Dusko Sikirica, inculpé de « génocide » et de « crimes de guerre », avait tenté de se présenter aux élections, dans un ultime pied de nez à la communauté internationale. Finalement écarté des listes électorales, il n'en continue pas moins de vaquer tranquillement à ses occupations.

L'INFLUENCE DE M. KARADZIC

M. Sikirica et les hommes réclamés par le TPI savent qu'ils bénéficient d'une totale impunité sur le territoire de la République serbe, puisque leurs leaders continuent de nier que des atrocités aient pu être commises par des Serbes.

Les « criminels de guerre » sont d'autant plus sereins que Radovan Karadzic, certes écarté de son poste de « président » de la république, continue de vivre à Pale et d'exercer une réelle influence sur des responsables politiques qu'il a lui-même choisis pour occuper leurs fonctions actuelles. Et surtout que Ratko Mladic, dont les crimes sanglants ont semé la ter-

reur en Croatie et en Bosnie, demeure le commandant de l'armée serbe sur le sol bosniaque. Lui aussi a conservé son poste, autrement plus important que la direction d'une station de police. Les officiers de l'OTAN, qui refusent de le rencontrer personnellement, discutent chaque jour avec les officiers de son cabinet. Et le général Mladic ne paraît pas trop se soucier pour son avenir.

Biljana Plavsic, la présidente de la RS élue aux dernières élections, a répété mardi, lors d'un voyage en Grèce, que MM. Karadzic et Mladic ne seraient pas extradés vers La Haye. « Nous surmonterons ces pressions, a-t-elle dit, la question de leur extradition ne se pose pas ».

Il est peu probable que Mme Plavsic ait choisi par hasard de souligner cette détermination lors d'une visite dans un pays de l'Union européenne. Une façon de défier encore plus les Occidentaux concernant la justice en ex-Yougoslavie, tandis que la République serbe poursuit son combat pour la « pureté ethnique ».

Rémy Ourdan

Etats-Unis : à Toledo, l'école publique a failli passer au privé...

TOLEDO (Ohio)

de notre envoyé spécial

« L'éducation est la seule issue à nos problèmes », professe Flute Rice, candidate démocrate du 5^e district de l'Ohio où se trouve la ville de Toledo (350 000 habitants). A l'occasion du renouvellement de la Chambre des représentants, le 5 novembre, également jour d'élection présidentielle, il espère bien ravir le siège que le Parti républicain détient depuis maintenant vingt-six ans.

Après quarante ans dans l'enseignement, Flute Rice dit qu'« il a vérifié à quel point l'éducation est déterminante et à quel point le succès vient si le niveau d'éducation est à la hauteur ». Le directeur de la formation permanente pour adultes des écoles publiques de Toledo (TPS) insiste : « Je sais que les clés aux maux de notre société sont l'éducation, la formation et des emplois ». Le candidat républicain, Lynn Olman, lui, n'en revient pas de « consacrer autant de temps à chercher des solutions pour résoudre les problèmes posés par l'éducation » qu'il considère également comme la priorité des priorités. Sa première préoccupation réside dans la recherche de nouveaux financements.

Cet affrontement entre deux candidats qui placent l'éducation comme une priorité rejoint l'opinion des Américains. Selon une enquête récente, 85,9 % d'entre eux « considèrent l'éducation comme le sujet le plus important, ou très important, dans la détermination de leur choix à l'élection du 5 novembre ». A l'occasion du premier débat télévisé, Bill Clinton et Bob Dole ont, d'ailleurs, évoqué le sujet à plusieurs reprises.

Outre des initiatives budgétaires destinées à favoriser l'enseignement des nou-

velles technologies de l'information, la reconstruction et la modernisation des établissements scolaires, Bill Clinton préconise une école publique dotée d'une plus grande autonomie. Ce choix d'« école à charte », financée par des fonds publics mais avec une obligation de résultats, lui paraît la meilleure solution pour favoriser une évolution en douceur du système scolaire.

Partisan de la réduction de l'emprise de l'Etat fédéral, Bob Dole, pour sa part, prône un changement radical dont la suppression du département de l'éducation serait l'expression la plus flagrante. Cette dernière proposition laisse indifférente une enseignante de Toledo, qui considère, en revanche, que « les multiples attaques de Bob Dole contre les syndicats d'enseignants accusés d'empêcher toute innovation du système scolaire, traduisent une méconnaissance de la réalité ». « Mes élèves, souligne-t-elle, ont mon numéro de téléphone et n'hésitent pas à me contacter chez moi ».

Le candidat républicain milite, lui, en faveur du « libre choix » de l'école par les parents et propose, pour les familles pauvres, l'instauration de bons leur permettant d'inscrire leurs enfants dans des écoles privées. Mais ce système se heurte à une limite : l'enveloppe budgétaire de 2,5 milliards de dollars que Bob Dole, s'il était



Comment les Américains vont-ils se déterminer pour les élections du 5 novembre ? Dans une série de six articles, nous avons choisi d'interroger les habitants de Toledo (350 000 hab.), une ville moyenne de l'Ohio. Après avoir évoqué la place de l'Etat, la situation économique et la protection sociale (le Monde des 29, 30 et 31 octobre), nous abordons aujourd'hui la question de l'éducation.

président, consacrerait au programme, ne permettrait de scolariser qu'environ 10 % de la population d'âge scolaire.

MAUVAISE QUALITE DU SYSTEME

Or non seulement les dépenses par élève augmentent plus rapidement que les budgets retenus, mais la mauvaise qualité de l'ensemble du système scolaire nécessiterait de nouveaux investissements. Le piètre état de l'éducation avait été révélé au grand public, il y a treize ans, par un rapport du secrétaire d'Etat de l'époque, Terry Bell, qui concluait : « Si une puissance étrangère ennemie avait tenté d'imposer à l'Amérique un système éducatif aux performances aussi médiocres que celles qui existent aujourd'hui, nous serions fondés à interpréter cela comme un acte de guerre ». Treize ans plus tard, Terry Bell, cité par le Washington Monthly (février 1996),

constate que des progrès ont été faits, « mais pas assez ».

Nouveau superintendant des écoles publiques de Toledo, Merrill Grant considère qu'estimer, comme beaucoup le pensent, que 60 % des parents, s'il en avaient les moyens, enverraient leurs enfants dans des écoles privées « relève du fantasme ». A Toledo, comme dans le reste des Etats-Unis, l'école publique scolarise 85 % des élèves, de l'école élémentaire jusqu'à l'université. Pour Merrill Grant, l'argent n'est pas un problème : « Il nous appartient, dit-il, de rechercher des financements supplémentaires à ceux que nous fournissons le budget fédéral, l'Etat et la municipalité. C'est avant tout un problème d'utilisation de nos ressources ».

Mobiliser et impliquer les ressources disponibles constituent les deux axes de la politique qu'il veut conduire. Son bureau et la salle de réunion qui la jouxte débordent de grandes feuilles sur lesquelles il sollicite élèves et professeurs, afin qu'ils expriment leurs besoins et exposent leurs vues sur les changements à apporter. Cela a un petit air de spontanéité obligatoire mais semble convenir aux élèves et aux professeurs.

Merrill Grant s'engage, lui, à leur fournir le cadre dans lequel ils pourront travailler dans les meilleures conditions. La force de conviction du nouveau superintendant, qui vient de prendre ses fonctions, semble réelle puisqu'il y a encore quelques semaines les dirigeants de l'administration scolaire de Toledo envisageaient de confier la gestion des ressources humaines et financières de cet énorme secteur à un opérateur privé. Dans l'Ohio, c'eût été une première.

Alain Abellard

LA RÉFÉRENCE

Ce patient travail d'historiens apporte, à tous ceux qui s'efforcent de n'être pas de simples consommateurs d'informations fragmentaires, de solides repères, qui aident à retrouver une cohérence dans l'enchaînement d'événements apparemment chaotiques, à retracer des perspectives. Christine Favet-Mycia/Le Figaro

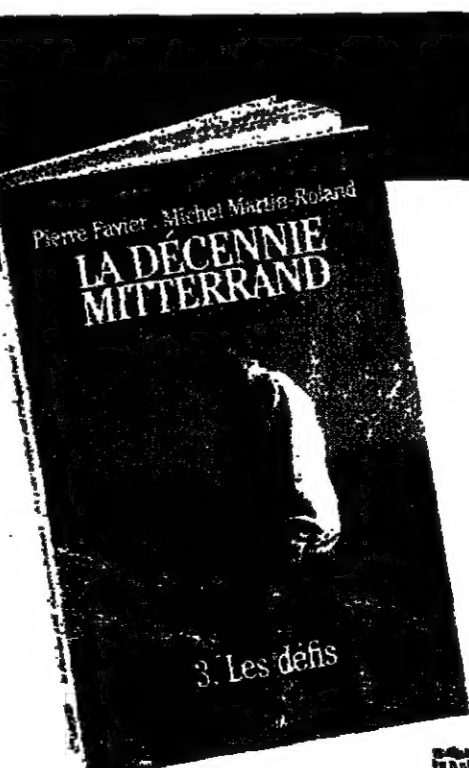
Favet et Martin-Roland s'en tiennent aux faits. Ils ouvrent le dossier, l'instruisent, puis le referment. Leur information est impeccable et leur probité sans défaut. François Bazin/Le Point

On pourrait se lasser. On ne se lasse pas. Les deux auteurs continuent imperturbablement de déconstruire les années Mitterrand, fidèles à la méthode qui a fait leur bonheur dans leurs deux premiers ouvrages. Nicole Gauthier/Libération

Le troisième tome de La Décennie Mitterrand est une réussite qui dépasse celle de leurs deux précédents essais. Anne Lauvergeon/L'Express

Le journalisme se met au service de l'Histoire. Là réside le grand talent de Favet et Martin-Roland. Daniel Caron/Le Nouvel Observateur

L'impression de solidité, la richesse des témoignages, font de ce livre un document irréfutable. Gérard Lamoignon/Le Dépeche du Midi



Editions du Seuil

Jean-Luc Dehaene, premier ministre belge

« La majorité du peuple défend un Etat fédéral et l'Europe »

Le chef du gouvernement entend mettre « la même énergie et le même entêtement » à réformer la justice et à préparer le pays à l'union monétaire

Dans un entretien accordé au *Monde*, le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, âgé de cinquante-six ans, revient sur l'affaire Dutroux, qui suscite tant de passions dans son pays et confirme que son gouver-

nement va mettre en route une réforme de la justice, « issue du XIX^e siècle », qu'il s'agit à présent de mettre « aux normes du XXI^e siècle ». En ce qui concerne la construction européenne, il insiste sur le

besoin d'unité en matière de politique étrangère sur les dossiers chauds du moment : le processus de paix au Proche-Orient et la tragédie qui se déroule dans l'est du Zaïre. Il déplore, notamment, le fait

que les Quinze ne disposent pas d'un instrument commun de prévoyance et d'analyse des crises, ainsi que d'intervention opérationnelle. M. Dehaene estime que la nomination d'un « M. PESG » (chargé de la

politique étrangère et de sécurité commune) serait une bonne idée et il assure que la Belgique, Etat fédéral, continuera à servir de « pilier de base » de l'Union européenne.

BRUXELLES
de notre correspondant
« Les événements dramatiques de cet été en Belgique ont révélé une profonde crise de confiance de la population dans les institutions judiciaires et politiques. Comment comptez-vous faire face ? »

« Essayons d'analyser clairement ce phénomène en distinguant les éléments spécifiquement belges de ceux que l'on retrouve un peu partout en Europe. On constate que la traite des êtres humains, les enlèvements d'enfants sont liés à des réseaux internationaux. Nous venons d'en connaître un cas extrême. Nous nous réjouissons que le sommet européen de Dublin ait décidé de mener une action commune contre ces crimes. Il y a aussi une impression de fracture entre les citoyens et leurs dirigeants politiques. C'est un phénomène que vivent toutes les sociétés occidentales. »

« Mais il existe des dysfonctionnements plus spécifiquement belges. Comme il s'agissait d'enfants enlevés et assassinés, ils ont déclenché une réaction très émotionnelle, les gens se sentent concernés, menacés dans ce qu'ils ont de plus cher. Les fautes constatées au niveau de la police et de la justice laissent penser que, si l'on avait eu une réaction plus efficace, certaines vies auraient pu être sauvées. Le dessaisissement du juge Connerotte, qui était devenu le symbole de ce que la justice devrait faire, a renforcé cette émotion, ce qui explique l'ampleur de la manifestation du 20 octobre. Cela nous met face à un triple défi : nous attaquer au trafic d'enfants dans la ligne de ce qui a été proposé par la conférence de



JEAN-LUC DEHAENE

Stockholm, trouver des moyens pour renouer le dialogue avec la population, et faire des réformes pour transformer une justice issue du XIX^e siècle en une justice du XXI^e siècle.

« Mais les gens demandent du concret, et vite. Est-ce compatible avec les réformes en profondeur que vous suggérez ? »

« J'ai reçu pendant plus de deux heures les familles des victimes. Cela a été une rencontre très positive. J'ai rendu hommage à leur retenue, car ils auraient pu exciter tout le monde. J'ai pris quatre engagements vis-à-vis d'eux : l'enquête ira jusqu'au bout ; s'il y a eu des fautes, elles seront sanctionnées ; nous créerons un centre de recherche sur les abus commis sur des enfants ; nous procéderons à une humanisation de la justice, notamment pour les victimes. Les parents considèrent cela comme des engagements concrets. Je ne suis pas sûr que tous les manifestants s'en contentent. Je sens bien une impatience, mais en démocratie les réformes demandent du temps. »

« On vous a reproché pendant toute cette période d'avoir les

yeux sur la ligne des 3 % du déficit budgétaire et de ne pas avoir pris tout à fait la mesure de l'émotion du pays. »

« On m'a reproché de ne pas avoir interrompu mes vacances et d'avoir continué à préparer le budget. Au plus fort des événements, à la mi-août, j'ai estimé qu'il appartenait d'abord à la justice de faire la clarté. Le ministre de la justice était en Belgique et faisait bien son boulot. Il fallait éviter une récupération politique de cette tragique affaire. On a même dit qu'il n'y avait pas de pilote dans l'avion et j'ai répondu que lorsqu'un avion traverse une tempête, le rôle du pilote n'est pas nécessairement de se montrer dans la cabine des passagers. »

« J'étais conscient qu'il fallait faire des réformes dans la justice, que cela allait demander des moyens qu'il aurait été impossible de dégager si l'on n'avait pas amené le budget au niveau nécessaire pour entrer dans la monnaie unique. Si je lâchais les pédales à ce moment-là, on risquait une hausse des taux fatale aux finances du pays. Il fallait aussi préparer des projets de réformes concrets, ce que nous avons fait dès le début de septembre. J'entends maintenant mettre la même énergie et le même entêtement à réaliser ces réformes que celle et celui employés par moi à mettre le pays dans les conditions d'entrée dans l'union monétaire. »

« La contestation se développe en Europe contre les politiques d'austérité que l'on met sur le compte d'une mise en œuvre trop rigide des critères de Maastricht. La Belgique n'est pas épargnée. Tenez-vous le cap ? »

« D'abord, les responsables politiques, en France comme en Bel-

gique, ont peut-être trop mis l'accent sur le fait que l'assainissement des finances publiques était lié à l'instauration de l'union monétaire. Même sans l'union monétaire, cet assainissement est nécessaire si nous voulons répondre aux défis de demain, notamment le défi démographique. Il faut bien expliquer que si l'Europe veut jouer un rôle dans une économie globale, il faut qu'elle rende son marché unique irréversible. Une monnaie unique oblige à une plus grande convergence des politiques économiques et sociales. »

« Actuellement, vu le poids de l'économie allemande et du deutchemark, c'est en grande partie la Bundesbank qui détermine la

« L'enquête (sur l'affaire Dutroux)

ira jusqu'au bout. S'il y a eu des fautes, elles seront sanctionnées »

ligne. Celle-ci, pour des raisons historiques, a l'obsession de l'inflation. Francfort a commencé à comprendre, en baissant ses taux, que l'on pouvait rendre l'Europe plus compétitive par rapport aux Etats-Unis. Mais on s'est trop longtemps fixé sur l'inflation, alors que ce problème était largement surmonté grâce aux politiques de convergences. La meilleure façon d'avoir une approche plus nuancée, c'est de faire l'union monétaire, car ce ne sera plus la Bundesbank seule, mais l'institut monétaire européen qui déterminera les orientations. »

« La Belgique sans monnaie nationale, n'est-ce pas un nouveau coup porté à l'union du pays ? »

discussions lors de la formation du gouvernement espagnol, le débat italien, et même anglais. Chez nous, il n'y a jamais eu d'attentats ni de sang versé. L'évolution de nos institutions s'est faite de façon pacifique et beaucoup plus maîtrisée que dans d'autres pays d'Europe. La Belgique a une sorte de pérennité et continuera de jouer un rôle important comme Etat, et comme pilier de base de l'Union européenne. »

« Certains de vos amis politiques en Flandre demandent la « communautarisation » de la sécurité sociale, qui signifie pour d'autres, en Wallonie, la fin de la Belgique. Quelle est votre position ? »

« La sécurité sociale est, à mon avis, une solidarité interpersonnelle, et ceux qui veulent la transformer en solidarité intrarégionale ont tort. Il faut maintenir cette solidarité à l'échelon fédéral, même si l'on peut apporter quelques aménagements dans la répartition des compétences, notamment en matière de santé. »

« La tournée de Jacques Chirac au Proche-Orient a suscité des réactions diverses en Europe. Qu'en pense la Belgique ? »

« Ce qui se passe au Proche-Orient, comme en Afrique, démontre le besoin d'une unité européenne en matière de politique étrangère. Nous sommes terriblement handicapés sur le plan politique, alors que nous sommes les principaux bailleurs de fonds dans ces deux régions. Nos difficultés à nous imposer dans le processus de paix au Proche-Orient et à nous organiser dans la région des Grands Lacs sont liées à un manque d'instrument commun d'analyse et d'intervention opérationnelle. »

« Pour ce qui est de la tournée de Jacques Chirac au Proche-Orient, je crains qu'en agissant à partir de l'impulsion donnée par un seul pays membre on aboutisse à des actions en ordre dispersé. J'estime, cependant, que l'analyse de la situation de la politique étrangère commune faite par les responsables français dans le cadre de la Conférence intergouvernementale, notamment avec l'instauration d'un « M. PESG » (politique étrangère et sécurité commune), est une bonne analyse. »

Propos recueillis par
Luc Rosenzweig

CATHAY PACIFIC
SOUHAITAIT LE MEILLEUR
LONG COURRIER DU MONDE.
AUJOURD'HUI
ELLE RENOUVELLE
SON CHOIX.

AIRBUS

Emotion
après le décès
d'un enfant
palestinien battu
par un colon

Le Guide
du Pouvoir

Biographies à lire
1996
Editions Jean-Claude Lattès

هكوا من الاصل

Emotion après le décès d'un enfant palestinien battu par un colon

JÉRUSALEM
de notre correspondant
Geste inhabituel : le consul général des États-Unis à Jérusalem, Edward Abington, est allé présenter ses condoléances « et celles du gouvernement des États-Unis », mercredi 30 octobre, à une famille palestinienne du village de Housane, près de Bethléem, dont le fils, âgé de dix ans, Hilmi Choucha, est mort lundi, à la suite de coups que lui avait assésés, la veille, un colon israélien. « J'ai une fille de six ans. Elle est ce que j'ai de plus précieux et si quelque chose devait lui arriver, ce serait un coup terrible pour moi. C'est pourquoi je sais que la famille Choucha doit avoir le cœur brisé par la mort de son fils », a déclaré M. Abington. Le 16 janvier 1990, un autre membre de la même famille, Youssef Hataun Choucha, âgé de dix-sept ans, un cousin de Hilmi, était mort, après avoir été touché à la tête par une balle de caoutchouc, tirée par l'armée israélienne à quinze mètres de distance.

Il n'est pas courant que le consul américain se déplace ainsi pour rendre visite à des familles en deuil et M. Abington a été chaleureusement accueilli à Housane. Selon la famille Choucha, il a offert le soutien de son pays pour les soins requis par la sœur de Hilmi, âgée de deux ans et souffrant de leucémie.

« JE ME SUIS TROMPÉ »
L'association israélienne pour les droits du citoyen a mis en cause la complaisance des tribunaux à l'égard d'Israéliens accusés de violences contre des Palestiniens et a réclamé la pleine application de la loi. Nahoum Kurman, l'auteur présumé des coups mortels, responsable de la sécurité d'une minuscule colonie de peuplement proche de Housane, Hadar Beitza, a été arrêté le jour de l'incident. Il reconnaît s'être trouvé sur les lieux, mais nie avoir frappé la victime. Lors d'un premier interrogatoire – sur le conseil de son avocat, il refuse depuis de répondre aux questions des policiers –, il a déclaré avoir poursuivi, en les sermonnant, des enfants qui jetaient des pierres sur les voitures de colons. L'un d'eux, affirme-t-il, est tombé au moment où il s'approchait de lui. La détention de Kurman a été prolongée mardi pour trois jours. L'autopsie réalisée par l'Institut de médecine légale d'Abou Kabir, à Tel-Aviv, a montré que Hilmi Choucha est décédé d'une hémorragie cérébrale provoquée par une contusion au cou.

Selon les témoignages de plusieurs villageois, Nahoum Kurman a giflé l'enfant, lui a donné un coup de pied à la tête après qu'il fut tombé à terre et l'a également frappé avec la crosse de son pistolet. Le père de la victime a rapporté que le colon, ayant constaté que l'enfant a été sérieusement touché, l'a emporté dans sa jeep tout en s'exclamant : « Je regrette, je me suis trompé » ; puis il a roulé en direction de Hadar Beitza avant d'appeler une ambulance.

Les funérailles de Hilmi Choucha, mardi à Housane, ont rassemblé quelque 2 000 personnes, qui ont défilé sous la pluie en scandant des slogans hostiles aux colons juifs. À l'issue de la cérémonie, des affrontements ont eu lieu entre quelque 200 jeunes Palestiniens et des soldats et policiers israéliens. Aux jets de pierres contre leurs jeeps, les soldats ont riposté par des tirs de gaz lacrymogène. Un Palestinien a été légèrement blessé. (Interim.)

1996 : 10^e édition, 3 volumes

Le Guide du Pouvoir

Biographies & photos
- 990 F -

Éditions Jean-François Doumic
T⁰¹ 04.70.99.53.33

Regain de violences à la frontière zaïro-rwandaise

En territoire zaïrois, l'aéroport de Goma est tombé jeudi 31 octobre aux mains des rebelles tutsis. La veille, une partie de la ville de Bukavu, dont l'archevêque avait été assassiné mardi, a été prise par les Banyamulenges

Les rebelles tutsis se sont emparés, jeudi 31 octobre, de l'aéroport de Goma, dans l'est du Zaïre, a annoncé un porte-parole des Nations unies, citant l'armée zaïroise. D'autres villes frontalières, Bukavu et Cyangugu no-

tamment, ont été le théâtre de violences meurtrières et d'affrontements entre troupes régulières des deux pays. Les organisations caritatives internationales ont exprimé leur vive inquiétude quant au sort de plusieurs

centaines de milliers de réfugiés : concentrés essentiellement dans les régions de Goma et de Bukavu, ils sont exposés à l'insécurité, au risque de famine et d'épidémies. Pour la première fois, l'armée rwandaise a reconnu,

mercredi, avoir lancé une opération en territoire zaïrois, afin de « neutraliser » une position zaïroise à partir de laquelle la ville rwandaise de Cyangugu était bombardée depuis le début de la semaine.

LES REBELLES tutsis se sont emparés, jeudi 31 octobre, de l'aéroport de Goma, dans l'est du Zaïre, a affirmé un porte-parole des Nations unies citant l'armée zaïroise. Cet aéroport est particulièrement important pour les organisations caritatives qui y acheminent des vivres pour les réfugiés et leur personnel. L'armée zaïroise s'en est aussi servi ces derniers jours pour acheminer des renforts.

Des tirs d'artillerie très rapprochés, provenant des abords de l'aéroport, avaient été entendus, dans la matinée à partir du centre de Goma. Ces tirs visaient, semble-t-il, les collines environnantes qui surplombent la ville et où, selon des habitants, l'armée rwandaise a installé des pièces d'artillerie. Durant la nuit, des tirs d'armes automatiques ont aussi été entendus. Selon un responsable de l'aéroport, contacté par l'envoyé spécial de l'AFR, tous les vols commerciaux sur les aéroports de Goma et de Bukavu ont été suspendus « jusqu'à nouvel ordre ».

La ville zaïroise de Bukavu a été, jusqu'à mercredi, le théâtre de violences particulièrement meurtrières – qui ont coûté la vie à l'archevêque de Bukavu, Mgr Christophe Munzi Hirwa, assassiné mardi soir. Au total, « une centaine de civils ont été tués » en l'espace de huit jours, a précisé, mercredi, un responsable de la Croix rouge, Richard Jens. Pendant près d'une semaine, la ville a été livrée « au chaos et à la terreur », a-t-il souligné. Les militants bénévoles de la Croix-rouge, « munis de gants et de masques, ont enterré chaque matin, en différents points de Bukavu, des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants tués pendant la nuit », afin de neutraliser les risques d'épidémies, précise un communiqué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), basé à Genève. Il n'y a plus, depuis lundi, aucun représentant étranger de l'organisation à Bukavu.

L'Unicef a lancé un « cri d'alarme » : près de la moitié des 600 000 réfugiés rwandais sont des enfants de moins de quinze ans

Cependant, selon des membres d'organisations humanitaires à Cyangugu, ville rwandaise située en face de Bukavu, les rebelles banyamulenges (Tutsis du Zaïre) se seraient emparés de près de la moitié de la ville de Bukavu, où, depuis mercredi, prévautrait un calme précaire. Le CICR estime que quelque 800 000 personnes ont besoin d'une aide d'urgence, notamment médicale, dans la région de Bukavu. Avant les troubles, la région abritait 300 000 réfugiés. Ils ont été rejoints par quelque 100 000 autres, fuyant les affrontements à Uvira, plus au Sud.

L'Unicef a lancé, de son côté, un « cri d'alarme » pour la région de Goma, où la situation alimentaire risque de devenir « pré-critique » pour les quelque 600 000 réfugiés rwandais – parmi lesquels « la moitié sont des enfants de moins de quinze ans ».

Pour sa part, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé, mercredi, l'envoi d'urgence de spécialistes dans l'est du Zaïre, pour évaluer les risques d'épidémies et les mesures à prendre pour protéger des centaines de milliers de personnes laissées sans assistance. Des stocks de médicaments vont également être constitués à Entebbe, en Ouganda, et un budget spécial doit être dégagé, a dit un porte-parole. Une équipe de quatre personnes devait se rendre jeudi à Goma. Elle comprendra un épidémiologiste, un ingénieur sanitaire, un logisticien et un expert en communication, selon l'OMS. « Il s'agit d'une grave urgence humanitaire », a dit le directeur général de l'OMS Hiroshi Nakajima. L'OMS craint notamment que le choléra, les dysentéries, le palu-

disme et la méningite frappent des réfugiés laissés sans soins, sans abri, nourriture ni eau potable après avoir été forcés de quitter les camps au moment où la saison des pluies aggrave leur vulnérabilité. Le choléra avait fait des dizaines de milliers de morts en 1994, lors de la précédente crise provoquée par l'arrivée de centaines de milliers de per-

sonnes fuyant un génocide au Zaïre. Sur le plan politico-militaire, la situation ne semble pas devoir s'améliorer. L'armée rwandaise a reconnu, mercredi, avoir répliqué à des tirs d'artillerie et avoir dépêché un groupe de soldats en territoire zaïrois, afin de « neutraliser » une position, d'où la ville de Cyangugu était bombardée. Selon des informations

recueillies sur place, sept soldats rwandais ont été blessés lors de ces bombardements, qui n'ont pas fait de victimes parmi la population civile.

Par ailleurs, un commandant de l'Armée patriotique rwandaise (APR, dominée par la minorité tutsie) à Cyangugu, le colonel Flamin Kagame, s'est déclaré convaincu que les anciennes Forces armées rwandaises (FAR, forces majoritairement hutues défaits en juillet 1994 par l'APR et réfugiées au Zaïre) combattaient aux côtés des Zaïrois. Selon lui, deux installations militaires ont été visées à Cyangugu : une gendarmerie et une caserne, dont seules des personnes connaissant le terrain pouvaient déterminer avec une telle précision l'emplacement. Deux habitations civiles ont également été touchées.

A Kigali, le vice-président et ministre de la défense, le général Paul Kagame, avait, le premier, annoncé, mercredi matin, que l'armée rwandaise avait riposté aux tirs venus du Zaïre et recommencerait si nécessaire. « S'il faut faire la guerre, je la ferai », a déclaré le général Kagame,

homme fort du régime rwandais, en affirmant que les troupes rwandaises n'avaient jusqu'à présent jamais combattu aux côtés des Banyamulenges, contrairement aux accusations répétées du Zaïre.

Mais il n'a pas exclu que cela se produise. « Selon l'évolution de la situation, je ne sais pas s'il y aura une forme ou une autre d'implication » (de l'armée rwandaise dans l'est du Zaïre), a-t-il ajouté. Il a précisé que trois soldats avaient été légèrement blessés pendant les bombardements. Mais les journalistes sur place ont pu voir six soldats hospitalisés à Cyangugu. Un autre a été transporté à Kigali. Un correspondant de Radio Rwanda a annoncé que trois civils avaient été légèrement blessés, mais cette information n'a pas été confirmée.

Parallèlement, l'envoyé spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs, Aldo Ajello, arrivé lundi à Kigali, a quitté mercredi la capitale rwandaise pour Kinshasa, poursuivant une « mission de bons offices » destinée à faire baisser la tension entre le Rwanda et le Zaïre. (APR Reuter.)



VOUS NE VOUS EMMENONS PAS SEULEMENT EN AMÉRIQUE, NOUS VOUS ACCUEILLONS CHEZ NOUS

Chez American non seulement nous vous emmenons vers 200 destinations en Amérique, mais en plus nous le faisons dans d'excellentes conditions de confort. Quoi de plus normal puisque nous considérons nos passagers comme de véritables invités. L'hospitalité américaine prend chez nous tout son sens. C'est pourquoi, lorsque vos affaires vous attendent en Amérique, laissez-nous vous y emmener. Nous vous donnerons toujours le meilleur de nous-mêmes pour vous satisfaire. Pour toutes informations ou réservations, contactez votre agence de voyages ou American Airlines au 01 69 32 73 07 (Paris/Île de France) ou 0 800 23 00 35 (Provinces) 3615 American Airlines (2,23 F/min).

American Airlines

هكذا من الامم

La condamnation du dissident Wang Dan suscite une émotion internationale

L'ancien dirigeant chinois de Tiananmen était accusé de « subversion »

Après la condamnation à onze ans de prison du dissident chinois Wang Dan, les capitales occidentales ont demandé, mercredi 30 octobre, la clémence de Pékin. A Paris, le

Quai d'Orsay s'est dit choqué « par la lourdeur de la sentence » et « espère que les autorités chinoises prendront en considération l'émotion (...) internationale ».

PÉKIN

de notre correspondant

Le gouvernement chinois vient d'administrer, avec la peine de onze ans de prison décidée à l'encontre de l'activiste pro-démocratique Wang Dan, une énergique leçon de choses aux partisans étrangers d'une approche conciliante envers Pékin sur la question des droits de l'homme. Alors que la pression des gouvernements occidentaux s'était faite minime à ce sujet, l'ancien étudiant et dirigeant des occupants de la place Tiananmen en 1989 a été condamné presque aussi sévèrement, pour la seule expression de vues non conformes à l'orthodoxie officielle, que le prisonnier de conscience Wei Jingsheng (quatorze ans).

Le procès de Wang Dan s'est tenu, le mercredi 30 octobre, selon un rituel désormais bien huilé : annonce en catimini de son inculpation, convocation à la dernière minute de ses défenseurs - sa mère et un avocat -, tenue des journalistes étrangers et des curieux à distance de l'entrée du tribunal par la police, réunion d'un « public » présenté comme tel, alors qu'il était tré sur le volet, et faux « débat » sur une cause entendue d'avance. Les « délibérations » du jury appointé par le régime n'ont pris que dix minutes à la fin des quatre heures de séance. Wang Dan a été jugé coupable de « conspiration visant à subvertir le gouvernement », action définie comme « le renversement du pouvoir d'Etat et du système socialiste » incarnés dans « la dictature du prolétariat ».

L'accusé, précise le communiqué officiel, a « reconnu franchement ses activités », ce qui signifie qu'il a

en fait revendiqué les actes qui lui étaient reprochés. Ceux-ci allaient de la rédaction d'articles publiés principalement dans la presse de Hongkong et de Taïwan contre la répression politique en Chine à l'organisation de collectes de fonds étrangers en vue de porter assistance aux familles de prisonniers de conscience. Ces activités étaient conduites « en collusion avec Wei Jingsheng » ainsi qu'avec des groupes d'activistes chinois installés aux Etats-Unis décrits comme « forces hostiles d'outre-mer ».

Le régime s'est seulement éparpillé la peine de qualifier sa conduite de « contre-révolutionnaire », catégorie criminelle qui peut mener à la peine capitale, et qui est en passe d'être bientôt remplacée dans le code pénal par la notion équivalente de conspiration contre la sécurité de l'Etat, moins marquée du caractère provisoire découlant d'une « révolution ». Ce détournement vise à éviter de fournir un prétexte à une éventuelle exigence de nouveau jugement à l'avenir.

INQUIÉTUDE A HONGKONG

L'ancien étudiant passe pour avoir l'intention d'introduire une procédure en appel. Aucune procédure de ce type n'a jamais abouti à la moindre réduction de peine pour des affaires politiques. Les intéressés peuvent seulement s'estimer heureux de ne pas voir leur condamnation alourdie pour avoir mis en doute le bien-fondé du jugement initial.

Une question, certes ingénue, pourrait paraître légitime : pourquoi le régime éprouve-t-il le besoin d'écraser d'un coup d'aussi

volumineux marteau un tel mouchoir ouvert au compromis ? D'autant que la peine à laquelle il a été effectivement condamné se montera au total à douze ans et demi si l'on inclut la détention préventive qui a précédé son arrestation formelle le 3 octobre.

D'une certaine manière, le régime lui-même apporte une réponse désarmante : Wang Dan, âgé de vingt-sept ans, a, par ses actes, « mis en danger le gouvernement légitime de la République populaire de Chine ». On savait celui-ci relativement faible et inquiet, mais pas à tel point.

Plus concrètement, les autoritaires de Pékin ont marqué leur refus catégorique du moindre souffle d'impertinence politique, effectivement muselé la dissidence avec cette dernière condamnation spectaculaire et adressé un message qui a été bien compris à Hongkong : l'expression de sentiments hostiles ou revendicatifs, comme ceux que symbolise la frêle silhouette à lunettes de l'ex-étudiant brandie sur les placards des manifestants du territoire, ne sera plus tolérée à l'avenir là-bas non plus.

Le chef de la diplomatie continentale, le vice-premier ministre Qian Qichen, l'avait dit voici quelques jours, et aurait pu s'estimer mari de ne pas avoir été franchement cru sur parole. Le chef de file du milieu libéral, Martin Lee, membre élu du mini-Parlement hongkongais, a cette fois commenté le verdict frappant Wang Dan d'une lucide constatation : toute opposition est condamnée d'avance, a-t-il estimé en substance.

Francis Deron

Jacques Chirac a tenu à adresser des messages d'« amitié » au dalai-lama

Condamné au silence par la realpolitik, le président de la République a dépêché de nombreux émissaires pour témoigner sa sympathie au chef spirituel tibétain

ON ATTENDAIT un geste, un signe. On savait que ni l'Elysée, ni Matignon, ni le Quai d'Orsay n'étaient disposés à recevoir officiellement le dalai-lama qui a achevé, mercredi 30 octobre, une visite de deux jours à Paris. Désireux de ne pas altérer les excellentes relations sino-françaises, confirmées par la prochaine visite de Jacques Chirac en Chine, prévue en mai 1997, le gouvernement français avait clairement fixé les limites de l'exercice : le séjour parisien du chef tibétain était purement « pastoral ». Dès l'arrivée en France du dalai-lama, Pékin avait mis en garde Paris contre toute tentative de nouer avec lui un contact officiel.

Pourtant, le président de la République ne pouvait en rester là. Il s'était jadis flatté d'avoir été l'un des premiers hommes politiques français à avoir rencontré le dalai-lama. Et François Mitterrand lui-même avait reçu le dirigeant tibétain, certes à « titre privé », dans la bibliothèque de l'Elysée lors de sa dernière visite en novembre 1993. Le « geste » tant attendu est finalement venu. Mais faute de pouvoir donner de sa personne, le chef de l'Etat a dépêché ses émissaires pour témoigner au dalai-lama toute son amitié.

Le ministre de la Justice, Jacques Toubon s'est d'abord acquitté de cette tâche, mardi 29 novembre, en se déplaçant à « titre privé » à l'hôtel parisien du chef tibétain. Loin de se contenter d'évoquer la vitalité du bouddhisme dans le treizième arrondissement de la capitale dont il est le maire, le garde des sceaux était porteur d'un message oral de « sympathie » de M. Chirac. Mercredi, le ballet des

messagers a continué. Après un entretien avec le maire de Paris, Jean Tiberi, à l'Hôtel de ville, le dalai-lama a été reçu dans une salle du Palais Bourbon par un groupe de parlementaires sympathisants de la cause tibétaine qui lui ont remis un « appel » de 329 parlementaires soutenant l'action du chef tibétain et critiquant la politique chinoise sur le « Tait du monde ».

« UN CHEF D'ETAT EN EXIL »

C'est dans cette ambiance chaleureusement militante où l'on s'est gaussé de la thèse officielle d'une « visite pastorale » - le sénateur centriste de Meurthe-et-Moselle Claude Hurlet allant jusqu'à saluer un « chef d'Etat en exil » - que Pierre Lellouche, proche du président de la République, est monté à la tribune pour assurer au dalai-lama que « l'amitié » de M. Chirac « ne s'est jamais démentie ». Comme si cela ne suffisait pas, le député RPR de la Côte-d'Or, Louis de Broissia, un des parlementaires français les plus impliqués dans le militantisme pro-tibétain, a convié au dalai-lama un message de M. Chirac de la même teneur.

Un dialogue imprévu avec Hervé de Charette aurait dû en principe donner un éclat final à tous ces témoignages d'une amitié « sous-traitée ». Mais le ministre des affaires étrangères qui patientait dans les couloirs n'a pu approcher le dalai-lama, retenu par un Jean-François Deniau excessivement bavard : il est reparti « bre-douille » au Quai d'Orsay.

Toutes ces manœuvres de couloirs d'un gouvernement réduit à finir pour contourner la dure loi de la diplomatie n'auront apparemment pas chiffonné le chef

spirituel tibétain. Compréhensif, celui-ci a dit comprendre que le chef de l'Etat « devait prendre en considération un grand nombre d'éléments » et qu'il continuait néanmoins à le tenir pour un « proche ami ». Malheureusement, il a ajouté : « Ce qui est très encourageant, c'est le contact avec le peuple et avec les médias, l'appréciation que le public et la presse critiquent le propre gouvernement lorsqu'il se montre un peu trop froid à mon égard ».

De tels propos résument à eux-seuls la tonalité de ce système sé-jour parisien du prix Nobel de la paix 1989. Si à l'issue d'une réunion publique au Palais des sports, mardi, des militants pro-tibétains ont déroulé une banderole fustigeant les « courbettes devant le gouvernement chinois », le dalai-lama est resté très pondéré dans ses propos, rappelant qu'il ne réclame pas l'indépendance et qu'il est résolument opposé aux recours à des méthodes de lutte violentes.

Désireux d'amener Pékin à la table des négociations, il a rendu des hommages appuyés aux dissidents chinois qui ont récemment préconisé l'ouverture d'une dialogue sur le Tibet. L'objectif de son déplacement était surtout de capitaliser un soutien de l'opinion que ses proches jugent croissant. « Avant, on demandait au dalai-lama : que se passe-t-il au Tibet ? résumait un membre de son entourage parisien. Maintenant, on lui demande : que peut-on faire pour le Tibet ? ». La question qui est posée aux autorités françaises semble, elle, autrement délicate : « comment faire avec le Tibet ».

Erédéric Robin

LUFTHANSA SOUHAITAIT
UN LONG COURRIER
QUI NE CONSOMME QUE
3,7 LITRES AUX 100 KMS
PAR PASSAGER.

AIRBUS

هنا من الاصل

Un ancien officier sud-africain condamné à la prison à vie

PRETORIA. Jugé coupable de six meurtres et quatre-vingt-trois autres crimes commis alors qu'il œuvrait au sein des escadrons de la mort, le colonel Eugene De Kock, ancien chef d'une unité antiterroriste de la police secrète, a été condamné, mercredi 30 octobre, par la Cour suprême de Pretoria, à la prison à perpétuité. Cette peine a été assortie d'un total de 212 années de prison. C'est le verdict le plus lourd jamais prononcé pour des crimes commis au nom de l'apartheid. Dans ses attendus, le juge Willem van der Merwe a souligné que « deux meurtres particulièrement abominables » méritaient, à eux seuls, la prison à vie : celui du chauffeur de Winnie Mandela, tué après une embuscade montée par la sécurité, et celui de Japie Maponya, frère d'un militant anti-apartheid, achevé d'un coup de sabre après avoir été torturé et forcé de creuser sa propre tombe. De Kock « n'a eu de respect ni pour les vies humaines ni pour les cadavres », a souligné le juge. - (AFP/Reuters.)

L'écrivain Duong Thu Huong retenu au Vietnam

LES AUTORITÉS vietnamiennes refusent de délivrer un visa à la femme de lettres dissidente Duong Thu Huong, chef de file de la renaissance littéraire. Le dernier livre de cet écrivain, *Au-delà des illusions*, figure sur la dernière sélection du prix Femina étranger qui sera décerné lundi. Invité par son éditeur français, Philippe Picquier, l'écrivain a attendu deux mois avant que les autorités lui signifient oralement leur refus de l'autoriser à quitter le pays. Lors d'un précédent voyage, en 1995, Duong Thu Huong avait reçu des mains de Jacques Toubon, ministre de la culture, les insignes de chevalier des Arts et des Lettres, un geste qui avait vivement irrité les autorités vietnamiennes. - (AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : une loi autorisant l'avortement a été adoptée par les députés, mercredi 30 octobre, au Cap. On estime à environ 250 000 le nombre des avortements clandestins, pratiqués chaque année, et à plus de 400 celui - officiel - des décès liés à ces pratiques. - (AFP)

ANGOLA : un journaliste de la télévision, Antonio Casimiro, a été tué par balles à son domicile, dans l'enclave pétrolière de Cabinda, à l'extrême nord du pays, a-t-on appris mercredi 30 octobre. - (AFP)

MAURITANIE : le journal privé *Le Calame* a été interdit de parution pour trois mois sur décision du ministère de l'intérieur, a-t-on appris mercredi 30 octobre, de source informée à Nouakchott. - (AFP)

AMÉRIQUES

CHILI : ancienne députée et présidente du Parti communiste chilien, Gladys Marin a été arrêtée et incarcérée, mardi 29 octobre, à la suite d'un mandat d'arrestation délivré par un tribunal civil pour « injures et de calomnies » à l'encontre du général Augusto Pinochet. Le 11 septembre 1996, date anniversaire du coup d'Etat militaire de 1973, M^{me} Marin, dont l'époux fut l'une des victimes de la junte militaire, avait accusé le commandant en chef de l'armée de terre d'avoir « encouragé le terrorisme d'Etat et commis de graves atteintes aux droits de l'homme ». Elle l'avait également traité de « psychopathe » et de « maître-chanteur ». Bien que les communistes ne fassent pas partie de la Concertation démocratique, coalition qui soutient le gouvernement du président, ses responsables ont tenu à exprimer leur solidarité avec « la présidente d'un parti parfaitement légal qui n'a fait que manifester une opinion politique ». - (Corresp.)

EUROPE

RUSSIE : le nouveau secrétaire du Conseil de sécurité russe, Ivan Rybkine, a affirmé, mercredi 30 octobre, que la Russie était favorable à une participation à l'organisation politique de l'OTAN. Selon lui, les négociations entre la Russie et l'OTAN pourraient avancer lors du sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, les 2 et 3 décembre 1996 à Lisbonne. - (AFP)

Pays de 3 000 milliards de roubles (500 millions de dollars) de recettes fiscales supplémentaires devraient être collectées ce mois-ci, a indiqué, mercredi 30 octobre, le ministère des finances. Le Fonds monétaire international, mécontent de la mauvaise tenue des recettes fiscales, a suspendu la semaine dernière le versement d'une tranche de crédit de 340 millions de dollars. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

BAHREÏN : les directeurs exécutifs de deux organisations de défense des droits de l'homme, Amnesty International et Human Rights Watch, ont demandé par lettre à l'émir du Bahreïn d'empêcher l'exécution de trois citoyens bahreïnais condamnés à mort pour meurtre, après un procès qui « n'a pas réuni les conditions minimales d'équité », alors que les décisions de la Cour de sûreté de l'Etat ne souffrent pas d'appel.

GAZA : Jacques Chirac Ben Salah Jibril Abou Hamad a été inscrit, mardi 29 octobre, à l'état civil palestinien. Les parents de l'enfant, né le 22 octobre, ont voulu rendre hommage au président de la République française qui effectuait alors une visite au Proche-Orient. - (AFP)

IRAK : les premiers pourparlers directs entre les factions kurdes irakiennes rivales depuis treize mois ont commencé, mercredi 30 octobre à Ankara, en Turquie, sous l'égide des Etats-Unis, en vue de consolider la cessez-le-feu dans le nord de l'Irak. Des diplomates britanniques et turcs participent à ces pourparlers. - (AFP)

ISRAËL : un journaliste palestinien de Jérusalem-Est, Hayyan Jobeh, s'est vu refuser par les autorités israéliennes le droit de se réinstaller dans la ville après trois années de séjour à Londres. Sa carte de résident lui a été confisquée en vertu d'une loi qui prive les Palestiniens d'une telle carte dès lors qu'ils s'absentent plus de trois ans et disposent d'un permis de résidence dans un autre pays. Cette loi ne s'applique jamais aux citoyens israéliens et n'est pratiquement jamais appliquée à des résidents juifs sans nationalité israélienne. - (AFP)

Le ralentissement de l'économie américaine se confirme

LE PRODUIT INTERIEUR BRUT des Etats-Unis a progressé de 2,2 % en rythme annuel au troisième trimestre, après 4,7 % au cours des trois mois précédents, selon la première estimation du département du commerce, rendue publique mercredi 30 octobre. Cette décélération est néanmoins inférieure aux prévisions des analystes, qui tablèrent sur un accroissement du PIB de 1,8 % seulement. De même, malgré une diminution de 0,5 % en septembre, les ventes de logements neufs se situent toujours à un niveau historiquement élevé (plus de 700 000 logements vendus en rythme annuel). Dans son « Livre beige » paru mercredi, la Réserve fédérale souligne que, si la croissance est modeste sur la majorité du territoire, les tensions salariales touchent un plus grand nombre de secteurs et de régions. - (AFP)

Les Chinois réservent un triomphe à des ouvrages vantant le nationalisme

Le « non à l'Occident », en dépit de la ligne diplomatique officielle, fait recette

Au moins trois grands succès de librairie à Pékin prouvent une attitude agressive à l'encontre de l'Occident, des Etats-Unis en particulier, mais aussi du Japon, et dénonçant les influences étrangères dans le pays. Mutisme du pouvoir, qui laisse faire, tout en affirmant

qu'il ne s'agit pas là de points de vue partagés par le gouvernement. Serait-ce le début d'une expression semi-libre ?

PÉKIN

de notre correspondant

Les variations sur le thème selon lequel la Chine serait tentée de « dire non » à l'Occident - Etats-Unis au premier rang - sont en passe de constituer un véritable feuilleton politico-littéraire. Après *La Chine peut dire non*, succès de l'été à hauteur d'un demi-million d'exemplaires, tirage record, deux nouveaux titres sont venus relancer la polémique, qui commençait à pâlir.

On n'était pas habitué, dans un pays où l'édition demeure sous étroit contrôle gouvernemental, à voir paraître autant d'ouvrages exprimant des vues non conformes à la ligne diplomatique officielle - qui n'est pas, qu'on sache, celle d'un « non » catégorique à l'Occident. Il n'en faut pas moins pour se demander d'où proviennent ces protestations sur le célèbre ouvrage de Shinaro Ishihara, l'ancien patron de la firme nipponne Sony, *Le Japon qui peut dire non*, paru à la fin des années 80, en réaction au *Japan Bashing* (critiques du Japon) américain.

Le premier ouvrage, publié au printemps par trois jeunes universitaires pékinois, se voulait un brûlot éditorial dénonçant, de la part des Etats-Unis, une volonté domi-

natrice sur leurs partenaires, que ce soit dans les domaines stratégique, politique, économique ou culturel. Fort peu académique, le texte fustigeait la propension américaine à favoriser l'exportation de biens *made in USA*, matériels ou spirituels, sans considération pour les susceptibilités, difficultés ou réticences des destinataires. Il s'agissait d'une réactualisation de la défunte lutte contre l'« impérialisme », avec, pour chapeauter la démonstration, un éloge de Fidel Castro présenté en héros de la « résistance ».

LES CONDITIONS DU « OUI »

Tout en assurant à leurs visiteurs étrangers que ce livre ne représentait pas les vues du gouvernement chinois, les dirigeants de Pékin ne se privèrent pas de leur en mentionner l'existence au cours de l'été. Façon de leur faire comprendre qu'il ne fallait pas que la Chine soit poussée dans ses derniers retranchements dans les multiples querelles qui l'opposent aux Occidentaux.

Mais voilà que sort à son tour, en octobre, un ouvrage du même ordre, encore que plus polé dans la forme : *Pourquoi la Chine dit-elle non ?* se présente plutôt comme une élaboration calculée, posée, des divers commentaires de la

presse officielle, par trois spécialistes des relations internationales à qui ne peut, cette fois, être fait le reproche d'être néophytes en la matière. Les auteurs s'interrogent, notamment, quant à savoir si « Taiwan est le 51^e Etat des Etats-Unis ? » ou si l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sans la Chine peut prétendre à un autre titre que celui d'« organisation régionale du commerce ».

Dans la foulée, enfin, les auteurs du premier ouvrage publient la suite : les voilà qui s'attaquent, dans *La encore, la Chine peut dire non*, au Japon, qu'ils avaient précédemment oublié. Ces livres et quelques autres, qui, depuis un an environ, remettent en cause une partie de la propagande officielle vantant les bienfaits de la politique menée sous Deng Xiaoping depuis 1978, sont révélateurs d'un malaise qui a tendance à se muter en défi.

En privé, nombre de Chinois cultivés, y compris des intellectuels pourtant connus pour leurs positions nationalistes, apportent un bémol au caractère représentatif de ces pamphlets. Leurs auteurs « seraient les premiers à demander, s'ils le pouvaient, une carte verte pour s'installer aux Etats-Unis », ironise l'un. Et un autre : « Pour la plupart d'entre nous, la question est plutôt de savoir à quelles conditions

la Chine peut dire oui. » C'est-à-dire « oui » à l'ouverture.

A tout le moins, le débat, s'il est engagé sur des bases faibles - la Chine est loin d'avoir atteint un niveau de développement comparable à ce Japon qui, au demeurant, n'a pas dit « non » à l'Amérique - présente un aspect nouveau : il n'émane pas directement, en apparence en tout cas, du régime, à la différence de toutes les polémiques politico-littéraires qui ont parcouru l'histoire de la Chine populaire et qui, toutes, étaient entièrement téléguidées par le pouvoir à des fins représentatives.

Ce débat signifierait alors qu'un début d'expression semi-libre est, désormais, envisageable à la faveur de la loi du marché - d'aucuns soupçonnent ces vaillants auteurs nationalistes de faire un joli « coup » d'édition avant tout pour les bénéfices financiers qu'ils en retirent. Timide progrès qui n'efface pas le maintien d'une haute surveillance envers les intellectuels libéraux : l'écrivain Bai Hua, un militaire très respecté, ancienne victime de la vindicte du régime, s'est, durant l'été, retrouvé à nouveau en résidence surveillée. Sans explication.

Francis Deron



Outil de Productivité

P5-120 MULTIMEDIA

- Processeur Intel® Pentium® à 120MHz
- 16 Mo de RAM Haute Performance (SDRAM)
- 256 Ko Pipeline Burst Cache
- Lecteur de disquettes 3,5"
- CD-ROM Toshiba® lecteur interne
- Disque dur EIDE Western Digital® 2,5 Gio
- Carte audio Creative Labs® le bel et bon parler
- AlteX LaserJet ACS41
- Carte graphique Matrox® avec 2 Mo de VRAM
- accélérateur 3D 160
- Moniteur couleur 15" CrystalScan®
- Batterie de charge pour modem
- Clavier Windows® 95 de 105 touches
- Souris Microsoft®
- MS Windows 95
- MS Office Professional® 95
- MS Encarta 96 (version US)
- Garantie limite de 3 ans

8 990 F HT (11 180,82 F TTC, hors de port réseau...)

GATEWAY 2000

N°VERT 0800.90.38.67

Venez nous rendre visite !

Gateway 2000, Cleverly Integrated Systems, 100 rue de la République, 92000 Nanterre, France. Ouvert de 9h à 19h du lundi au vendredi. Ouvert de 10h à 18h le samedi. Ouvert de 10h à 18h le dimanche.

Gateway 2000, Cleverly Integrated Systems, 100 rue de la République, 92000 Nanterre, France. Ouvert de 9h à 19h du lundi au vendredi. Ouvert de 10h à 18h le samedi. Ouvert de 10h à 18h le dimanche.

FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1996

ESPIONNAGE Les révélations de L'Express, dont Le Monde a eu la confirmation, sur la collaboration de Charles Hernu avec plusieurs services spéciaux du bloc soviétique il-

lustrent l'infiltration de cet espionnage en France dans les années 50 et 60. **● AUCUN ÉLÉMENT** sur d'éventuels liens avec le KGB après 1963 de celui qui sera ministre de la

défense de 1981 à 1985 n'a été, à ce jour, apporté. **● LES SOCIALISTES** demandent que des preuves formelles soient fournies avant que Charles Hernu ne soit accusé et

constatent que son attitude au mi-nistère de la défense, face au bloc de l'Est, ne peut être mise en cause. **● À BUCAREST**, la presse dé-nonce une manœuvre russe pour

empêcher un rapprochement de la Roumanie avec l'OTAN. Le poids des hommes de l'ancienne Securitate y resta fort. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

Charles Hernu a été dénoncé par un responsable des « services » roumains

Mihail Caraman a dirigé de 1958 à 1969 l'antenne parisienne de la Securitate, la centrale d'espionnage du régime de Bucarest. Il avait réussi à bâtir un réseau d'informateurs français infiltré dans les structures de l'OTAN, qui avait été démantelé par la DST

MIHAIL CARAMAN, le chef des services secrets roumains en France de 1958 à 1969, apparaît comme l'homme clef de l'affaire Hernu. Selon nos informations, c'est en effet l'ancien patron de la Securitate à Paris qui a apporté en 1992 à la direction de la surveillance du territoire (DST) française le dossier sur la collaboration de Charles Hernu, entre 1953 et 1963, avec les services d'espionnage bul-gares, puis roumains. L'enquête de la DST ayant conclu à la solidité du rapport de synthèse fourni par Mi-hail Caraman, le dossier avait été transmis, à l'automne 1992, au pré-sident de la République, François Mitterrand.

A cette époque, ouverte en 1989 par la chute du mur de Berlin, les services de renseignements des an-ciens pays de l'Est faisaient régu-lièrement des offres de coopéra-tion à leurs homologues occi-dentaux, auxquels ils remet-taient des dossiers issus de leurs ar-chives. Le plus souvent, les diri-geants de ces services post-soviétiques manifestaient la volonté farouche de se démarquer des pratiques des « *polices poli-tiques* » qui les avaient précédés. Le cas de Mihail Caraman est sensi-blement différent : l'ancien espion en chef de la Securitate dans l'Hexagone a déclaré aux autorités françaises qu'il était à même d'in-carner un trait d'union entre le passé et le présent des services spé-ciaux roumains. Mihail Caraman avait aussi indiqué à la DST que, à partir de 1963, l'« agent » Charles

Hernu avait été directement pris en charge par le KGB soviétique. Le dossier remis au président de la République ne contenait pas de précisions sur la période, pourtant essentielle, postérieure à 1963.

L'homme qui a informé la DST n'est pas n'importe quel. De 1958 à 1969, Mihail Caraman a conçu puis animé l'un des réseaux d'espion-nage en faveur du bloc de l'Est les plus féconds jamais découverts en France. Pendant onze ans, ses hommes ont infiltré les services de l'OTAN, se procurant des centaines de documents, parmi lesquels des papiers très secrets sur le fonction-nement de l'organisation atlanti-que ou sur la protection militaire de l'Europe. « *Il s'agit de l'affaire la plus grave que nous ayons eu à connaître ici depuis des années* », avait souligné en 1971 l'avocat gé-néral Aguilhon, lors du procès de- vant la Cour de sûreté de l'État sur le démantèlement du réseau. Cette affaire était si grave que les ser-vices de contre-espionnage fran-çais avaient décidé de rendre pu-blic l'essentiel des éléments, comme en témoigne l'ouvrage pu-blié en 1972, chez Fayard, par Pierre Accoce et Daniel Poujet.

Lorsqu'il débarque à Paris en 1958, le jeune conseiller commer-cial manque totalement d'expé-rience. Sous couvert du grade de premier attaché d'ambassade, Mi-hail Caraman vient diriger l'an-tenne française de la Securitate. Les services roumains ont pourtant repéré en cet étudiant brillant, pas-sionné d'art et spécialiste d'égypto-

logie, recruté à vingt-quatre ans puis formé pendant six ans, un « *opérationnel* » de grande classe. Maîtrisant parfaitement cinq langues, cet homme séduisant semble, pendant deux ans, piéti-ner jusqu'à la rencontre, lors d'une réception à l'hôtel de ville, de Robert Van de Wiele, documentaliste à l'OTAN. Les deux hommes se lient d'amitié et se voient régulièrement. Invoquant les dangers des espion-nismes américains et sovié-tiques, la nécessité pour la Rouma-nie et de la France de faire cause commune, Mihail Caraman, allas-

diger sur la conservation des ali-ments. Enfin, il l'interroge sur l'at-titude de la France dans l'hypothèse où la Roumanie quitte-rait le bloc soviétique. En acceptant de rédiger cette note, Roussilhe bascule définitivement dans l'es-pionnage. En 1967, lorsque les ser-vices de l'OTAN démantèlent de Paris à Bruxelles, il continue ses opérations, rencontrant « *Monsieur Michel* » le week-end. Les docu-ments qu'il livre sont d'une telle importance qu'à la découverte de cette trahison, tous les codes et une partie des structures organisa-

tionnelles de l'OTAN seraient modi-fiés. Le réseau Caraman ne s'arrête pas là. Les uns après les autres, l'es-pion roumain et ses subordonnés font tomber dans leur filet un ad-ministrateur de l'OCDE, un fonc-tionnaire du Quai d'Orsay, un se-crétaire à l'ambassade de France à Washington, une chargée de mis-sion au ministère des finances et une femme de lettres, toutes deux séduites par des Roumains, ou en-core un colonel à la retraite, ancien de l'escadille Normandie-Niemen pendant la seconde guerre mon-diale, particulièrement bien intro-duit dans les milieux de l'industrie d'armement. En tout, onze per-sonnes, dont les noms sont révélés lors du passage à l'ouest du second de Caraman. Encore celui-ci n'a-t-il eu connaissance que d'une partie des activités de son supérieur... Roussilhe sera condamné à vingt-ans de prison, Van de Wiele à huit ans, les autres à des peines mi-neures. Le colonel à la retraite se suicidera en sautant par la fenêtre de son domicile. Soucieuse de maintenir ses bonnes relations avec la Roumanie, la France fera rappeler les douze officiers tra-hisants roumains, à commencer par le premier d'entre eux.

Des activités de Mihail Caraman par la suite, on connaît bien évi-demment peu de choses. Après un séjour dans son pays d'origine, il aurait été renvoyé en Allemagne. Selon notre correspondant en Roumanie, il réside aujourd'hui à Bucarest où il serait à la retraite.

Un ancien officier des renseigne-ments roumains, Matei Halducu, a confirmé, mercredi 30 octobre sur France 2, que Charles Hernu avait travaillé pour les services secrets roumains. Selon cet ancien capi-taine de la Securitate, réfugié en France depuis 1982, la collabora-tion aurait duré « *de la fin des an-nées 50 jusqu'en 1969* ». Il « *fournis-sait des analyses de la politique française, des confidences de cer-tains amis politiques, des biogra-phies de personnalités qu'il côtoyait à l'époque* ». « *Il n'y a rien d'écrit sauf le reçu qu'il remettait chaque*

fois qu'il recevait de l'argent et qu'il signait de son nom de code « Dima », reçu qui se trouve aujourd'hui dans les services secrets roumains », a-t-il ajouté. Les propos de cet ancien officier contredisent ceux du SRI, le service roumain ayant succédé à la Securitate (lire page 18) et à l'in-diqué n'avoir « *pas connaissance* » de l'existence d'un ancien agent français de la Securitate surnommé « *Dima* », et qui serait Charles Hernu.

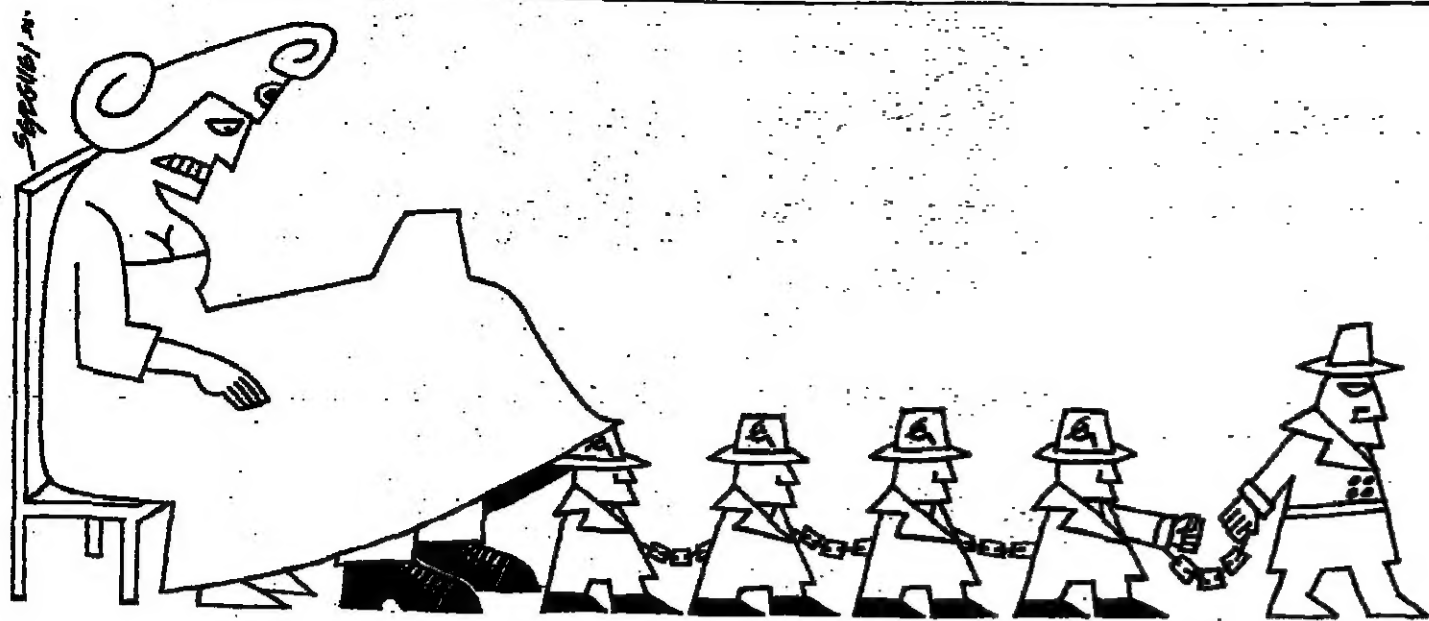
L'énigme principale résidant des révélations de L'Express réside dans les éventuelles relations qu'aurait pu continuer d'entretenir Charles Hernu, après 1963, avec des services d'espionnage du bloc soviétique. Aucune pièce connue - reçus signés par l'« agent » Hernu, notes écrites de sa main, traces de pres-sions exercées sur le responsable socialiste, comptes-rendus du KGB qui, à en croire M. Caraman, aurait pris en charge Charles Hernu après 1963 - n'est venue étayer l'hypo-thèse d'une poursuite de la colla-boration entreprise par celui qui fut, de 1981 à 1985, le ministre so-cialiste de la défense. Directeur de la DST de 1982 à 1985, Yves Roynet a indiqué mercredi 30 octobre que « *l'attitude de Charles Hernu, mi-nistre de la défense* », a été « *irré-prochable* » vis-à-vis des pays de l'Est. Dans les dossiers concernant les pays du Pacte de Varsovie, le ministre avait « *réagi dans un sens très ferme* », a-t-il ajouté.

Nathaniel Herzberg
et Erich Juchacz

SINGAPORE AIRLINES
SOUHAITAIT UN AVION
POUR RELIER
PARIS A SINGAPOUR
SANS ESCALE
7 JOURS SUR 7.

AIRBUS

هكذا من الامم



Moscou avait chargé Bucarest de l'infiltration en France

BUCAREST
de notre correspondant
« Lorsque les communistes prirent le contrôle du pays, Moscou attribua aux services secrets roumains la France comme champ d'action. (...) Les résultats obtenus dépassèrent les espérances. » Dans cet extrait de son livre *Horizon rouge*, le général Ion Pacepa, chef des services secrets roumains jusqu'à sa défection à l'Ouest en 1978, éclaire sous un angle très particulier l'étroitesse des relations franco-roumaines. Fruits des affinités culturelles existant entre Latins, ces liens trouvent également leurs racines dans l'histoire des deux pays. Les exemples sont nombreux : de Napoléon III, qui fut à l'origine de la première union roumaine en 1859, à François Mitterrand, premier chef d'Etat occidental à se rendre dans la Roumanie post-communiste, en passant par le général de Gaulle qui visita Bucarest en 1968 et dont le soutien à l'indépendance nationale rejoignait à l'époque les discours opportunistes de Nicolae Ceausescu. Par un jeu très ambigu - Bucarest

rest demeura un fidèle allié de Moscou -, le leader roumain, dès son accession à la tête de l'Etat en 1965, battait la russophilie de ses compatriotes pour consolider son pouvoir intérieur. Dans le même temps, il marquait des points à l'Ouest en se présentant comme « le champion » du non-alignement à l'Est. Jusqu'à ce que l'indépendance nationale dégénère en obsession nationaliste et aboutisse à son isolement dans les années 70. Le président Mitterrand fut d'ailleurs l'un des premiers chefs d'Etat occidentaux, en 1982, à mettre publiquement la Roumanie au ban des nations. Cette année-là, un agent secret roumain révélait à ses homologues français qu'il avait été chargé par Bucarest de liquider Paul Goma et Virgil Tănase, deux écrivains dissidents roumains réfugiés en France. A la suite de cette affaire, M. Mitterrand ajournait la visite officielle qu'il devait effectuer à Bucarest. La redoutable police politique, la Securitate, faisait alors régner la terreur en Roumanie. Une terreur

autant mythique que réelle, qui a tré dans l'œuf toute velléité d'opposition. Parallèlement aux activités secrètes de renseignements, chaque usine, chaque quartier, chaque immeuble, possédait en effet son « sécuriste » officiel, connu de tous. Résultat, tous les Roumains étaient persuadés d'être en permanence écoutés, traqués à leur domicile comme sur leur lieu de travail. Cette même pression psychologique fut utilisée pendant les événements de décembre 1989, qui devaient aboutir au procès sommaire et à la rapide exécution du couple Ceausescu. Le futur président Iliescu gagnait une partie de sa légitimité dans les combats que « ses » révolutionnaires menaient, l'arme au poing, dans les rues de Bucarest contre « les terroristes » de la Securitate. Bizarrement, aucun d'entre eux ne fut jamais arrêté.

MOYENS DE CHANTAGE

En 1991, lorsque François Mitterrand se rendit en Roumanie, la Securitate, rebaptisée Service de renseignements et d'informations (SRI), avait entrepris sa réorganisation selon des critères plus démocratiques. Ses activités de police politique étaient officiellement abandonnées. « La Securitate n'est plus ce qu'elle était », peut ainsi affirmer Andrei Plescu, ancien ministre de la culture du début de la « révolution », aujourd'hui dans l'opposition. La Roumanie se bat maintenant pour intégrer l'OTAN et l'Union européenne. Le dossier remis à « la grande sœur française » est peut-être un de ces gestes par lesquels Bucarest entend démontrer la sincérité de son ancrage aux démocraties occidentales. Pour autant, l'ex-Securitate

continue d'alimenter les fantasmes. Cette peur diffuse héritée du système précédent est également entretenue par le flou qui entoure le statut et l'organisation du SRI, ainsi d'ailleurs que les neuf autres services secrets roumains répertoriés, dépendant, les uns du ministère de l'Intérieur, les autres de l'armée ou de la présidence. De plus, malgré plusieurs purges, les rangs du SRI sont toujours encombrés d'anciens « sécuristes ».

Ses effectifs précis sont toujours inconnus. Ses archives n'ayant jamais été rendues publiques, tout le monde est persuadé que les innombrables dossiers ouverts sous le précédent régime sont autant de moyens de chantage, notamment envers les hommes politiques d'opposition qui, à un moment ou à un autre, auraient été amenés à collaborer avec la Securitate.

Enfin, si, légalement, le SRI est coordonné par le conseil de défense et contrôlé par le Parlement, Virgil Magureanu, son chef, semble rendre davantage de comptes au président de la République dont il est l'un des proches. Nommé en grand secret en mars 1990, M. Magureanu est d'ailleurs la seule personnalité, à l'exception de Ion Iliescu, qui, ayant joué un rôle clé pendant la « révolution », a conservé le poste acquis alors.

Christophe Chatelot

A Villeurbanne, incrédulité et stupéfaction

LYON
de notre correspondant régional
Charles Henu, batteur. Charles Henu séducteur. Charles Henu co-légitime. Pendant treize ans, de 1977 à 1990, Villeurbanne a connu un maire de toutes les humeurs. Mais l'idée d'un Charles Henu agent de l'Est laisse les Villeurbanneais partagés entre incrédulité et stupéfaction. Il y en a à que cela fait quand même sourire, interprétant ces activités comme une nouvelle preuve de la complexité, parfois fascinante, du personnage.

A l'hôtel de ville, on rit moins. Gilbert Chabroux, successeur de M. Henu à la mairie de Villeurbanne et sénateur socialiste du Rhône, a publié, mercredi 30 octobre, un communiqué en réaction aux « allégations » de *L'Express* que, cependant, il « ne souhaite pas commenter » : « Toute l'action de Charles Henu plaide pour son honnêteté politique », y écrit notamment M. Chabroux, qui « reste fidèle à la pensée et au souvenir » de son « ami ».

« PATRIOTISME »

Plus de six ans après sa mort, l'ombre que l'ancien maire porte encore sur la ville : ceux qui l'ont accompagné dans la conquête de Villeurbanne savent serrer les coudes quand il y a péril en la demeure. Voilà donc une nouvelle épreuve, après l'affaire du *Rainbow Warrior* et l'affaire Luchaire. Alors, ils rappellent la dure campagne municipale de 1977, où il fallut écarter le maire sortant (un ancien SFIO qui avait viré à droite) et les communistes, qui se désistèrent cependant pour le second tour. Ils citent encore des anecdotes par lesquelles Charles Henu et son refus de « toute compromission » avec les pays de l'Est : la réception des dissidents Andreï Sakharov et Elena Bonner, la menace de rompre le jumelage avec la ville de Moghilev (Biélorussie) parce que les autorités soviétiques refusaient à un amateur d'art la possibilité de rejoindre sa femme villeurbanaise...

Même ceux qui n'ont pas été menagés par Charles Henu se placent

en défenseurs : ainsi Bernard Rivalta, conseiller général socialiste, qui fut éjecté de l'équipe municipale en 1989 - et en garde quelques cicatrices -, s'interroge sur « le pourquoi maintenant et le comment » de ces révélations.

Quant au député (RPR) de Villeurbanne, Marc Fraysse, il se refuse à porter un jugement : « Il est mort, paix à son âme. » Mais ajoute immédiatement : « Avec cet homme bluffeur, fantasque et aventurier, tout était possible. »

Tout était effectivement possible à Charles Henu, même de laisser entendre qu'il avait participé à la libération de Villeurbanne : « sa » mitrailleuse Sten, une de celles que les Britanniques parachutèrent au maquis, était d'ailleurs exposée dans son bureau. Pourtant, dans un ouvrage intitulé *24-26 août 1944, l'insurrection de Villeurbanne a-t-elle eu lieu ?* (Presses universitaires de Grenoble, 1994), nulle trace de Charles Henu durant ces trois journées de révolte contre l'occupant nazi. L'auteur, Claude Collin, un universitaire grenoblois, nous a confirmé qu'aucun des nombreux résistants qu'il avait interrogés ne lui avait signalé la présence de Charles Henu sur les barricades. Mais les membres encore vivants du groupe FTP-MOI ont vivement remercié Charles Henu d'avoir donné de l'éclat à la commémoration de ces journées oubliées.

Il savait, peut-être mieux que personne, retourner les situations, même les plus délicates, en sa faveur. Après son départ du gouvernement, conséquence du sabotage du *Rainbow Warrior*, Charles Henu sera réélu, en 1989, et au premier tour, maire de Villeurbanne. Il fit de cette ville de 120 000 habitants son royaume. Chaleureux avec l'homme de la rue, autoritaire, voire dictatorial avec son équipe, il transforma cette pâle voisine de Lyon en cité à part entière. En 1993, Maxence Henu, son fils aîné, aidé par une poignée de nostalgiques, se présenta aux élections législatives : 11 % des électeurs villeurbanaïses portèrent sur son seul nom.

Bruno Causse

La presse roumaine dénonce une manœuvre russe

La presse roumaine du jeudi 31 octobre évoque largement l'affaire « Henu ». Certains journaux estiment qu'il s'agit en réalité d'une « manœuvre d'adhésion de la Roumanie à l'OTAN ». « Deux semaines après que la France a déclaré officiellement son soutien à l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN, la "bouche Henu" a éclaté à Paris et ses échos touchent Bucarest », titre en une le quotidien indépendant *Adevărul*. « La presse du KGB dirige à nouveau ses tentatives vers les intérêts fondamentalistes de la Roumanie », continue le journal. « C'est un sale jeu, lié à l'élargissement de l'OTAN », titre aussi le quotidien à plus grand tirage, *Evenimentul Zilei*. Citant « des sources de l'espionnage roumain », le journal écrit que ces allégations représentent « un coup bas » à l'adresse de la Roumanie. « Le « célèbre agent » est mort, et la presse internationale se fait l'écho d'une intoxication des services secrets russes », estime *Evenimentul Zilei*.

Réactions : doutes et inquiétudes

● Lionel Jospin : « Quand on porte atteinte à la mémoire d'un homme, il faut apporter des preuves », a déclaré, mercredi 30 octobre, le premier secrétaire du PS sur France 2, ajoutant : « Il y a ce que l'on ne sait pas et ce que l'on sait (...). Ce que l'on sait, c'est que la diplomatie et la défense de la France, pendant les années où nous avons été aux responsabilités, ont été très clairement que, sur la question des rapports avec l'Est, il n'y a pas eu la moindre interférence. »

● Simone Veil (UDF) a souhaité rester « très prudente ». « Attendons d'en savoir plus avant de faire peser une suspicion aussi grave, aussi lourde », a-t-elle dit, jeudi 31 octobre, au micro de RMC. « Il y a un secret d'Etat qui est en cause. Il faut le savoir et être transparent. »

● Philippe de Villiers (RPR) a adressé, mercredi, une lettre à Jacques Chirac, lui demandant de lever le secret-défense sur le dossier Henu. « On ne voit pas pourquoi la vérité sur ce dossier serait cachée aux Français », écrit le président du Mouvement pour la France.

● L'ancien directeur de cabinet de Charles Henu, François Ber-

nard, a qualifié ces révélations de « canular plutôt pittoresque », ajoutant dans un communiqué, qu'il ne connaissait « aucun élément » du dossier.

● Le Front national a dénoncé, mercredi, la « couverture » dont a bénéficié, selon lui, l'ancien ministre de la défense de la part de « ses amis, de Mitterrand à Balladur, en passant par Riquia ». « Le front républicain, dont Henu était un adepte, est une « fraternelle » qui comptait de drôles de recrues, non seulement des corruptibles, des faux-facturiers, mais aussi des barbouzes », indique le communiqué.

● Jacques Baumel, député (RPR) des Hauts-de-Seine, spécialiste des questions de défense, a souhaité l'ouverture d'une « enquête approfondie » sur le cas de l'ancien ministre de la défense « et éventuellement sur celui d'un certain nombre d'autres Français qui ont été également soupçonnés à différentes époques ».

● Jean-Pierre Chevènement (MDC), ancien ministre de la défense, a qualifié les révélations de *L'Express* de « manipulation par l'intermédiaire des services secrets ».

Rappelant que des personnalités comme Jacques Foccart, conseiller pour les affaires africaines du général de Gaulle, Georges Pompidou, puis Jacques Chirac, ont « été qualifiées à un moment par la CIA d'agents du KGB », il a affirmé : « Tout cela ne repose sur rien et fait partie des manœuvres d'intoxication. » « Si Charles Henu était un agent, c'était un agent de François Mitterrand », a-t-il conclu.

● Alain Bockquet, président du groupe communiste, a estimé qu'on « invente des dossiers dans ces pays-là, on les fabrique et ça se vend ». « Je ne crois que ce que je vois », a ajouté M. Bockquet en jugeant cette affaire « déplorable ». « Qu'on laisse les morts tranquilles », a-t-il déclaré.

● Stéphane Courtois, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des mouvements communistes, estime, dans un entretien au *Figaro* de jeudi, que les informations sur le parcours de Charles Henu « correspondent parfaitement aux méthodes du bloc communiste qui ont été révélées depuis l'ouverture des archives ».

Quant à son choix par les services de l'Est, il relève, selon M. Courtois, d'un « travail classique d'infiltration et de désagrégation du monde capitaliste. Radical de gauche, Charles Henu appartenait à cette époque à un parti charnière, qui entre dans tous les gouvernements sous la IV^e République. C'est le « ventre mou » pour infiltrer les milieux gouvernemen-

taux. » ● Patrick Henu, l'un des fils de l'ancien ministre de la défense dé-cédé, a confirmé qu'il avait déposé une lettre, mercredi 30 octobre à l'Elysée demandant à Jacques Chirac de « faire la transparence sur cette affaire ».

Plus de 50 lignes en une seule carte



Plus de 500 vols par jour

La nouvelle carte d'abonnement d'Air Inter Europe ne coûte que 2500F par an et vous fait profiter du plus grand réseau national soit plus de 50 lignes et plus de 500 vols par jour.

Plus vite rentabilisée

La nouvelle carte d'abonnement d'Air Inter Europe vous offre jusqu'à 35% de réduction sur nos lignes.

Plus tous les avantages du programme Fréquence Plus

La nouvelle carte d'abonnement d'Air Inter Europe vous permet, en cumulant des Miles, de gagner des billets gratuits sur nos vols et ceux d'Air France.

Plus de privilèges

La nouvelle carte d'abonnement d'Air Inter Europe fait de vous un client privilégié : priorité en liste d'attente, comptoirs spécifiques, possibilité de réserver sur minitel et nombreux avantages chez nos partenaires.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages ou Air Inter Europe (à Paris : 01 45 46 90 00) ou 3615 AIRINTER (1,29 F/MC/min)

AIR INTER EUROPE

Le prêt à partir



Méthodes de management à l'usage des cadres de l'administration

de Jean-Pierre Chevènement

145 F 192 pages

LES EDITIONS D'ORGANISATION

Les députés adoptent l'objectif de dépenses d'assurance-maladie pour 1997

Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, juge « prématuré » de sanctionner la non-présentation du carnet de santé par les assurés

Les députés ont commencé, mercredi 30 octobre, à l'Assemblée nationale, l'examen article par article du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Ils ont ainsi voté l'objectif national de

dépenses d'assurance-maladie, retenant un montant de 600,2 milliards de francs pour l'ensemble de l'année 1997. Par ailleurs, le gouvernement a fait adopter un amendement qui, dans une formulation

pour le moins alambiquée, retient le principe d'un retour à l'équilibre des comptes sociaux « sur l'ensemble des deux exercices 1998 et 1999 ». Obtenant le retrait d'un amendement du député

RPR de Haute-Savoie Bernard Accoyer, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, a jugé « prématurée » la mise en place de sanctions à l'encontre des assurés sociaux en cas de non-pré-

sentation du carnet médical, rappelant que la CNAM, la Caisse nationale d'assurance-maladie, avait préalablement souhaité une période d'observation jusqu'en juillet 1997.

LES DÉPUTÉS ont entamé, mercredi 30 octobre, l'examen des articles du projet de loi de financement de la Sécurité sociale, non sans balbutiements. Querelles de présentation, d'intitulés, d'ordre des articles, réécriture et élagage ont occupé une bonne part des discussions. Toutefois, l'ordre d'être convenu, le débat sur le financement des comptes sociaux fait apparaître de multiples lignes de fracture au sein des groupes parlementaires.

Ainsi, on savait le groupe UDF divisé, sa frange ultra-libérale estimant que le texte n'est pas assez musclé en matière de maîtrise des dépenses. On connaissait le désarroi des députés médecins du RPR, invitant sans cesse Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, à prendre en compte les inquiétudes des professions de santé.

Mercredi, on a constaté les appréciations divergentes portées au sein du groupe socialiste sur l'un des mécanismes essentiels du financement de l'assurance-maladie, à savoir la CSG.

La veille, évoquant l'élargissement de l'assiette de la CSG, ainsi que sa substitution à la cotisation assurance-maladie des salariés, Claude Bartolone (PS, Seine-Saint-Denis) avait dit sa satisfaction de voir le gouvernement recourir à cette contribution pour assurer un financement plus juste de la Sécurité sociale en « tressant jour après jour des lauriers à cette réforme qui est à l'honneur des socialistes ». A l'époque, avait-il rappelé, « cette justice sociale, vous n'en vouliez pas ».

Défendant mercredi 30 octobre une motion de renvoi en commission, finalement rejetée par la

majorité RPR-UDF, Julien Dray (PS, Essonne) s'est nettement démarqué, en affirmant son opposition « par principe » à l'élargissement de la CSG comme mode de financement de la Sécurité sociale. M. Dray faisait ainsi écho au débat interne du PS sur son projet économique où la Gauche socialiste se prononce pour la suppression de la CSG.

« L'élargissement de la CSG n'est pas qu'une adaptation technique, elle est avant tout un signe de capitulation devant le chômage », a-t-il ainsi affirmé. Pour M. Dray, « cette fiscalisation des revenus de

la Sécurité sociale aura pour conséquence son étiatisation ». Et d'appeler à l'appui de son argumentaire... Alain Madelin, « qui dit pratiquement la même chose lorsqu'il affirme que la logique dirigiste et socialiste du gouvernement consiste à renforcer la gestion étatique du système ».

LAPSUS

Yves Fréville (UDF, Ile-et-Vilaine) a souhaité, sans obtenir satisfaction, que la question de la déductibilité de la nouvelle CSG soit abordée, contestant ainsi l'avis du Conseil d'Etat estimant

que cette disposition relevait de la loi de finances. La technique finissant par embrouiller les esprits, M. Barrot, jonglant avec la CSG et le RDS, a confondu ce dernier avec... le CDS, provoquant l'hilarité générale. Avec un art consommé de la négociation parlementaire, M. Barrot est parvenu à écarter la contestation concernant les nouvelles prévisions gouvernementales reportant à 1999 le retour à l'équilibre des comptes du régime général.

Les députés ont en effet adopté un amendement du gouvernement indiquant notamment que

« la poursuite de l'effort de maîtrise des dépenses dans la loi de financement des années ultérieures devrait permettre aux comptes sociaux de revenir à l'équilibre sur l'ensemble des deux exercices 1998 et 1999 ». Remuant le fer dans la plaie, Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) a soutenu en vain un sous-amendement au texte du gouvernement, reportant le retour à l'équilibre aux années 1999-2000. « Je me refuse à l'optimisme », a-t-il indiqué, en invitant ses collègues à « se souvenir des 17 milliards de déficit annoncés pour 1996 ».

Les députés ont adopté, ensuite, un amendement de Charles de Courson (UDF, Marne), obligeant le gouvernement à déposer un rapport au Parlement dès lors qu'il recourrait à un « décret d'urgence » pour dépasser le plafond de 65 milliards de francs applicable au régime général de Sécurité sociale.

Ils ont en revanche repoussé un amendement de Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) qui prévoyait une sanction, sous forme de remboursement moindre, contre les assurés qui ne présenteraient pas leur carnet de santé. M. Barrot a, à cette occasion, rappelé que la CNAM souhaitait une période d'observation jusqu'en juillet 1997.

VICTOIRE DES LOBBIES

Enfin, à l'initiative de Jean-Jacques Weber (UDF, Haut-Rhin) et Jean-Luc Reitzer (RPR, Haut-Rhin), les députés ont, avec l'accord du gouvernement, affranchi de CSG les travailleurs frontaliers assujettis à des systèmes de sécurité sociale étrangers.

Parallèlement à l'examen du texte en séance publique, les lobbies ont conforté leur position. Conformément à l'accord obtenu la veille, le gouvernement a déposé deux amendements révisant à la baisse le prélèvement sur les alcools forts et taxant en revanche la bière. Ces deux amendements devraient rapporter 900 millions

La CFDT veut la nouvelle CSG au 1^{er} janvier 1997

Alors que la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a adopté, mardi 29 octobre, un amendement qui repousse au 1^{er} avril 1997 la hausse de la CSG et la baisse concomitante de 1,3 point de la cotisation maladie, la CFDT a enjoint le gouvernement d'appliquer la réforme du financement de la Sécurité sociale, comme prévu, au 1^{er} janvier 1997. Selon la CFDT, « cette demande [de la commission] est inacceptable », car « aucun élément technique ne justifie que l'on envisage de retarder ce transfert » qui « se traduira par un gain de pouvoir d'achat pour les salariés d'environ 0,45 % sur le salaire net ».

de francs de recettes à l'assurance-maladie, alors que le dispositif initial tablait sur 1,5 milliard. La taxation des premiers pourrait servir à compenser le manque à gagner résultant de la baisse de la taxe sur les alcools forts.

Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon

Autodéfense parlementaire au Palais-Bourbon

AU PALAIS-BOURBON, le député est chez lui. Deux fois par semaine, par le biais des questions au gouvernement transmises en direct sur France 3, une fenêtre de sa « maison » s'ouvre sur le monde extérieur. Autorisé par son groupe à intervenir en séance lors de ce moment privilégié, mercredi 30 octobre, Francis Delattre (UDF, Val-d'Oise) en a profité pleinement. Non pour poser une question à un ministre, comme il est d'usage dans ces circonstances, mais, selon ses propres termes, pour s'« adresser à [ses] électeurs ». Soupçonné d'avoir bénéficié d'une commission d'environ 6 millions de francs dans l'affaire Michel Pacary, M. Delattre, qui bénéficie de l'immunité parlementaire, n'a pas été mis en examen et n'a pas été entendu par le juge. Son domicile et sa résidence secondaire ont fait l'objet d'une perquisition, le 18 septembre, par le juge d'instruction Edith Boizette.

Après avoir rappelé la « valeur constitutionnelle » de la présomption d'innocence, le député du Val-d'Oise a affirmé que ce principe ne s'appliquait pas pour ceux qui sont « exposés à l'attention publique » : « Leur procès est organisé dans la presse écrite et leur condamnation prononcée, le cas échéant, au journal de 20 heures », a-t-il souligné, en évoquant « ce type de journaliste, enquêteur, justicier ». Se disant « expo-

sé à un procès de cette nature », M. Delattre a ensuite commenté la procédure le concernant, en évoquant « des fuites organisées à partir de sources proches de l'enquête ». Chaleureusement applaudie par la majorité, l'opposition étant restée silencieuse de bout en bout, cette intervention inédite au Palais-Bourbon a fait l'objet d'une légère remontrance de Philippe Séguin : « Je ne suis pas sûr que ce soit le lieu », a fait remarquer le président de l'Assemblée nationale.

Contrairement aux députés, Jacques Toubon n'est pas chez lui au Palais-Bourbon. Le garde des sceaux, visiblement agacé, a affirmé que « les citoyens peuvent obtenir l'application de la loi ». S'interdisant de commenter l'enquête concernant M. Delattre, M. Toubon a rappelé qu'il avait « lancé une réflexion sur une réforme de la procédure pénale » concernant le secret de l'instruction. « Il n'est pas de justice républicaine qui ne protège d'abord la dignité des personnes », a conclu le garde des sceaux. C'est pourquoi d'ailleurs j'ai préparé des lois, que certains d'entre vous refusent de soutenir... » Pour M. Delattre, ce n'était sans doute pas le lieu. Ce n'était sûrement pas le moment.

J.-B. M.

AIR FRANCE SOUHAITAIT
UN LONG COURRIER
QUI PUISSE VOLER
JUSQU'A 17 HEURES
PAR JOUR.

AIRBUS

هتكونا من الاصل

La loi sur l'emploi dans la fonction publique suscite une large adhésion au Sénat

Ce texte valide les accords avec les syndicats de fonctionnaires sur la résorption de la précarité

Les sénateurs ont adopté, mercredi 30 octobre, le projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique. Seul le groupe commu-

niste s'est abstenu. Malgré l'opposition du ministre de la fonction publique, Dominique Perben, le Sénat a adopté deux amendements

visant à élargir le nombre de bénéficiaires. Examiné en « urgence », ce texte devrait être applicable à partir du 1^{er} janvier 1997.

APRÈS un quasi-consensus syndical, une large adhésion politique : c'est à l'unanimité, moins quinze abstentions du groupe communiste, que le Sénat a adopté, mercredi 30 octobre, le projet de loi relatif à l'emploi dans la fonction publique.

Ce texte, sur lequel le gouvernement a déclaré l'urgence afin qu'il soit appliqué dès le 1^{er} janvier 1997, constitue la validation législative de deux protocoles d'accord signés par le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, et les fédérations de fonctionnaires, à l'exception de la CGT, sur la résorption de l'emploi précaire et le congé de fin d'activité (Le Monde du 14 mai et du 11 juillet).

La plupart des orateurs ont estimé, comme Dominique Perben, que le projet de loi est le signe d'un « dialogue social » intensif avec les organisations syndicales. Paul Girod (UDF, Alsace) a considéré qu'il s'agit d'un « texte d'apaisement, résultat d'une concertation exemplaire ». Jean-Claude Peyronnet (PS, Haute-Vienne) a jugé qu'un texte signé par six syndicats sur sept doit bien « avoir quelques mérites ». Il a estimé que le groupe socialiste a

« contribué à son amélioration », puisqu'il a obtenu, malgré l'opposition de M. Perben, l'adoption de deux amendements, inspirés par la CFDT, qui élargissent le nombre des bénéficiaires des dispositions sur la résorption de la précarité : l'un prend en compte les fonctionnaires de l'Etat de catégories A et B ; l'autre prévoit que la durée des services puisse prendre en compte, indifféremment, les services effectués dans l'une ou l'autre des trois fonctions publiques (Etat, hospitalière ou territoriale).

GROUPE DES ÉLUS LOCAUX

Toutefois, pendant la discussion générale, les élus du Sénat, « grand conseil des communes de France », ont, toutes tendances confondues, estimé que les collectivités territoriales auraient dû participer à la négociation avec les organisations syndicales, au lieu d'être seulement « informées pour avis », puisque ces accords auront des répercussions sur leurs budgets. Dominique Perben a admis que la représentativité des associations d'élus était « une vraie question », mais il a expliqué qu'il s'était efforcé de respecter le prin-

cipe de l'« unité de la fonction publique », ainsi que l'« équilibre », prévu par le législateur, entre la libre administration des collectivités locales et le respect des obligations dues aux fonctionnaires.

CONCOURS SPÉCIFIQUES

A Robert Pagès (PC, Seine-Maritime), qui réclamait une « nouvelle loi Le Pors de titularisation », Dominique Perben a répliqué que l'intégration automatique dans la fonction publique « ne respecte pas l'esprit du statut ». Il a défendu l'organisation de « concours spécifiques », qui dérogeant au statut de la fonction publique et impliquent cette validation par la loi. M. Pagès a demandé que « les 4 500 non-titulaires de La Poste » bénéficient du dispositif sur la précarité, « puisqu'ils sont concernés par les autres décisions du gouvernement, comme le gel des salaires ».

Dominique Perben s'est opposé à cette proposition, au motif que ces personnes sont recrutées directement par l'établissement public. Enfin, après avoir regretté que le texte ne concerne pas les contrats emploi-solidarité, M. Pagès a, sans succès, tenté de faire

adopter la transformation des « 800 000 heures supplémentaires de l'enseignement secondaire en postes d'enseignants titulaires ».

Dans la troisième partie du projet, sur l'ouverture de la fonction publique aux ressortissants de l'Union européenne ou la prise en compte du sida dans la liste des maladies de longue durée (Le Monde du 26 septembre), le gouvernement a fait adopter plusieurs « dispositions diverses ». Malgré l'opposition du PC et du PS, le Sénat a ainsi validé le principe des « astreintes » (disponibilité la nuit ou les jours fériés) pour les agents hospitaliers, dont les modalités devront être précisées par décret.

Les sénateurs ont également adopté des mesures concernant les diplômés des professions juridiques. La création, par cette voie, d'une « école nationale supérieure des métiers de l'image et du son » a provoqué la colère de Jack Ralite (PC, Seine-Saint-Denis), pour qui « on se moque de la démocratie », tant cette disposition apparaît à l'évidence comme un « cavalier », sans rapport avec le texte sur la fonction publique.

Rafaële Rivais

M. de Villiers dément toute alliance extrémiste au Parlement européen

PHILIPPE DE VILLIERS, président du Mouvement pour la France, a démenti, mercredi 30 octobre, vouloir s'allier, au Parlement européen, avec les nouveaux élus du parti autrichien d'extrême droite de Jörg Haider (FPÖ) ou les Italiens de l'Alliance nationale de Gianfranco Fini, comme Le Canard enchaîné du 30 octobre lui en prêtait l'intention. « Il n'est pas question que le groupe de l'Europe des nations (que préside Jimmy Goldsmith, NDLR) ait un apport autrichien ou de l'Alliance nationale », a indiqué au Monde M. de Villiers. Dans la journée Thierry Jean-Pierre, élu sur la liste de M. de Villiers en 1994, aujourd'hui proche d'Alain Madelin, avait menacé de démissionner du groupe « s'il s'agissait exact que de telles négociations étaient en cours ». Le groupe de l'Europe des nations, qui compte aujourd'hui 18 membres (le minimum requis pour un groupe comprenant trois nationalités), devrait perdre l'un de ses députés au 1^{er} novembre, Anne-Christine Polson, qui rejoint les élus RPR. Pour subsister, il doit donc trouver une nouvelle recrue. Celle-ci pourrait être un libéral finlandais.

DÉPÊCHES

■ **VIOLENCES** : l'attitude des forces de l'ordre, qui ne sont pas intervenues, vendredi 25 octobre, à Montceau-les-Mines, lors de heurts entre le service d'ordre du Front national et des opposants à ce parti à l'occasion d'une visite du secrétaire général du Front national, Bruno Gollnisch, suscite une polémique. Le maire (PS) de Montceau, Didier Mathus, a écrit au préfet de Saône-et-Loire pour s'interroger sur des « consignes de non-intervention » qui, selon lui, auraient été données aux forces de l'ordre. Pour sa part, Michel Collinot, conseiller régional FN, a déposé une plainte avec constitution de partie civile contre le préfet pour « non-assistance à personnes en danger ». Par ailleurs, Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, a saisi le parquet de Paris après une manifestation du Front national devant l'Arc de triomphe, le 21 octobre, au cours de laquelle « un policier a été molesté ».

■ **MAJORITÉ** : Pierre Méhaignerie, président (UDF-FD) de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a déclaré, mercredi 30 octobre, à propos du souhait formulé par François Léotard de voir le président de la République recourir prochainement soit au référendum, soit à la dissolution, soit au renouveau gouvernemental, que « tout dépendra de la capacité de l'équipe gouvernementale aujourd'hui d'avoir des premiers résultats et un retour progressif de la croissance ». « Si nous constatons que le fait politique est un obstacle au retour de la confiance et de la croissance, à ce moment-là, des changements seront nécessaires », a-t-il affirmé à la tribune Sud-Radio-Le Point. Pour sa part, Simone Veil (UDF-AD) a jugé, jeudi sur RMC, qu'il fallait « sans doute une mesure forte » pour « le bateau qui tangue » en France.

■ **DÉFIANCE** : selon le baromètre de Louis-Harris réalisé, les 25 et 26 octobre, pour Valeurs actuelles (daté 31 octobre), auprès de 1 001 personnes, l'action du président de la République n'est jugée de façon positive que par 33 % des Français (en baisse de six points), contre 60 % d'opinions négatives. 24 % des personnes interrogées (également en baisse de six points) approuvent l'action du premier ministre, contre 69 % qui la désapprouvent.

■ **MUNICIPALES** : trois semaines après la mort du maire de Boulogne-sur-Mer, Jean Muselier, le Conseil d'Etat a confirmé, mercredi 30 octobre, l'annulation des élections municipales dans cette ville. Le Conseil d'Etat reproche à l'ancien maire d'avoir versé, les mois précédant le scrutin, plus de 2,7 millions de francs à des associations ou à des particuliers, dépassant de ce fait le plafond des dépenses. Dominique Duplet, député PS, investi par son parti, a annoncé qu'il serait candidat, tout comme Guy Langagne, ancien ministre socialiste et maire battu en juin 1989, désavoué par la section locale du PS. (Corresp.)

■ **DÉCHÉANCE** : Bernard Tapie a engagé un recours devant le Conseil d'Etat, avec demande de sursis à exécution, à l'encontre du décret du premier ministre, paru mercredi 30 octobre, constatant la déchéance de son mandat de député européen.

■ **SYNDICAT** : Après avoir reçu Marc Blondel, mercredi 30 octobre, le RPR est convenu avec FO de créer deux groupes de travail communs, portant sur la protection sociale et sur la réforme de l'Etat.

M. Jospin demande la reprise d'un dialogue politique en Corse

LIONEL JOSPIN a évoqué le dossier corse, mercredi 30 octobre sur France 2. Tout en jugeant « absurde » l'accumulation des destructions d'édifices publics par les nationalistes, le premier secrétaire du Parti socialiste a notamment affirmé qu'il « ne faut pas passer comme cela de la connivence avec des groupes clandestins au tout-répresse ». Les socialistes, a-t-il dit, pensent qu'il « faut faire appliquer l'ordre républicain et en même temps continuer à dire que l'on veut le dialogue politique, mais un dialogue politique, ouvert, transparent, avec tous ».

De son côté, le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, interrogé mercredi à propos de la mise à l'écart de deux de ses collaborateurs sur le dossier corse, Pierre-Etienne Blach et Daniel Léandri (Le Monde du 31 octobre), a fait savoir qu'il ne « souhaite pas s'exprimer sur ces questions pour l'instant ».

Dans l'île, le FLNC-canal historique a reven-

diqué mercredi la série d'attentats commis depuis lundi - en particulier ceux dirigés contre un restaurant à Bonifacio et contre la principale agence commerciale de France Télécom à Ajaccio, détruite dans la nuit de mardi à mercredi par une charge de forte puissance. Une villa inoccupée, mais qui sert de poste de gendarmerie l'été, à Saint-Cyprien, au nord de Porto-Vecchio, a également été détruite.

UNE MISE EN GARDE

Dans son communiqué, le FLNC-canal historique précise que le propriétaire du restaurant visé mardi à Bonifacio était « connu pour être un indicateur de police ». « Cet attentat est une mise en garde contre tous ceux qui officieraient, comme lui, dans cette voie », ajoute le texte. Le mouvement clandestin apporte aussi des précisions sur l'attentat à la roquette commis la semaine dernière contre un cantonnement de

gendarmes mobiles : « Notre organisation n'a aucune haine particulière contre la gendarmerie ou les services de police en Corse, à moins que ceux-ci ne deviennent les instruments de la répression ».

A l'Assemblée nationale lors de la séance de questions d'actualité, mardi, Alain Juppé a assuré qu'il ne « se laisserait intimider ni par les menaces, fussent-elles personnelles, ni par les menaces ». Le premier ministre s'est dit « surpris que l'on puisse mettre en balance les allégations d'un terroriste (François Santoni), condamné par la justice de la République (...) et la parole du gouvernement de la République ». On a appris mercredi que l'inscription de François Santoni au fichier des personnes recherchées est assortie, pour des raisons d'ordre juridique, de la mention « opposition recevable », ce qui lui permettrait en cas d'interpellation, de refuser son emprisonnement.

Pour partir
vers l'Espagne d'Orly,
il y a deux possibilités :
soit vous allez
à Orly Sud et ensuite
à Orly Ouest,
soit vous allez directement
à Orly Ouest !

A partir du 27 octobre, Iberia transfère ses vols d'Orly Sud à Orly Ouest.

IBERIA

551 من الامم

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1996

SANTÉ PUBLIQUE L'interdiction de l'amiante à compter du 1^{er} janvier 1997 a fait exploser la demande de « décontamination » de locaux : 100 millions de mètres car-

rés seraient ainsi concernés. Selon une étude prospective présentée par le groupe privé Dafsa, ce nouveau marché « très prometteur » génèrera un chiffre d'affaires compris

entre 35 et 65 milliards de francs. Les propriétaires de locaux devront payer la facture. ● DEUX AUTRES ACTIVITÉS induites sont en train de se développer : la formation

professionnelle aux techniques de désamiantage et la gestion des déchets, qui représente entre 3 % et 5 % du coût total d'un défilage. ● UNE NORME officielle d'habilita-

tion des entreprises, la « qualification 1513 », attribuée par Qualibat, a été définie par les pouvoirs publics. Seules deux entreprises l'ont pour l'instant obtenue.

Le marché du « désamiantage » suscite de nombreuses convoitises

Quelque 100 millions de mètres carrés vont devoir être défilés sur le sol français. Seules deux sociétés ont reçu la qualification officielle mais une centaine d'entreprises conduisent déjà des chantiers

LES GRANDES MANŒUVRES commencent sur le marché du désamiantage. L'interdiction de l'amiante à compter du 1^{er} janvier 1997 est en passe de faire exploser la demande de « décontamination » de locaux. Au total, 100 millions de mètres carrés seraient concernés. Un séminaire de formation professionnelle sur l'amiante, organisé mardi 29 et mercredi 30 octobre par la société Euroforum à l'hôtel Hilton de Roissy, a permis de se faire une idée plus précise des sommes en jeu et des intérêts en présence.

Selon une étude prospective présentée par le groupe privé Dafsa, ce nouveau marché « très prometteur » génèrera un chiffre d'affaires compris entre 35 et 65 milliards de francs et « l'activité du traitement de l'amiante sera très soutenue durant une période allant approximativement jusqu'en 2003 ». Les propriétaires de locaux amiantés (particuliers, Etat, collectivités locales, banques, compagnies d'assurances, etc.) devront payer la facture. Certains avocats étudient d'ores et déjà les moyens juridiques de transférer cette charge vers les assureurs.

Logiquement, les prétendants au défilage se bousculent. Pour l'heure, un certain flou règne sur la profession de « désamianteur ». Un arrêté du 14 mai a défini précisément les règles techniques imposées aux entreprises effectuant des activités de confinement ou de retrait d'amiante. Les pouvoirs publics ont annoncé, en même temps

que l'interdiction du matériau cancérogène, la mise en place d'une norme officielle de qualification des entreprises de désamiantage. Confiée à Qualibat, une association de droit privé chargée de qualifier et de classer les entreprises du bâtiment, la « qualification 1513 » est aujourd'hui au point. Seuls deux industriels l'ont pour l'instant décrochée (lire ci-dessous).

Au départ, le choix de Qualibat a provoqué un certain émoi dans les rangs du Groupement des entreprises du traitement de l'amiante en place (Getap), créé en 1967. Les douze membres du Getap se targuent en effet de l'ancienneté de leur savoir-faire. Ils ont élaboré une

« charte de bonne conduite » et disent actuellement détenir 60 % à 70 % des parts du marché du défilage. Devant l'ampleur et le nombre des chantiers, les parties ont depuis assoupli leurs positions. Marie-Dominique Monséguir, secrétaire général adjoint de Qualibat, a assuré que les relations avec le Getap étaient désormais « harmonieuses » et un industriel a expliqué que les membres du Getap avaient décidé de prétendre à la « qualification 1513 ».

L'enjeu de cette procédure d'habilitation est énorme. Car, en attendant, un marché « sauvage » du désamiantage se développe. « Il est évident pour tout le monde depuis

longtemps que les chantiers de défilage ne sont pas des chantiers banals, mais des chantiers de haute sécurité qui ne doivent pas être effectués par n'importe quelle entreprise simplement tentée de se découper une part du gâteau », a commenté Roger Lenglet, journaliste, auteur de *L'Affaire de l'amiante* (éditions La Découverte, 255 pages, 135 F). « Les pouvoirs publics semblent avoir été singulièrement aveugles en ne prévoyant pas plus tôt un système rigoureux d'habilitation », a-t-il ajouté.

Une centaine d'entreprises réalisent actuellement des travaux de retrait d'amiante. Parmi elles, des sociétés étrangères (allemandes ou

britanniques), mais aussi des entreprises françaises, non spécialisées, venues des secteurs de l'isolation, du nettoyage industriel, du bâtiment, du nucléaire ou de la démolition, qui voient dans le traitement de l'amiante une nouvelle activité lucrative. Toutes ne sont certes pas compétentes, mais le moindre dérapage peut avoir des conséquences sanitaires désastreuses, tant pour les occupants des locaux mal défilés que pour le voisinage.

Début juillet, dans un rapport où ils chiffrèrent à 1 950 le nombre de décès liés à l'amiante en 1996, les experts de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) se disaient déjà « très inquiets des conditions réelles dans lesquelles certains chantiers de défilage sont conduits » (*Le Monde* du 3 juillet). L'ingénieur allemand Paul Röder, spécialiste de la recherche et du diagnostic d'amiante, a confié à cet égard avoir eu connaissance de plusieurs cas de « double décontamination », suite à des premiers travaux mal exécutés, comme, par exemple, à la tour Olivier-de-Serres, qui abrite le ministère de la jeunesse et des sports à Paris.

« Certains vont prendre prétexte de petits incidents pour provoquer la panique dans le but d'éviter le désamiantage », a prédit, de son côté, Michel Parigot, président du Comité anti-amiante de Jussieu. Or « l'essentiel du coût du défilage, c'est le coût de la sécurité », a-t-il assuré. Les combinaisons blanches qui donnent aux ouvriers des airs

de spationnautes, les masques à ventilation filtrée, les sacs spéciaux pour les déchets, les extracteurs d'air, le dispositif des sas, des douches et du confinement des pièces à traiter ont un prix : un défilage effectué dans les règles de l'art vaut entre 800 et 1 500 francs le mètre carré.

Il n'existe pour l'instant aucun règlement sur les déchets

Deux autres activités induites par le désamiantage sont en train de se développer : la formation professionnelle aux techniques de désamiantage, qui connaît un « boom » sans précédent ni contrôle, et la gestion des déchets, qui représente entre 3 % et 5 % du coût total d'un défilage. Il n'existe pour l'instant aucun règlement sur les déchets amiantés. Ceux-ci sont enfermés dans des doubles sacs et stockés dans des décharges de classe I. Le 30 mars 1998, ces déchets devront obligatoirement être « stabilisés » (durcis avec un liant ou par vitrification) avant d'être stockés. La vitrification et l'insertage des déchets offriront alors un nouveau prolongement au vieux marché du désamiantage.

Laurence Poillea

Deux habilitations ont été attribuées

« **SUR TRENTES-TROIS DOSSIERS** examinés depuis juin, deux entreprises ont été qualifiées et huit sont en cours d'audit », a confié lors du séminaire Marie-Dominique Monséguir, représentante de Qualibat, l'organisme officiellement chargé d'habilitier les entreprises candidates au défilage. « Au mieux, a-t-elle précisé, une dizaine d'entreprises seront qualifiées début 1997. »

La commission d'attribution de la « qualification 1513 » de Qualibat, dite « traitement de l'amiante en place », met en moyenne trois ou quatre mois pour étudier chaque candidature. Si le postulant remplit les critères administratifs, techniques, financiers et spécifiques du travail sur l'amiante (formation et suivi médical du personnel, approche théorique des différentes phases d'exécution d'un chantier, etc.), il est soumis, à ses frais (14 000 francs), à un premier audit. Il peut alors recevoir une qualification probatoire de deux ans ou une qualification pour cinq ans.

« L'habilitation n'est pas seulement une question de compétence, a fait observer Michel Parigot, président du comité anti-amiante de Jussieu, c'est une question de contrôle des pouvoirs publics. Des visites inopinées sur les chantiers devraient, selon lui, être effectuées, qui relèveraient non pas de l'inspection du travail, mais de « contrôleurs spécialisés », et « des sanctions » comme « la suppression de l'habilitation » devraient être prévues en cas de manquement. « Des contrôles in situ peuvent être effectués pendant la durée de validité de la qualification », a rétorqué M^{me} Monséguir.

Il reste une dernière formalité à accomplir pour que la norme Qualibat sur l'amiante prenne toute sa valeur officielle : la « qualification 1513 » doit elle-même être accréditée par le comité français d'accréditation et de qualification avant le 1^{er} janvier 1997.

L. F.

LES COMPAGNIES
AÉRIENNES
CHERCHAIENT
UN NOUVEAU LONG
COURRIER
DE RÉFÉRENCE.
C'EST POUR ELLES
QUE NOUS AVONS CRÉÉ
L'AIRBUS A340.

AIRBUS

551 من الامن

Une enquête préliminaire vise Olivier Guichard et le conseil régional des Pays de la Loire

La collectivité finançait un appartement et trois employés de maison à Paris

Le parquet de Nantes a ouvert une enquête préliminaire sur la gestion du conseil régional des Pays de la Loire, présidé par Olivier Guichard

(RPR). Dans une lettre d'observation datée du 23 novembre 1995, la chambre régionale des comptes s'étonnait que le conseil régional ait fi-

nançé un appartement de 102 mètres carrés à Paris. M. Guichard invoque la « synergie » de ses mandats locaux et nationaux.

NANTES
de notre correspondant
Le parquet de Nantes a ouvert une enquête préliminaire sur la gestion du conseil régional des Pays de la Loire, présidé par Olivier Guichard (RPR). Confiée à la police judiciaire de Nantes, la procédure s'appuie sur une lettre d'observation de la chambre régionale des comptes des Pays de la Loire datée du 23 novembre 1995. A l'époque, la chambre, qui estimait que les éléments constitutifs d'un délit n'étaient pas réunis, n'avait pas transmis son rapport au procureur, mais un militant écologiste nantais, Bernard Renou, l'a envoyé en juin au parquet, en s'étonnant de l'absence de suites judiciaires.

Tout en soulignant la bonne santé financière, le faible endettement et la maîtrise des frais de fonctionnement de la collectivité

locale, la chambre régionale des comptes avait épinglé une série de contrats passés en 1991 et 1992 qui ne respectaient pas, selon elle, le code des marchés publics.

« JUGEMENTS D'OPPORTUNITÉ »
Ces contrats concernaient des achats informatiques, des appels à des cabinets d'audit, l'impression du journal de la région et des opérations de communication menées à La Baule, dont le maire était à l'époque Olivier Guichard. Ces éléments sont contestés par le président du conseil régional : dans sa réponse à la chambre régionale des comptes, Olivier Guichard les qualifie à plusieurs reprises de « jugements d'opportunité irréversibles en tant que tels ».

L'organe de contrôle des Pays de la Loire s'était également interrogé au sujet de la location d'un appartement de 102 mètres carrés, place

du Palais-Bourbon, à Paris, financée par la région depuis 1981. « Ces locaux aménagés en bureaux ne sont pas signalés sur place comme ayant un rapport avec la région des Pays-de-la-Loire et ne figurent pas sur les organigrammes, notait-elle dans sa lettre d'observation. Leur accessibilité et leur disposition ne permettent pas de penser qu'ils servent, pour l'essentiel, à accueillir les agents et les élus du conseil régional, pas plus que des habitants ou des socioprofessionnels de la région en déplacement à Paris. Leur emploi principal apparaît plutôt correspondre aux fonctions et mandats nationaux du président du conseil régional ».

La chambre régionale des comptes a chiffré le coût du loyer à 200 000 francs en 1992 et celui des salaires et charges sociales des trois personnes qui y ont travaillé à 800 000 francs. Elle s'est interro-

gée au passage sur la réalité du travail de Jean de Bolahue, éphe-mère ministre du premier gouvernement juppé, qui était chargé de mission auprès d'Olivier Guichard jusqu'en 1993 alors qu'il occupait plusieurs mandats locaux. Elle a enfin épinglé les frais de déplacement de M. Guichard, qui étaient pris en charge par la région sans mandat spécial, et s'est interrogée sur les heures supplémentaires du maître d'hôtel affecté au conseil régional.

« BAVURES ADMINISTRATIVES »

Olivier Guichard, qui invoque pour justifier ces dépenses la « synergie » de ses mandats nationaux et régionaux, réplique que l'appartement parisien de la place du Palais-Bourbon est l'« antenne régionale la plus modeste de Paris » et s'avoue perplexe. « Je ne suis au courant de rien et je ne vois pas le sens que cela peut avoir », déclare-t-il. S'il devait avoir quelque chose, il y a longtemps qu'il le saurait. Lorsque la lettre d'observation a été distribuée il y a un an à tous les conseillers régionaux, il y avait eu des protestations, et puis tout était retombé comme un soufflé. Je m'étais dit que les socialistes ne devaient pas tellement tenir à évoquer ce genre de choses. Sur le fond, le patron du conseil régional des Pays de la Loire reste de marbre : « Il n'y a rien à reprocher à la gestion de la région, mais à part deux ou trois bavures administratives sur lesquelles on s'est expliqué et qui ont été corrigées ».

Au vu de l'enquête préliminaire, le parquet de Nantes devra décider d'ouvrir ou non une information judiciaire sur le dernier baron gaulliste exerçant encore un mandat électif.

A. F.

Adrien Favreau

Le Conseil économique et social diffère son avis sur la loi contre l'exclusion

Le financement de la loi est au cœur des débats

APRÈS le gouvernement, le Conseil économique et social (CES) fait à son tour l'expérience des difficultés que rencontrent tous ceux qui se penchent sur l'avant-projet de loi d'orientation de « renforcement de la cohésion sociale ». Mercredi 30 octobre, sa section des affaires sociales n'est pas parvenue à mettre la dernière main au projet d'avis qu'elle doit rendre sur ce texte, dont elle est saisie depuis le début du mois. Elle a dû prendre la décision, peu courante au sein de cette institution, de s'offrir une séance supplémentaire, prévue pour le mercredi 6 novembre, pour finir son travail, qui doit être ensuite soumis au vote du CES réuni en séance plénière. Celui-ci ne devrait donc pas être en mesure de rendre son avis définitif avant le 10 novembre, soit avec au moins quinze jours de retard sur le calendrier qu'il s'était fixé. Ce nouveau délai amoindrit les dernières chances de voir l'Assemblée nationale débattre avant la fin de l'année d'un projet de loi qu'elle aurait dû recevoir en juin.

Les membres de la section des affaires sociales ont renoué, mercredi, devant la profusion d'amendements qu'il leur restait à examiner, alors qu'ils n'étaient parvenus qu'à la moitié de l'avant-projet d'avis rédigé par le rapporteur, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente de l'association ATD Quart-Monde. « Mieux valait se donner une semaine supplémentaire de réflexion pour lui permettre d'arriver à maturité », commente l'un des membres de la section.

Ce retard démontre que le CES n'a pu éviter tous les pièges d'une loi au champ très large puisqu'elle prétend s'attaquer à l'exclusion sous ses multiples aspects. Une séance de travail ne sera pas superflue pour trouver le juste milieu

entre ceux qui le considèrent comme un simple affichage politique, dénué de moyens et d'une réelle volonté de tenir les promesses de réduction de la « fracture sociale », et ceux qui l'envisagent comme un premier pas, malgré ses lacunes, dans la reconnaissance des droits des ex-

« ENTRE LES COMPLETS »

« Nous ne nous prononçons pas directement sur le projet de loi, ce qui conduirait à la radicalisation des opinions de chacun, mais sur l'avis rédigé par le rapporteur, résume un autre membre de la section. Il s'agit d'évaluer si le projet de loi est négatif que le gouvernement ou les députés se saisissent de ce projet pour en faire la loi. Mais il ne faut pas non plus qu'une rédaction excessivement consensuelle donne l'impression de trop épargner ses nombreux défauts. » La plupart des amendements tendent ainsi à « muscler » le projet d'avis présenté par M^{me} de Gaulle-Anthonioz, plus encline à des critiques modérées.

« Personne n'a voulu aller jusqu'aux points de rupture, constate un membre de la section. Tout le monde a mis de l'eau dans son vin pour éviter les conflits majeurs. Les discussions pourraient toutefois être encore très serrées lors de la dernière séance, particulièrement sur la question du financement de la loi. Les représentants du groupe des délégués d'entreprises privées pourraient tenir de leur présence, jusqu'à présent, un langage complet, pour nuancer les critiques – largement partagées par le reste de la section – sur l'absence de participation de l'ensemble de la société à la lutte contre cette grande pauvreté qui la mine ».

Jérôme Pichon

Vingt-deux ans de pouvoir sans partage

CETTE ENQUÊTE préliminaire intervient alors que se prépare activement la succession d'Olivier Guichard à la présidence du conseil régional des Pays de la Loire. Fidèle à son image de « sphinx », l'homme qui, à soixante-seize ans, domine la région ligérienne sans partage depuis 1974 n'a rien lâché sur ses intentions. A l'inverse, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, élu du Maine-et-Loire, même ouvertement campagne. Les mois à venir permettront de voir si les ambitions que l'on prête au Mayennais Jean Arthuis, ministre (UDF) de l'économie et des finances, ou au Sarthois François Filion, ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace, seule autre figure politique de rang national que le RPR peut faire valoir dans la région, sont fon-



POURTRAIT

Olivier Guichard, chef de cabinet du général de Gaulle de 1951 à 1958, intime de Georges Pompidou

dans les années 50 et 60, et neuf fois ministre sous la V^e République, demeure, pour beaucoup, le père de l'aménagement du territoire. Sa fin de règne sera peut-être plus délicate que prévu : il y a un an, l'affaire du Si-voni de La Baule valait huit ans d'emprisonnement au directeur général sur lequel Olivier Guichard se reposait pour gérer le syndicat intercommunal de la station dont il était maire depuis 1971. Les malversations commises par cet homme de confiance avait mis à nu les failles d'un mode de gestion très gaullien qui reposait sur la délégation à l'égard de quelques fonctionnaires fidèles et la marginalisation des élus. Du coup, aux dernières municipales, le successeur désigné d'Olivier Guichard a été sévèrement désavoué par les électeurs.

Toujours député de Loire-Atlantique, Olivier Guichard a pu mesurer en ces deux occasions que l'ombre du général, dont il reflète étrangement la silhouette et sa stature politique, ne pèse plus aujourd'hui du même poids.

A. F.

Adrien Favreau

Le sort précaire de deux jeunes beurs condamnés à mort au Maroc

LA VIE de deux jeunes beurs issus des HLM de Seine-Saint-Denis, actuellement écroués au Maroc et sous le coup d'une condamnation à la peine capitale, dépend aujourd'hui largement d'une initiative controversée de la justice française. Agés de vingt-quatre et vingt-cinq ans, le Franco-Algérien Stéphane Alt Iddir et le Franco-Marocain Radouane Hamadi avaient quitté leur cité des « 4000 » à La Courneuve, pendant l'été 1994, pour participer à une campagne terroriste dans le royaume chérifien. Ils faisaient partie du commando islamiste de trois hommes masqués qui avait attaqué un grand hôtel de Marrakech, le 24 août, tuant deux touristes espagnols. Des trois membres de l'équipe, seuls Stéphane et Radouane avaient été arrêtés par la police marocaine.

Lors de leur comparution devant les magistrats chérifiens, tous deux avaient revendiqué l'absence, à l'audience, de « troisième homme » du commando, Tarek Falah, alors écroué en Allemagne. Comment déterminer avec certitude, dans ces conditions, au sein du trio,

l'auteur des coups de feu mortels ? La cour d'appel de Fès n'avait pas réussi à désigner qui – de Stéphane, Radouane ou Tarek – en portait la responsabilité. Cette indétermination avait fourni l'argument principal du recours en grâce aussitôt déposé par les avocats des deux beurs de La Courneuve, M^{me} Marie-Paule Ploil et Francis Terquem, pour empêcher l'exécution de la peine capitale prononcée contre leurs clients. Depuis, Stéphane et Radouane attendent dans le couloir de la mort de la prison de Kenitra, l'inconnue persistant sur le sort qu'attend leur réservoir de justice du royaume.

Le problème vient de changer de nature avec le renvoi des trois membres du commando de Marrakech devant le tribunal correctionnel de Paris. Stéphane, Radouane et Tarek sont convoqués le 9 décembre, aux côtés d'une trentaine d'autres prévenus islamistes, pour répondre de faits – hold-up, transports d'armes, stages d'entraînement – commis dans l'hexagone pendant la phase de préparation de la campagne d'attentats au Maroc. Mais le commando sera à nou-

veau incomplet : le « troisième homme », le Franco-Marocain Tarek Falah, sera le seul membre du trio islamiste à être présent au procès de Paris.

« DERNIER DOMICILE COMMU »

Une étrangeté procédurale a en effet conduit les juges d'instruction chargés du volet français du dossier, Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard, et le substitut de la section dite antiterroriste du parquet de Paris, Anne Ober-Vogelin, à citer Stéphane et Radouane à leur « dernier domicile connu » de La Courneuve. Conséquence de ce choix : les deux jeunes gens ne pourront même pas être représentés par leurs avocats à la barre du tribunal.

Il aurait pourtant suffi de les citer à leur adresse cadastrale au Maroc pour que leurs avocats puissent défendre leurs intérêts devant la justice française. Nul doute que les autorités françaises connaissent le lieu de résidence de Stéphane et Radouane : le juge Bruguière s'est déplacé au Maroc pour les entendre et les représentants du consulat de France à Ra-

bat leur rendent visite régulièrement dans leur cellule de Kenitra.

« Ce mauvais coup de procédure risque d'envoyer nos clients à la mort », déplorent M^{me} Ploil et Terquem, qui redoutent que, face aux années de prison qui le menacent en France, Tarek Falah cède à la tentation de « charger » ses deux complices. Entendu par les enquêteurs français, « Tarek Falah (...) indiquait qu'il était prévu que ce soit Alt Iddir qui tire sur les touristes, note à ce propos le requérant définitif du parquet de Paris du 2 août 1996. Il ajoutait que, pendant leur fuite, Alt Iddir lui avait confié avoir, dès sa première rafale, couché un homme par terre, puis avoir tiré à très courte distance sur deux femmes cachées sous une table (...). En sortant, voyant que l'homme qu'il avait touché en premier bougeait encore, il l'avait achevé ». Vrai ? Faux ? En organisant ce procès dont Stéphane, Radouane et leurs avocats seront absents, la justice française ne peut qu'aggraver le sort des deux condamnés à mort de Kenitra.

Erich Indryun

Le Syndicat de la magistrature a décidé de boudier M. Toubon

DANS UNE LETTRE adressée, lundi 28 octobre, à Jacques Toubon, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) estime que l'« interventionnisme » du garde des sceaux dans les affaires, destiné à « assurer la protection de ses amis politiques », a « largement dépassé les limites du supportable ». Son secrétaire général, Jean-Claude Bouvier, che en exemple le refus de délivrer des réquisitions supplémentaires, les classements sans suite des dossiers impliquant des proches du gouvernement et le découpage d'affaires en plusieurs volets. Le SM estime que les déclarations de M. Toubon sur le « hochepot juridico-judiciaire-médiatique » du maître de Paris Jean Tiberi et son refus de critiquer l'opposition illégale des OPI d'assister le juge Holphen sont « inadmissibles ». En conséquence, le SM ne se rendra pas à la rencontre avec le ministre prévue le 31 octobre.

DÉPÊCHES

JUSTICE : le commissaire Brigitte Henri, de la direction centrale des renseignements généraux, a été entendue, mardi 29 octobre, pendant six heures, par le juge de Célest (Val-de-Marne) Eric Malphen, dans le cadre de son enquête sur les HLM de Paris. Le juge Malphen avait perquisitionné, le 1^{er} octobre, au domicile de ce commissaire chargé d'enquêtes financières, qu'il avait auparavant entendus comme témoin. M^{me} Henri, qui vient d'obtenir sa mutation à Bruxelles, auprès de l'ambassadeur de France près l'Union européenne, Pierre de Bostieu, doit prendre ses nouvelles fonctions le 1^{er} novembre.

CONDAMNATION : l'écroué Claude Gellien, coauteur du tueur Soléide mode d'emploi, a été condamné, mercredi 30 octobre, par la 24^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, à quinze jours de prison avec sursis pour « violence sur agent », à la suite d'une manifestation en faveur des sans-papiers, le 28 août, à l'Église Saint-Benoît à Paris (Le Monde du 25 octobre). Il devra en outre verser un franc de dommages et intérêts au brigadier Hugues Lardès. M. Gellien accuse de son côté le policier de l'avoir violemment frappé après l'interpellation. Il a décidé de faire appel.

IMMIGRATION : un charnier affrété par le ministre de l'Intérieur a décollé, mercredi 30 octobre en fin d'après-midi, de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, vers le Maroc et le Zaïre, avec à son bord trente-huit étrangers en situation irrégulière, dont vingt-deux Marocains et seize Zaïrois. Il s'agit de vingt-neuf « charter », depuis que Jean-Louis Debré est arrivé place Beauvau. La Clémence a dénoncé dans un communiqué cette opération de reconduction à destination du Zaïre, « alors même que, là-bas, des centaines de milliers de personnes sont déplacées ».

MANIFESTATION : près de mille personnes, dont centaines de jeunes Chinois, se sont rassemblées, mercredi 30 octobre, place de la République à Paris à l'appel du « totalitarisme collectif » de Mao Zedong. Les manifestants protestaient contre les arrestations d'une dizaine de personnes sans papiers, intervenues mardi 29 octobre après l'occupation du centre de réception des étrangers du 9^e arrondissement, boulevard de Sébastopol.

IUT : l'Union nationale interuniversitaire (UNI), proche du syndicat, a estimé, mardi 29 octobre, que François Bayrou avait escamoté « la mise en place de la filière technologique (...) sous les yeux du monde » à la suite de l'accord intervenu, lundi 28 octobre, par les institutions universitaires de technologie (IUT). Le diplôme « nouvelle formule, qui ne se différencie pas d'un DEUG », perdrait de sa valeur, selon l'UNI.

Un mouton noir à l'inspection générale de lettres

LE DÉCRET est paru au Journal officiel, signé par le président de la République, le premier ministre et le ministre de l'éducation nationale : « M. Patrick Guyon, professeur certifié, est nommé inspecteur général de l'éducation nationale ». Frisson à l'inspection ! Un émol tout contenu, à peine quelques mines allongées, des commentaires officieux... mais quelle « prusière » ! La nomination d'un professeur certifié dans le corps de l'inspection de lettres, qui n'a toujours compté que des agrégés, a été peu goûtée.

Si les parachutages à l'inspection de l'administration (IGAEN) sont relativement fréquents, on n'en use guère, habituellement, dans certains groupes de l'inspection générale de l'éducation nationale (IGEN). Chacun s'est emparé de son rôle, dans la carrière de ce spécialiste de Rousseau et du « français langue étrangère », à l'inspection de lettres, dans un « travail » en cours : dans un « travail » en cours, de 1993 à 1995, les inspecteurs généraux de lettres ont

raï des Pyrénées-Atlantiques », que François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, préside depuis 1982.

A l'inspection générale, on fait bien remarquer qu'il s'agit d'une nomination « au cinquième tour, dit leur extérieur », qui seule requiert un passage en conseil des ministres et ne dépend « absolument pas de l'inspection de lettres ». La commission consultative de la fonction publique, qui a statutairement recueilli l'avis du doyen et de deux inspecteurs généraux de l'éducation, élus par leurs pairs, a pourtant émis un avis favorable à cette nomination. Aucune autre condition n'est prescrite, hormis celle de l'âge (quarante-cinq ans), que M. Guyon remplit. Les inspecteurs nommés aux quatre premiers tours, doivent, eux, avoir dix ans de fonction publique et au moins cinq ans d'enseignement ainsi qu'une agrégation, un doctorat ou équivalent.

Pour autant, il ne sera pas dit que M. Guyon exercera les mêmes fonctions que ses collègues. Traditionnellement, le groupe des

lettres inspecte dans cette discipline les professeurs de classes préparatoires, eux-mêmes agrégés : leur embauche est certifiée à l'hypothèse paraît peu probable. « D'ordinaire, les tâches sont réparties entre nous indifféremment », fait observer un inspecteur, ajoutant que « là, il faudra peut-être compartimenter d'une autre manière ». En lettres, c'est un sérieux, note avec amusement un bon connaisseur du milieu.

Mais c'est encore parmi les inspecteurs pédagogiques régionaux (IPR-IA) que les grincements de dents risquent d'être les plus nombreux. Pour eux, qui l'avaient toujours l'espoir de devenir un jour inspecteur général, une place est une place. Qu'importe ! M. Guyon, qui est aussi un poète calqué, aura peut-être l'impression d'avoir abordé La Tène de sauvegarde, titre d'un livre de poèmes qu'il a publié en 1991, sinon L'Autre Moitié du ciel, ouvrage paru en 1995.

Béatrice Gurrey

RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1996

URBANISME Le marché de la rue Longue-des-Capucins, où prospèrent des commerçants originaires de tout le bassin méditerranéen, résume l'histoire des courants migratoires

qui ont façonné Marseille. ● LE CONSEIL MUNICIPAL a récemment fait part de son intention de rétablir la circulation automobile dans cette artère située en plein centre-ville. Il

s'agissait aussi, pour la mairie, de réhabiliter un quartier où « la dégradation physique et sanitaire était devenue insupportable ». ● CETTE ANNONCE a semé l'émotion dans le

« souk » où les commerçants ont d'abord bloqué les travaux ; de leur côté, les élus de l'opposition ont violemment apostrophé Jean-Claude Gaudin sur ce dossier. ● UN

COMPROMIS a finalement été trouvé : la ville s'engage à laisser la rue piétonne pendant au moins six mois ; les commerçants, eux, veilleront à entretenir leur cadre de vie.

La rue « de toutes les couleurs » divise les Marseillais

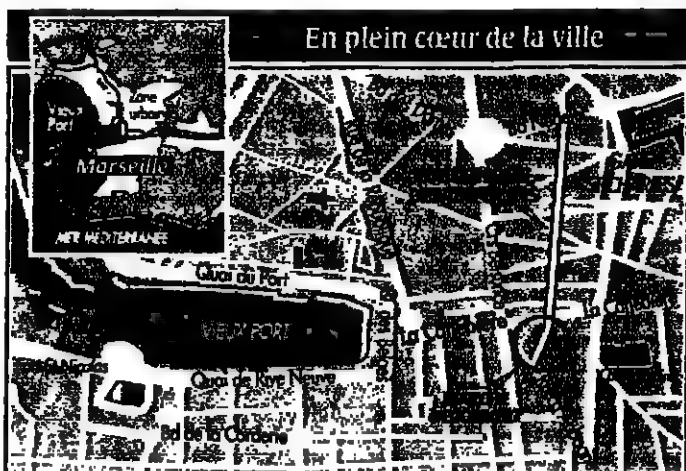
La rue Longue-des-Capucins et son « souk » cosmopolite symbolisent les vagues d'immigration successives qui ont fait l'histoire de la cité phocéenne. En envisageant de rétablir la circulation automobile dans cette artère, la municipalité a déclenché un débat identitaire de fond

MARSEILLE

de notre correspondant régional

L'affaire a commencé bruyamment : un affrontement brutal au conseil municipal du 30 septembre entre Philippe Sanmarco et Jean-Claude Gaudin. Ce jour-là, l'élu socialiste s'en prend violemment au maire. Il lui reproche de s'être prononcé pour une Canebière « moins colorée » et contre l'établissement d'un « souk » au cœur de Marseille. Le débat porte sur une question apparemment technique : rendre à la circulation automobile la rue Longue-des-Capucins, étroite artère du centre-ville, longue de 800 mètres, où déboulent une population de toutes les couleurs. Le maire s'énervait, parlait d'une « provocation politicienne » et confirmait que, pour limiter les excès des commerçants qui s'approprient la chaussée, il faut, selon le vœu du conseil d'arrondissement du centre-ville, « bien évidemment rétablir la circulation ».

Emoi dans le « souk » quand, le lundi 21 octobre, des palissades sont dressées aux deux extrémités de la rue. Les commerçants bloquent le chantier et obtiennent un rendez-vous pour le soir même avec l'élu chargé du centre-ville, Gérard Chénou. Pour ces commerçants de toutes origines, laisser passer les automobiles dans cet étroit bout de rue, c'est condamner un type de commerce, organisé en étals débordants qui donnent au lieu un aspect de mar-



En plein cœur de la ville

ché découvert. C'est tuer cette ambiance grouillante de la rue Longue, familière à tous les Marseillais, même à ceux, nombreux, qui n'y mettent plus les pieds depuis des années. C'est affaiblir le centre-ville au moment où, justement, ouvre l'immense surface commerciale du Grand Littoral (Le Monde du 29 octobre).

VIVRE AVEC LA DIFFÉRENCE

Ces étalages de fruits, de viandes, de poissons, d'épices venus de partout et d'ailleurs, ces vendeurs à la sauvette de thym, d'éclatés ou de cigaretes, ne représentent-ils pas le cœur battant de la ville ? Ne constituent-ils pas le cœur de son identité économique aussi bien que sociale,

commerciale aussi bien que culturelle ? Pierre Lody, propriétaire de la boucherie Cantini-Flamin, à la tête d'un groupe qui réalise 160 millions de chiffre d'affaires, le dit tout haut : « Le centre de Marseille est cosmopolite, c'est sa richesse ». Cet homme, dont les aïeux venaient d'Italie il y a quelques décennies, dont les grands-parents furent parmi les premiers résistants en Isère, ajoute : « Nous pouvons vivre avec des gens d'origine, de consommation et de religion différentes ». Il est d'autant mieux placé pour le savoir que sa clientèle ordinaire est constituée de gens de toutes origines et qu'il a vendu une de ses boutiques aux Elzeudi, voisins bouchers concurrents et algériens qui, dans une

seule de leurs quatre boutiques de la rue Le Coq-d'Or, font de 4 à 5 millions de chiffre d'affaires.

En face, l'argumentaire de la mairie s'appuie sur un rejet parfois brutal de la rue et de sa population de la part des habitants du centre : « La dégradation physique et sanitaire du secteur est devenue insupportable », explique Gérard Chénou. Cette portion de la rue Longue, ou plutôt ses abords, est en effet devenue le refuge d'errants misérables et de revendeurs de drogue nerveuse. « Il faut donc en finir », poursuit le jeune élu, en particulier avant la Coupe du monde de football en 1998, alpha et oméga du timing politique de la municipalité. Mezzo voce, Chénou expliquera plus tard que si le bâton de la remise en circulation a été brandi, c'est pour forcer les commerçants attentistes à reprendre leurs affaires en main : en réalité, son vœu le plus cher n'est pas de faire « de Marseille, Genève ou de la rue Longue, Saint-Germain-des-Prés, mais la plus belle rue du commerce de bouche de France ».

Travaux suspendus, négociations réouvertes, indemnités envisagées : des mots brutaux, on est passé aux compromis méfiants, ce qui marque un progrès. Gérard Chénou promet que, durant les six mois qui suivront l'inauguration de la rue refaite, celle-ci restera piétonne. Période test – pour une décision définitive qui reposera sur la capacité des

commerçants à faire la police chez eux – police sanitaire et police contre le marché noir. Ainsi que sur leur respect des nouvelles réglementations qui seront prises en accord avec l'architecte des bâtiments de France. Celui-ci doit proposer des aménagements à cha-

manque de concertation, brochant au passage son sceau : « Il a fallu qu'en vitesse vous revoyiez votre projet ». Le maire laisse son protégé Gérard Chénou répondre : « Tout le monde nous a félicités, y compris les commerçants ». Pierre Lody, de son côté, conclut : « pro-

Un échantillon du melting-pot

Les quatre principaux commerçants de la rue Longue-des-Capucins sont représentatifs de l'histoire et de l'identité de la ville de Marseille. Patron de la boucherie Cantini-Flamin, Pierre Lody descend d'une famille italienne, installée dans le Dauphiné au début du XIX^e siècle. Le grand-père ouvrit une boucherie à Marseille en 1928. Pierre Lody vit dans le quartier chic du Panier. Les frères Elzeudi, eux, ont pris la succession de leur père, Mohamed, arrivé d'Oran en 1971. D'abord propriétaire d'une échoppe, rue Nationale, de l'autre côté de la Canebière, il s'est installé rue Longue en 1982. Ses fils et lui possèdent dans la rue deux boucheries, une épicerie et un snack.

M. Falcone tient une poissonnerie à son nom. Installé là depuis quatre ans, il est arrivé à Marseille en 1962. Son père avait deux châtiers à Alger et descendait de cinq générations de pêcheurs d'origine napolitaine. M^{me} Moura, fille Gantezume – un nom typiquement provençal –, dirige « Le royaume de la chautilly », une crêmerie qu'elle a ouverte son père lui-même il y a plus de soixante ans. Elle a quatre magasins à ce nom à travers Marseille. Elle descend à moto tous les matins du petit village d'Esbous.

cun, en particulier un débord maximal pour les étals empiétant sur la rue.

L'apaisement ayant suivi la tempête, les travaux pouvaient reprendre le 28 octobre, le jour même où se tenait un conseil municipal. Philippe Sanmarco revenait sur l'affaire de la rue Longue et reprochait à la municipalité le

soitement : « On attend que Chénou nous fasse une belle rue. Tout ce qu'on demande, c'est qu'elle ne soit pas dénaturée ». Avec ses aïeux et concurrents, les Elzeudi, Falcone et Moura, il a créé une association à l'occasion de cette épreuve de force.

Michel Samson

La revanche de fort Boyard

LA ROCHELLE

de notre correspondant

Haut-de-forme maritime planté au milieu de l'estuaire charentais, fort Boyard aurait pu servir de décor pour le rivage des Syrtes. Son destin militaire s'inscrit plutôt au catalogue des lignes Maginot. Sa construction devait combler une lacune dans le système de défense de Rochefort. Là, quand il fut achevé, les fabricants d'armes avaient tellement progressé dans l'art de la guerre que le fort était dépassé et n'avait plus qu'à être rendu à l'océan, confortable colombar pour oiseaux marins.

Aménageurs et entrepreneurs touristiques lorgnaient cependant sur les hauts murs de ce carré pataud et triste trônant sur l'eau. Des projets naquirent. Aucun ne fut mené à terme. Jusqu'à ce qu'un producteur de jeux télévisés, Jacques Antoine, développe l'idée du fort comme décor d'une émission. Le conseil général de la Charente-Maritime y vit un moyen de le sauver d'une ruine inévitable. Il décida de

l'acheter et de le restaurer. Tous ceux qui regardent la télévision connaissent la suite. Depuis 1988, « Fort Boyard » est un rendez-vous hebdomadaire de la détente nationale. Entre le mythe du sphinx et les jeux de rôle, cette masse de meurtrières périmées est devenue un phare dont la portée dépasse largement les frontières françaises.

ENGAGEMENT DES SCANDINAVES

La Scandinavie, par exemple, s'est passionnée pour ce jeu qui, sur les bords de la Baltique, atteint des records d'écoute. Une compagnie de production suédoise a d'ailleurs tourné, cet été, sur les lieux une série adaptée des « Clés du Fort Boyard ». Au comité départemental du tourisme, on lui attribue des effets étonnants sur la fréquentation estivale du département par les touristes venus du Nord. On attend le même phénomène en provenance du Canada, qui, à son tour, s'est pris de passion pour « Fort Boyard ». Toute une industrie s'est développée autour du monument et du mythe,

depuis la confiserie et les petits gâteaux jusqu'aux presse-papiers façon tour Eiffel.

Une autre activité à fleur : les bateaux de promenade. Les bonnes vieilles coques, qui longeaient la côte sur trois ou quatre milles au-delà de la tour Richelieu avec leurs cargaisons de passagers, sont toujours remisées au musée. Aujourd'hui, les candidats veulent approcher ce haut lieu de l'aventure télévisuelle le plus vite et le plus confortablement possible. La flottille rochelaise s'est donc étoffée de grandes vedettes rapides qui planent une demi-heure, font le tour du fort où on peut moins que jamais aborder, photographier les murailles et revenir aussi vite au bercail. De vrais voiliers attendent cependant les plus curieux pour les emmener, en une demi-journée, admirer de l'extérieur la carcasse de ce château magique et insubmersible dont ils connaissent déjà, par la grâce des satellites et du câble, les secrets les plus intimes.

Claude Dubillot

EDF cède ses terrains de Plogoff au Conservatoire du littoral

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE a signé, le 30 octobre, avec le Conservatoire du littoral l'acte de cession de 38 hectares qu'elle possédait sur la commune de Plogoff (Finistère). Il y a une quinzaine d'années, l'entreprise avait voulu construire une centrale nucléaire sur ces terrains, provoquant de vives protestations. En 1981, immédiatement après son élection, François Mitterrand avait décidé d'abandonner le projet. Cette opération va permettre au Conservatoire du littoral de prolonger la centaine d'hectares qui sont déjà en sa possession à la pointe du Raz, dans le cadre de son programme de restauration paysagère.

Le TGV Aquitaine confirmé

LES PRÉSIDENTS des régions Aquitaine et Poitou-Charentes ont reçu confirmation mercredi du ministre des transports, Bernard Pons, et de sa secrétaire d'Etat, Anne-Marie Idrac, du cahier des charges établi pour le projet de TGV entre Tours et Bordeaux, via Poitiers et Angoulême. Cette décision est ressentie dans les deux régions avec satisfaction dans la mesure où beaucoup pensaient que les projets de TGV étaient définitivement enterrés. La décision du ministre des transports permet l'ouverture des études préliminaires sur un tracé par Angoulême et sur le déroulé des opérations. S'il est acquis que l'Etat et la SNCF prendront en charge 50 % des frais nécessaires à ces études (30 millions de francs), le tour de table reste à organiser entre les régions Centre, Poitou-Charentes et Aquitaine. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ Yonne : le conseil général vient de créer un passeport pour faciliter l'accès aux huit musées du département. Le détenteur du carnet bénéficiera de prix d'entrée réduits. Trente mille passeports seront mis en circulation. (Corresp.)

■ PARIS : Roger Madec, maire (PS) du 19^e arrondissement, vient d'obtenir gain de cause sur la publicité des documents administratifs. Après le refus de la mairie de Paris, il avait saisi la commission d'accès aux documents administratifs, pour obtenir les rapports de l'inspection générale de la ville sur l'association Casal (Centre d'action sociale, d'animation et de loisirs). « Cette décision doit donner un coup d'arrêt à la politique du secret pratiquée par la mairie de Paris », estime M. Madec.

■ CORMORANS : la France et l'Allemagne envisagent le détachement partiel du cormoran, un oiseau accusé par les pêcheurs de pêcher trop de poissons (Le Monde du 26 octobre). Une telle décision permettrait de rendre « chassable » cet oiseau dans certaines conditions.

Deux maires sur trois se prononcent pour un département « Pays-Basque »

BAYONNE

de notre correspondant

Deux maires sur trois du Pays basque français sont pour la création d'un département Pays-Basque. La consultation, lancée le 21 septembre par l'Assemblée des maires – le Bileor –, a fait apparaître, lors du dépouillement, mercredi 30 octobre, quatre-vingt-treize maires pour (63,7 %), cinquante-trois contre et cinq bulletins nuls. Cent cinquante-huit communes étaient concernées et cent cinquante et un de leurs premiers magistrats ont pris part au vote.

Ce scrutin, purement indicatif, ne concernait que les maires et intervenait à la suite de la présentation du plan de développement spécifique pour le Pays basque (Le Monde du 26 octobre). Il fait voler en éclats les familles politiques traditionnelles, notamment au centre et centre-droit : les maires du Pays basque intérieur péninsulaire et rural, ainsi qu'une bonne partie des maires qui sont aussi conseillers généraux, se sont prononcés pour un nouveau département séparant le Pays basque du Béarn, actuellement réunis au sein du département des Pyrénées-Atlantiques. Ils

estiment que seule une entité spécifique peut représenter et gérer efficacement les intérêts basques. Le député RPR Michel Inchausti a adopté une position identique, de même que la structure basque du Parti socialiste. A l'inverse, mettant en doute la fiabilité économique d'un tel département, les parlementaires et les maires des grandes villes ont affiché leur hostilité. Parmi eux, Jean Grenet, député-maire apparenté RPR de Bayonne, Didier Borotra, sénateur-maire UDF de Biarritz, ou Michel Bonnet, maire UDF d'Anglet. Dans ces trois cités vivent

cent deux mille des deux cent cinquante mille habitants du Pays basque.

Michèle Alliot-Marie, députée RPR, a pris une position similaire. Quant au président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, le ministre François Bayrou (UDF-Forces démocratiques), il estime que « l'on peut vivre son identité dans l'union. La division, c'est la faiblesse ». A la suite de ce scrutin, une nouvelle proposition de loi pourrait être déposée à l'Assemblée nationale.

Michel Garricatz

CULTURE EN REGIONS

VILLA GILLET

Unité de Recherches Contemporaines
25, rue Chazelles - 69004 LYON

"Café, aphorisme, chant",
Le spectacle trilingue cherche
une voix (dans la tragédie romaine)

Conférence de
Florence Dupont
Mardi 12 novembre à 20h 30

tarifs et réservations nécessaires au :
04 78 27 02 48

THEATRE LES ATELIERS - LYON

Unité de Recherches Contemporaines
25, rue Chazelles - 69004 LYON

"La matière de l'écriture"
Conférence de
Georges-Arthur Goldschmidt
Mardi 12 novembre à 20h 30

tarifs : 50F - 30F (chômeurs 10F)
réservations nécessaires au :
04 78 27 02 48

VILLA GILLET

Unité de Recherches Contemporaines
25, rue Chazelles - 69004 LYON

"La matière de l'écriture"
Conférence de
Georges-Arthur Goldschmidt
Mardi 12 novembre à 20h 30

tarifs : 50F - 30F (chômeurs 10F)
réservations nécessaires au :
04 78 27 02 48

PETIT NAVIRE - CREATION

Unité de Recherches Contemporaines
25, rue Chazelles - 69004 LYON

Mise en scène Gerardo Gaudin
Le Carrousel - Montréal
Mardi 5 et Mercredi 6 novembre 1996

MAITRES ANCIENS
De Thomas Bernhard
Mise en scène Denis Maréchal
Théâtre Ubu Montréal
Mardi 12 novembre à 20h 30

Mardi 13 novembre à 18h 30
Spectacle Maitres Anciens de
Chambéry et de la Savoie
- Tél : 04 78 28 55 43 -

SPECTACLES

RÉSERVEZ
VOS PLACES
SUR MINTEL

3615 LEMONDE

Chaque semaine retrouvez notre Rubrique **CULTURE EN REGIONS**
Pour vos annonces publicitaires contactez le ☎ 01 44 43 76 15 Fax : 01 44 43 77 30

سكنا من الامم

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Sur proposition du ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, le conseil des ministres du mercredi 30 octobre a procédé au mouvement préfectoral suivant: Bruno Fontenais, préfet du Val-de-Marne, est nommé préfet de Poitou-Charentes, préfet de la Vienne, en remplacement d'Yves Mansillon, nommé préfet de Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine le 16 octobre; Michel Mathien, préfet de l'Oise, est placé hors cadre, avant d'être appelé à d'autres fonctions; Alain Gélain, actuellement hors cadre, est nommé préfet de l'Oise.

[Né le 3 décembre 1940 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), Bruno Fontenais est ancien élève de l'école polytechnique et ingénieur des Ponts et Chaussées. D'abord en poste à la direction de l'équipement des Hauts-de-Seine, il devient, en 1977, chef des services techniques à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur, avant d'être sous-directeur des ser-

vices publics locaux puis directeur adjoint des collectivités locales. Après avoir été directeur de la programmation, des affaires financières et immobilières du ministère de l'Intérieur, il avait été nommé, en 1988, secrétaire général de la préfecture de la région de France. Le 22 décembre 1993, il était devenu préfet du Val-de-Marne.]

[Né le 6 décembre 1945 à Nice (Alpes-Maritimes), Alain Gélain est licencié en droit. De 1976 à 1983, il est successivement directeur de cabinet du préfet de l'Yonne, puis de celui du Morbihan, sous-préfet de Saint-Amand-Montrond (Cher), directeur de cabinet du préfet du Nord - Pas-de-Calais. En 1983, il devient chef de la subdivision administrative Est de la Nouvelle-Calédonie et, en 1985, sous-préfet de Villers-Grâce-sur-Saône. En 1987, il est nommé sous-directeur des moyens opérationnels à la direction de la sécurité civile du ministère de l'Intérieur. En 1989, il est nommé secrétaire général de la préfecture de l'Isère, puis, en 1991, sous-préfet du Havre. En septembre 1993, il devient préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet des Bouches-du-Rhône. Depuis juin 1995, il était directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré.]

INDUSTRIE

Pierre Daurès a été nommé directeur général d'EDF en conseil des ministres du 30 octobre, sur proposition du ministre de l'Industrie, Franck Borotra.

[Né le 16 mai 1940 à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), ingénieur des Ponts et Chaussées, Pierre Daurès a fait toute sa carrière à EDF. Débutant, en 1966, au service des équipements, il passe, en 1971, au service des études économiques de l'entreprise publique avant de devenir, en 1975, ingénieur puis directeur de la centrale nucléaire du Bugey. Nommé directeur du personnel et des relations sociales d'EDF et de GDF, en 1982, il prend la direction EDF-GDF Services en 1987. Directeur général adjoint en 1993, il devient, un an plus tard, directeur général délégué d'EDF.]

ACADÉMIE DES SCIENCES

Luc Montagnier a été élu membre de l'Académie des sciences dans la discipline Biologie humaine et sciences médicales.

[Né le 18 août 1932, « directeur de classe

exceptionnelle » au CNRS et professeur à l'Institut Pasteur, Luc Montagnier a consacré toute sa carrière à l'étude des rétrovirus. En 1963, il découvre que leur mécanisme de répllication au sein des cellules infectées se fait par l'intermédiaire d'une molécule d'ARN (acide ribonucléique). Plus tard, il met en évidence une propriété essentielle des cellules cancéreuses: leur capacité à se multiplier dans un milieu semi-solide. Sa découverte la plus importante est l'isolement du messager de l'hépatite, qui permettra la production d'interféron recombinant à partir d'Escherichia coli. Au début des années 80, l'équipe de Luc Montagnier tente d'isoler des rétrovirus à partir de cellules cancéreuses humaines (leucémie, sarcome, cancer du sein). Ce travail a conduit à la découverte du virus du sida (HIV) en 1983, puis HIV2 en 1986. Luc Montagnier et ses collaborateurs ont montré par ailleurs que les mycoplasmes augmentent l'effet pathogène du HIV; un point de départ pour la détermination du rôle des cofacteurs infectieux susceptibles de conduire à des approches thérapeutiques et vaccinales. Titulaire de onze prix nationaux et internationaux, Luc Montagnier est membre des académies de médecine de Paris et de

Bordeaux, et de l'académie des sciences de Madrid.]

Yvon Le Maho a été élu membre de l'Académie des sciences dans la discipline Biologie animale et végétale.

[Né le 7 septembre 1947 à Goderville (Seine-Maritime), Yvon Le Maho est directeur de recherche de première classe au CNRS. Il dirige le Centre d'écologie et de physiologie éurapiques du CNRS à Strasbourg et assure les fonctions de secrétaire du conseil scientifique de l'Institut polaire pour les sciences de la vie. Il est l'auteur de découvertes fondamentales sur le métabolisme du manchot empereur de terre Adèle et sur la stratégie d'adaptation de cet animal qui parvient à jeûner durant quatre mois pour se reproduire sur la banquise hivernale antarctique, par des températures de -50 degrés et des vents de 200 km/h. Il a démontré que les processus physiologiques impliqués dans le jeûne des manchots étaient généralisables aux mammifères et pouvaient contribuer aux mécanismes de l'obésité chez l'homme. Ces travaux, à l'interface entre la physique et la biologie, sont menés à l'aide d'appareils (capteurs, émetteurs Argos) qui font appel

aux moyens les plus récents en micro-électronique et en informatique.]

Roland Douce a été élu membre de l'Académie des sciences dans la discipline Biologie animale et végétale.

[Né le 18 mai 1939, Roland Douce est professeur à l'Université de France et directeur de recherche à l'école normale supérieure de Lyon. Toute son œuvre scientifique est consacrée, depuis 1965, à l'étude du métabolisme de la cellule végétale. Ses recherches sur les propriétés spécifiques des mitochondries des plantes supérieures font autorité. Les travaux qu'il a menés avec son équipe ont mis en évidence la dynamique et l'incroyable flexibilité du métabolisme cellulaire des végétaux et ont conduit à une vision nouvelle d'une meilleure compréhension de la physiologie de la plante entière. Soudain que ces recherches fondamentales puissent servir à l'amélioration de la santé et du bien-être de l'homme, Roland Douce est à l'origine de la création d'un laboratoire mixte CNRS-Rhône-Poulenc. Cette unité, qu'il dirige depuis dix ans, travaille à la mise au point de nouveaux herbicides plus performants et beaucoup moins toxiques pour l'environnement.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Gwendoline LONDECHAL est heureuse d'annoncer la naissance de son petit frère.

Marseille,

le 18 octobre 1996, à Chambéry.

Anniversaires de naissance

- Cher

Jean.

Les familles Froment, Vaisset, Fumier, te souhaitent un bon anniversaire pour les cinquante-seize ans.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Jacques FOUCAULT,

née Odile PEYROT,

survenue le 25 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 29 octobre en la cathédrale d'Amiens, suivie de l'inhumation au cimetière de la Madeleine.

23, rue Emile-Zola,

81000 Amiens.

- Les amis du

Père François FOURNIER, jésuite, fondateur et directeur de Cultures et Foi,

décédé le vendredi 25 octobre 1996,

célébreront l'eucharistie en sa mémoire, le lundi 4 novembre, à 18 h 30, en l'église Saint-Jean, à Paris, 33, rue de Sévres, Paris-6 (maître Séverin-Babybon).

- On nous demande de préciser que

M^{me} Anne-Marie GOGUEL,

décédée le 28 octobre, ayant fait don de son corps à la science, un service religieux d'adieu de grâce sera célébré ultérieurement.

- Antonio Girelli et Marie, Martin Girelli, Emilie Planat et Jean, Carmen Parra, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, et toute la parenté, ont la tristesse de faire part du décès de

Emilie GIRELLI,

le 26 octobre 1996, à Barcelone, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obèques ont eu lieu à Barcelone, le mardi 28 octobre.

- René Gubert, son épouse, Christiane Laroulandie, sa sœur, Fabrice Laroulandie, son neveu, Sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Lydie GUBERT,

née LAROULANDIE,

survenue le 25 octobre 1996.

Les obèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

102, avenue Marcas,

92400 Courbevoie.

- Sa famille, Et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. l'abbé Bernard MOTTE,

survenu à Chartres (28), le 28 octobre 1996, à l'âge de soixante-dix ans.

- Les Ulis.

Henry RENAN,

maître adjoint à l'économie et aux finances,

viens de s'éteindre le 29 octobre 1996, à l'âge de soixante-trois ans, des suites d'une longue maladie.

Henry Renan était maître adjoint depuis 1983 et doyen du conseil municipal. Ses obèques auront lieu jeudi 31 octobre, à 15 heures, au cimetière de l'Orme-au-Moineaux des Ulis.

L'ensemble du conseil municipal tient à présenter à son épouse, à ses enfants et à toute sa famille ses plus sincères condoléances.

- Versoigneux, Paris.

Marie, Florence, François, Frédéric et ses amis, sont profondément émus par la disparition, le 22 octobre 1996, de

Maurice J. HENRIOT,

ingénieur civil de l'aéronautique (Sup'Aéro),

ingénieur des Arts et Métiers (Châ 121),

ingénieur militaire principal de l'Air (EP),

né à Vincennes le 24 mars 1903,

chevalier de la Légion d'honneur depuis 1959 pour vingt-cinq années d'activités professionnelles

marquées de médailles éminentes, ingénieur représentant général des Forges de Bologne,

médaille d'honneur de l'éducation physique et des sports, médaillé comme conseiller technique du Syndicat national d'escapement et de la forge (1962),

ingénieur conseil au CEA de Saclay (Bière Horowitz).

Ses obèques ont eu lieu dans l'intimité.

87, rue Flaxa,

75020 Paris.

- C'est avec une profonde tristesse que nous annonçons le décès de

TA TRONG HIÊP,

survenu dans la nuit du 25 octobre 1996.

Les obèques auront lieu le lundi 4 novembre. On se réunira à l'amphithéâtre du CHU Kremlin-Bicêtre, à 14 heures.

La disparition de Ta Trong Hiép est une perte incommensurable pour les études vietnamiennes, un Vietnam comme à l'étranger. Que sa famille et ses proches soient assurés de notre indéfectible sympathie.

Ses amis et le Grisea (Groupe de recherche sur l'immigration du Sud-Est asiatique).

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

- M^{me} Pierre Roy, son épouse, Jeannette, Alice et Philippe, ses enfants, Florence et Mathieu, ses petits-enfants, Les familles Roy, Gangloff, Genest, Laurent, Zahed, Parmentier et autres, ont le très grand regret de faire part du décès de

M. Pierre ROY,

ingénieur des Arts et Métiers, promotion Châlons 27-30,

chevalier de l'Ordre du Mérite,

survenu le 17 octobre 1996, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 22 octobre au temple de Valenciennes.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui prendront part à sa peine.

30 D, rue Pavmentier, 90000 Belfort.

- Zette, son épouse, Serge et Jacqueline Van Hecke, Pierre et Sophie Vaneck, Jean Bonnet, Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Sylvain VAN HECKE,

le 29 octobre 1996, à Paris.

La levée de corps aura lieu à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin, 12, rue Méchain, à Paris, le 4 novembre, à 8 heures et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Lian (Loz).

4, rue des Marinières, 75014 Paris.

- Il y a un an, Annie LEMOINE nous quittait. Ceux qui l'ont connue, ceux qui l'ont aimée se souviennent.

Le temps de l'oubli ne pourra effacer les minutes heureuses.

- Il y a six ans, Marc PAOLOZZI nous quittait à l'âge de vingt-sept ans.

Il nous manque.

Docteur André PRUNEYRE Il y a dix ans, à cinquante-neuf ans, la maladie l'emporta à l'âge de ses filles et de son épouse.

Que l'Au-delà lui soit paisible.

03300 Cusset.

Souvenirs Ivan DEJDDA emporté par un cancer du rein le 9 juillet dernier aurait eu quarante-quatre ans aujourd'hui.

Il était le bonheur même d'être au monde. Il avait la passion d'enseigner.

Le silence est rempli de ses présences et son absence est infinie tristesse.

Richard Joulio, Marguerite et Patrice Deléda.

- Une musique, une pensée particulières, en souvenir de Roland SCHWARTZ et de ses parents, Denise et Pierre.

Communications diverses BOURSES DE RECHERCHE

Centre de Recherche sur les Juits du Maroc (CRJM) Président-Fondateur Robert Assaraf, 189, boulevard Saint-Germain 75007 PARIS

Tél.: 01-45-49-61-40 Fax: 01-45-48-34-83

Pour l'année universitaire 1996-1997, le CRJM:

• attribuera trois bourses d'un montant annuel de 10 000 FF.

• Bénéficiaires: étudiants inscrits dans une université française et préparant une thèse de doctorat.

• Le sujet de travail peut être pluridisciplinaire mais doit porter impérativement sur les Juifs du Maroc.

• Dossiers à demander par écrit ou par télécopie avant le 28 novembre 1996.

Conférences

LE DIABLE, L'AMOUR ET LE BON DIEU Sept Jours de suite, à 20 h 30, au temple de l'Étoile, 34, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e, métro Argentine.

• Le 7 novembre, « Le diable et la chair », Jean-Dany Vincent et Claude Giffet, o.p.

• Le 14 novembre, « La confiance et le doute », Alain Duhamel, Flor Groult et J.-F. Collange, théologien protestant.

• Le 21 novembre, « La grâce et la foi », Jean d'Ormesson, Jean Daniel et Louis Perrot, pasteur.

• Le 28 novembre, « La souffrance et la mort », Daniel Sibony, psychanalyste, Marie de Hennezel, auteur de *La Mort intime* et Alain Houziaux, pasteur.

• Le 5 décembre, « La liberté et le destin », Michel Tournier, Gilles Bernheim, rabbin, et Stan Rougier, prêtre-écrivain.

• Le 12 décembre, « Le salut et l'au-delà », Pascal Bruckner, G. Maniet, s.j.

• Le 19 décembre, « L'amour et la solitude », Jacques de Bourbon-Busset et J.-F. Joussé, o.p.

Introductions par Alain Houziaux, pasteur. Libre participation aux frais.

Thèses

- M. Sigard Böhm soutiendra le lundi 4 novembre 1996, à 14 h 30, à la Sorbonne, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, sa thèse de doctorat en études germaniques, dirigée par M. le professeur Gérard Schnitzler: « Utopie sociale et esthétique d'opposition en RDA. De la tradition de l'exil à la pensée dissidente (1933-1989) ». Tous ceux que le sujet intéresse sont les bienvenus.

Les lignes en capitales grasses sont destinées aux abonnés et aux lecteurs. Les lignes en italique sont obligatoires et facultatives. Minimum 10 lignes.

VENTES PAR ADJUDICATION Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle 92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex TEL.: 01.46.40.26.13 - FAX: 01.46.40.70.66



VENTES PAR ADJUDICATION Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle 92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex TEL.: 01.46.40.26.13 - FAX: 01.46.40.70.66

75 Vente au Palais de Justice de PARIS LE JEUDI 14 NOVEMBRE 1996 à 14 h 30 UN APPARTEMENT à PARIS 20^eème 2 à 6, rue Fontarabie et 96-98, rue de la Réunion au 1^{er} étage, de 3 pièces principales - PARKING - CAVE MISE A PRIX: 310.000 Frs. S'adr. à M^{re} B.C. LEFEBVRE, Avocat à PARIS (1^{er}), 20, quai de la Mégisserie - Tél: 01.46.39.07.39. Sur les lieux pour visiter le LUNDI 4 NOVEMBRE 96 à 15 h

83 Vente sur liquidation au Palais de Justice de Paris Jeudi 21 novembre 1996 à 14h30 - En un lot IMPORTANT DOMAINE dénommé « Jaurmresse » & « Roumégou » de 444 ha 21 a 54 ca (2 PARCS CLOTURES DE 100 ET 140 HA) à CHATEAUVERT LE VAL & CORRENS (VAR) Comportant BASTIDE ET DÉPENDANCES, PISCINE, RELAIS DE CHASSE LIBRE MISE A PRIX: 5.000.000 de Frs Rem. M^{re} Yves TOURAILLE, Avocat à Paris 9ème 48, rue de Clugny - Tél: 01.46.74.45.85 M^{re} BELHASSEN-POITEAUX, Mandataire Judiciaire Visites: Samedis 9 et 16 Novembre 96 de 14h à 16h.



Malraux dans le siècle

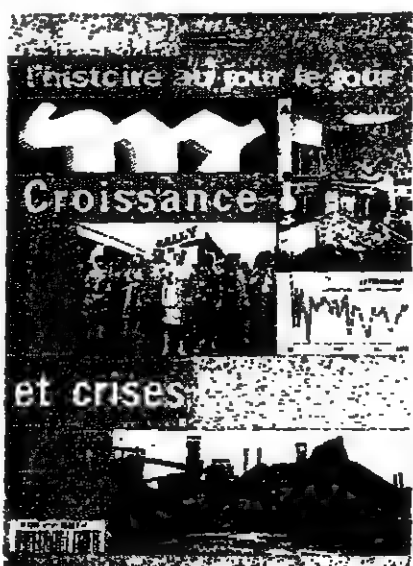
André Malraux est mort le 23 novembre 1976. Le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles qu'il avait été pendant dix ans auprès du général de Gaulle avait presque fait oublier l'écrivain, le penseur, le voyageur et le jeune homme amoureux et aventurier que l'on retrouve aujourd'hui.

A lire aussi dans ce numéro: Le drame romantique

13 F

UNE PUBLICATION DU MONDE CHEZ VOIRE MARCHAND DE JOURNAUX

De 1944 à nos jours Cinquante ans d'histoire économique



En vente chez votre marchand de journaux, 70 F

DES maisons de retraite ou des hôpitaux de la vieille Europe, des gratte-ciel de New York ou des faubourgs de La Havane où le riz, le poulet et la lumière sont toujours rationnés, les anciens des Brigades internationales se préparent à repasser la frontière espagnole. L'heure du retour a sonné. Certains d'entre eux ont épargné dollar par dollar l'argent du voyage. Ce sont les survivants des quarante mille volontaires étrangers - dont dix mille Français - de la guerre d'Espagne. Plus de dix mille sont morts sur le front, beaucoup d'autres sont restés longtemps des apatrides continuant la lutte contre le fascisme, comme les républicains espagnols qui, après la défaite, n'avaient pour horizon que les murs des cimetières.

Trois hommes et une femme ont accepté de rassembler leurs souvenirs d'il y a soixante ans. Ils ont extrait de leur mémoire, l'image de ce jour où, à vingt ans, ils ont quitté leur pays, leurs amours, leur travail, traversé l'Europe ou l'Atlantique et se sont engagés pour la liberté dans une Espagne en guerre. Un jour de novembre 1938, alors que la guerre était déjà perdue, le premier ministre de la deuxième République, Juan Negrín, a promis la nationalité espagnole à tous les survivants des 40 000 étrangers qui se sont battus en Espagne contre le fascisme. En 1995, le Parlement a fini par leur accorder cet honneur. Et le 9 novembre, soixante ans après l'arrivée des premiers volontaires contre la rébellion de Franco, plus de quatre cents d'entre eux reviendront pour des cérémonies dans toutes les régions du pays, avant



L'honneur des combattants de l'espoir

de descendre ensemble les ramblas de Barcelone, leur passeport espagnol en poche. Mario et Lazar, Adelina et Bill ont refait leurs valises pour recevoir l'hommage qu'ils attendent depuis si longtemps.

En 1936, à La Havane, raconte Mario Morales Mesa, c'est vingt bateaux qu'on aurait pu remplir de volontaires pour l'Espagne. Pourtant, à l'époque, il fallait se cacher. Fulgencio Batista était chef de l'armée et il régnait sur les bordels et les casinos. Mario Morales Mesa vient alors d'avoir vingt et un ans, il est conducteur d'autobus. « J'ai cédé mon travail à un ami chômeur et je me suis inscrit pour partir. J'ai dû attendre l'avant-dernier convoi à la fin de 1937. Les révolutionnaires et les fils d'Espagnols étaient prioritaires. Moi, j'étais des volontaires que je sélectionnais un passé progressiste et un travail. Je ne voulais pas que l'Espagne serve de refuge à des aventuriers. »

Mario Morales conserve dans sa maison de La Havane, entre la deuxième rue et l'avenue Acosta, une belle collection de photographies d'époque, d'insignes et de décorations aux couleurs, rouge, jaune et violet, du drapeau de la République espagnole. Mais il conserve surtout des souvenirs qui ne demandent qu'à être ravisés. « J'étais content de quitter Cuba, enfin », se rappelle-t-il devant un café obtenu contre ticket de rationnement au bistrot du coin. Il évoque le départ du bateau, la traversée de la France... « Parmi les vingt-quatre Cubains du groupe dont j'étais responsable, il y avait cinq Noirs. Malgré nos faux passeports, les douaniers français pouvaient difficilement les prendre pour des Espagnols. La seule solution pour eux était de traverser la frontière à pied. Notre bateau avait d'abord accosté à La Rochelle. Nos valises en carton n'avaient pas résisté au déchargement et nous nous étions retrouvés devant cet hôtel parisien, l'Hôtel National je crois, sans bagages. Le réceptionniste avait appelé la police. Heureusement, Félix Pipo Rodriguez, le représentant de Cuba auprès des brigades avait fini par tout arranger. Je me souviens qu'à notre arrivée en Espagne Pedro Mateo Merino, le responsable de la 35^e division avait prononcé cette

L'Espagne s'apprête à célébrer les survivants des Brigades internationales, qui ont lutté contre la rébellion franquiste dès 1936. A Barcelone, ils défilent, un passeport espagnol en poche. Une promesse faite, en 1938, par le premier ministre Juan Negrín.

phrase : « Nous sommes venus pour lutter pour votre liberté et pour la nôtre. »

Les années ont filé avec plus de force les bons moments, mais subsistent aussi les images de la guerre. « Nous étions si proches dans les tranchées que nous pouvions parler avec ceux d'en face. Quand nous lançions des offensives, nous pouvions voir les visages de ceux avec qui nous avions plaisanté durant des jours. Je n'oublierai jamais la vision du premier mort. Il avait mon âge, pas plus de vingt ans. Jusqu'à ce moment-là, je n'avais pas encore senti que nous étions vraiment en guerre. »

APRÈS la défaite, Mario Morales est retourné à Cuba. L'ami à qui il avait confié son travail de conducteur d'autobus ne le lui a pas rendu. Mario s'est ensuite engagé aux côtés de Fidel Castro, il était de ceux qui ont lancé l'assaut contre la caserne de la Moncada. Devenu agent secret, il fera échouer onze tentatives d'attentats contre le leader maximo. Avec le temps, il finira par s'éloigner du Parti communiste, mais Mario Morales garde une confiance pour la fin : « J'aime tellement l'Espagne que j'ai même été à l'enterrement de la Pasionaria. »

L'homme qui raconte maintenant sa guerre d'Espagne est né à Budapest, il y a quatre-vingt-un ans, et s'appelle Lazar Udobiski. La guerre était déjà perdue quand les internationaux ont quitté l'Espagne en septembre 1938. Moi, on m'a emprisonné dans un camp de concentration en France dont je me suis enfui pour rejoindre la résistance contre Hitler. Capturé à nouveau, je n'ai été libéré qu'en 1945. Si les Allemands avaient connu mon passé de brigadiste, ils m'auraient fusillé. »

Sa mère était hongroise, mais il

a passé sa jeunesse à Belgrade. En février 1937, à vingt et un ans, Lazar est parti pour l'Espagne avec un groupe de jeunes de l'université et très vite il a été envoyé sur le front : « J'ai participé à la bataille de Jarama (région de Madrid). Dans le groupe de jeunes mal entraînés que je commandais, pompeusement appelé « division ». Nous étions six cents combattants le lundi, à la fin de la semaine, nous n'étions plus que cent quarante. C'est dur de devoir battre en retraite sans enterrer ses compagnons. »

Lazar Udobiski aimait la liberté et menait une lutte à mort contre le fascisme avec les armes de la détermination et un courage quotidien que les livres ne mentionnent pas. Il cherche dans sa mémoire des souvenirs moins amers : « Nous savions que le fas-

chisme menaçait tous les pays et que si l'Espagne tombait toute l'Europe allait suivre. Nous étions des idéalistes. » Il sourit : « Et nous étions si jeunes... » Un amour peut-être ? « J'ai connu une jeune fille, mais nous n'étions même pas sur le même front. Je ne l'ai plus revue mais je suis resté amoureux de l'Espagne. »

Adelina Kondratieva vit toujours à Moscou, la ville qu'elle a quittée en 1936 pour aller lutter contre la rébellion franquiste. Elle se souvient avec quel enthousiasme les Soviétiques voulaient aider les républicains. « Tous les enfants d'émigrés politiques ont été

volontaires : la mère et la fille Korobitsyn : papa, Paulina, ma sœur et moi : deux sœurs Aleksandrowskaya... C'est si difficile d'expliquer aux jeunes l'Europe de cette époque. Pour moi ce qui en donne le mieux l'ambiance, c'est le film Cabaret. » Adelina affirme, exemples à l'appui, que le soutien du peuple était spontané : « Certains ne le croient pas, je le sais, c'était pourtant notre cas. Mon père était un vrai Don Quichotte, un idéaliste qui voulait défendre la liberté, au point de courir au-devant du danger. C'est ainsi que nous avons traversé l'Europe avec de faux passeports

brésiliens. » Adelina et sa sœur Paulina ont raconté dans un livre au titre évocateur, *La Mosaïque cassée*, leur aventure jusqu'à la frontière espagnole. Le choc de cette guerre sauvage : « Pour traverser l'Europe, on

appartenance moscovite, elle ne peut s'empêcher d'évoquer avec tristesse la grande désillusion de sa vie : « Je sais bien que c'est frustrant pour les nouvelles générations qui idéalisent cette période, mais c'est ainsi. Nous avons subi à notre retour les purges stalinienne. La blessure est longue à cicatriser. C'est bien pour ça que je suis si émue de voir la promesse de Negrín - « España no olvidara » [L'Espagne n'oubliera pas] - se réaliser. Je connais de nombreux vétérans qui iront à Barcelone pour recevoir ce passeport et qui renonceront à bien des choses pour avoir l'immense honneur de mourir en étant espagnols. »

Il s'appelle William Susman, quatre-vingt-un ans, et vit à New York, il est vétéran de la brigade Abraham-Lincoln, celle des volontaires américains. Pour eux la guerre ne s'est pas terminée avec la défaite de la République. Longtemps après, le poids de la répression a pesé sur les épaules de William Susman : « Les autorités américaines, se souvient-il, avaient confisqué les passeports de tous les membres de la brigade. Le FBI nous poursuivait inlassablement, quand je me présentais chez un employeur, la police passait ensuite pour prévenir le patron que j'étais un communiste. J'ai fini par le dire d'abord pour leur éviter du travail. Il a fallu attendre une décision de la Cour suprême qui nous lavait de toutes relations avec le communisme international pour que les persécutions cessent. »

Le vieux brigadiste qui préfère aux souvenirs guerriers les anecdotes poursuit avec humour : « Voilà comment je suis entré en Espagne. J'étais avec un groupe d'officiers sud-américains, à l'ambassade de la République espagnole à Paris, ils nous ont fait des faux papiers. Moi, j'ai choisi un nom proche du mien, Guillermo Guzman, et qui

sonnait espagnol. Cela m'a permis de passer la frontière en voiture sans problèmes, et en plus j'avais amené une pleine valise de pistolets pour mes amis républicains. » Ce qui aujourd'hui étonne encore, c'est que la dictature de Franco ait duré quarante ans, car il admira ce peuple depuis qu'il a combattu à ses côtés : « Les paysans nous aidaient avec tant de gentillesse, ils nous cachaient au péril de leur vie. Ceux qui ont été pris à cause de nous n'ont pas parlé, ni quand ils ont été capturés ni après. » Et la gorge de William se noue quand il finit son histoire : « C'est pour eux aussi que je voulais revenir. »

IL s'est battu sur le front de Gandesa, dans la province d'Aragon, jusqu'au départ des brigades. Evacué par le train en wagon scellé et sous étroite surveillance avec les combattants de son pays, il a été embarqué dans un port français pour les États-Unis : « On nous avait donné une tortilla et un café, c'est tout, nous avions grand faim, se souvient-il. En regardant la côte s'éloigner, je pensais à tous ces visages d'amis espagnols, vivants ou morts, et à tous ceux qui ne pourraient pas fuir ce pays où Franco allait gagner. »

Mario, Lazar, Adelina et Bill, loin d'être considérés comme des héros, sont restés longtemps suspects dans leurs pays. Communistes subversifs pour le FBI ou trotskistes en Union soviétique. Aujourd'hui, l'Espagne offre aux brigadistes la nationalité espagnole, mais, selon ses lois, ils devront renoncer à la nationalité de leur pays d'origine et aux avantages qui en découlent. Faisant écho à cette décision, Jacques Chirac vient d'annoncer que le gouvernement français allait accorder aux brigadistes français le statut de combattant. Ils ne sont plus en France que quelques dizaines.

La guerre est depuis si longtemps finie, les survivants sont morts pour la plupart. Il était temps d'honorer les derniers témoins de l'époque.

Pablo Ordaz
Copyright : El País
Traduction : Michel Leconte
Photo : Agence France Presse

مكتبة من الاصل

Zaire et Rwanda : du pire au pire

par Pierre Lainé

La détérioration de la situation à l'est du Zaïre, le conflit qui s'exaspère (on pourra sans doute parler de guerre du Kivu...), le drame que connaissent des centaines de milliers de réfugiés ne devraient étonner personne, du moins pas ceux qui suivent l'évolution politique de cette région des Grands Lacs et se souviennent de la tragédie rwandaise de 1994. De quoi est-il question ? La presse parle de guerre civile, de cycle infernal, à nouveau de violence ethnique, de « fatalité sanglante » pour reprendre le titre de l'éditorial du Monde du 29 octobre.

Ainsi établi, le constat est pour le moins inexorable et pervers. Ce qui se passe au Zaïre, près des frontières du Burundi et surtout du Rwanda, apparaît comme étant la suite inéluctable de la tragédie d'il y a deux ans. L'installation de centaines de milliers de « réfugiés » hutus dans les provinces zairoises du Kivu contenait en germe les pires dangers ; qui plus est dans un pays complice des assassinats de 1994 et où règne l'anarchie, où l'armée n'a plus depuis longtemps qu'une seule raison d'être : perpétrer sans contrôle pillages, violences, crimes.

En effet, ces « réfugiés » sont souvent des tueurs, des organisateurs et des exécutants du génocide, au mieux d'anciens specta-

teurs enthousiastes de la « liquidation » en 1994 des Tutsis et des Hutus modérés, auxquels il faut ajouter des milliers et des milliers d'hommes et de femmes innocents, pris en otage, empêchés de revenir au pays.

N'oublions pas que de nombreux éléments de l'ancienne armée rwandaise, que la plupart des miliciens de sinistre mémoire, s'étaient installés au Zaïre avec

conquête programmée ? Essayons d'imaginer un instant qu'il y ait des milliers de divisions SS se soient réfugiées, en Suisse par exemple, au mois d'avril 1945, avec la protection de la nation helvétique et l'appui d'un autre pays européen...

Le Monde pose la question du rôle possible de la communauté internationale. Question pertinente, mais qui en même temps

moyens, non pas d'empêcher le génocide, mais d'en atténuer notablement l'extension et les effets.

Regretter encore que l'opération « Turquoise », au cours de l'été 1994, ait surtout permis aux coupables du génocide de se réfugier au Zaïre avec l'accord acheté du fâcheux Mobutu ; au Zaïre où de singuliers envois d'armes et d'argent ont été effectués. Regretter enfin que de nombreux assassins, religieux ou autres, soient protégés et circulent librement en France, que la France, si présente au Rwanda jusqu'en 1994, et donc si responsable, si active dans tous les trafics et compromissions, n'ait pas, depuis deux ans, mis en place une assistance active pour la rénovation de la justice rwandaise, n'ait pas tenté avec la Belgique ou l'Union européenne d'ouvrir pour que les coupables soient arrêtés et jugés, pour que les camps du Zaïre ne constituent plus une menace potentielle.

Il ne reste plus qu'à espérer, selon la formule consacrée, que les organisations humanitaires feroient leur office. On pourrait peut-être demander à Vincent Bolloré, qui vient de régénérer le groupe Rivaud et qui connaît bien l'Afrique, de mener une mission d'expertise...

Pierre Lainé est universitaire en retraite.

Une intervention militaire aujourd'hui serait grotesque et inutile. Il est trop tard et il faut le regretter.

armes et bagages, que les camps étaient sous la coupe des organisateurs du génocide, que l'enfermement militaire se poursuivait en vue de la reconquête du Rwanda, que des coups de main, des opérations se multipliaient sur le territoire rwandais.

Les médias évoquent la responsabilité de Kigali, le passage de la frontière par des troupes rwandaises. Quand bien même l'engagement du Rwanda serait avéré, pourrait-il en être autrement : le gouvernement de Kigali, en butte à la réorganisation d'un pays ruiné et détruit, pouvait-il tolérer plus longtemps que les coupables de 1994 se préparent en toute impunité à l'assaut prochain, à la re-

faire sourire, quand on se souvient de l'attitude de l'ONU, de l'Europe, plus particulièrement de la France et de la Belgique voici deux ans. Une intervention militaire aujourd'hui serait grotesque et inutile. Il est trop tard et il faut le regretter. Regretter que François Mitterrand ait soutenu excessivement Habyarimana dès le début des années 80, qu'il ait en 1990 joué la carte des extrémistes hutus, fournissant des troupes sur le terrain et des armes perfectionnées. Regretter aussi la fuite débonnaire d'avril 1994, alors que les militaires envoyés pour évacuer les ressortissants français et récupérer quelques dossiers compromettants avaient les

Pas de frontière pour les juges !

par Laurent Beccaria et Denis Robert

« **J**e ne comprends pas le procès qui m'est fait. » Telle a été la seule réponse du garde des sceaux, Jacques Toubon, à l'appel de Genève, après quinze jours de silence. Cette fausse naïveté n'est pas à la hauteur des enjeux. Une telle réponse nous semble même un piètre calcul à trop court terme.

Les sept magistrats qui ont lancé le 1^{er} octobre à Genève cet appel aux législateurs de l'Union européenne ne sont pas des « utopistes », comme les collaborateurs de M. Toubon se plaisent à les décrire ici ou là. Leur démarche est un aveu d'impuissance et un appel au sursaut. Corrompre est devenu aujourd'hui en Europe un loto où l'on gagne le pactole neuf fois sur dix, en toute impunité.

Les trafiquants de drogue, les dirigeants de sectes, les mafias, les corrupteurs utilisent aujourd'hui les mêmes réseaux financiers et empruntent des réseaux financiers communs s'appuyant sur le statut très particulier des paradis fiscaux.

Ils ont souvent les mêmes banques, les mêmes objectifs : supprimer les obstacles juridiques ou humains qui s'opposent à leur logique. Ils rêvent d'une société où l'intérêt général s'arrêterait au profit de leur groupe, de leur entreprise ou de leur aventure personnelle. Dans de nombreux secteurs, la concurrence est devenue un jeu de dupes.

M. Toubon, en tant qu'ancien secrétaire général du RPR, est bien placé pour savoir que les partis politiques ont utilisé et utilisent encore ces réseaux. Est-ce pour cela que la libre circulation des informations judiciaires en matière financière fait peur au législateur et à l'exécutif ? En se protégeant, il protège des trafics encore moins avouables. Pour combien de temps encore ? L'absence de réaction de nos gouvernements et de nos Parlements aura des conséquences dramatiques. M. Toubon est trop intelligent pour ne pas en percevoir les risques pour la démocratie en général et pour notre pays et en particulier.

La convention judiciaire signée le 28 octobre à Berne avec la Suisse est un trompe-l'œil. Elle revient heureusement sur le courrier du 4 août 1995 adressé par M. Toubon à son homologue suisse, où le ministre français s'opposait clairement aux communications directes de juge à juge. Les termes de cette lettre sont donc aujourd'hui annulés par la convention qui vient d'être signée.

Sous d'autres latitudes, le courrier de M. Toubon lui aurait coûté son poste de ministre. Il propose aujourd'hui de supprimer la voie diplomatique. C'est toujours quelques semaines de gagnées pour les enquêtes en cours. Mais les informations passeront désormais par les parquets français, donc par les représentants du pouvoir politique...

Cette immixtion du politique

dans des procédures judiciaires apparaît encore plus inacceptable aujourd'hui qu'hier. D'abord parce qu'elle implique un contrôle des subordonnées du garde des sceaux sur des affaires susceptibles de mettre en cause des hommes politiques. Ensuite parce qu'elle est un facteur évident de ralentissement de ces procédures. La convention signée avec la Suisse ne change rien à cette terrible inégalité : un faux facturier armé d'un simple modem et d'un ordinateur moyen mettra vingt-quatre heures pour blanchir des sommes considérables, en multipliant les sociétés écrans, en multipliant les sociétés écrans. Un juge français demandant par commission rogatoire des informations bancaires à un juge suisse mettra toujours au moins un an pour obtenir un début de réponse. Quel progrès et quelle liberté !

En moins de cinq ans l'Europe vient d'assister à deux événements majeurs, deux réactions citoyennes : l'opération « Mains propres » en Italie et la « révolte blanche » qui secoue en ce moment la Belgique. Les hommes politiques italiens et belges, eux aussi, ont cru longtemps que les mini-réformes, le pourrissement de la situation et l'enlèvement des procédures préserveraient leur pouvoir. En quelques semaines, ils ont été emportés par un sursaut démocratique. Quel sera le prochain pays à se révolter pour que l'égalité devant la loi soit appliquée par ceux qui sont en charge de l'intérêt général ?

Nous invitons le ministre de la Justice français à relire l'appel de Genève, qui ne porte en aucun cas atteinte à la souveraineté nationale. Bien au contraire, une large proportion de nos textes législatifs est aujourd'hui d'essence européenne. Pourquoi les délinquants en col blanc échapperaient-ils à une exigence qui s'impose aux fabricants de fromage et aux pêcheurs de thon ? Les propositions des juges sont simples. Elles peuvent être votées en six mois. Elles ne coûteront pas un centime au contribuable. Elles peuvent, en revanche, faire revenir dans les caisses du Trésor plusieurs dizaines de milliards égarés entre Vaduz et Monaco, Jersey ou Zurich.

Nous demandons à M. Toubon de réfléchir encore quelques semaines. Un mouvement est lancé, qui ne s'arrêtera pas. Il prendra six mois, deux ans, sept ans, mais il s'imposera. C'est la seule réponse qui tienne face aux extrémistes et aux croisades de la morale. Une priorité donnée à la lutte contre la criminalité organisée renforcerait, contrairement à ce qui est avancé par les actuels tenants du pouvoir, l'impartialité de l'Etat et son autorité. La vie publique se porterait mieux, les ennemis de la démocratie perdraient leur fond de commerce. Et l'on pourrait enfin s'adresser au garde des sceaux comme au garant de la justice.

Laurent Beccaria et Denis Robert sont les fondateurs de l'association Egalité devant la loi.

AU COURRIER DU « MONDE »

AUTOUR DE L'HÉRITAGE DE GUY DEBORD

Dans les colonnes de l'éditorial, on entend évoquer depuis peu, pour des raisons commerciales mal dissimulées, des questions d'héritages et de légitimité autour de Debord et de son œuvre. Il n'y a pas de problème d'héritage Debord. Il n'y a qu'un problème Debord. Plus que jamais, on sait à quel point il gêne et empêche de danser en rond tous les négationnistes-staliniens-prolongés, tous les néo-penseurs-de-la-politique - correctement - révisée et une poignée de gauchistes-repents.

Mais voilà, il n'y a rien à faire fructifier, ni réhabiliter, ni embellir, ni falsifier. Il n'y a pour finir que Debord, son art et son temps tels qu'il les a révélés, et c'est évidemment beaucoup plus que n'en peuvent supporter tous ces gens.

Quant à ceux - très peu - qui se sont trouvés effectivement, à un moment ou à un autre, sur sa route, on a bien vu comment ils ont continué seuls, et ce qu'ils sont devenus. Ils le savent d'ailleurs mieux que personne et préféreront le faire oublier. Si l'on parle encore d'eux, c'est naturellement grâce à Debord, et non le contraire. Il n'y a pas d'héritiers. C'est Debord qui doit hériter de Debord. On y veille.

Alice Debord, Patrick Mosconi, Paris

Salaire minimum et impôt négatif

par Jacques Thépot

Dans les années à venir, le gouvernement sera confronté à deux problèmes majeurs : la réforme fiscale et la lutte contre le chômage. Comme on le sait depuis longtemps, ces deux problèmes sont liés : le chômage réduit les recettes fiscales ; les impôts diminuent le pouvoir d'achat et induisent une baisse d'activité. Comment agir en même temps sur les deux plans ? Deux observations s'imposent :

- Notre système fiscal est porteur d'un paradoxe rarement souligné : ce sont les bas revenus qui supportent le taux d'imposition marginal le plus fort ; l'écrou de toutes les aides directes (à commencer par le RMI) est lié à des conditions de revenus ; tout franc supplémentaire gagné peut déclencher la suppression de ces aides. C'est ce que les économistes appellent la « trappe à pauvreté ».

- L'existence institutionnelle d'un salaire minimum, applicable quel que soit le métier, en tout lieu et en toute saison, est un facteur de rigidité qui, aujourd'hui, pénalise l'emploi. On n'ose plus, en France, énoncer pareille évidence. Mais quel gouvernement proposerait la suppression du SMIC ?

Les aides sous conditions de revenus et le salaire minimum forment deux composantes maîtresses de notre dispositif national de redistribution destiné à assurer l'équité sociale. Ce dispositif est pervers et col-

leur. Il contribue à la mise en place d'une « trappe à chômage » et au développement du travail non déclaré.

L'équité sociale doit être réalisée à travers des mécanismes simples qui, tout en assurant à chacun un niveau minimum de ressources, incitent les individus à exercer un travail. Il n'y a pas d'insertion sans incitation. Une solution possible consiste à remplacer le salaire minimum par l'impôt négatif, en supprimant toutes les aides directes aux individus comme d'ailleurs bien sûr aux entreprises.

L'impôt négatif a pour effet d'accroître le revenu de l'individu en deçà d'un certain seuil, de le réduire au-delà. Il définit implicitement un revenu-plancher. Prenons, par exemple, un revenu-seuil de 80 000 francs et un taux d'imposition de 30 %. Un revenu de 50 000 francs donne lieu à une subvention de 0,3 x (80-50) = 9 000 francs, soit un revenu fiscal de 59 000 francs. Un revenu de 100 000 francs donne lieu à un prélèvement de 0,3 x (100-80) = 6 000 francs, soit un revenu final de 94 000 francs. Le revenu plancher est ici égal à 0,3 x (80-0) = 24 000 francs.

L'impôt négatif complète le salaire lorsque celui-ci est trop faible. Il ne s'y substitue pas. Il remplace donc le RMI par un revenu plancher lié à une activité salariée minimale (à définir) qui incite à l'insertion et en assure le contrôle.

La suppression du salaire mini-

mum provoque une dispersion des bas salaires qui se fixent alors en fonction de l'offre et de la demande selon les métiers, les régions et les périodes, sans les distorsions induites par les aides aux entreprises et autres « jupettes » de l'emploi. On obtient ainsi une baisse du chômage, tout au moins de la part de celui-ci qui est due à la rigidité des salaires.

L'impôt négatif est neutre, en ce sens qu'il n'introduit aucune discrimination en termes de conditions d'accès au marché du travail et de rémunération.

L'effet de levier que l'impôt négatif applique sur les faibles revenus est démultiplié par l'apparition d'un marché légal d'emplois ponctuels ou peu qualifiés.

Calculé sur une base annuelle, l'impôt négatif permet à l'individu de gérer son travail sur l'année et d'élargir ainsi la gamme des contrats pouvant être conclus avec différents employeurs. Il le libère du travail au noir, tout en lui garantissant un revenu final progressant régulièrement avec le salaire.

Ainsi, le remplacement du salaire minimum par l'impôt négatif constitue un mécanisme à la fois incitatif et redistributif qui devrait assurer la création d'emplois et une meilleure efficacité du système fiscal.

Jacques Thépot est professeur à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

Vendredi 1^{er} Novembre
Rue de Rivoli

SAMARITAINE

C&A

B&H

MARKS
&
SPENCER

SONT
OUVERTS

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombini
Directeurs : Jean-Marie Colombini, Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perren, Jean-Yves Lefebvre, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bérès, Bruno de Camille, Pierre Georges, Laurent Gressier, Michel Kaiman, Bertrand Le Goff, Directeur adjoint : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Jean
Secrétaire général de la rédaction : Jean Fourment
Directeur éditorial : Eric Pélissier, directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la rédaction : Alain Bérès, directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minic, président ; Gérard Cornu, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1968), Jacques Fauriol (1968-1982), André Laurens (1982-1993), André Fontaine (1993-1996), Jacques Lantier (1993-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Domicile de la société : 21 rue Claude Lorraine, 75002 Paris
Capital social : 25 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, VNU Presse, Le Monde Prévoyance
Siège social : 21 rue Claude Lorraine - 75002 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-28-00. Télécopieur : 01-42-17-28-21. Telex : 336 866 F

Radio-France : les tentations du pouvoir

Suite de la première page

Mais, comme nombre de ses prédécesseurs, le gouvernement luppé a eu du mal à tenir ses engagements. L'Etat RPR au pouvoir a eu tendance à retrouver ses anciennes habitudes, qui faisaient du service public la « voix de la France », à l'extérieur, comme à l'intérieur du pays. Les interventions se sont multipliées au fil des premiers mois du septennat. L'absence, symbolique en début de mandat, de ministères de la communication a peu à peu laissé place aux manœuvres des cellules de l'Elysée et de Matignon. Puis le ministre de la culture a hérité des prérogatives officielles, les cabinets du président de la République et du premier ministre se chargeant des « questions délicates ».

Des nominations dans l'audiovisuel public sont venues confirmer que le pouvoir avait des idées bien arrêtées sur le choix de ses PDG, même si quelques noms lancés comme un rideau de fumée pouvaient faire illusion en laissant croire qu'il existait une vraie concurrence entre plusieurs postulants. Des « gestionnaires » ont remplacé des journalistes, Michel Boyon à la tête de Radio-France, Xavier Gouyou Beauchamps à celle de France Télévision, Jean-Paul Cluzel à celle de Radio France Internationale (RFI), Jean Miot à l'AFP, des nominations qui ont contribué à installer des hommes aux sympathies de « droite » aux différents postes à responsabilité de l'audiovisuel public.

L'AFFAIRE DES SANS-PAPIERS

La liste reste ouverte. Après avoir fait le « ménage » au sommet des entreprises de communication publiques, le gouvernement a laissé s'exprimer sa base, toujours prompt à réclamer des injonctions des patrons d'antennes, sinon des têtes, pour obtenir des messages plus favorables sur les ondes. Des parlementaires RPR en donnent, depuis quelque temps, régulièrement la preuve.

Les mouvements sociaux qui ont eu lieu en France, en novembre et décembre 1995, en ont été certains. L'affaire des sans-papiers de l'église Saint-Bernard à Paris, cet été, les a fait sortir de leurs gonds. Soudain, France-Info n'est plus apparue à ces politiques comme un simple robinet d'eau tiède. Ils ont pris conscience que, répétée, l'information pouvait prendre de l'ampleur et ne pas être très flatteuse pour les pouvoirs politiques. « Tout cela trait mieux si le gouvernement allait mieux », précise un journaliste de France-Inter.

C'est le député Alain Grotteray

RECTIFICATIFS

SONDAGE

Dans notre article sur le sondage Sofres-Le Monde-RTL consacré à l'image des Etats-Unis en France (Le Monde du 31 octobre), il fallait lire, comme l'indiquait par ailleurs notre tableau, que 46 % des personnes interrogées ont plutôt de l'antipathie pour les Etats-Unis et 17 % ni sympathie ni antipathie, et non l'inverse.

FRANCIS TERQUEM

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans un article consacré, le 30 septembre, à l'arrêt de la cour d'appel de Paris relaxant Jean de Boishue, Mr Francis Terquem n'était pas l'avocat de l'ancien secrétaire d'Etat, mais celui de la partie adverse.

(UDF-PR, Val-de-Marne) qui, le premier, s'est « ému » du traitement fait par France 2 et France-Info de ces événements. Dans l'hebdomadaire L'Express du 12 septembre, il jugeait « inquiétant » le travail effectué par France 2 sur les sans-papiers, et « choquant » le fait que France-Info ait utilisé le mot « rafle » à propos de cette affaire. Le parlementaire remarquait enfin qu'il avait demandé aux PDG de France Télévision et de Radio-France de lui communiquer la totalité des reportages consacrés à ces épisodes. « Il est aberrant de constater que le traitement de l'information sur les chaînes comme TF1 ou M6 est souvent plus équilibré que celui qui est en vogue dans le service public », concluait Alain Grotteray.

POLÉMIQUE

Quelques mois plus tard, c'est Michel Péricard, président du groupe RPR à l'Assemblée, qui relance la polémique en se plaignant, dans un entretien accordé au quotidien Libération du mardi 29 octobre, d'une information pas assez « neutre ». Dénonçant le « traitement faussé » auquel se livrent parfois, selon lui, les journalistes de France-Info, Michel Péricard estime que « c'est la conception même » de la station « qui devrait être remise en question ».

France Télévision n'échappe pas plus aux critiques. Michel Péricard juge en effet que sur l'affaire des sans-papiers, les journalistes « se sont laissés aller à leurs émotions » et n'ont pas rendu compte de la vérité. Il estime enfin que l'audiovisuel public n'a pas le droit, contrairement à un journal engagé, de « contester les faits ».

Un an et demi après l'accession de Jacques Chirac à la présidence de la République, l'audiovisuel public se retrouve en butte aux penchants de ce pouvoir pour le contrôle de l'information. Dans une situation politique difficile, à la veille d'échéances électorales incertaines, il sort du bois. Les journalistes de Radio-France sont aux premières loges pour assister au spectacle.

Véronique Cauhapé

Le Monde

EDITORIAL

Contre le secret d'Etat

DEPUIS qu'a éclaté l'affaire Hernu, le contre-espionnage français, muet par devoir, n'en pense pas moins. Le Monde maintient ses informations, recoupées dans le monde du renseignement français : la Direction de la surveillance du territoire (DST) reste convaincue que l'ancien ministre de la défense fut un agent de l'Est de 1953 à 1963, et se dit dans l'incapacité d'exclure formellement que les services soviétiques aient eu encore, par la suite, recours à lui.

Certes, d'anciens « patrons » de la DST expriment publiquement leurs réserves après les révélations de L'Express. Mais, énarques de formation, préfets de profession, engagés politiquement - à droite pour l'un, devenu député à gauche pour l'autre, qui vient de se mettre en réserve du corps préfectoral -, ils ne sont pas issus du monde du renseignement qu'ils ont seulement fréquenté par le hasard des nominations dans la haute administration. Pour les spécialistes, ils parlent sans savoir, s'agissant d'Yves Bonnet, qui n'a pas eu à connaître du dossier Hernu, fourni à la France par un agent roumain sept ans après son départ de la direction de la DST ; ou non sans parti-

pris pour Jacques Fournet, qui n'a jamais caché ses amitiés socialistes et sa fidélité à François Mitterrand.

Dans cette affaire, le parcours politique public de Charles Hernu n'explique rien. S'il fut un agent de renseignement, l'ancien ministre aurait eu tout intérêt à adopter des positions à l'extrême opposé de ses fidélités secrètes. C'est le B.A.-ba du métier de l'ombre. De plus, ce que l'on sait, grâce à son biographe Jean Guisnel (Fayard, 1993), du personnage n'est en rien contradictoire avec les informations de L'Express. Charles Hernu était prisonnier d'un secret de jeunesse - son appartenance en 1944 à l'administration de Vichy ; il fut, en tant que président du Club des Jacobins, un compagnon de route des communistes dans les années 50 et fut longtemps en quête de sub-

Pour autant, la DST n'est pas le tribunal de l'histoire, et ses convictions ne sauraient tenir lieu de certitude. L'affaire est trop grave pour qu'on en reste là, dans ce clair-obscur propice aux rumeurs et aux soupçons. Le secret doit être levé, la vérité doit être dévoilée, l'opinion, les élus, les partis doivent savoir. S'il était sans doute inévitable sous la présidence de François Mitterrand, dont le crédit aurait été profondément atteint par ces révélations sur l'un de ses plus fidèles soutiens, le secret d'Etat n'est plus de mise aujourd'hui. Sinon la France confirmerait, une fois encore, qu'elle reste prisonnière d'une culture monarchique où les puissants, même disparus, sont à l'abri de toute curiosité publique.

Au lieu de se placer en position défensive, la gauche devrait être la première à exiger cette transparence. Et le PS au premier chef, qui, sinon, trahira longtemps l'affaire Hernu comme un ennemi soupçonné. S'il veut vraiment faire oublier la déception mitterrandienne, le PS doit rompre avec une culture de la dénégation, voire du mensonge, qui, de Vichy à la maladroite, en passant par la corruption, restera l'une des marques de la présidence de François Mitterrand.

DANS LA PRESSE

THE WASHINGTON POST

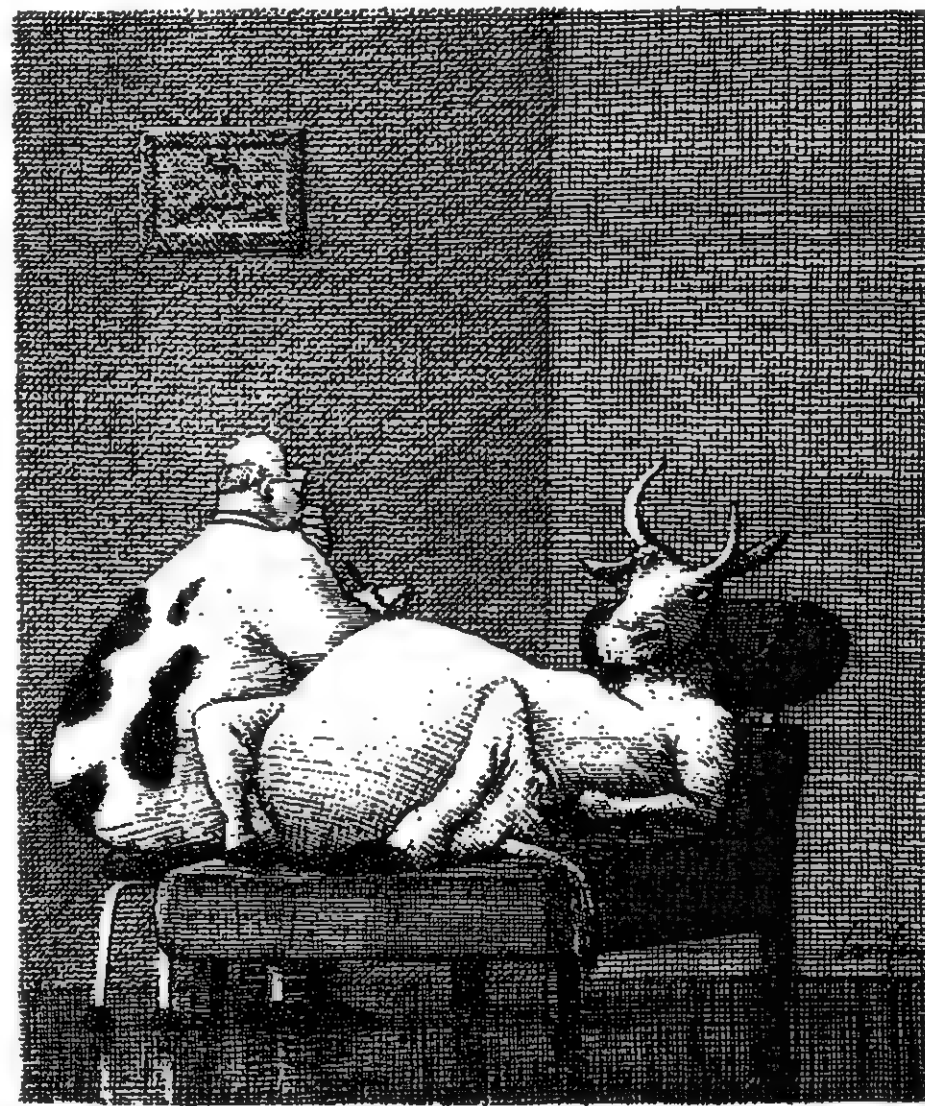
■ Le choix proposé à l'occasion de cette élection présidentielle est plutôt triste. Les deux candidats avaient dans le passé affiché de grandes ambitions et de belles idées. Dans cette campagne, ils y ont, l'un et l'autre, renoncé pour préférer « ne rien dire ni faire ». Le résultat, c'est que certains jours on se demande si l'argument avancé par l'un des deux ne provenait pas de l'autre. Malgré tout, nous penchons pour Bill Clinton. En 1992, nous l'avions soutenu avec enthousiasme. Une fois élu, il a adopté des mesures qui nous semblaient justes, de ses nominations à la Cour suprême aux lois sur l'environnement, le contrôle des armes ou l'Aléna (l'Accord de libre-échange nord-américain). Mais sur trop de sujets essentiels son administration a fait preuve d'insuffisances, voire de mauvais goût, et nous a déçu. Qui peut savoir qui sera le Bill Clinton président si, comme cela est prévisible, il est réélu (...). En résumé, les défauts de M. Clinton sont plus évidents et plus certains qu'il y a quatre ans. Mais nous pensons qu'il y a, dans cette personnalité instable, des chances pour qu'il puisse être meilleur qu'il ne l'a été au cours de son premier mandat (...). C'est sur cet espoir incertain que nous choisissons Bill Clinton plutôt que Bob Dole.

EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Dans la période pour laquelle il est incriminé, Charles Hernu était un personnage politique de troisième rang. En revanche, il a joué par la suite un rôle essentiel qui, lorsqu'il fut ministre de la défense de 1981 à 1985, lui avait donné accès aux informations les plus confidentielles (...). Ses actes de gouvernement n'ont pas été ceux d'un agent de l'Est. Demeurera désormais inévitablement l'ombre d'un doute sur sa mémoire, un soupçon sur un homme de gauche populaire et un peu plus de défiance vis-à-vis du monde politique.

Transfert par Leiter



Les armées françaises en faillite

des comptes qui évoque, en termes diplomatiques, à l'occasion de son rapport annuel au Parlement sur l'exécution du budget de la défense en 1995, le fait que, à la fin de cette année-là, la situation des reports de crédits et de charges présente « une gravité certaine ». La Cour donne même raison à ceux des parlementaires et des chefs militaires, pour une fois d'accord, qui stigmatisent l'habitude prise par l'administration des finances de considérer le budget d'équipement de la défense comme taillable et corvéable à merci, comme « une fonction d'ajustement » en prévision des baisses de recettes et du déficit budgétaire annuel qui s'annoncent.

EN ETAT DE PÉRIE

Le 8 octobre dernier, le député général pour l'armement, Jean-Yves Helmer, a reconnu les faits et admis, devant les députés, que les difficultés d'exécution du budget militaire en 1996 sont « réelles ».

Cette semaine encore, le rapporteur de la commission de la défense à l'Assemblée, Olivier Darrason, député UDF-PR des Bouches-du-Rhône, avertit que le programme de l'avion de combat Rafale - d'un montant global de 185 milliards de francs durant tout le cycle opérationnel de l'appareil - est « en état de péril », sous l'effet, écrit-il, de « l'incroyable exécution du budget de la défense en 1996 », puis en 1997, si la situation actuelle des finances militaires devait continuer.

Car, en définitive, à quels aléas

est soumis le budget de la défense ? Comparé au budget initial, adopté par le Parlement, le budget qui sera réellement exécuté fait apparaître de telles disparités - sous la forme de « gel » inopiné des crédits, voire d'annulation, et de reports dans le courant de l'année - que les armées sont accusées par leurs fournisseurs de faire en quelque sorte des chèques en bois (quand elles paient !), de solder avec un retard excessif ou d'interrompre le règlement de leurs factures, sans préavis, alors que les contrats sont déjà engagés.

La Cour des comptes n'a fait que matérialiser la situation, en notant un fort recul des dépenses dû aux restrictions budgétaires (-15,5 %) en 1995 par rapport à 1994. Ce qui en fait « une évolution sans précédent » par rapport aux années antérieures, où cette baisse avait oscillé entre -0,2 % en 1994 et -5,6 % en 1993. A cela s'ajoute « une gestion très perturbée » en 1995, à cause des reports de crédits (quelque 12 milliards de francs) sur l'année 1996 « imposés » à l'équipement des armées. Une telle régulation des dépenses, intervenant sur des crédits globalement en déclin dès le départ, a pour résultat que l'ordonnancement de nombreux contrats est repoussé sur l'année suivante, elle-même promise à de nouvelles réductions. Et ainsi de suite. Les capacités de paiement des armées sont donc obérées en permanence. Si ce glissement des dépenses d'une année sur l'autre,

constate la Cour, n'est pas original, il tend à devenir désormais « massif », bloquant la machine administrative. « Tel Sisyphe, les armées poussent devant elles une balle financière de plusieurs milliards de francs », disent les esprits critiques.

DES EFFETS PERVERS

D'autant que, incidemment, le budget militaire subit, en fin d'année, d'autres amputations, quand l'Etat ne rembourse pas complètement aux armées les frais qu'elles ont engagés pour des opérations extérieures. En 1996, ces dépenses « ponctuelles » atteignent 4,5 milliards de francs.

Certains projets majeurs en ressortent mal en point. C'est le cas du Rafale. Selon M. Darrason, le Rafale est le programme qui a supporté le gros des insuffisances budgétaires et la part la plus importante des économies demandées aux armées. Au point que, depuis son lancement en 1987, l'avion a été retardé de dix ans et que, au lieu d'être en service à la mi-2002, le premier escadron ne sera pas opérationnel avant 2005.

Ces annulations ou ces reports de crédits ont des effets pervers. Ils entraînent le versement par l'Etat d'intérêts dits moratoires à des industriels dont les créances ne sont pas honorées dans les délais et selon les modalités prévues par contrat. Le montant de ces débits tend à s'accroître d'une année sur l'autre : de 309 millions de francs en 1993, il est passé à 345 millions

en 1994 et il a fait un bond jusqu'à 550 millions de francs en 1995. Avec cette dernière somme, l'armée de l'air se serait achetée pas moins de trois avions de combat Mirage 2000.

D'autres secteurs de la vie économique du pays, le bâtiment et les travaux publics par exemple, souffrent de maux équivalents. Mais, à la défense, le problème va devenir bien vite politique. En 1997, le gouvernement va appliquer la première annuité de sa toute nouvelle loi de programmation militaire qui détermine les dépenses pour les six ans à venir. L'Assemblée en débatera le 6 novembre. Et, déjà, on observe, dans les milieux parlementaires et militaires, des craintes qu'elle ne soit pas appliquée à la lettre, pas davantage en tout cas que les précédentes programmations depuis les années 60. Charles Millon, le ministre de la défense, ne l'ignore pas, qui prévient qu'on le trouvera « vigilant, soulagé trois fois », dit-il, au cas où l'administration des finances chercherait à grignoter son budget. Or, Jacques Chirac, chef des armées selon la Constitution, a fermement assuré, dès février, qu'il se sentait « personnellement garant » de l'exécution de la programmation telle qu'elle est. Peut-être dans ces conditions, démentir sa promesse, dès lors que des reports de crédits viendront, à coup sûr, rogner le budget 1997 ?

Jacques Isnard

هكذا من الامم

ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1996

FINANCE Hilmar Kopper (61 ans) va se retirer en mai 1997 du directoire de la Deutsche Bank, qu'il dirige depuis sept ans, et devrait présider le conseil de surveillance.

● ROLF BREUER (58 ans), actuellement responsable des activités d'investissement au directoire, le remplacera. Le changement a surpris. ● JOSEF ACKERMANN (48 ans), an-

cien patron du Crédit suisse, et aujourd'hui président de la Schweizerische Kreditanstalt, est entré au directoire. ● LA STRATÉGIE de renforcement des activités internationales et des activités d'investissements aux dépens des participations traditionnelles dans l'industrie n'est pas contestée. ● LA QUASI-FAILLITE de Metallgesellschaft en 1993, les

perdes record de Daimler-Benz l'an dernier, et surtout la fuite de l'escroc Jürgen Schneider, roi de l'immobilier à Francfort, ont porté gravement atteinte à la réputation de la banque.

La Deutsche Bank change son directoire mais maintient sa stratégie

Hilmar Kopper sera remplacé à la présidence de la première banque allemande, en mai 1997, par Rolf Breuer, l'homme des marchés. Il paie une série de déboires qui ont terni l'image de l'établissement. Les réorganisations en cours seront poursuivies

BONN

de nos correspondants
Précédé par des rumeurs au cours des derniers mois, le remaniement qui vient d'avoir lieu à la tête du premier établissement bancaire allemand a surpris par son importance. Ainsi que l'a annoncé un communiqué laconique, mercredi 30 octobre en fin de matinée, Hilmar Kopper (soixante et un ans) se retire du directoire de la Deutsche Bank, qu'il dirige depuis sept ans, et devrait prendre la présidence du conseil de surveillance. Il sera remplacé après la prochaine assemblée générale, le 20 mai 1997, par Rolf Breuer (cinquante-huit ans), actuellement responsable des activités d'investissement au directoire. Deux autres membres du directoire quittent leur poste à leur demande: Ellen R. Schneider-Lenné pour raisons de santé, et Ulrich Cartellieri, qui devrait également entrer au conseil de surveillance. Un nouveau venu entre au directoire: il s'agit de Josef Ackermann (quarante-huit ans), ancien patron du Crédit suisse et aujourd'hui président de la Schweizerische Kreditanstalt.

Officiellement, Hilmar Kopper se retire « de son propre souhait ». Membre du directoire depuis bientôt vingt ans, il a toujours affirmé qu'il ne voulait pas y rester plus longtemps, dit-on à la Deutsche Bank. Il avait été désigné par le conseil de surveillance en décembre 1989, après l'assassinat de son pré-

décesseur, Alfred Herrhausen, par un commando de la Fraction armée rouge. Il remplacera à la tête du conseil de surveillance Wilhelm Christians, âgé de soixante-cinq ans et atteint par la limite d'âge.

Ce retrait, interprété par certains comme un « mouvement naturel », survient à un moment où la Deutsche Bank traverse une période de très importantes adaptations, marquée par une internationalisation croissante et une réforme en profondeur de ses structures, mais aussi par des scandales à répétition.

AFFAIRES RETENISSANTES

L'action de M. Kopper a suscité des critiques à l'intérieur et à l'extérieur de la banque. « Son remplacement nous a tous un peu étonnés et il est probable qu'il soit en rapport avec les scandales qui ont touché la banque ces derniers temps », confie un analyste, qui ajoute: « On a voulu calmer les oppositions internes, car la révolution menée par Hilmar Kopper a créé de fortes tensions. »

De déboires en déboires, la Deutsche Bank n'a cessé de défrayer la chronique depuis trois ans. Dernier épisode en date: la gestion frauduleuse de fonds de placement par une branche de la filiale londonienne d'investissement Deutsche Morgan Grenfell. Hilmar Kopper était l'artisan de l'acquisition de cette banque en 1989. Son nom a aussi été associé à des affaires retentissantes où la Deutsche Bank a

été critiquée pour son manque de clairvoyance et de rigueur envers les entreprises qu'elle finançait ou dans lesquelles elle possédait des participations. La quasi-faillite du groupe Metallgesellschaft en 1993, les pertes record du groupe Daimler-Benz l'an dernier, mais surtout la fuite en 1994 de l'escroc Jürgen Schneider, roi de l'immobilier, à Francfort, ont porté gravement atteinte à la réputation et à la crédibilité de la première banque allemande.

« Les résultats en demi-teinte du troisième trimestre et l'évolution faible du cours de l'action ont créé une certaine nervosité dans la maison », juge un analyste de Francfort. Le titre, qui est d'ailleurs remonté à l'annonce du retrait de M. Kopper, varie entre 68 et 76 deutschemarks depuis le début de l'année, en deçà des évolutions moyennes de l'indice des valeurs allemandes. Enfin, le 25 septembre dernier, tout en at-

tribuant la note AAA à la Deutsche Bank, l'agence Moody's a évoqué les « risques liés à une stratégie d'expansion globale agressive ».

STRATÉGIE À LONG TERME

Avec la désignation de Rolf Breuer, la Deutsche Bank lance un message de continuité dans la stratégie suivie depuis deux ans, une stratégie marquée par le renforcement des activités internationales (qui représentent aujourd'hui la moitié du volume d'affaires de la banque), et l'accent mis sur les activités d'investissements aux dépens des participations traditionnelles dans l'industrie. C'est dans ce contexte qu'a été réalisée, en 1989, l'acquisition de la banque londonienne Morgan Grenfell. Cette dernière ambitionne de conquérir la première place européenne et la troisième mondiale dans son secteur d'activités.

En Allemagne, une importante

réforme des structures a été engagée. Le but: se rapprocher de la clientèle - un point faible traditionnel -, mais aussi encourager la division des tâches au sein d'un établissement longtemps dominé par une structure excessivement pyramidale. Les scandales à répétition avaient montré que les dirigeants de la banque devaient se dégager de la gestion des affaires au quotidien pour se concentrer sur la stratégie à long terme de l'établissement. Cette réforme, annoncée en mai de cette année, a débouché sur la création d'une structure en holding avec quatre divisions (clientèle privée, clientèle d'entreprises et institutionnelle, banque d'investissement et services internes au groupe).

Des trois grandes banques allemandes, la Deutsche Bank reste la moins compétitive (après la Dresdner et la Commerzbank), avec une rentabilité sur le capital de 9 %. Comme d'autres concurrentes, elle

s'est lancée dans la restructuration de son réseau de succursales, dont le nombre doit être considérablement réduit tandis que les effectifs allemands (50 600 sur 74 600) ont chuté de 20 % depuis quatre ans. Elle a diversifié ses activités en jouant les pionnières en matière de banque directe (Bank 24, une de ses filiales, domine ce marché en Europe), et en prenant pied dans les activités liées à l'assurance (achat de participations dans les sociétés d'assurances Deutscher Herold et Gerling). Plus récemment encore, la Deutsche Bank a pris une participation de 5,2 % dans la Bayerische Vereinsbank, à Munich: un événement qui pourrait annoncer de plus amples restructurations et rapprochements sur le marché bancaire allemand.

Lucas Delattre
et Philippe Ricard

Rolf Breuer: « Mister Finanzmarkt »

LA NOMINATION DE ROLF-E. Breuer à la tête de la Deutsche Bank était inattendue. Il ne faisait pas partie des successeurs envisagés, à en croire les rumeurs des derniers mois. Il pourrait, selon les observateurs, s'agir d'un candidat de transition, désigné pour « donner un signal fort en direction des marchés » en attendant peut-être la montée en puissance d'un directeur plus jeune. Mais ce francophone élégant aura besoin de ses talents de communication, plus raffinés que ceux d'Hilmar Kopper, pour redorer le déficit d'image de son groupe.

Une faute de langage du président du directoire, il y a deux ans, avait durablement contribué à entamer la réputation de la Deutsche Bank dans l'opinion publique allemande. C'était au moment de l'affaire Jürgen Schneider, ce roi de l'immobilier de Francfort qui avait pris la fuite en laissant plusieurs centaines de millions de marks de factures impayées. Lors d'une conférence de presse, Hilmar Kopper avait qualifié de « peumés » une somme de 50 millions de marks due par l'escroc à des PME du bâtiment. Rolf Breuer devra donc redorer le blason de la première banque allemande tant auprès des marchés financiers - à cause des « affaires » - que du grand public. Autre mission d'envergure: parachever la restructuration interne du groupe, en

cours depuis le début de cette année. A l'image d'Hilmar Kopper, son prédécesseur à la tête de la Deutsche Bank, Rolf E. Breuer, membre du directoire depuis 1985, a commencé sa carrière comme jeune apprenti, à dix-neuf ans. Comme lui, il a réalisé l'essentiel de sa carrière au sein de la maison. Dès 1974, après des études de droit menées à Lausanne, Munich et Bonn, ce Rhénan, docteur en droit, prenait la direction de la division boursière de la Deutsche Bank. Le visage rond, la lunette envahissante, le teint bronzé et le cheveu grisonnant, l'homme est surnommé « Mister Finanzmarkt » à Francfort: car Rolf E. Breuer n'est pas seulement membre du directoire de la Deutsche Bank depuis 1985. Il est également président de la Bourse de Francfort et du conseil de surveillance de la Deutsche Börse AG - la société qui contrôle la Bourse -, et s'est engagé à ce titre pour le développement et l'information de la place de Francfort, seule capable de rivaliser avec Londres ou Paris. Il qualifie le morcellement en huit Bourses du marché financier allemand de « relique d'une époque passée ».

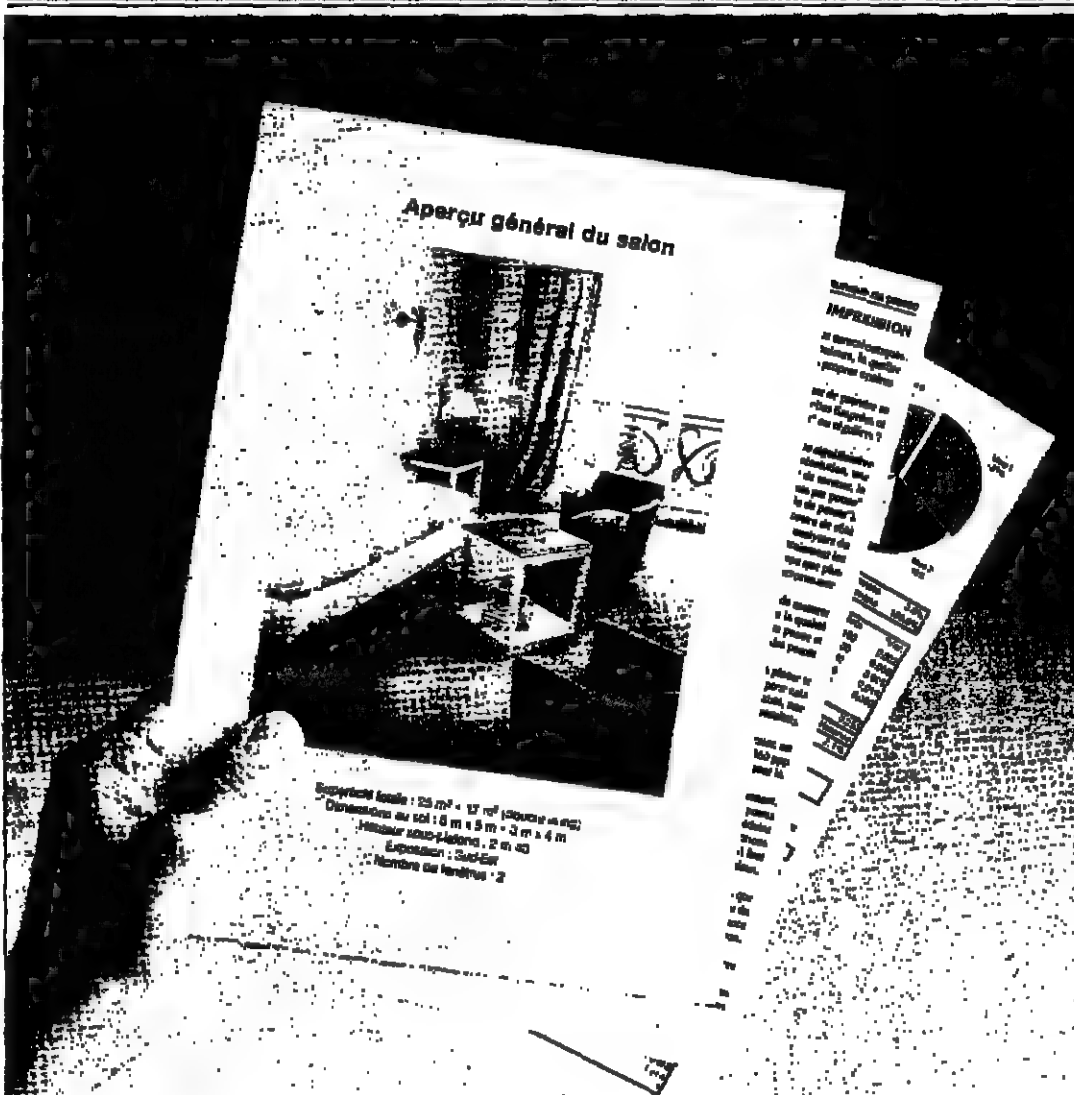
Sa prise de fonctions en mai prochain permettra à la banque d'afficher sa volonté de continuité: Rolf Breuer poursuivra une stratégie déjà engagée sous Hilmar Kopper en développant les activités d'investissements de la banque, concentrées auprès de la Deutsche Morgan Grenfell.

L. D. et Ph. R.

Concentration en vue

● Le secteur bancaire allemand, le plus fragmenté d'Europe avec 3 600 institutions, est à l'aube d'un vaste mouvement de concentration. La Deutsche Bank, première banque du pays avec un total de bilan de 722 milliards de deutschemarks (2 440 milliards de francs), et 2,12 milliards de DM de bénéfice en 1995, a donné le signal avant l'été en rachetant 5,2 % de sa concurrente bavaroise, la Bayerische Vereinsbank. ● La Bankgesellschaft Berlin (détenue à 56,6 % par la Ville de Berlin) et la Norddeutsche Landesbank (40 % au Land de Basse-Saxe), respectivement

neuvième et onzième banque, s'inscrivent dans ce mouvement et envisagent une fusion créant le deuxième groupe bancaire allemand, soufflant la place à la Dresdner Bank. ● Ces rapprochements permettront de réduire les coûts et d'investir dans la technologie et de maintenir des coûts de distribution raisonnables. ● Le classement des cinq premières banques allemandes est encore le suivant: 1. Deutsche Bank, 2. Dresdner Bank, 3. West LB (Westdeutsche Landesbank), 4. Commerzbank, 5. Bayerische Vereinsbank.



Imprimante HP DeskJet 690. Vous allez voir, elle va beaucoup amuser les enfants.

Selon toutes les apparences, la nouvelle HP DeskJet 690 C va encore séduire tous ceux qui exigent la meilleure qualité d'impression pour leurs documents professionnels. Pourtant, cette fois-ci, c'est à la famille entière et surtout aux enfants que Hewlett-Packard a pensé, en leur réservant une surprise. A partir du 9 novembre, ils seront les premiers à être séduits.

Evidemment, cela ne dispense pas la HP DeskJet 690 C de satisfaire pleinement à vos exigences: des noirs plus profonds, des couleurs plus éclatantes, des contours plus précis avec le système **HP SurePrint**.

Et aussi une qualité d'impression photo exceptionnelle grâce à la technologie **PhotoRELi**. Rendez-vous à tous, petits et grands, à partir du 9 novembre.



IMPRIMANTES HP, EXPRIMEZ-VOUS.

La SNCF propose aux cheminots de négocier une refonte des services des chemins de fer

Louis Gallois veut lancer quarante-sept programmes pour reconquérir la clientèle

Alors qu'il avait accepté d'endosser jusque-là les habits de son prédécesseur, Loïc Le Floch-Prigent, en reprenant à son compte le plan de

sauvetage de l'entreprise (création du Réseau ferré national et désendettement de la SNCF), le président Louis Gallois va présenter lundi 4 no-

vembre, aux syndicats un « projet industriel ». Il veut les associer à quarante-sept programmes prioritaires destinés à reconquérir la clientèle.

TROIS MOIS à peine après avoir pris les commandes de la SNCF, Louis Gallois propose une complète refonte de l'entreprise ferroviaire et de l'organisation du travail des cheminots. Il présentera, lundi 4 novembre, aux syndicats de cheminots un « projet industriel », que *Le Monde* s'est procuré. Cet impressionnant document de travail de 160 pages ne décline pas moins de quarante-sept « programmes prioritaires », autant de chantiers chiffrés et dotés d'indicateurs qui feront l'objet d'une large concertation avec le personnel de l'entreprise en novembre et décembre.

TRAIN CHIM

Comme promis par le président au cours de ses premières déclarations publiques (*Le Monde* du 11 octobre), le « client » est placé au cœur du dispositif. Trente programmes prioritaires lui sont consacrés. La SNCF promet de revenir à sa vocation première : le transport de masse. Elle avait fait porter au cours des dernières années ses efforts sur les liaisons Paris-province, « pour ne pas laisser la concurrence aérienne distancer le chemin de fer ». Elle veut désormais valoriser l'ensemble

de son réseau en « réorientant son action au profit de dessertes inter-villes peu concurrencées par l'avion », qui représentent un potentiel de recettes tout aussi important pour elle. Elle va améliorer les correspondances entre les TGV, les trains rapides normaux et les trains régionaux (programme 1) et diversifier les matériels utilisés sur son réseau en introduisant les TGV pendulaires, les trains pendulaires et les trains régionaux pendulaires (programme 22). Les trains pendulaires autorisent une meilleure vitesse en s'inclinant dans les courbes.

La SNCF, accusée d'avoir déshumaniser le train, veut renverser la vapeur. Tous les moyens sont bons pour se rapprocher de ses clients : « chez lui, en gare de départ, à bord du train, en gare de correspondance, en gare d'arrivée ». La généralisation de l'envoi des billets à domicile va être accompagnée de l'ouverture de nouveaux points de vente « dans les lieux de fort passage et de consommation ». La SNCF va renforcer les équipes d'accueil, valoriser ses gares et mettre en place un programme de fidélisation (collecte de points et voyages gra-

tuits). Les tarifs seront simplifiés pour « casser l'image du train cher ». Alors que les clients ont aujourd'hui l'impression « de ne jamais payer le même prix et d'être soumis de manière très fréquente à des suppléments », la SNCF va s'orienter sur « un prix de référence unique », accompagné d'une simplification et d'un élargissement des conditions d'accès au tarif réduit, pour retrouver « une position de conquête sur les jeunes, les personnes âgées, les familles et les groupes ». Elle va également « baisser sélectivement des tarifs ».

Cet engagement fort (programme prioritaire 8) sera réalisé au plus tard d'ici décembre 1996.

FLEXIBILITÉ DU TRAVAIL

Reconnaissant « l'évolution de l'habitat avec la désaffection progressive des centres villes », le projet industriel propose de développer des assemblages de produit, du type train + auto, train + autocar ou « des taxis collectifs sous la bannière SNCF » (plan d'action 2). M. Gallois demande que la capacité de transport soit augmentée de « 10 à 20 % pendant les jours de pointe » et pour créer des

liaisons directes saisonnières.

Cette révolution implique une profonde réorganisation de l'entreprise. Le document de travail soulève des sujets tabous comme « l'adaptation des horaires de travail ». Consciente du caractère sensible de ce dossier, la direction invite les cheminots à une large concertation sur ces thèmes de la flexibilité du travail. En échange, la SNCF est prête à réaliser un « investissement initial en effectifs de terrain se traduisant par des embauches supplémentaires » (plan d'action 15).

La SNCF n'hésite pas non plus à faire son mea culpa sur sa gestion des ressources humaines. La SNCF reconnaît « la co-responsabilité » des dirigeants et des organisations syndicales dans l'échec du dialogue social. M. Gallois souhaite « ardemment faire évoluer les relations sociales » et est prêt « à prendre des initiatives unilatérales pour montrer sa volonté d'aboutir ». En ouvrant, en même temps, tous les chantiers de l'entreprise dans son projet industriel, Louis Gallois en saisit l'occasion. Il en prend aussi tous les risques.

Christophe Jakubyszyn

Le peso mexicain a perdu 6,5 % en trois semaines

La Bourse, au plus bas depuis trois mois, réagit au recul du gouvernement dans le processus de privatisation de la pétrochimie

L'HISTOIRE est-elle en train de se répéter ? La crise financière du Mexique qui avait ébranlé la planète financière à la fin de l'année 1994 et fait craindre une faillite en chaîne des pays émergents peut-elle se reproduire ? Depuis trois semaines, le peso mexicain et la Bourse de Mexico sont en forte baisse. On se trouve encore très loin de la situation de panique de décembre 1994 qui avait vu le peso perdre en quelques jours 40 % de sa valeur face au dollar, mais, mercredi 30 octobre, la devise mexicaine a encore abandonné 0,9 % à 8,01 pesos pour un billet vert. Il s'agit de son plus bas niveau historique face au dollar.

Depuis le 7 octobre, le peso a abandonné près de 6,5 %. La remontée des taux d'intérêt à un mois (Cetes) de 27,7 % à 29,34 % en huit jours n'a pas enrayer la baisse. La Banque du Mexique a tout de même décidé mercredi soir de porter le taux au jour le jour à 31,5 %.

Dans la foulée des difficultés du peso, la Bourse de Mexico a perdu mercredi 1,14 % et se retrouve à ses plus bas niveaux depuis plus de trois mois. « Il y a beaucoup de cynisme des investisseurs à l'égard du Mexique », souligne Al Hassinger, un opérateur de Abaco International à New York. « L'Europe de l'Est

et l'Asie du Sud-Est sont en train de siphonner les capitaux du Mexique », ajoute-t-il.

Cette défiance est la conséquence de la décision du gouvernement mexicain de faire marche arrière dans le processus de privatisation de la pétrochimie. Alors qu'il avait annoncé une privatisation totale des 61 usines du secteur, le gouvernement a finalement opté pour une restructuration préalable, puis la mise en vente de 49 % des actions des nouveaux complexes pétrochimiques qui seront créés. De nombreux analystes avaient fait de cette privatisation un test de la volonté du Mexique d'ouvrir son marché.

Le gouvernement mexicain se veut pourtant rassurant et les autorités financières du pays affirment que « ce phénomène passager de baisse du peso ne doit pas se traduire par une fuite de capitaux ». Les analystes des grandes banques s'inquiètent, mais ne redoutent pas une répétition du scénario de 1994. Ils considèrent que la baisse du peso va favoriser les exportations mexicaines et contribuer à réduire le déficit commercial du pays.

E. L.
(avec l'agence Bloomberg)

LVMH tente de préserver ses marges en contrôlant sa distribution

Le groupe veut prendre le contrôle de l'américain Duty Free Shoppers (DFS) pour 12,6 milliards de francs

À L'HEURE où le bras de fer entre l'industrie et la distribution devient de plus en plus âpre, le groupe français LVMH a trouvé une solution radicale pour régler la question : le premier fabricant mondial de produits de luxe a décidé de prendre le contrôle du premier distributeur mondial de ces mêmes produits, l'américain Duty Free Shoppers (DFS). Un protocole d'accord a été déposé le 30 octobre en vue de l'achat de 58,75 % du capital de DFS (*Le Monde* du 31 octobre). Une opération qui coûtera 12,6 milliards de francs au groupe de Bernard Arnault. Cela en fait l'une des plus grosses acquisitions menées outre-Atlantique par une entreprise française depuis la fin des années 80. C'est aussi, pour LVMH, la deuxième grande opération de croissance externe après le rachat de Loewe, le « Vuitton espagnol », au mois de février.

RECOURS SUSPENSIF

La Bourse de Paris a salué l'événement par une hausse de 3,4 % du cours de l'action LVMH le 30 octobre, à 1.153 francs. Et ce malgré la révélation, par le *New York Times*, d'un recours suspensif en justice déposé par des actionnaires minoritaires, qui s'estiment lésés. LVMH s'affirme serein : DFS n'étant pas coté en Bourse, cette acquisition de gré à gré offre peu de risques de sursurcélé, ou d'obligation de racheter les parts des minoritaires, comme dans une OPA boursière. Les analystes savent que le numéro un mondial du luxe, qui dispose de plus de 15 milliards de francs de fonds propres, a largement les moyens de s'offrir une acquisition de cette ampleur. Voilà des mois qu'ils s'interrogeaient sur l'ampleur de dérapage des résultats de LVMH et sur les remèdes qu'entendait y apporter son PDG, Bernard Arnault.

Au premier semestre 1996, le groupe LVMH a marqué le pas : son chiffre d'affaires a stagné, à 13,36 milliards de francs, et son résultat d'exploitation a reculé de 10,4 %, à 2,62 milliards. Principale incrimination : la branche parfums, qui comprend les marques Christian Dior, Givenchy, Kenzo. Cette activité, qui génère 30 % du chiffre d'affaires du groupe, a vu son profit d'exploitation divisé par cinq, de 380 millions de francs à 70 millions. Une contre-performance due, selon LVMH, à la mauvaise conjoncture en Europe, mais aussi à la concurrence, en Asie surtout, des distributeurs non agréés alimentés par les soldes de fin de saison. « Ils offrent des rabais de 20, 30, 40 % à Hongkong, Taiwan et même aux États-Unis ! », s'indigne-t-on chez LVMH. Après avoir changé les têtes de la branche parfums, Bernard Arnault a ouvert la chasse à ces distributeurs « parasites », et engagé une véritable réflexion stratégique sur l'ensemble de la distribution des produits.

« L'acquisition de DFS montre que LVMH a tout compris, commente Alain Crouzet, de la société de bourse Richelieu Finance. Dans les métiers du luxe, contrôler sa distribution est essentiel pour préserver ses marges. Sinon, ce sont des distributeurs qui font la loi en imposant des baisses de prix aux industriels. » En prenant le contrôle de DFS, dont le siège se situe à San Francisco et qui réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires, de plus de 15 milliards de francs, autour du bassin Pacifique, LVMH s'offre un réseau de 180 magasins, essentiellement en Asie, où se joue désormais la croissance du secteur du luxe. Un réseau qui coule 20 % de la production de LVMH parfums, mode, spiritueux, champagnes, par le biais de boutiques « duty free » d'aéroports, « mais aussi de plus en plus des ma-

gasins non détaxés et en centre-ville », souligne-t-on au sein du groupe français. LVMH avait déjà tenté d'entrer dans le « hors taxes » en ramassant 2 % du capital du groupe britannique Alders en 1995. Incursion sans lendemain, Alders étant finalement tombé dans l'escarcelle de la compagnie aérienne Swissair. Le commerce hors taxe représente 100 milliards de francs dans le monde, dont 45 milliards pour la seule Europe. C'est une activité qui génère de fortes marges, de nature à améliorer le résultat du groupe français, se félicitent les analystes.

Mais pour LVMH, il s'agit moins d'une diversification que d'une nouvelle étape vers l'intégration verticale de la chaîne du luxe. Cette industrie était déjà habituée à contrôler en partie sa commercialisation par la voie classique de la distribution sélective. Celle-ci est de plus en plus remise en cause par les réglementations et les attaques répétées des discounters. Le rachat pur et simple de distributeurs indépendants par les industriels, qui veulent contrôler leurs produits et leur image de marque jusqu'au consommateur final, s'imposait donc comme l'étape suivante. Reste qu'une telle stratégie n'est pas sans risque. Les produits de LVMH représentent actuellement 10 % des ventes de DFS. Soudes de ne pas effrayer ses concurrents qui assurent les 90 % restant, LVMH s'est empressé d'assurer que « l'équipe de direction de DFS sera intégralement maintenue en place » et que cette entreprise « restera gérée, après son acquisition, de façon indépendante des activités de LVMH ». On attend la réplique des autres grands du luxe, qui pourraient susciter l'émergence de concurrents à DFS, rendant du coup très chère l'acquisition de LVMH.

Pascal Galanter

La Banque d'Angleterre relève ses taux d'intérêt de 0,25 point

LONDRES

Le chancelier de l'Échiquier a annoncé, mercredi 30 octobre, le relèvement des taux d'intérêt de 0,25 point. Le nouveau taux de base de la Banque d'Angleterre est désormais de 6 %. Il s'agit de la première hausse depuis février 1995 ; entre-temps, Kenneth Clarke avait procédé à quatre reprises à des baisses de 0,25 point, dont la dernière début juin. Cette décision est intervenue à l'issue de la rencontre mensuelle entre M. Clarke et Eddie George, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui ne cachait pas depuis mai sa volonté d'obtenir un relèvement de ces taux.

Expliquant quelques heures plus tard sa décision devant la Chambre des communes, M. Clarke a promis que « les fortes montgarnes russes des taux d'intérêt sont désormais une relique du passé (...). Je vais soutenir les meilleures perspectives économiques depuis une génération en maintenant l'inflation à un niveau nous permettant d'être compétitifs tout en poursuivant notre croissance dans les années à venir ». Une croissance estimée à 2,75 % l'an (3 % au troisième trimestre) – un record depuis les années Macmillan (1957-1963) – qui est due au redémarrage de l'économie et dont l'une des conséquences est la baisse du chômage.

Cette annonce, qui indique que le chancelier a finalement cédé aux pressions du gouvernement, a surpris à la City comme dans les milieux industriels. Le patronat (CBI) s'est étonné d'une telle décision alors que la pression inflationniste lui semble contenue. La Fédération des PMI s'inquiète de l'impact qu'elle aura sur les charges de quelque 3,8 millions d'entreprises.

Patrice de Beer

Axime rachète Sligos au CDR

LE CONSORTIUM de réalisation (CDR), chargé de céder les anciens actifs du Crédit lyonnais, a trouvé un repreneur pour la société de services et d'ingénierie informatique (SSI) Sligos, dont il détient 56,4 %. C'est le groupe Axime, détenu à 26 % par Paribas Affaires Industrielles, qui s'est porté acquéreur de cette entreprise, redevenue bénéficiaire l'an dernier. Annoncée le mercredi 30 octobre, l'opération prendra la forme d'une fusion, qui donnera naissance à un groupe de 8 000 personnes, réalisant plus de 6 milliards de francs de chiffre d'affaires, fortement présent dans les services au monde bancaire. Ensemble, Sligos et Axime deviendront la deuxième SSI française, et occuperont la première position sur le marché national.

DÉPÊCHES

■ **AUTOMOBILE** : Lotus passe sous le contrôle de Proton. Le groupe malaisien va acquérir 80 % du capital de ce fleuron de l'automobile britannique pour 31 millions de livres sterling (418 millions de francs).

■ **TEXTILE** : près de 6 000 salariés du secteur ont manifesté le 30 octobre à Cholet (Maine-et-Loire), Épinal (Vosges), Roubaix (Nord) et Lyon (Rhône-Alpes), à l'appel des fédérations CGT, CFDT, FO, GFE-CGC et CFTC du textile-habillement-cuir.

P.G.

La Scénic de Renault échappe à la chute du marché automobile

UN MOIS après sa disparition, la « juppette » fait encore sentir ses effets sur le marché automobile français, beaucoup de véhicules ayant été facturés avant la date butoir du 30 septembre et livrés plus tard. Selon les chiffres d'immatriculations du mois d'octobre, qui seront publiés lundi 4 novembre, les ventes de voitures ont encore fortement augmenté ce mois-ci, d'environ 23 % par rapport à octobre 1995, à plus de 200 000 unités. Mais cette hausse n'est qu'un trompe-l'œil. Entre 35 000 et 40 000 de ces immatriculations correspondent à des commandes enregistrées par les constructeurs avant la fin de la prime qualité, la fameuse « juppette ».

Si l'on s'en tient aux commandes effectivement prises par les constructeurs à partir du 1^{er} octobre, le tableau est beaucoup moins rose : le marché serait en chute de près de 20 %, avec un niveau maximum de 150 000 à 155 000 voitures,

à comparer aux 190 000 commandes en octobre 1995. Après avoir caracolé à 2,13 millions d'immatriculations pendant les douze mois de « juppette » (septembre 1995-septembre 1996), le marché est donc revenu à un rythme de 1,8 million d'unités. Mais cela n'apparaîtra pas avant les statistiques de novembre.

Les marques qui avaient le plus profité des primes sont, logiquement, les plus touchées : aux deux tiers du mois (après 14 jours ouvrables sur 23), Fiat n'avait réalisé que 45 % de son objectif mensuel de 11 000 commandes. Peugeot était à 47 %, Citroën à 52 %, Renault à 59 %. La dernière semaine d'octobre, stimulée par des primes d'objectifs mensuelles versées aux concessionnaires, aurait permis de combler en partie ces retards. On observe par ailleurs un rééquilibrage des ventes en faveur de modèles plus gros, donc plus rémunérateurs. Poussée par la prime Juppé, la Peugeot 106, qui avait assuré plus

de 33 % des ventes de la marque durant l'été (avec un pic à 44,7 % en septembre), est revenue à 26 % en octobre. La berline familiale 406 est passée, elle, de 13,6 % à 17,2 %. Cela n'empêchera pas l'usine de Peugeot-Sochaux, qui fabrique ce modèle, de connaître cinq journées de chômage technique en novembre et quatre en décembre.

CADENCE AUGMENTÉE

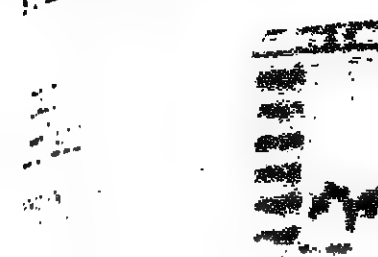
Renault semble avoir su négocier le virage mieux que les autres. Sa part de marché dépasserait 28,5 % en octobre, alors qu'elle plafonnait à 26,4 % au cours des neuf premiers mois de l'année. La « nouvelle politique commerciale » annoncée par la firme au Mondial de l'Automobile, caractérisée par une baisse du prix de ses voitures, a permis de limiter les dégâts. Renault profite, d'autre part, du lancement réussi de son nouveau véhicule, le monospace Scénic. Celui-ci représente plus de la moitié des ventes de la gamme

Mégane en octobre, avec quelque 11 000 commandes enregistrées, dont « une bonne part auprès des loueurs de voitures et du personnel de Renault », souligne cependant un concurrent.

Un mois après son lancement, la Scénic est la voiture la plus vendue en France. Un succès qui, s'il se confirme dans les prochains mois, pourrait paradoxalement poser des problèmes au constructeur. La Scénic devait représenter entre 20 et 25 % des ventes de Mégane. A 50 %, elle « cannibalise » les autres versions, provoquant un gonflement du stock de Mégane classiques invendues et un allongement des délais de livraison de la Scénic. Un investissement supplémentaire d'une vingtaine de millions de francs est d'ores et déjà envisagé dans l'usine de Douai, afin de porter la cadence de production de 550 à 700 véhicules par jour.

P.G.

PLACES BOURSIÈRE



TAUX



هنا من الاصل

AUJOURD'HUI

SCIENCES

MÉDECINE La masse osseuse diminue, les os deviennent plus poreux et, un jour, à l'occasion d'une chute ou même d'un simple effort, le col du fémur, le poignet, voire une

vertèbre, se brisent net: près de deux millions de fractures dues à l'ostéoporose surviennent chaque année dans le monde, et ce chiffre pourrait passer à 6 millions en 2050.

● LES FEMMES ménopausées en sont les premières victimes. Mais ces « ostéopathies fragilisantes » frappent aussi les hommes, et leur survenue augmente. ● LES MÉCA-

NISMES qui président à la formation et à l'altération des os commencent à être mieux connus, mais de nombreux points restent à élucider. ● DE NOUVELLES molécules comme les

biphosphonates semblent prometteuses et pourraient, à terme, se substituer au traitement par les oestrogènes. Les progrès de l'imagerie médicale améliorent la prévention.

Les biologistes préparent de nouvelles armes contre l'ostéoporose

Une femme sur quatre, dans la population blanche, est atteinte par cette maladie du troisième âge, qui affecte aussi les hommes. Des équipes scientifiques tentent d'expliquer la relation entre le déficit d'oestrogènes dans le sang et la fragilité des os

ON DÉNOMBRE chaque année dans le monde 1,7 million de fractures du col du fémur dues à l'ostéoporose, une maladie des os. D'ici à 2050, ce nombre sera passé à 6 millions. Un quart des patients meurent dans les six mois, beaucoup d'autres sont hospitalisés. Dans la population blanche, l'ostéoporose touche une femme sur quatre à la ménopause. Mais elle est commune à tous les groupes ethniques et affecte aussi les hommes.

Comme la maladie d'Alzheimer, l'ostéoporose est une maladie du troisième âge. La population vieillissant, notamment dans les pays développés, les scientifiques s'intéressent de plus en plus à cette pathologie, à ses causes, à ses conséquences et aux remèdes possibles. Nombreux sont les gouvernements - celui des États-Unis en particulier - qui encouragent ces recherches dans le cadre des mesures prises en faveur de la santé des femmes.



Pour comprendre l'ostéoporose, il faut connaître l'os, matière ni statique ni monolithique, tissu vivant que le corps sculpte et remodèle constamment. Pour faire simple, l'os se compose de deux types de matériaux fondamentalement différents. Les protéines d'abord, comme le collagène; celles de l'os sont solides, résistantes et flexibles. Les minéraux ensuite, de l'hydroxyapatite essentiellement, une variante du phosphate de calcium; ils donnent à l'os sa rigidité. Protéines et minéraux se complètent de façon idéale, mais sont quasiment inutiles l'un sans l'autre. On peut torde et briser un fémur humain exempt de minéraux. Mais un os sans protéines se briserait au premier pas.

On sait, par exemple, que la vitamine D - présente notamment dans l'huile de foie de poisson et dans le jaune d'œuf et le fromage - est essentielle à la croissance des os. Cette vitamine recueille le calcium des aliments et assure son acheminement vers les ostéoblastes, cellules bâtisseuses de la substance osseuse. Les personnes manquant de vitamine D au cours de leur croissance souffrent de rachitisme, la carence en minéraux ayant pour conséquences des déformations du squelette. Le mécanisme de l'ostéoporose est légèrement différent. Cette affection survient quand la résorption des minéraux l'emporte sur le renouvellement osseux. Il en résulte une porosité accrue des os et un affaiblissement de leurs capacités mécaniques, à l'origine des fractures.

Pour exercer son action, la vitamine D doit s'associer à des récepteurs spécifiques à la surface des cellules. Ces récepteurs sont des protéines dans la forme précise encodée par les gènes. Partant du

L'os, donc, est issu d'une succession de processus qui le détruisent et le reconstruisent en permanence. Chaque jour, de grandes cellules, les ostéoclastes, détruisent une certaine quantité d'os, et d'autres cellules, les ostéoblastes, reconstruisent la substance osseuse, mais sans combler totalement les cavités creusées par les ostéoclastes.

Des centaines, voire des milliers de processus biochimiques influencent la résorption et la formation osseuses dans le cadre de ce remodelage permanent. Ainsi les oestrogènes - ou hormones sexuelles « féminines » - exercent-ils une action importante sur le bilan osseux. Et, si l'ostéoporose touche tout particulièrement les femmes entre deux âges ou déjà âgées, c'est que la concentration d'oestrogènes dans le sang s'effondre après la ménopause, entraînant donc une plus grande fragilité des os. Mais pourquoi diable une hormone sexuelle est-elle ainsi partie prenante dans le bon état des os? Les chercheurs se sont donné pour objectif de lever ce mystère et d'élucider bien d'autres chaînons manquants similaires afin d'apprendre à contrôler ces mécanismes dans un but thérapeutique.

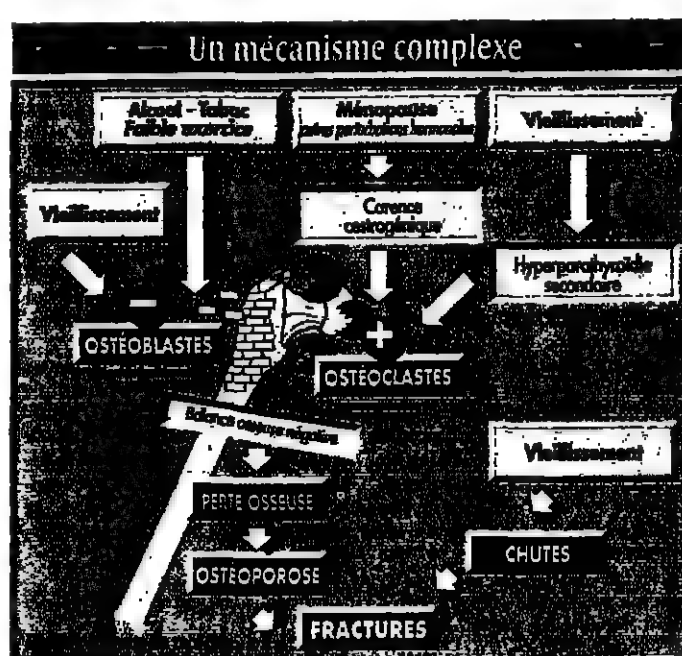
On sait, par exemple, que la vitamine D - présente notamment dans l'huile de foie de poisson et dans le jaune d'œuf et le fromage - est essentielle à la croissance des os. Cette vitamine recueille le calcium des aliments et assure son acheminement vers les ostéoblastes, cellules bâtisseuses de la substance osseuse. Les personnes manquant de vitamine D au cours de leur croissance souffrent de rachitisme, la carence en minéraux ayant pour conséquences des déformations du squelette. Le mécanisme de l'ostéoporose est légèrement différent. Cette affection survient quand la résorption des minéraux l'emporte sur le renouvellement osseux. Il en résulte une porosité accrue des os et un affaiblissement de leurs capacités mécaniques, à l'origine des fractures.

Pour exercer son action, la vitamine D doit s'associer à des récepteurs spécifiques à la surface des cellules. Ces récepteurs sont des protéines dans la forme précise encodée par les gènes. Partant du

Comment limiter cette perte de la matière osseuse? Comment favoriser la reconstruction du matériel manquant? Peut-on enrayer ce dangereux déséquilibre entre la résorption du tissu osseux (causée par les ostéoclastes) et sa formation (assurée par les ostéoblastes)? Est-il possible, enfin, de prévenir suffisamment longtemps à l'avance les effets de cette maladie qui, chez le vieillard, peuvent conduire à des situations catastrophiques?

TRAITEMENT PAR OESTROGÈNES

A en croire Pierre Delmas (Inserm-unité 403), des travaux passés et récents ont apporté des réponses positives à ces questions. S'il est clair qu'une bonne activité physique - « cela a été observé chez les cosmonautes qui effectuent des vols de longue durée à bord de la station orbitale Mir - et un bon apport en calcium dans l'alimentation, associé à la prise de vitamine D, favorisent la constitution d'un bon capital osseux, il est acquis qu'un traitement post-mé-



L'os est en perpétuelle évolution. Chaque jour, de grandes cellules, les ostéoclastes, s'attachent à le détruire, tandis que d'autres, les ostéoblastes, le reconstruisent. Ce mécanisme extrêmement complexe est influencé par de nombreux facteurs, dont les hormones sexuelles.

principe que de légères différences génétiques devraient suffire pour que les récepteurs se lient de façon plus ou moins efficace à la vitamine D, des chercheurs australiens ont tenté de mettre en évidence une correspondance entre les variations du gène récepteur de la vitamine D et celles de la densité des minéraux dans les os. Cette équipe,

dirigée par les professeurs Eisman et Morrison (Sydney), a publié, en 1994, une étude épidémiologique tendant à montrer que les personnes porteuses d'une certaine forme (ou « allèle ») d'un certain gène étaient plus à même de développer l'ostéoporose avec l'âge que celles qui possèdent une autre forme de ce gène.

Les différentes techniques de mesure de la densité osseuse

JUSQU'À très récemment encore, les praticiens disposaient de peu de moyens pour estimer l'état de la masse osseuse, évaluer sa densité et, partant, sa robustesse ou sa fragilité. La connaissance acquise ces quinze dernières années sur le contenu réel du « minéral osseux » et les progrès accomplis dans le domaine de l'imagerie médicale ont permis la mise au point de techniques modernes d'ostéodensitométrie. La plupart sont fondées sur la mesure des effets des rayonnements auxquels le patient est exposé. On distingue :

● **L'absorptiométrie biphotonique (DXA).** Elle fait appel, dans la plupart des cas, à des appareils à rayons X et paraît être, selon Jean-Michel Pouillès (CHU Purpan), la technique de référence « validée par des centaines de travaux scientifiques ». Ses utilisateurs déplorent qu'elle ne soit pas encore remboursée par la Sécurité sociale en France, « à la différence de nombreux pays européens ».

● **Les ultrasons quantitatifs (QUS).** Cette technique fait appel aux ultrasons, dont la mesure de l'atténuation et de la vitesse de propagation dans le milieu osseux permet de déterminer sa densité.

Très prometteuse, elle est encore en développement et n'est pas encore appliquée en suivi prédictif.

● **L'absorptiométrie monophotonique (SPA).** Développée dans les années 60, cette technique, qui fait appel aux rayons X, ne permet d'étudier que du matériel osseux superficiel (le poignet généralement).

● **La tomographie densitométrique quantitative (QCT).** Elle permet une véritable mesure de la densité osseuse en milligrammes par millilitre. Mais elle donne lieu à des irradiations élevées et n'est pratiquement plus utilisée.

Henry Gee

Les progrès thérapeutiques se doublent d'une prévention accrue

LE MAL est silencieux. Presque sans symptômes. Et quand il se révèle, toujours de façon brutale, par un douloureux tassement de vertèbres, une fracture du col du fémur ou du poignet, c'est que le ver est déjà dans le fruit, bien installé. Le coupable est connu et il porte un nom: l'ostéoporose. Une affection invalidante qui se caractérise par une diminution de la masse osseuse associée à des altérations de l'architecture des os. Plus minces, mais aussi plus poreux, ces derniers se fragilisent et cèdent parfois, sans prévenir, après une chute apparemment sans conséquences, un effort même banal ou un traumatisme mineur.

Ces « ostéopathies fragilisantes » sont aujourd'hui d'autant plus redoutées que, comme le rappelle le professeur Pierre-Jean Meunier (Inserm-unité 403 et hôpital Edouard-Herriot de Lyon), dans *La Revue du praticien* (1995-45), « l'augmentation rapide et continue de l'espérance de vie a fait s'accroître d'une manière importante le nombre des fractures par fragilité touchant les vertèbres, l'extrémité supérieure du fémur et les autres sites extra-vertébraux (radius, humérus...) ».

Du fait, d'abord, de l'ostéoporose de type I, qui, souvent, frappe les femmes après la ménopause et se traduit par des tassements de vertèbres dus à une perte de matière osseuse liée à la diminution

de la sécrétion des oestrogènes. Du fait, aussi, de l'ostéoporose de type II, qui se manifeste vers soixante-dix ans, tant chez l'homme que chez la femme, par des ruptures du col du fémur « résultant », expliquent Pascale Chavassieux et Pierre-Jean Meunier, d'une perte osseuse prédominante au niveau de l'os cortical à la faveur d'un hyperparathyroïdisme.

Comment limiter cette perte de la matière osseuse? Comment favoriser la reconstruction du matériel manquant? Peut-on enrayer ce dangereux déséquilibre entre la résorption du tissu osseux (causée par les ostéoclastes) et sa formation (assurée par les ostéoblastes)? Est-il possible, enfin, de prévenir suffisamment longtemps à l'avance les effets de cette maladie qui, chez le vieillard, peuvent conduire à des situations catastrophiques?

TRAITEMENT PAR OESTROGÈNES

A en croire Pierre Delmas (Inserm-unité 403), des travaux passés et récents ont apporté des réponses positives à ces questions. S'il est clair qu'une bonne activité physique - « cela a été observé chez les cosmonautes qui effectuent des vols de longue durée à bord de la station orbitale Mir - et un bon apport en calcium dans l'alimentation, associé à la prise de vitamine D, favorisent la constitution d'un bon capital osseux, il est acquis qu'un traitement post-mé-

naoposique par des oestrogènes stoppe la perte osseuse, qui « reprend dès l'arrêt du traitement ».

Cette thérapie ne peut cependant être administrée sans précautions, dans la mesure où la prescription de ces hormones peut augmenter les risques d'un cancer de l'endomètre, la muqueuse qui tapisse l'utérus. Mais, précise Pierre Delmas, « l'association d'un progestatif diminue ce risque ». À ce traitement par oestrogènes pourraient bientôt s'ajouter d'autres si les résultats de la recherche se confirment. Certaines molécules sont déjà utilisées tandis que d'autres sont encore l'objet d'essais cliniques. Parmi elles, on note la calcitonine, qui « a une action inhibitrice directe sur l'activité des ostéoclastes » mais dont l'utilisation à une large échelle « reste limitée par son coût élevé », souligne Philippe Ortel (Pitié-Salpêtrière).

Des études, rendues publiques en mai 1996 à Amsterdam lors du 1^{er} congrès mondial d'ostéoporose, montrent que les biphosphonates (alendronate, étidronate, tiludronate, pamidronate) favorisent une augmentation de 3 à 9 % de la masse osseuse selon les parties du squelette. Ces gains persisteraient à l'arrêt du traitement et, dans le cas de l'alendronate, entraîneraient une diminution de 50 % de la fréquence des fractures. Si l'efficacité de ces produits paraît établie, la question de « leur innocuité

lors d'une utilisation prolongée » mérite d'être creusée, avertissent certains praticiens. Reste le fluor, largement utilisé depuis plus de trente ans, dont l'administration augmente la masse osseuse chez la plupart des malades, et les anti-oestrogènes (tamoxifène, raloxifène, etc.), dont certaines études, « encore préliminaires », montrent qu'il enraye la perte de matière osseuse.

Mais tous ces traitements ne sauraient suffire à combattre l'ostéoporose, dont on craint, avec l'augmentation de l'espérance de vie, qu'elle ne devienne un problème majeur de santé. Aussi faut-il procéder ou accompagner ces thérapies d'une amélioration des capacités de détection des risques courus par les individus et d'une aptitude à évaluer l'état de la masse osseuse des patients.

Sur ces deux points, la connaissance et les techniques progressent. La science des marqueurs biologiques de la résorption des tissus et celle de l'évaluation du risque ostéoporotique avancent. De même, les progrès accomplis ces quinze dernières années dans la mesure de la densité des tissus osseux (ostéodensitométrie) laissent espérer des diagnostics de l'ostéoporose à des stades plus précoces, ce qui permettrait de définir des protocoles de soins plus adaptés.

Jean-François Augereau

L'évolution réussie de l'os entre le hasard et la nécessité

POUR L'INGÉNIEUR, les propriétés de l'os sont source d'émulation. Solide et élastique, il a inspiré la conception de matériaux composites de haute technologie. L'os se présente donc comme une réussite de l'évolution. Mais, comme c'est toujours le cas en la matière, il s'est formé par hasard et n'avait rien à voir, au départ, avec le soutien du squelette. En fait, son origine est une énigme.

Les premières traces d'os remontent à plus de 500 millions d'années. Elles ont été découvertes dans les roches anciennes de l'ouest des États-Unis, ainsi que dans quelques autres sites. Ces minuscules fragments qui ont appartenu à des espèces de poissons sans mâchoire depuis longtemps disparus, les premiers parents des lampiroies d'aujourd'hui, constituent les premiers fossiles avérés des vertèbres. Leur structure microscopique diffère considérablement de tout ce que l'on peut voir dans les os actuels. Ils s'en rapprochent cependant beaucoup par la composition : du phosphate de calcium emprisonné dans une matrice organique qui le modèle.

Le phosphate de calcium est rare dans le règne animal. Le composant minéral de la carapace de la plupart des espèces à tissu dur est plutôt du carbonate de cal-

cium. Pourquoi les vertèbres se sont-ils mis à être différents? En raison, sans doute, de la fonction qui était, à l'origine, celle de leurs os.

Longtemps avant d'être adoptée par le squelette interne, la substance osseuse a servi de blindage extérieur. Certains ont émis l'idée qu'elle correspondait à une adaptation à la vie en eau douce. Le squelette, pour sa part, était alors composé uniquement de protéines. Les poissons évoluant dans l'eau, rien ne le pressait de se rigidifier vraiment. Pourquoi, dans ce cas, les os sont-ils apparus? Pourquoi surtout contiennent-ils du phosphate plutôt que du carbonate de calcium?

Explication plausible: les premiers os ont pu servir au stockage. Le phosphate, essentiel à la vie, peut en effet être rare dans l'eau de mer, à la différence des carbonates. Avec les os, les premiers vertèbres pouvaient donc disposer d'un moyen idéal d'en faire provision, en quantité, en toute sécurité et sous une forme chimiquement inerte.

H. G.

* Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduction de Sylvette Glazac.

سكزا من الاموال

Les chasseurs, rois de Sologne

Chaque fin de semaine, la confrérie des hommes et femmes en uniforme vert prend possession de territoires voués à la désertification

LA FERTÉ-SAINT-AUBIN
de notre envoyé spécial
L'automne venu, la fièvre s'empare des Solognots. Comme si, les brames des cerfs et les pialements des canards sauvages réveillaient l'instinct du chasseur. Face aux réminiscences diverses et variées, les gens du pays évoquent une pulsion irrésistible. Celle que Maurice Genevoix décrivait, par exemple, dans *Roboït*. Pour certains, il s'agit de respecter une tradition familiale ou de s'immerger dans la nature avec ses amis. Comme Jacques Gayet, apiculteur, fils d'agriculteur et chasseur. Un chasseur qui « court les bois depuis l'âge de seize ans » et prend plaisir à voir ses chiens « travailler » : « La manière dont ils remuent leurs oreilles ou leur truffe m'indique les mouvements du gibier ».

Il y a quelque 70 000 chasseurs à s'adonner ainsi, tous les ans, à leur plaisir favori. L'espace d'un

week-end, dans les villages aux coquettes maisons de briques roses, une étrange confrérie d'hommes et de femmes déambule en uniforme vert kaki, tête haute et fusil à l'épaule. Dans *Les Carnets du Grand Chemin*, Julien Gracq évoquait ce « reste de morgue du noble armé en face du laboureur sédentaire ». Face-à-face de plus en plus rare, d'ailleurs, le « laboureur » étant une espèce en voie de disparition et nombre d'exploitations agricoles étant désormais vouées à la chasse.

Si quelques fermiers arrivent encore à préserver leur passe-temps favori, la chasse est, depuis des lustres, confisquée par les gens de la ville. Héritiers ou acquéreurs de vastes domaines constitués, au siècle dernier, par la grande bourgeoisie parisienne, ces citadins ont transformé une partie de la Sologne en camp retranché. C'est ainsi que la départementale menant vers Mülancay, non loin de la forêt de Brudon jadis fréquentée par François I^{er}, longe des biefs hérissés de clôtures. Ici, la hauteur des guilages et les miradors signalent les chasses aux gros gibiers, tels le cerf, le chevreuil ou le sanglier.

UN DIX-CORS AUX ABOIS

Cà et là, des pancartes racoleuses, suspendues aux portails des fermes, vantent la qualité des élevages de faisans et autres volatiles destinés à la chasse. Dans une région menacée de désertification rurale, la chasse est devenue une industrie florissante et vitale. Un week-end rapporte 50 millions de francs, assure Patrice Martin-Lalande, maître de Lamotte-Beuvron (Loir-et-Cher).

Courante, la pratique du lâcher de gibier de tir - on libère, juste pour la chasse, du gibier élevé à cette fin - désole les puristes. Une chasse peu « naturelle » où « l'esprit de compétition est exacerbé et où seul le tableau de chasse compte », constate Jacques Gayet. « Pour moi, part, insiste-t-il, je vois grandir le gibier que je chasse et je me contente de quatre à cinq animaux par saison ».

Puristes parmi les puristes, les adeptes de la chasse à courre. Pour eux, la nature, ou plus précisément le monde sauvage, est par essence cruelle. Pas question d'arme dans cette discipline dont les origines remontent à la chevalerie. Seule aide du veneur, les chiens courants. « La vénerie, indiquent Michel et Monique Pinçon, dans un ouvrage consacré à la chasse à courre, est une école de courage et d'endurance



en même temps que de loyauté envers un animal qui avait toujours une chance de s'échapper et qu'il arrivait que l'on gracie lorsque son comportement avait entraîné l'admiration de ses poursuivants ».

Si François I^{er} impressionnait ses contemporains par l'importance de son équipage (une centaine de membres), sa meute de soixante chiens et son extravagant rendez-vous de Chambord, la Sologne d'aujourd'hui n'est pas en reste. Elle peut s'enorgueillir de l'équipage de grande vénerie de Cheverny : trente membres et quatre-vingt-dix chiens. Le château évoque les fêtes de l'Ancien Régime.

Propriétaire de ce joyau du XVII^e siècle et maître d'équipage, le vicomte Arnaud de Sigalas refuse les clichés sur les châteaux qui, à l'instar des Bourbons, passeraient leur temps à se détacher des plaisirs de la chasse. Des clichés confortés par l'immense salle des trophées de chasse et sa collection de bois

de cerfs et de têtes de sangliers. Sompoteux butin récolté dans les rallies menés à travers les forêts environnantes. Des rallies dont son fils, Charles-Antoine, avoue volontiers apprécier « les traditions, comme le port de l'uniforme et la symphonie des trompes de chasse ».

Le seul animal forcé, aujourd'hui, à Cheverny, est le cerf. Animal presque mythique, prisé des princes comme des roturiers, il continue à fasciner les chasseurs, qui, à l'instar de Maurice Genevoix dans *La Dernière Horde*, vont jusqu'à lui prêter des qualités et des réactions humaines. Certains lui

attribuent même des facultés miraculeuses. Comme en témoigne ce dix-cors aux abois qui, poursuivi dans la forêt d'Ardenne par Hubert d'Aquitaine, aurait, dit la légende, fait face aux chiens déchaînés. C'est alors qu'une croix lumineuse serait apparue entre ses bois, ce qui aurait décidé le jeune homme à se consacrer à Dieu.

Depuis, sacré patron des chasseurs, saint Hubert est honoré tous les 3 novembre au cours d'une cérémonie religieuse. Une coutume fidèlement respectée en Sologne, où le prêtre bénit la meute sur le parvis de l'église. « La messe de la Saint-Hubert, expliquent les spécialistes, est un rite de passage. Une fois passée la période des chasses d'entraînement (celles où l'on fait « travailler » les chiens, après la trêve estivale) et une fois les veneurs assurés de la protection de saint Hubert, peut alors véritablement commencer la saison.

Ngoc Loan Lam



L'AIR DE PARIS

Au parc Montsouris

En haut du parc Montsouris, ne cherchez plus à voir la réplique du Burdo, palais d'été du bey de Tunis. Cette maquette silhouettée, qui datait de l'exposition universelle de 1887, a en effet fini dans les flammes vers 1988. A sa place flotte une odette d'herbe fraîchement tondue, émanant d'une plage verte où se détachent de gros corbeaux.

Ne cherchez pas non plus à lire le nom de Napoléon sur la haute stèle érigée sous son règne, en 1806, pour marquer le passage du méridien de Paris. Cela doit faire longtemps qu'il a été soigneusement gratté. Seul un ardent bonapartiste arriverait encore à l'identifier sur la pierre, dans le petit rectangle en creux. « Bonaparte », en un seul mot, se lit en revanche très aisément sur une gâchette, près

de l'aire de jeux où des bambins poussent joyeusement leurs voitures miniatures. De cet intense trafic montent des sons qui ne s'estompent guère, comme

« police » et « gendarme ». On y entend aussi, de temps en temps, le hubbub d'un sure trafic. Car le RER passe à côté, en contrebas, marquant le pas à la station Cité-Universitaire. Au fond d'une saignée verdoyante s'inscrit ainsi un exotisme de quatre lettres : KROL, ICAR, EKI, SPAC, EBRE. Plus bas, beaucoup plus bas, le chemin de fer de ceinture dort au fond d'une autre saignée, et l'œil, à travers les branchages, finit par entrevoir ses rails rouillés. Beaucoup de bancs dans ce parc à l'anglaise aux pentes ondulantes. Des bancs de bois peints en vert, et dont le « S » épouse la forme

de votre postérieur. On y lit aussi dans *Le Rapsode du guerrier* que *Le Roman de la mer*. Et l'on y voit, bien d'autres choses : s'épauler les bûches, manœuvrer tout seul, dompter de tout son long, casse-croûtes, s'embarquer. Si vous vous amusez, dans le bois du parc, près de la grande pièce d'eau, pour pointer également vous abîmer dans les fantaisies aquatiques d'un cygne à col noir. Il n'est pas le seul oiseau rare, car, en dehors des chiens canards, évoluent d'autres palmipèdes dont l'exotisme dépasse sans doute les noms des trains de la ligne B. Attendez-vous, par exemple, sur les bernaques, et dites-vous bien que leur gamme est subtile. Ne désespérez pas, pour autant, de parvenir un jour à vous y retrouver entre la bernaque à criblure, la bernaque du Canada atlantique, la bernaque nonnette, la grande bernaque de Magellan, la bernaque à tête grise et la bernaque à cou roux.

Daniel Percheron

VENTES

Meubles Louis XIII

A LA FIN du XVI^e siècle, l'agonie de la dynastie des Valois marque la fin de la Renaissance. Les guerres de religions, l'instabilité politique ont engendré une lassitude qui se répercute aussi sur les arts décoratifs. Dès les premières années du règne d'Henri IV (1594-1610), un style nouveau apparaît, appelé aujourd'hui le style Louis XIII.

Ce style est le résultat de différents courants : flamand et hollandais (lignes massives), italien (plutôt dans le décor), et espagnol (sous l'influence de l'art mauresque). Des innovations techniques, comme le procédé du placage qui consiste à découper les bois exotiques en fines lames pour former des dessins, contribuent également au renouveau du répertoire. C'est la naissance de la marque-

terie qui transforme les « menuisiers en ébénistes ». Le décor raffiné s'applique sur les plus belles pièces. Le mobilier courant, en bois massif, est dépouillé de l'exubérance ornementale de la Renaissance et présente des moulures et des points de diamants qu'on apprécie selon le dessin, la profondeur et la nervosité. L'invention du tour de bois permet d'obtenir à moindre prix des motifs divers (torsades, chapelets, balustres, touffes), utilisés pour les piétements.

« CHAÎNES À VENTS »

Un ensemble de mobilier Louis XIII est proposé dans une vente qui a lieu samedi 2 novembre en Seine-et-Marne. La pièce la plus rare est une paire de buffets de chasse en bois de mirabelier, ornés de moulures et de points de diamants, surmontés d'une plaque de marbre rouge royal. Les meubles de chasse,

consoles ou buffets, voient le jour à cette époque et se caractérisent par un dessus de marbre conçu pour accueillir le produit sanglant de l'expédition.

Peu courants, les modèles aussi anciens sont difficiles à trouver en France, ce qui explique une estimation de 300 000 à 350 000 francs pour ces deux buffets. Un couple de « chaînes à bras » est, au contraire, une fausse paire : deux fauteuils, semblables de forme et de sculptures, n'ont pas les mêmes dimensions ; celui de l'homme est bas et épais, celui de la femme plus haut et fin. En noyer torsadé, ils présentent des accotoirs à tête de lion (influence italienne) et des traverses plates moulurées (influence flamande) et sont estimés 20 000 à 25 000 francs.

Plusieurs sellettes, un petit meuble typique du Louis XIII, sont proposées entre 8 000 et 10 000 francs. Il s'agit d'un socle supportant un piétement droit et torsadé où repose un plateau rétréci par rapport au socle. Les fauteuils esselés se négocient entre 12 000 et 15 000 francs, les meubles à partir de 20 000 francs.

Catherine Bedel

* La Grange du Château, Lormale-Bocage-Préaux (Seine-et-Marne), samedi 2 novembre, exposition la veille de 11 à 18 heures, le matin de la vente de 11 à 13 heures, Tél. : 01-68-96-59-07. Etude Antoine Adet, 5, rue de Montholon, M. : 01-44-83-85-20. Experts Laurent Adrien Asselin, 17, rue de l'Annonciation 75016, M. : 01-44-24-42-13.

ESCAPADES

■ A VELO. Profiter de l'automne pour filer, c'est ce que propose Escapade nature avec des balades faciles, d'un jour à une semaine, individuelles ou accompagnées, à Etretat, Chambord, Montfort, Chamonix ou au Mont Saint-Michel. A Paris, des sorties thématiques (la Petite Ceinture, le Paris médiéval et Renaissance) sont organisées jusqu'à la fin mars, les mercredis, samedis et dimanches (150 F). En Île-de-France, escapades à Vigneux-le-Comte par la forêt de Fontainebleau (250 F), en suivant le canal de l'Oise (150 F) ou en remontant la Seine (210 F). * Informations, du lundi au samedi au 01-33-17-05-18.

■ AU FIL DE L'EAU. Paris Canal permet de revivre le film *Le Grand Nord*, les samedis 2, 9 et 30 novembre et le samedi 7 décembre (155 F par personne). On embarque à bord du *Canal*, au pied du pont de l'Île de la Cité, pour naviguer sur la Seine puis sur le canal Saint-Martin, décor des films de Marcel Carné avec, derrière l'écluse des Récollets, la passerelle d'Adolphe et de Louis Jouvet. Vers midi, on débarque sur le bassin de la Villette pour assister à une projection du film.

* Renseignements et réservations, Paris Canal, tél. : 01-42-40-96-97.

■ FRUITS ET LÉGUMES. Les propriétaires de Saint-Jean-de-Beauregard (Essonne) ont transformé le domaine connu pour sa fête automnale des « Fruits et légumes d'hiver et d'aujourd'hui » - les 9 et 10 novembre, de 10 à 18 heures. Les stands sont dressés sur la cour pavée et sur une pelouse plantée de macramis. Autour d'un bassin central, plantes annuelles, vivaces et aromatiques, arbres fruitiers en espaliers et en contre-espalliers, serre de cucurbitacées occupent savamment l'espace. * 28 kilomètres au sud de Paris, par l'A 10, puis D 39, direction Chertres.

Certains week-ends d'automne en Irlande, si le soleil se cache, il peut être opportun de flâner dans un musée, de s'abriter lorsqu'on demande son chemin, ou d'entrer dans un pub pour boire un verre. Mais qui s'en plaindrait ?



Irlande
Office National du Tourisme Irlandais
Tél. 01 53 43 12 12

Office de Tourisme d'Irlande du Nord
Tél. 01 29 41 12

L'Irlande du Nord au Sud.

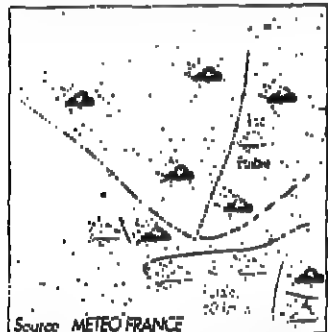
3615 Irlande
[223/96/96]

سكرا من الاموال

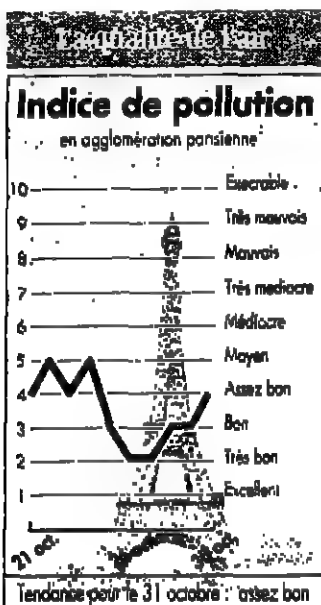
De belles éclaircies au sud

UNE PERTURBATION aborde la Bretagne jeudi matin et traversera la France vendredi dans un champ de pression relativement élevé. Les hautes pressions regonfleront ensuite à l'arrière.

Vendredi matin, le ciel sera très nuageux des Pyrénées au Massif Central, au nord-est et à la Champagne. Quelques pluies faibles se produiront sur les Vosges et la Franche-Comté.



Prévisions pour le 1^{er} novembre vers 12h00

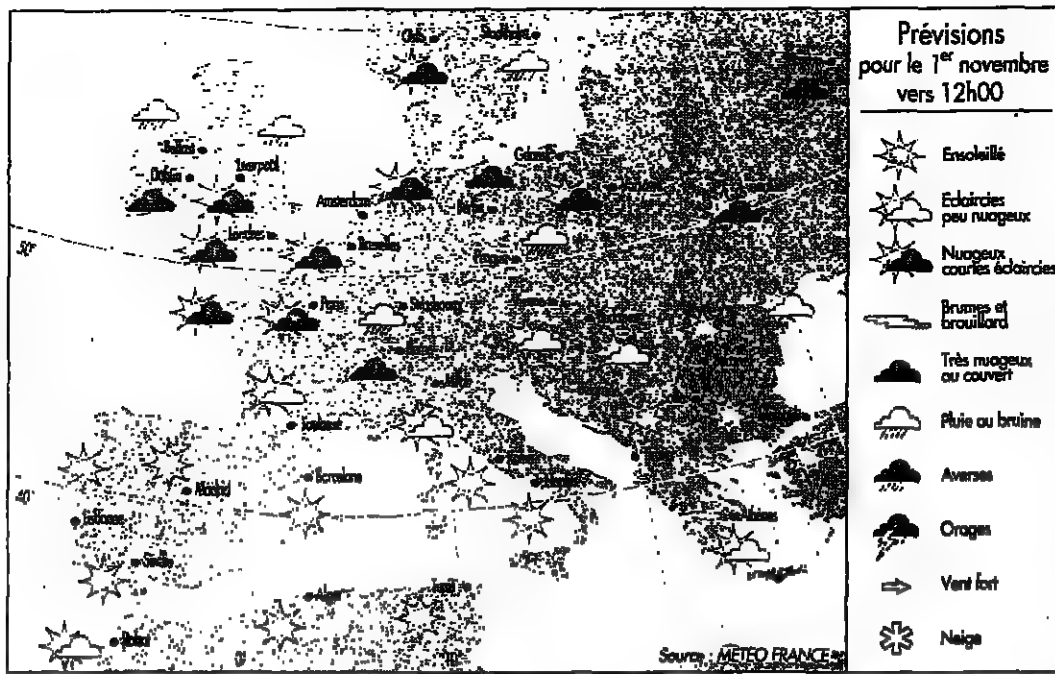


Tendance pour le 31 octobre : très bon

Plus à l'ouest, du Nord-Pas-de-Calais à la Bretagne et à l'Aquitaine, le ciel sera dans l'ensemble bien nuageux avec du brouillard en Aquitaine. Dans les régions méditerranéennes, mistral et tramontane souffleront modérément et dégageront le ciel, mais des passages nuageux traverseront l'Aude et le Roussillon. L'après-midi, les régions proches des côtes de la Manche et le Nord-Picardie resteront nuageux. Dans le reste de la moitié nord, les nuages seront présents avec davantage d'éclaircies en allant vers le Sud. Dans la moitié sud, les éclaircies seront belles avec du temps bien ensoleillé près de la Méditerranée.

Les températures matinales seront voisines de 6 à 9 degrés en général, localement 8 à 12 près des côtes mais avec des gelées possibles dans l'intérieur de la Provence. L'après-midi, il fera 13 à 17 dans la moitié nord, 15 à 20 dans la moitié sud et jusqu'à 20 à 22 dans l'extrême Sud-Est.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

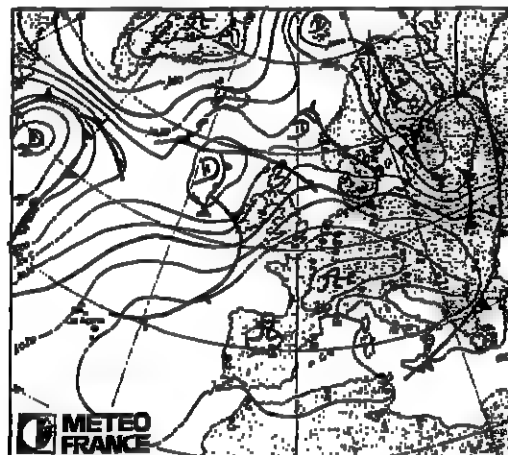


Prévisions pour le 1^{er} novembre vers 12h00

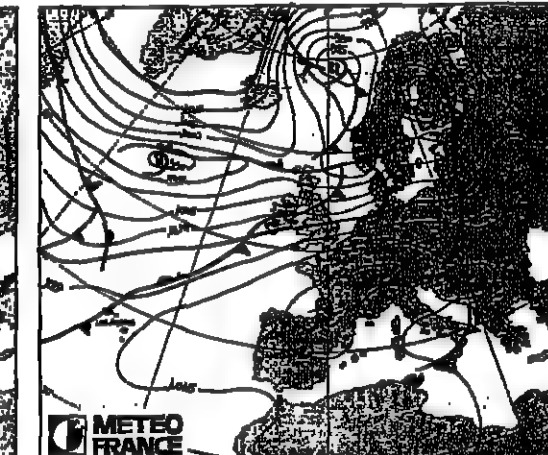


TEMPÉRATURES	GRENOBLE	19/1	TOURS
	LILLE	12/8	
	LIMOGES	13/0	ITRANGER
du 30 octobre	LYON	13/2	ALGER
maxima/minima	MARSEILLE	16/4	ANDRÉ
FRANCE	NANCY	9/5	ATHÈNES
	NANTES	15/4	BANGKOK
ALJACCIO	NICE	20/1	BARCELONE
BARIRAZZ	PARIS	12/3	BEKRADE
BUDAPEST	PAU	16/8	BERLIN
BOURGES	PERPIGNAN	18/5	BOMBAY
BREST	POINTE-À-PÎT.	13/24	BRAZILIA
CAEN	RENNES	13/8	BRUXELLES
CHERBOURG	STRASBOURG	10/0	BUCAREST
CLERMONT	STÉPHENNE	12/3	BUENOS AIRES
DJON	STRASBOURG	11/3	CARACAS
FORT-DE-FR.	TOULOUSE	15/1	

TOURS	12/2
CHICAGO	14/-1
COPENHAGUE	10/5
DAKAR	32/26
DUBAI	31/23
DUBLIN	12/10
FRANCFORT	11/7
GENÈVE	11/-1
HANOI	31/26
HELSENKI	9/1
HONGKONG	29/23
ISTANBUL	17/12
JAKARTA	33/25
JERUSALEM	23/7
KIEV	9/6
KINSHASA	29/23
LA CAIRE	23/14
LIMA	30/17



Situation le 31 octobre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 2 novembre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

« La Belle et la Bête »

AU LIEU de chercher à se confondre avec le théâtre, le cinéma devrait « bénéficier de cet espoir surréaliste des images », écrivait en 1930 Jean Cocteau. En poète, en dessinateur aussi, il vient de composer chaque image de *La Belle et la Bête*, et ceci, qui serait du cinéma littéraire ailleurs, s'explique pour un conte de fées où tout s'agence, s'ordonne à la baguette.

N'était l'adjonction d'un couple de garnements, qui permet à Jean Marais de ne pas uniquement passer pour un mûle, le conte est assez fidèlement suivi. Vous reconnaîtrez, bien sûr, l'histoire de cette Bête presque humaine que l'amour d'une jeune fille dépouille de son enveloppe animale. Haussée en couleurs par Cocteau, magnifiquement vêtue et polie par Christian Bérard, la Bête est parfaite. Pauvres enfants, heureux enfants qui l'ont tendez gronder et verrez fumer son pelage barbouillé de sang quand elle vient de tuer.

Trouvaille de lui avoir prêté ces instincts sauvages : cela nous vaut ce moment de pure émotion où Joëlle Day donne à boire au monstre dans le creux de ses mains douces, touche cette gueule qui lape avec reconnaissance. Et l'on s'attache à la Bête, au cours du film, au point de regretter sa laideur lorsqu'elle devient prince Charmant. « J'aurais dû la faire mourir, et elle aurait pris son deuil », écrivait Cocteau la semaine dernière. Regrettez-vous aussi de ne pas pleurer ? Je le crois, et ces larmes eussent échauffé ceux qui rient trop haut à l'esthétique.

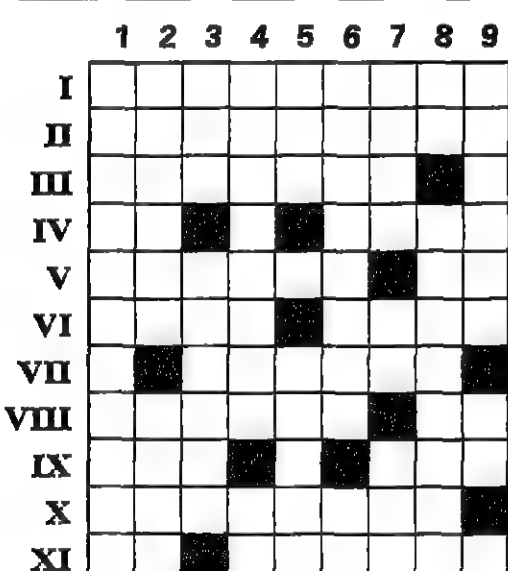
Rien que des éloges à faire à Henri Alekan pour ses merveilleuses photographies du merveilleux, à Georges Auric pour sa musique de songe. Le montage technique de René Clément nous satisfait moins ; nous l'attendons à son prochain film et nous espérons.

Henry Magnan (1^{er} novembre 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6943

SOS jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min)



Pique fort. - VI. Ville de l'Oise. Pas libre. - VII. Pas sacrés d'Isis sont mineurs. - VIII. Qui sont à la remorque. Berceau pour des princes. - IX. Pêché dans un étang. Qu'on peut trouver de mauvais goût. - X. On s'arrête pour les lécher. - XI. Pronom. Ornaments sacerdotaux.

VERTICALEMENT

1. Qui apporte un agrément. - 2. Arrêt avant l'exécution. Dieu scandinave. - 3. Élément d'une frange. A Sparte, ce n'était ni de la soupe ni du rata. - 4. Vraiment toqué. Fait partie du bas de gamme. - 5. Qui ont dû être déclarés. Peut être une cause de la rage. - 6. Des gens qui ne font que passer. Un spectacle complet. - 7. Héros légendaire. Adverbe. Demi pour du beurre. - 8. Note. Une Bête qui ne nous dit rien. - 9. Conduit au dépôt. Vieille ville.

SOLUTION DU N° 6942

HORIZONTALEMENT
- I. Grimpeurs. - II. Rabat. - III. Itinérant. - IV. Bis. Rien. - V. Oo. Volter. - VI. Asple. - VII. Oas. - VIII. Liard. Os. - IX. Ladies. Dé. - X. Is. Eole. - XI. Rentières.

VERTICALEMENT

1. Gribouiller. - 2. Ratio. Lia. - 3. Ibis. Aladin. - 4. Man. Vs. Rist. - 5. Pteropode. - 6. Etrilla. Sée. - 7. Uraëtes. Or. - 8. Renne. Iodé. - 9. Rossées.

Guy Brouty

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

la durée suivante	France	Autres pays	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements 24, avenue du G^e Léclerc - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 01-42-17-32-90.

Le monde est publié tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés. Le monde est publié tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés.

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Pays :
Ci-joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal / par Carte bancaire

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse :
● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00
Télématique 3615 code LE MONDE
Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
Documentation sur minitel ou 08-36-28-04-56
LE MONDE sur CD-ROM 01-42-08-78-30
Index et microfiches : 01-42-17-29-33
Films à Paris et en province : 08-36-68-09-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Le Monde est édité par le Monde, 20, rue de la Harpe, 75001 Paris, France. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimé au Monde : 12, rue de la Harpe, 75001 Paris, France. Imprimé en France.
Directeur-général : Dominique Lévy
Directeur : Gérard Morax
133, avenue des Champs-Élysées 75009 Paris Cedex 08
Tél. : 01-44-43-76-00 ; fax : 01-44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ INDE. Un incendie a détruit un terminal de l'aéroport de Delhi, mercredi 30 octobre, entraînant l'annulation de nombreux vols intérieurs. - (AR)

■ ESPAGNE. Depuis le 27 octobre, la compagnie espagnole Iberia assure, trois fois par semaine, une liaison Paris-Palma de Majorque au départ de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. - (AFR)

■ LONDRES. L'autoroute circulaire

pagne ont été transférés d'Orly-Sud à Orly-Ouest, deux vols quotidiens vers Madrid et trois vols hebdomadaires à destination d'Oviedo et de La Corogne s'effectuent toujours au départ de Roissy-Charles-de-Gaulle. - (AFR)

■ SÉCURITÉ. Selon une étude de l'organisme gouvernemental Transsec, près de la moitié des aéroports britanniques ne disposent pas d'installations ultramodernes en matière de sécurité. Sur 33 aéroports, 16 sont équipés de matériels de détection dépassés ou se contentent de fouilles à la main. - (Reuters)

■ LONDRES. L'autoroute circulaire

PARIS EN VISITE

Samedi 2 novembre

■ L'ÎLE SAINT-LOUIS (50 F), 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris au treizième).

■ PASSAGES COUVERTS (50 F), 10 h 30 et 15 heures, place du Palais-Royal devant la grille du Conseil d'Etat (Paris passé, présent).

■ LA TURQUIE ET L'INDE dans les passages du faubourg Saint-Denis (55 F), 10 h 30, sortie du métro Château-d'Eau, côté numéros impairs (Pierre-Yves Jaslet).

■ L'ACADÉMIE FRANÇAISE (50 F + prix d'entrée), 11 heures, 23, quai de Conti (Connaissance de Paris).

■ LE CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE, 10 h 30, 14 h 30 et 15 heures (gratuit), devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Ville de Paris); 11 heures et 15 heures (60 F + 10 F), sortie du métro Père-Lachaise, côté escalier roulant (Vincent de Langlade); 13 h 45 (40 F), devant l'entrée côté boulevard de Ménilmontant (Sauvegarde du Paris historique); 14 h 15 (60 F), sortie du métro Père-Lachaise, côté escalier roulant (Bertrand Beyern).

■ MARAIS : le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Marti).

■ MUSÉE DU MOYEN ÂGE (36 F + prix d'entrée) : La Dame à la licorne et les tapisseries médiévales, 11 heures ; les thermes de Lutèce et leurs galeries souterraines, 14 heures ; l'hôtel des abbés de Cluny et ses collections médiévales, 15 h 30 (Musées nationaux).

■ LE QUARTIER CHINOIS (55 F), 11 heures et 14 h 30, sortie du métro Porte-de-Choisy devant la succursale de la BNP (Christine Merle).

■ LE JARDIN DES TUILERIES (45 F), 11 h 30, sous l'arc de triomphe du Carrousel (Monuments historiques).

■ MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : les primitifs français et l'école de Fontainebleau, 11 h 30 ; la peinture italienne, 14 h 30 (Musées nationaux).

■ LE CIMETIÈRE DU MONT-PARNASSE, 14 h 30 (60 F), sortie du métro Raspail (La Parisienne); 15 heures (gratuit), devant l'entrée côté avenue Rachel (Ville de Paris).

■ LE QUARTIER MOUFFETARD (45 F), 14 h 30, parvis de l'église Saint-Médard (Paris capitale historique).

■ LE XII^e ARRONDISSEMENT (40 F), 15 heures, 130, avenue Daumesnil (Approche de l'art).

■ GRAND PALAIS : exposition Picasso et le portrait (34 F + prix d'entrée), 15 heures, hall d'entrée (Musées nationaux).

■ L'INSTITUT DE FRANCE (45 F + prix d'entrée), 15 heures, 23, quai de Conti (Monuments historiques).

■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES : 1^{er} parcours (50 F), 15 heures, angle de la rue de Rivoli et de la rue Marengo (Paris autrefois).

■ LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

JEUX

LE MONDE	
1	20
2	30
3	40
4	50
5	60
6	70
7	80
8	90
9	100

SPORTS D'HIVER

Envie de skier ?
Préparez votre séjour sur Minitel

3615 LEMONDE

FILMS

26 000 fiches techniques du cinéma mondial

3615 LEMONDE

هتوا من الاصل

EXPÉRIENCES Depuis deux ans, de jeunes chorégraphes, souvent des hommes, explorent la nudité comme champ possible d'une danse qui sortirait des normes. Ils

s'emparent du corps nu pour dire leur vulnérabilité, jouer aux enfants, dire le mal, s'affronter à l'inconnu. Des enquêtes anatomiques, où le corps n'est plus l'instrument de la

danse, mais en devient la scène. Art corporel, revival des années 70 ? Certains évoquent plutôt le retour du sentimental. ● LA PHOTOGRAPHIE s'est rapprochée de son envi-

ronnement social et politique. A la sensualité ont succédé la chair, le sang, le sexe, la maladie aussi, essentiellement le sida. ● PETER GREENAWAY, dans *The Pillow Book*, son

nouveau film, utilise le corps comme véhicule narratif du scénario : une jeune femme écrit ses poèmes sur le corps de ses amants. L'enveloppe charnelle forme au poème.

Quatre chorégraphes dénudent les corps pour mieux les disséquer

Inspirés à la fois par les artistes des années 20, comme Marcel Duchamp, et par l'univers actuel de la virtualité, une poignée de danseurs cherche la vérité et le renouvellement de leur art à travers la nudité

DES CORPS NUS. Demi-nus, archinus, des sexes, des seins, des postérieurs, des envers, des endroits, des poils, des surfaces glabres : la danse contemporaine s'acrot à la revue d'anatomie. Des chorégraphes observent, détaillent, palpent ce corps qu'ils cultivent, sculptent, chaque jour, par amour et par nécessité. Ils interrogent, si l'on ose dire, leurs outils de travail. Fonctionnement des articulations, inventaire des os, des abais, de la peau, de la chair, des organes sexuels. Il s'agit d'investigations personnelles. Le corps est le lieu même de l'enquête. Il ne sert plus à danser : il est l'espace de la danse. Ces chorégraphes, le plus souvent des hommes, ressemblent au corps médical. Comment ça va ? Plutôt bizarrement !

Ces nouveaux adeptes s'appellent Jérôme Bel, Boris Charmatz, Emmanuelle Huynh (seule femme répertoriée) en France, Javier de Frutos en Grande-Bretagne, John Jasperse aux États-Unis. Boris Charmatz, âgé de vingt-trois ans, est leur benjamin. Ils incarnent une tendance qui fut jugée un peu vite comme un revival des années 60-70. Qu'est-ce que le corps aujourd'hui ? Que signifie sa nudité ? On peut affirmer qu'il n'est en rien le corps exubérant des hippies prônant la libération sexuelle. Ce corps n'a rien à voir non plus avec les automutilations, le corps morbide, sadomasochiste, pornographique, des plasticiens de l'art corporel, de Gina Pane à Michel Journiac. Ce corps n'est pas non plus exhibitionniste. Il a la lourdeur d'une pierre.

Et, sur cette pierre, des jeunes chorégraphes ont décidé de bâtir une danse qui ne ressemblerait pas à une danse, mais qui pourrait quand même en être une. Rien n'est encore très clair : ils débudent. « J'ai eu une grande envie de faire trembler l'Inde, le lien social, dit Jérôme Bel, trente-deux ans, qui a dansé dans les meilleures compagnies françaises. Certains disent « Pour », on a déjà vu ça ! ». Il est possible qu'on reprenne certaines choses, mais le point de vue des années 90 change forcément la perspective. Il faut être vieux pour croire que tout se répète. Aujourd'hui, on ne détruit plus les codes, on les subvertit. Je ne suis pas sûr d'avoir raison. Je parle en mon nom. D'ailleurs, mon spectacle s'appelle Jérôme Bel.

ÉTAT DE FLUX. Boris Charmatz, qui présente en ce moment AATT ENEN TIONON au Festival d'automne, s'explique : « Le choix de la nudité s'est imposé à moi. Ce n'est pas un hasard : cela arrive maintenant alors qu'on vit une sorte de retour à l'ordre moral. Ça ne s'est pas passé sous les années 1990. Je n'ai jamais réfléchi en termes de provocation, mais de tension. Nous danseurs, nous possédons un corps travaillé. Ce n'est pas sa belle nudité que je veux montrer, mais une nudité empirée, casée, par ce T-shirt, très court, qui nous habille, alors que le reste est nu. C'est un travail sur les organes sexuels, le ventre, lieu de la respiration : il s'agit de danser avec la pureté technique du corps, toujours distillée, asphyxiée. »

De l'extrême, du risque. Par exemple, les deux danseurs de Jérôme Bel, Claire Haenni et Frédéric Segoutte, explorent leur corps avec une telle concentration qu'ils en viennent à uriner sur scène. « L'acte d'atteindre à la détermination complète du corps, à une sorte d'ataraxie, dit le chorégraphe. Lâcher toutes les tensions, ne pas se retenir, la ser faire les choses. Ce n'est ni un cri ni une révolte. Plutôt un état de flux. » Le stoïcisme face à l'agitation des corps stressés. Jérôme Bel, pas fou, n'est pas sur scène. Boris Charmatz, lui, paie de sa personne dans sa pièce verticale pour trois danseurs, avec Julia Cima et Vincent Druguet. Un dispositif de trois plates-formes superposées retient l'attention d'un public qui a le droit de tourner autour. La voix de la chanteuse britannique P. Harvey

accueille les spectateurs. A chaque étage, un danseur. Les interprètes s'échauffent. En même temps que leurs survêtements on s'aperçoit qu'ils ont retiré leurs culottes.

Le public, soudain muet, s'arrête de tousser, de cracher, d'être taxé de voyeurisme. De choisir le meilleur angle. Une danse de séma-

phore se déchaîne, entrecoupée de trois brefs arrêts. « Danse d'organes », annonce Charmatz, du même ton qu'il dirait « don d'organes ». Javier De Frutos, dans le cadre de l'exposition Masculin-Féminin, en janvier, dansait dans le monte-charge, au sous-sol de Beaubourg. Il était nu. Il incarnait le faune, Nijinski, Nouriev, la folie, le sida. L'épuisement aussi : il saignait de tous ses orifices. « Plus le public reculait, plus j'espérais ma danse », se souvient-il. Au Festival Dance Umbrella, qui se tient actuellement à Londres, son solo Transatlantic est précédé d'un avertissement : « This performance contains nudity. » Une sorte de carcé blanc.

Javier De Frutos est de Caracas, mais il a choisi, après l'Espagne et New York, de créer en Angleterre. « Je travaille avec le sang parce qu'il est tabou. Surtout depuis le virus VIH, plus personne n'ose porter secours à quelqu'un de blessé. Le sang me fascine, me terrifie. Il est pourtant

phore se déchaîne, entrecoupée de trois brefs arrêts. « Danse d'organes », annonce Charmatz, du même ton qu'il dirait « don d'organes ». Javier De Frutos, dans le cadre de l'exposition Masculin-Féminin, en janvier, dansait dans le monte-charge, au sous-sol de Beaubourg. Il était nu. Il incarnait le faune, Nijinski, Nouriev, la folie, le sida. L'épuisement aussi : il saignait de tous ses orifices. « Plus le public reculait, plus j'espérais ma danse », se souvient-il. Au Festival Dance Umbrella, qui se tient actuellement à Londres, son solo Transatlantic est précédé d'un avertissement : « This performance contains nudity. » Une sorte de carcé blanc.

Javier De Frutos est de Caracas, mais il a choisi, après l'Espagne et New York, de créer en Angleterre. « Je travaille avec le sang parce qu'il est tabou. Surtout depuis le virus VIH, plus personne n'ose porter secours à quelqu'un de blessé. Le sang me fascine, me terrifie. Il est pourtant

phore se déchaîne, entrecoupée de trois brefs arrêts. « Danse d'organes », annonce Charmatz, du même ton qu'il dirait « don d'organes ». Javier De Frutos, dans le cadre de l'exposition Masculin-Féminin, en janvier, dansait dans le monte-charge, au sous-sol de Beaubourg. Il était nu. Il incarnait le faune, Nijinski, Nouriev, la folie, le sida. L'épuisement aussi : il saignait de tous ses orifices. « Plus le public reculait, plus j'espérais ma danse », se souvient-il. Au Festival Dance Umbrella, qui se tient actuellement à Londres, son solo Transatlantic est précédé d'un avertissement : « This performance contains nudity. » Une sorte de carcé blanc.

Javier De Frutos est de Caracas, mais il a choisi, après l'Espagne et New York, de créer en Angleterre. « Je travaille avec le sang parce qu'il est tabou. Surtout depuis le virus VIH, plus personne n'ose porter secours à quelqu'un de blessé. Le sang me fascine, me terrifie. Il est pourtant

phore se déchaîne, entrecoupée de trois brefs arrêts. « Danse d'organes », annonce Charmatz, du même ton qu'il dirait « don d'organes ». Javier De Frutos, dans le cadre de l'exposition Masculin-Féminin, en janvier, dansait dans le monte-charge, au sous-sol de Beaubourg. Il était nu. Il incarnait le faune, Nijinski, Nouriev, la folie, le sida. L'épuisement aussi : il saignait de tous ses orifices. « Plus le public reculait, plus j'espérais ma danse », se souvient-il. Au Festival Dance Umbrella, qui se tient actuellement à Londres, son solo Transatlantic est précédé d'un avertissement : « This performance contains nudity. » Une sorte de carcé blanc.



Javier De Frutos dans son solo « Transatlantic »

Une photographie crue dans son environnement social

IL EST FINI le temps où le nu photographique mettait en valeur des corps harmonieux, dans des poses académiques, en référence directe à la peinture. L'Américain Robert Mapplethorpe a clos ce registre dans les années 80, avec ses hommes nus qui citaient ici un tableau de Flaminio, là une sculpture de Canova. Aujourd'hui, le nu photographique a trouvé un langage propre, situé dans le contexte social et politique. Ce ne sont plus des formes sensuelles ou érotiques que l'on montre, mais la chair, la peau, le sang, la maladie, le sida, le sexe, la solitude, les problèmes identitaires et la mort. Des corps nus certes, mais peu réjouissants. Autant de thèmes qui font référence à quelques faits de société qui traduisent la décomposition de l'époque.

Larry Clark montrant la voie, dans les années 80, en photographiant des adolescents nus au contact de la drogue, du sexe et de la violence. L'exposition « l'Art au corps », qui a eu lieu cet été au Musée d'Art contemporain de Marseille, donnait une large place au « nu social ». Larry Clark bien sûr, mais aussi les images autobiographiques de Nan Goldin. Jusqu'à Jenny Holzer, dont les tatouages sanglants font référence aux viols de femmes en Birmanie. On aurait pu ajouter Sophie Rastelhuber, qui a photographié des Yougoslaves dans la peau est balafree de cicatrices. Ou Georges Tony Stoll, qui se photographie nu dans son appartement, et produit des images qui traduisent une attitude de survie dans un monde « putride, malade, sans avenir » (Le Monde, du 4 juillet).

MANNEQUIN HUMAIN. L'environnement social a même gagné la photographie de mode. A côté du glamour conventionnel qui monnaie la presse spécialisée, s'est développée une imagerie plus dure et proche du quotidien. Helmut Newton avait ouvert une brèche avec ses *Grands Nus* (1980), qui montraient, dans un diptyque saisissant, des mannequins : d'un côté, habillés, de l'autre, dévêtus. Une nouvelle génération de photog-

graphes de mode a pris le relais dans les années 90 (Le Monde du 4 mai). Ce n'est plus le vêtement que l'on montre mais un corps, souvent nu, qui porte ses angoisses et ses douleurs. Point ultime de ce mouvement, l'Allemand Jürgen Teller a réalisé en février une série qualifiée de « sommet de l'image trash » (poubelle, ce qui situe le climat). On y voit le mannequin vedette Kristen McMenamy nue, le sexe exhibé, évoluant dans un univers aride, le siège du couturier Versace dessiné au rouge sur ses fesses ou sur son ventre. Les couleurs sont glauques, c'est violent, non dénué d'humour. Le couturier est moqué, et le mannequin humilié, comme pour en finir avec les poupées Barbie.

Autre tendance, celle du mythe d'un corps parfait, à en devenir effrayant car mutant. Une exposition justement nommée « Post Human » avait annoncé le genre au Musée d'Art contemporain de Los Angeles, en 1992. Pierre et Gilles vont dans ce sens, quand ils photographient et peignent Adam et Eve en adolescents promis au paradis. Ou Otian qui a fait subir à son corps des opérations de chirurgie esthétique, comme autant d'allégories de la beauté classique. Ou encore Inez Van Lamsweerde qui a imaginé, à la palette graphique, des femmes sexuées.

Reste Cindy Sherman, qui a dénoncé, via le nu, les artifices du mode de vie occidental, où la femme est réduite à un mannequin de bois désarticulé, le sexe en avant. La référence à Man Ray est nette, qui, dans les années 30, avait accablé des figures dans un jeu de l'amour aussi divot qu'abondant.

Michel Guerin

lié à ma culture espagnole, à l'art, au toro », dit-il. Faut-il avertir le public de ce qui l'attend ? « En France, le pire public a été celui de Marseille. J'ai failli me faire casser la gueule, dit Jérôme Bel. On s'est fait fuir à Douai. En Angleterre, il faut prévenir le public. Dès que je repère dans la salle un groupe, je suis qu'il

habillés, exploités comme objet de désir. Elle veut aussi réaliser « un travail qui mette en relief la peau ». Tous ces expérimentateurs - tous d'excellents danseurs venus de compagnies importantes - expriment, souvent, leur lassitude des productions actuelles - trop de lumières, de costumes, d'intentions. Ils veulent sortir des durées normalisées, des dogmes puritains qui régissent la danse contemporaine. Le travail de Jérôme Bel fait penser à Marcel Duchamp. Les asselles rasées asymétriquement évoquent la Tonsure en forme d'étoile filante que le peintre avait sculptée dans ses cheveux. La manière dont sont articulées les trois syllabes de AATT ENEN TIONON renvoie à l'Ursonne du dadaïste Kurt Schwitters.

C'est autour de ce mouvement des années 20, des concepts du ready-made, qu'ils paraissent puiser leur inspiration. Une période fondatrice, proche par l'esprit de l'art virtuel des années 90. Dans ces corps nus, faut-il néanmoins voir le grand retour du sentimental, comme l'affirme Jérôme Bel ? « Au départ, mon travail reposait sur une observation scientifique, dénuée d'objectif. A distance, il s'agit de regarder le corps. Je ne pensais pas que des spectateurs en 1996 pouvaient à ce point être encore renoués par la nudité. J'ai appris une chose : quand on enlève les protections, on devient romantique. L'écrivain allemand Heiner Müller parle d'une désaffection des humains. Quand les gens se séparent, ils ne sont même pas tristes. Plus personne n'est pieux. J'ai une envie folle d'être pieux, d'aimer. Le film *Breaking the Waves* de Lars Von Trier est pour moi l'exemple de ce nouveau discours amoureux. Surtout le moment où la jeune épouse, vierge, découvre le corps de son mari. Le corps nu devient l'interface d'une expérience spirituelle collective, mélange de sexualité et de blessure. »

Et l'érotisme ? évacué ! Ce n'est vraiment pas le sujet.

Dominique Frétyard

* Boris Charmatz, jusqu'au 3 novembre, 22 h 30, hall du Centre Georges-Pompidou, De 75 à 90 €. Tél. : 01-42-96-96-84. Javier De Frutos, le 13 novembre, Birmingham (MAC), 00-44-121-440-38-38. Jérôme Bel : les 25 et 26 novembre, à Lisbonne (Centre culturel de Belém), le 27, à Coïmbre, le 30, à Louvain.

Centre et Nord prochains

GERRA LEMOINE

2

Théâtre Dejazet

EUROPE 1

Tel : 01 48 07 52 55

Le Centre Georges-Pompidou s'apprête à entrer dans le XXI^e siècle

Ravalement du bâtiment, nouvelle organisation, déploiement vers l'extérieur, sont les priorités

Jean-Jacques Aillagon, président du Centre Georges-Pompidou depuis le 27 mars (Le Monde du 25 mars), a présenté le 31 octobre au minis-

tère de la culture, en présence du ministre, Philippe Douste-Blazy, l'importante réforme et le calendrier des travaux du Centre à la veille de

son vingtième anniversaire, en janvier 1997 : renforcement de la présidence, augmentation du nombre de départements, décentralisation.

À L'IMPORTANT chapitre des travaux en cours, le président du Centre Pompidou a confirmé que le remaniement des alentours du Centre et la reprise de ses façades (310 millions de francs) s'achèveront au début de 1997. Les architectes Renzo Piano et Jean-François Bodin s'attaqueront à l'intérieur en 1998. Tout devrait être terminé en deux ans.

Si l'utilisation intensive du bâtiment rend nécessaire la révision complète de la climatisation, de la distribution des fluides, des ascenseurs et des escaliers, c'est le redéploiement des fonctions de l'édifice qui aboutit à une intervention plus lourde, estimée à 4-10 millions de francs. Lors de sa réouverture au public, le 21 décembre 1999, le cinquième étage sera remanié pour pouvoir accueillir simultanément deux expositions (une grande et une plus petite) et une galerie consacrée à la photo. Ce dispositif doit contribuer à éviter l'actuelle ségrégation entre les grosses rétrospectives, en haut, et les expositions plus innovantes mais moins fréquentées, en bas.

CHANTIER IMMATÉRIEL

Le Musée national d'art moderne (MNAM) occupera l'ensemble des troisième et quatrième étages. Il passera ainsi de 10 000 mètres carrés à 15 000 mètres carrés, ce qui lui permettra de mieux présenter les œuvres de la deuxième moitié du XX^e siècle, trop souvent confinées dans les réserves, faute de place.

La Bibliothèque publique d'information (BPI) ne gagnera que 1 000 mètres carrés mais elle occupera désormais la mezzanine sud, le premier étage et les deux tiers du deuxième étage, avec une entrée directe, rue du Renard. Toutes les activités de cinéma, de spectacles vivants, de débats et de conférences auront lieu en sous-sol. Le rez-de-chaussée du Centre retrouvera toute sa transparence

sur la rue. Pendant les travaux, l'établissement poursuivra sa tâche à l'intérieur du bâtiment et surtout à l'extérieur. Ce que Jean-Jacques Aillagon a résumé d'une formule : « In situ le Centre expose, hors les murs le Centre s'expose » (lire ci-contre).

Pour autant le chantier le plus important est sans doute immatériel : « L'institution aussi doit être renouvelée », a précisé le président du Centre. D'abord pour éviter le risque « d'hétéroclitisme culturel », c'est-à-dire « l'agrégat d'un certain nombre d'activités sans liens les uns avec les autres ». Pour lutter contre

tion. Il déplore la planification imparfaite de ces événements, doublée d'une évaluation budgétaire et technique insuffisante : « Il faut rechercher un effet de saison, avec une programmation plus cohérente. Le président ne doit pas être l'initiateur des expositions. Aucun projet n'est présélectionné mais tous regardent le président. Ce qui n'a rien à la responsabilité des différents acteurs de l'établissement. » Aussi, en la personne de Bernard Blistène, ancien responsable des musées de Marseille, Jean-Jacques Aillagon sera-t-il désormais assisté dans ce domaine d'un conseiller

contemporain, résolument tourné vers l'actualité. Cette division des tâches nécessite une très large consultation interne (responsabilité à l'égard des collections, partage des moyens, problème du spectacle vivant).

Marie-Claude Beaud, qui a eu des responsabilités importantes au sein du Centre américain comme de la Fondation Cartier, doit réfléchir au devenir de ce Centre de création contemporaine (CCC). On sait déjà qu'il réclamera de nouveaux espaces. Les anciens magasins ASEC, situés dans le quartier de l'Horloge, qui accueilleront la BPI pendant les travaux, pourraient être une solution. Sur ces 6 000 mètres carrés, il serait possible de présenter les grandes installations d'arts plastiques et un centre de vidéographie. Enfin, une association avec le Jeu de Paume pourrait doter le CCC d'une ouverture supplémentaire.

UN OUTIL DE DÉCENTRALISATION

Le Centre Pompidou ne doit pas rester non plus un outil purement parisien. Il doit devenir « la centrale de la décentralisation », selon le mot de Michel Guy. « Nous devons multiplier les programmes d'édition et d'expositions avec de grandes institutions de province, comme le CAPC ou Arc en Rive, à Bordeaux, insiste Jean-Jacques Aillagon. Des dépôts ou des prêts de longue durée peuvent être faits de manière plus systématique dans certains musées. Il est en effet important que les collections du MNAM soient déployées au maximum. Même agrandi, le MNAM sera loin de pouvoir exposer l'ensemble de ses 40 000 numéros. »

En conclusion, le président du Centre a rappelé que l'institution doit jouer un rôle central dans la célébration de l'an 2 000. L'établissement devrait être prêt pour l'occasion.

Emmanuel de Roux

La tradition juive dans le saxophone de John Zorn

Le musicien américain se produit à Paris

JOHN ZORN'S BAR KOKHBA. Le 31 octobre, 20 h 30. Hot Brass, parc de La Villette, Paris 19^e. M^e Porte-de-Pantin. Tél. : 40-50-66-98. 140 F.

Dans une époque de surinformation nourrie aussi par de nombreux musiciens, les silences du saxophoniste John Zorn, compositeur et directeur d'orchestre new-yorkais, sont tranchants. Invité en France pour la première fois depuis quatre ans, dans le cadre du festival New York is Now au Hot Brass à La Villette, John Zorn renvoie toute demande d'explications vers son œuvre. Débrouillez-vous. Il faut alors faire seul son chemin dans la multitude de concerts, de formations et d'enregistrements du saxophoniste.

Né à New York le 2 septembre 1953, John Zorn a vite été répertorié par ses concitoyens dans la catégorie des « artistes d'avant-garde », étiquette infligée à tout musicien qui ne joue pas à l'annuaire et ne génère pas des profits à plusieurs zéros.

Au Japon, il est plutôt une figure importante du milieu rock underground. Il a choisi d'y résider une partie de l'année, et la plupart de ses disques sont produits par des labels indépendants japonais. En Europe, c'est plutôt le monde des musiques improvisées qui a adopté le saxophoniste. Dilettante doué, inventeur génial de formes et d'orchestres, manipulateur rusé : Zorn s'ingénie à défer les raisonnements et ce depuis ses premières compositions, comme celle qu'il a dédiée à Albert Ayler, jusqu'à la réunion du Masada Chamber Orchestra, formation qui l'entoure à Paris le 31 octobre. Passion ou haine, chacun y trouvera une fois encore son compte. Avec Zorn, seule l'indifférence est proscrite.

Il y a chez lui un attrait certain pour la compilation des genres et des influences. Il en fait même l'es-

sentiel de son credo. Depuis le milieu des années 70, on l'a vu se produire dans les clubs pourris du rock trash loin à l'intérieur des quartiers perdus de New York ; on l'a retrouvé en grande tenue de compositeur dont les œuvres étaient interprétées par le Kronos Quartet, quatuor à cordes en vogue ; il a souvent monté des groupes éphémères à quelques heures d'un concert pour essayer des combinaisons de sons.

Arranger respectueux des thèmes d'Ennio Morricone, il consacre aussi plusieurs disques à Ornette Coleman quand il n'interprète pas le répertoire de son sans aucun passéisme. Soliste, Zorn n'est pas un saxophoniste surdoué. Il aime évoluer dans le suraigu, parfois jusqu'aux fréquences les plus pénibles, mais, ces dernières années, il paraît avoir découvert les subtilités d'un jeu plus apaisé.

L'ÂGE DE LA CHAÎTE

Le projet Masada, qui mêle sans cesse le jazz, les mélodies populaires juives, redonne cette préoccupation. John Zorn semble être entré dans l'âge de la gravité. Masada, c'est d'abord l'évocation d'un épisode sanglant de l'histoire du peuple juif, un massacre. C'est aussi une série de neuf enregistrements en cours – six volumes sont disponibles chez DTW/Harmonia Mundi. Prenant la foliole pour inspiration et la forme du quartet sans piano pour référence au jazz, c'est une musique de structure simple, directe. Elle n'en est pas moins poignante et détonante.

A la scène, le quartet est devenu orchestre de chambre à géométrie variable. Paradoxalement, l'impression récurrente de violence et d'andié, qui marque une grande partie de la musique du compositeur, s'efface ici. Dans le disque *Kristallnacht* (1992), l'épouvante de la Nuit de cristal était évoquée à partir de sources réalistes, cris, discours, mélodies déchirées... Ce « film sonore » était bien dans la manière de John Zorn, qui fait de chaque thème une histoire très particulière.

Sylvain Sicler

Les ministres européens de la culture s'interrogent sur leur soutien au cinéma

BUDAPEST

correspondance

La 8^e conférence des ministres européens en charge des affaires culturelles s'est déroulée, les 28 et 29 octobre, à Budapest, sous l'impulsion du Conseil de l'Europe. Le thème de cette conférence était l'état du cinéma sur le Vieux Continent. Vingt-cinq ministres (sur trente-neuf) ont notamment étudié le bilan du Fonds Eurimages, l'organe du Conseil de l'Europe en faveur du cinéma. Présidée par Balint Magyar, jeune ministre hongrois de la culture, représentant d'un des rares pays de l'Est où survit encore un potentiel cinématographique, la conférence a diplomatiquement salué l'action menée depuis sept ans par le Fonds.

Les ministres (ou leur représentant, lorsque, comme ce fut le cas pour la France, le ministre n'a pas jugé bon de se déplacer) ont certes évoqué de nouveaux défis à relever – « un véritable effort sur la distribution doit être entrepris », et la nécessité de former une jeunesse européenne capable d'acquiescer un regard critique à l'égard des médias en général. On a aussi tenté – c'était l'objectif original de cette conférence – de se mettre d'accord sur un projet de « Convention sur la protection du patrimoine audiovisuel ». Sans succès, certains, comme la France, étant plus tentés de légiférer que d'aider.

Mais, comme d'habitude, c'est

dans les couloirs de l'immense Salle des congrès de Budapest qu'on a pu mieux comprendre les tensions qui habitent les acteurs de cette tentative de sauvegarde d'un cinéma européen à la fois « miroir et fenêtre d'une société pluraliste », face au mastodonte normatif américain.

Si l'existence même d'Eurimages n'est pas remise en question, malgré la défection de la Grande-Bretagne, deux façons de considérer son action s'opposent nettement : la première, optimiste, considère qu'avec un très petit budget (140 millions de francs par an, soit l'équivalent d'une production américaine moyenne...), le Fonds a réussi à faire naître jusqu'à présent quelque cinq cents longs métrages et documentaires de création, dont certains ont connu des succès importants (*Underground*, *Land and Freedom*, *La Merica...*). Il a permis aussi la survie de cinémas nationaux dans les pays d'Europe centrale.

DÉLOCALISATION DES TOURNAGES

Les pessimistes ont souligné le flou persistant dans l'attribution des soutiens d'Eurimages. Ils se sont inquiétés aussi du problème de la remontée des recettes des films encouragés par le fonds et de la grogne de certains syndicats professionnels et de gros producteurs (français notamment) qui se plaignent de la délocalisation systématique des tournages vers les pays les moins chers. Beaucoup

ont plaidé pour que soit donnée une priorité aux œuvres à fort potentiel économique, au risque de laisser entendre que les discours sur l'avenir culturel du continent ne cacheraient que des intérêts matériels et financiers.

Isma Silvo, directeur exécutif de l'Observatoire européen de l'audiovisuel qui centralise et diffuse les informations dans ce domaine, a lui aussi manifesté ses inquiétudes. Cet organisme est installé à Strasbourg depuis sa création en 1992 : le site avait été préféré à d'autres candidats parce que l'Etat français le faisait bénéficier d'une exonération fiscale. Cet avantage est aujourd'hui remis en question par le ministre français du budget, ce qui pourrait contraindre l'Observatoire à déménager.

Pierre Daum

représentations exceptionnelles
gouttes d'eau SUR
brûlantes pierres
comédie à fin
pseudo-tragique
de R.W. Fassbinder
mise en scène
de Bernard Bloch
30 octobre - 9 novembre 1996
01 43 52 16 14 Aubervilliers

TGP Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
01 48 13 70 00 Télérama

Du 15 octobre au 24 novembre 96

La Baye

Philippe Adrien
Laurent Pelly

Du 6 au 16 novembre 96

Théâtre du **Mépris** ③

Didier-Georges Gabily
Christian Colin

NORÉ
DESARTHE **DEMONS**
prolongation jusqu'au 6 novembre
CRETEIL Maison des Arts 01 45 13 19 19

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 01-48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques au : 01-48-00-20-17
ou sur minitel, 36-17 Drouot
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Seul indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 à 18 h. "Exposition le matin de la vente."
Régisseur G.S.P., 136, avenue Charles de Gaulle,
92200 NEUILLY-SUR-SEINE 01-46-40-28-08.

LUNDI 4 NOVEMBRE

S.14 - Bons meubles. M^{me} LOUDMER.
S.15 - Bibles, meubles. M^{me} BONDUR.

MERCREDI 6 NOVEMBRE

S.10 - 14H Vente des collections de M. et Mme Robert PERREAU.
Timbres, Essences, Autographes, Livres, M^{me} OGER, DUMONT.
SUITE DE CETTE VENTE LES 7, 8 et 9 NOVEMBRE S.10.
S.16 - Art d'Extrême-Orient. FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET
et ASSOCIÉS.

VENDREDI 8 NOVEMBRE

S.5 - Grands vins et alcools. M^{me} LOUDMER.

D. BONDUR, 17, rue Drouot (75009) 01.47.70.36.16
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 01.44.79.50.50
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009) 01.42.46.96.95
FIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIÉS, 5, rue Drouot (75009)
01.53.34.10.10

GUIDE CULTUREL

LE MONDE / VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1996 / 29Rock extrême
à Fontenay-le-ComteLe Festival vendéen accueille
les tendances bruitistes
de la scène contemporaine

PEU DE FESTIVALS, chez nous, ont mis en vedette mieux que cette huitième édition de « Rock à Fontenay-le-Comte » la tendance bruitiste de la scène rock contemporaine. Si on ne sait plus très bien aujourd'hui ce que désigne précisément le terme « alternatif » (quelques-uns des plus gros succès commerciaux du moment bénéficiant aussi de l'appellation), on remarquera qu'ils restent des groupes assez éloignés des palanques et aux facilités mélodiques, des artistes désireux de sculpter une matière dense, noire et sans compromis. Avides de décibels rageurs, les groupes - français et

étrangers - programmés ici ne négligent pas pour autant l'invention formelle. En vedette le 1^{er} novembre: Girls Against Boys, Sloy, Chokebore et Baby Chaos. Le 2: Dog Eat Dog, Trusty, Near Death Experience, Seven Hate. Le 3, une nuit qui marie l'adrénaline du rock, les pulsions funk et les vertus hypnotiques des musiques du Sud: Alboth, Senses, Asian Dub Foundation, Detrimental, Spicy Box.

★ Rock Festival de Fontenay-le-Comte (Vendée). Les 1^{er}, 2 et 3 novembre. Tél.: 02-51-69-23-54, 280 F les trois jours.

UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestre du XVIII^e siècle
Brüggen et ses musiciens ne sont pas « authentiques » comme le dit la publicité de leur maison de disques, mais ils lisent mieux une musique qu'ils jouent à l'aide des instruments appropriés. C'est d'ailleurs à cette source que les grandes institutions symphoniques sont aujourd'hui contraintes de puiser pour retrouver la façon ad hoc de jouer ce qui est à la base même de leur répertoire. Haydn: *Symphonies n° 84 et 85 « La reine »*, *Quatuors vocaux*. Leslie Van Den Heuvel (soprano), Kathrin Pfeiffer (alto), Robert Coupe (ténor), Jelle Drayner (basse), Stanley Hoogland (piano/forte), Frans Brüggen (direction).
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris-19.
M^{re} Porté-de-l'Amir, 16 h 30, le 1^{er} novembre. Tél.: 01-44-84-44-34, 100 F à l'ad.
Emmanuel Bex Steel Band
Dans la nouvelle formation de l'organiste Emmanuel Bex, le steel-drum de la Trinidad - des bidons en acier transformés en instruments de percussion - tenu par Guillaume Kervel, renforce l'orgue Hammond, cette grosse machine grondante du souffle de l'enfer. Un disque est sorti (Bex Steel, Rec Vieux/Media 7), des concerts suivent, pleins du bonheur de jouer, intenses et génériques.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10.
M^{re} Château-d'Eau, 21 heures, le 31. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.
Bald et Julian Lennon, Poco
Début d'un festival consacré aux douces du rock West Coast. Autrement dit, un rock conçu suivant des principes édictés, dans les années 70, par des musiciens californiens brassant rock, pop, jazz et country. La sophistication et la langueure prennent parfois le pas sur l'intensité de l'émotion. Le Français Bald, accompagné du fils Lennon, sera une intrigante ouverture au concert de Poco, des ancêtres du genre.
Disney-village (Disneyland-Paris), 77 Chassy-sur-Marne, RER
M^{re} la Vallée-Chassy. Dans le cadre de West Coast Festival, 20 heures, le 31. Tél.: 01-60-45-72-10, 100 F.
Les Têtes raides
Les Têtes raides retrouvent le Sentier des Halles où ils ont débuté. Depuis, ils poursuivent une belle carrière aux marges de la chanson et du rock'n'roll. Surprenants et efficaces en scène, ils parviennent à créer des atmosphères de rock, du réalisme, et de la guinguette.
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris-2. M^{re} Sentier, 20 h 30, le 31. Tél.: 01-42-36-37-27, 80 F.

ART

Une sélection des vernissages
et des expositions à Paris
et en Ile-de-France

VERNISSAGES

Peter Beard: carnets africains
Centre national de la photographie, Hôtel Salomon de Rothschild, 11, rue Berryer, Paris-8. M^{re} Étoile, George-V Termes. Tél.: 01-53-76-12-32. De 12 heures à 19 heures. Fermé mardi. Du 6 novembre au 20 janvier. 30 F.
Double vie, double vue
Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris-14. M^{re} Raspail. Tél.: 01-42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Du 1^{er} novembre au 29 décembre. 30 F.
La Révolution de la photographie insulaire, 1989-1995
Bibliothèque nationale, galerie Colbert, passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs, Paris-2. M^{re} Bourse ou Palais-Royal. Tél.: 01-47-03-81-10. De 12 heures à 18 h 30. Fermé dimanche. Du 31 octobre au 4 janvier. Entrée libre.
Willy Ronis
Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau, terrasse Lauréat, Paris-1^{er}. M^{re} Châtelet-les-Halles. Tél.: 01-42-33-82-50. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi. Du 31 octobre au 4 février. 30 F.

EXPOSITIONS PARIS

Georg Baselitz
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16. M^{re} Alma-Marceau, Léna. Tél.: 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30; samedi et dimanche jusqu'à 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 40 F.
Georg Baselitz: gravures 1965-1995
Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris-4. M^{re} Hôtel-de-Ville. Tél.: 01-42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures; le matin sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 10 décembre.
Jean-Marc Bustamante, Sean Scully
Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris-1^{er}. M^{re} Concorde. Tél.: 01-42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures; samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 1^{er} décembre. 35 F.
Charakoul ou la Passion du signe
Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5. M^{re} Jussieu, Cardinal-Lemoine. Tél.: 01-40-51-38-38. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 décembre. 25 F.
Eric Delais
Galerie Montparnasse, 31, rue Mazarine, Paris-6. M^{re} Odéon. Tél.: 01-44-54-85-30. De 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 novembre.
Anne Daguelle
Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli, Paris-4. M^{re} Saint-Paul. Tél.: 01-42-

78-13-44. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 novembre.
De l'impressionnisme à l'Art nouveau
Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, entrée: 1, rue de Bellechasse, Paris-7. M^{re} Solferino. Tél.: 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures; dimanche de 9 heures à 18 heures; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 36 F.
Dessins: nouvelles acquisitions (1992-1996)
Centre Georges-Pompidou, galerie d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris-4. M^{re} Rambuteau. Tél.: 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 35 F.
Luciano Fabro
Centre Georges-Pompidou, galerie Sud, place Georges-Pompidou, Paris-4. M^{re} Rambuteau. Tél.: 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 27 F.
La Grèce en révolte. Delacroix et les peintres français, 1815-1848
Musée national Eugène-Delacroix, 5, rue de Furstemberg, Paris-6. M^{re} Saint-Germain-des-Près. Tél.: 01-44-41-86-50. De 9 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 13 janvier. 23 F.
La Griffe et la dent
Musée du Louvre, aile Richelieu, entrée par la Pyramide, Paris-1^{er}. M^{re} Palais-Royal, Louvre. Tél.: 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 15. Nocturne lundi et mercredi jusqu'à 21 h 15. Fermé mardi. Jusqu'au 13 janvier. 45 F.
Paul B. Haviland (1880-1950), photographie
Musée d'Orsay, salle 8, 62, rue de Lille, entrée: 1, rue de Bellechasse, Paris-7. M^{re} Solferino. Tél.: 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 36 F.
Frank Horvat: Paris-Londres, London-Paris, 1932-1933
Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris-3. M^{re} Saint-Paul. Tél.: 01-42-72-21-13. De 10 heures à 17 h 40. Fermé lundi. Jusqu'au 23 février. 35 F.
William Klein
Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris-4. M^{re} Saint-Paul, Pont-Marie. Tél.: 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi, mardi jusqu'à 17 h 30. Fermé dimanche, 30 F.
Life/Live, la scène artistique au Royaume-Uni en 1996
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16. M^{re} Alma-Marceau, Léna. Tél.: 01-40-70-11-10. De 10 heures à 17 h 30; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Visites commentées les jeudi à 15 heures. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 5 janvier. 27 F.
Robert Mapplethorpe
Galerie R. & L. Beaubourg, 23, rue du

Renard, Paris-4. M^{re} Hôtel-de-Ville. Tél.: 01-44-59-27-27. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 14 décembre.
Nara, trésors bouddhiques du Japon ancien. Le temple du Kōtokuji
Grand Palais, galeries nationales, square Jean-Perrin, entrée avenue du Général-Eisenhower, Paris-8. M^{re} Champs-Élysées-Clemenceau. Tél.: 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 9 décembre. 45 F.
Louise Nevelson
Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris-1^{er}. M^{re} Tuileries. Tél.: 01-42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 16 novembre.
L'Origine du monde, autour d'un chef-d'œuvre de Courbet
Musée d'Orsay, niveau médian, 62, rue de Lille, entrée: 1, rue de Bellechasse, Paris-7. M^{re} Solferino. Tél.: 01-40-49-48-14. De 10 heures à 18 heures; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45; dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 36 F.
Pissarro et le portrait
Grand Palais, galeries nationales, avenue W.-Churchill, entrée place Georges-Clemenceau, Paris-8. M^{re} Champs-Élysées-Clemenceau. Tél.: 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 20 janvier. 50 F.
Picasso, gravures 1900-1942
Musée Picasso, hôtel Salé-5, rue de Thorigny, Paris-3. M^{re} Saint-Paul, Filles-du-Calvaire. Tél.: 01-42-71-25-21. De 9 h 30 à 17 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 20 janvier. 28 F.
Rodin, les marbres de la collection Thyssen
Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne, Paris-7. M^{re} Varenne, RER Invalides. Tél.: 01-44-16-11-10. De 9 h 30 à 16 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. 28 F.
Sarkis
Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Loi, Paris-6. M^{re} Odéon. Tél.: 01-43-25-42-63. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 16 novembre.
Hans Seltzer, 30 ans de peinture
Galerie Lambert Rouland, 62, rue La Boétie, Paris-8. M^{re} Saint-Augustin. Tél.: 01-45-63-51-52. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 16 novembre.
Signes de terre
Musée-galerie de la Saïta, 12, rue Surcouf, Paris-7. M^{re} Invalides. Tél.: 01-45-56-50-17. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 23 novembre. Entrée libre.
Michel Sima, 1912-1987, sculpteur & photographe
Galerie Lucie Well-Seligmann, 6, rue Bonaparte, Paris-6. M^{re} Saint-Germain-des-Près. Tél.: 01-43-54-71-95. De 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 15 décembre.
Martin Szekely, Munio Weinraub Gitai
Centre Georges-Pompidou, 3^e étage, place Georges-Pompidou, Paris-4. M^{re} Rambuteau. Tél.: 01-44-78-12-33.

De 12 heures à 22 heures; samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 35 F.
Ger Van Elk
Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11^e. M^{re} Bastille. Tél.: 01-48-06-92-23. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 30 novembre.
Villette-Amazone, manifeste pour l'environnement au XXI^e siècle
Grande Halle de la Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris-19. M^{re} Porte-de-Pantin. Tél.: 01-40-03-75-03. De 14 heures à 20 heures; nocturne jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 1^{er} décembre. 40 F.
Sabine Weiss, photographe de lumière et de tendresse
Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carée-4, 8, grande galerie, Paris-1^{er}. M^{re} Châtelet-Les Halles. Tél.: 01-40-26-87-12. De 13 heures à 18 heures; samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 11 novembre. 10 F.

EXPOSITIONS ILE-DE-FRANCE

Berlin, une capitale en perspectives
Toit de la Grande Arche, 1, parvis de La Défense, 92 La Défense. Tél.: 01-49-07-27-57. De 10 heures à 19 heures. Nocturnes les mercredi jusqu'à 22 heures; jusqu'au 18 décembre. Jusqu'au 5 janvier. 40 F.
Eugène Carrière, le peintre et son univers autour de 1900
Musée municipal, jardin des Avelines, 60, rue Gounod, 92 Saint-Cloud. Tél.: 01-46-02-67-18. De 14 heures à 18 heures; mardi jusqu'à 19 heures; mercredi, samedi et dimanche de 10 heures à 12 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 5 janvier. Entrée libre.
Eaux de la biennale d'art contemporain
Théâtre du Casino, Ile Mathilde, gloriollette du Jardin du Lac, 95 Engien-les-Bains. Tél.: 01-34-12-10-24. Visites guidées samedi et dimanche de 14 heures à 18 heures et sur rendez-vous. Jusqu'au 15 décembre. Entrée libre.
Patrick Glória
Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, place Georges-Pompidou, 78 Monthry-le-Bretonneux. Tél.: 01-30-96-99-00. De 12 heures à 19 heures et les soirs de spectacle. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 7 décembre. Entrée libre.
Schuffenecker, 1851-1934
Musée départemental Maurice-Denis-le Prieur, 2 bis, rue Maurice-Denis, 78 Saint-Germain-en-Laye. Tél.: 01-39-73-72-87. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 12 janvier. 35 F.
Mérimée Tissarand
Musée Bossuet, palais épiscopal, 5, place Charles-de-Gaulle, 77 Meaux. Tél.: 01-64-34-84-45. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 6 janvier. 15 F.
Les Trésors de la sainte Russie
Musée de l'Hôtel-Dieu, rue Thiers, 78 Mantes-la-Jolie. Tél.: 01-34-97-91-40. De 11 h 30 à 18 heures; vendredi jusqu'à 22 heures; samedi jusqu'à 19 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 12 janvier. 30 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

CARLA'S SONGS

Film britannique de Ken Loach, avec Robert Carlyle, Oyanka Cabezas, Scott Glenn, Subash Singh, Stewart Preston, Gary Lewis (2 h 00).
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er}; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (01-42-77-14-55); Europa Pathébus (ex-Reflex Pathébus), 5^e (01-43-54-19-04); L'Arlequin, dolby, 6^e (01-45-44-28-80; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Rotonde, dolby, 6^e; La Pagode, 7^e (réservation: 01-40-30-20-10); Le Balzac, dolby, 8^e (01-45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (01-43-57-90-81); Gaumont Gobelins-Rodan, dolby, 12^e (01-47-07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); Majestic Popsy, dolby, 16^e (01-42-24-46-26; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).
CERTAINS L'AIMENT COURT, 4 LÉGENDES URBAINES
Film français d'Olivier Legan, Antonio Olivares, Eleonore Faucher, Christophe Ruggia (1 h 20).
Sept-Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20); Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-86; réservation: 01-40-30-20-10).
COEUR DE DRAGON
Film américain de Rob Cohen, avec Dennis Quaid, David Thewlis, Pete Postlethwaite, Dina Meyer, Julie Christie (1 h 43).
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er}; Gaumont Miramar, dolby, 8^e (réservation: 01-40-30-20-10); George-V, dolby, 8^e.
PASSAGE À L'ACTE
Film français de Francis Girod, avec Daniel Auteuil, Patrick Timsit, Anne Parillaud, Michèle Laroque, Marc Bernheim, Jean-Michel Norey (1 h 45).
Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38); 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Montparnasse, 6^e; La Pagode, dolby, 7^e (réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); Saint-

Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (01-43-87-35-43; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8^e; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); Les Nations, dolby, 12^e (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobelins-Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).
NOMME DÉSOLÉE
Film français de Vincent Dieutre (1 h 10).
VO: Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).
SLEEPERS (*)
Film américain de Barry Levinson, avec Kevin Bacon, Robert De Niro, Dustin Hoffman, Vittorio Gassman, Jason Patric, Brad Pitt (2 h 20).
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er}; UGC Odéon, 6^e; Gaumont Miramar, dolby, 8^e (réservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8^e; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11^e (01-43-57-90-81); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10).

AFRIQUES: COMMENT ÇA VA AVEC LA DOULEUR ?
de Raymond Depardon, français (2 h 45).
Saint-André-des-Arts II, 6^e (01-43-26-80-25).
AU LOIN S'EN VONT LES NUAGES
d'Aki Kaurismäki, finlandais (1 h 30).
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er}; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-70-33-88; réservation: 01-40-30-20-10); Epée-de-Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09); Saint-André-des-Arts I, 6^e (01-43-26-19-09).
BREAKING THE WAVES (*)
de Lars von Trier, danois (2 h 38).

Publicité

Grand théâtre

Slaves !

Romy Kushner - Jojo Lavelli

Petit théâtre

Prolongation jusqu'au 10 novembre

Bonbon acidulé

Rikardo Sued

Théâtre national de la Colline - 01 38 62 52 52

VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er}; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38); UGC Rotonde, 6^e; UGC Danton, dolby, 6^e; UGC Champs-Élysées, dolby, 6^e; UGC Opéra, dolby, 6^e; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (01-43-57-90-81); Ecurial, 13^e (01-47-07-28-04; réservation: 01-40-30-20-10); Miramar, 14^e (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).
CAPITAINE CONAN
de Bertrand Tavernier, français (2 h 10).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er}; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00); UGC Odéon, 6^e; UGC Montparnasse, 6^e; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8^e (01-43-87-35-43; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Triomphe, dolby, 8^e; UGC Opéra, 8^e; Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-00-02-48; réservation: 01-40-30-20-10); Les Nations, dolby, 12^e (01-43-43-04-67; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Gobelins-Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27; réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Popsy, dolby, 16^e (01-42-24-46-26; réservation: 01-40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).
CHRONIQUE COLONIALE
de Vincent Monnikendam,

hollandais, noir et blanc (1 h 29).
VO: Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).
ENCORE
de Pascal Bonitzer, français (1 h 35).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er}; Saint-Germain-des-Près, 5^e; G.-de-Beaugrenelle, 6^e (01-43-22-87-23; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; La Balzac, 8^e (01-45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81); Ecurial, 13^e (01-47-07-28-04; réservation: 01-40-30-20-10).
LES ENFANTS DE LA NATURE
de Fridrik Thor Fridriksson, islandais (1 h 25).
VO: L'Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63).
FEW OF US
de Shearunas Bartas, lituanien (1 h 45).
VO: Les Trois Lueurs, 6^e (01-46-33-97-77; réservation: 01-40-30-20-10).
HAPPY HOUR
de Steve Buscemi, américain (1 h 35).
VO: Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40; réservation: 01-40-30-20-10); Espace Saint-Michel, dolby, 5^e (01-44-07-20-49); Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-19-08; réservation: 01-40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11^e (01-43-57-90-81); Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation: 01-40-30-20-10).
LE JARDIN
de Martin Sulk, franco-slovaque (1 h 40).
VO: Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
LOVE STAIR
de John Schlesinger, américain (2 h 15).
VO: UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{er}; Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-55); Sept-Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20).
MIKHAIL KOBAKHIDZE, (cinq courts métrages inédits)

de Mikhail Kobakhidze, géorgien, noir et blanc (1 h 13).
Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09).
MISSION: IMPOSSIBLE
de Brian De Palma, américain (1 h 50).
VO: UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er}; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3^e (01-42-77-14-55); 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6^e (01-46-33-79-38); 14-Juillet Odéon, dolby, 6^e (01-43-25-59-83; réservation: 01-40-30-20-10); Bretagne, dolby, 6^e (01-39-17-10-00; réservation: 01-40-30-20-10); Gaumont Miramar, dolby, 8^e (01-43-20-10); Publicis Champs-Élysées, 8^e (01-47-20-76-23; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8^e; Max-Linder Panorama, THX, dolby, 8^e (01-48-24-88-88; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Opéra, dolby, 9^e; UGC Lyon-Bastille, dolby, 12^e; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (01-45-80-77-00; réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-45-75-79-79); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15^e (réservation: 01-40-30-20-10); Majestic Popsy, dolby, 16^e (01-42-24-46-26; réservation: 01-40-30-20-10); UGC Maillot, 17^e; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation: 01-40-30-20-10); 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (réservation: 01-40-30-20-10).
PARFAIT AMOUR (**)
de Catherine Breillat, français (1 h 50).
14-Juillet Beaubourg, 3^e (01-42-77-14-55); 14-Juillet Odéon, 6^e

« Les Dernières Nouvelles d'Alsace » seraient à la recherche d'actionnaires

LES DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE (DNA) est l'un des plus beaux démons du groupe de Philippe Hersant France-Antilles. Avec une diffusion totale de 212 000 exemplaires, le quotidien affiche en 1995 un chiffre d'affaires de près de 600 millions de francs et un résultat net et opérationnel de 23 millions. Depuis la mort de Robert Hersant, les rumeurs de vente du quotidien alsacien circulent. Interrogé sur ces bruits, la direction des DNA les a démentis, lors d'un comité d'entreprise le 22 octobre, mais a confirmé que les actions détenues par la Société centrale d'investissements (SCI), créée par Jean-Marc Vernès, étaient à vendre et que le groupe était à la recherche d'un ou plusieurs actionnaires.

A la SCI, on estime toutefois qu'il n'y a pas de projets de cession « à court ou moyen termes », qu'aucune négociation n'est en cours, tout en reconnaissant que « la SCI n'était pas un spécialiste de la presse et ne resterait pas indéfiniment ».

Ami de Robert Hersant, Jean-Marc Vernès a décliné quelques semaines avant lui l'avait épaulé lors du rachat des DNA par le groupe Hachette en 1993, par l'intermédiaire de la SCI, dont sa famille détient 30 %. Dans un montage complexe, les DNA sont détenues à 70 % par la Société alsacienne des médias (SAM). La SAM est détenue à 30 % par L'Est Républicain et à 70 % par Multimédia futur, elle-même détenue à 50/50 par France-Antilles et par la SCI. Ce sont ces 50 % qui sont en vente. Ils représentent environ un cinquième

du capital du journal. Mais l'entrée d'un nouvel actionnaire ne risque-t-elle pas de modifier les rapports jusque-là à l'avantage de Philippe Hersant, au sein de Multimédia futur ?

Cette cession de parts est un nouveau rebondissement dans le feuilleton des DNA depuis 1993. France-Antilles avait repris 51 % du capital pour 330 millions de francs. Mais le tribunal avait imposé au groupe de racheter au même prix les parts des actionnaires minoritaires. Coût final pour France-Antilles, la SCI et L'Est républicain : 650 millions de francs. Une rallonge qui intervenait au mauvais moment, alors que la santé de Robert Hersant déclinait et que Jean-Marc Vernès était atteint par un scandale financier.

De nombreux noms circulent pour la reprise de ses parts, allant d'investisseurs financiers à des groupes de presse français ou étrangers : le Crédit mutuel, propriétaire du quotidien voisin, L'Alsace, les allemands Bertelsmann ou le groupe de presse régional WAZ, les suisses Ringier ou la Basler Zeitung, etc. Reste à déterminer à quoi ils sont candidats : à être simple sleeping partner, comme la SCI, ou à vouloir prendre à terme le contrôle du quotidien ? Reste à savoir enfin, si c'est bien une part minoritaire qui est en vente ou si un changement d'actionnaire ne remettra pas en cause la fragile équilibre entre les partenaires propriétaires des DNA.

Alain Salles

Hachette va fusionner « Le Provençal » et « Le Méridional »

L'annonce du groupe de presse crée un « électrochoc » à Marseille, l'une des rares villes françaises à avoir des journaux d'opinion

MARSEILLE

Reunies par leur direction, les rédactions du Provençal et du Méridional ont appris, mercredi 30 octobre, que le groupe Hachette, à qui les deux titres appartenaient, avait décidé de les fusionner. Les rumeurs filtraient depuis lundi, date d'une réunion de cadres consacrée au sujet, alors que, mardi, les comités d'entreprise étaient informés.

Pour Jean-Pierre Millet, le PDG du groupe, la fusion, qui doit déboucher sur la création d'un nouveau titre, se fera vite, sans qu'aucun délai n'ait été précisé. Les deux journaux ont déjà des services communs : fabrication, services commerciaux et publicitaires, antennes locales et suppléments thématiques. Il s'agit donc désormais de réunir les deux rédactions, 165 personnes pour Le Provençal, « organe des socialistes et républicains », sur lequel régnait longtemps Gaston Defferre : 61 pour Le Méridional, historiquement marqué à droite, et même très à droite quand l'éditorialiste Front national, Gabriel Domenech, officiait.

Les raisons économiques du regroupement sont ainsi annoncées par la direction : le chiffre d'affaires de la publicité aurait chuté de 26 %, celui des petites annonces plus encore et la hausse du prix du papier a accéléré les déficits. A la fin de l'année 1996, les deux titres devraient, ensemble, vendre moins de deux cent mille numéros sur leur zone de diffusion, avec un taux de pénétration de 21,9 % dans

les foyers des Bouches-du-Rhône, bien en deçà du reste de la presse quotidienne régionale. Au reste, le prix de vente a été augmenté l'an dernier de 12 %, mais cela n'a accru le chiffre d'affaires des ventes que de 2,8 %. La diffusion n'a cessé de décliner. Le Provençal affichait en 1995 une diffusion payée de 141 170 exemplaires contre 150 000 à la fin des années 80, tandis que Le Méridional, avec 61 071 exemplaires, a perdu 3 000 exemplaires.

PAS DE LICENCIEMENT PRÉVU Il faut donc renoncer à l'exception locale de trois quotidiens d'opinion dans la ville : avec le journal communiste La Marseillaise, pour se lancer dans l'avenir d'un titre capable de rassembler les deux lectorats, puis de les accroître. M. Millet parle donc sur un journal au titre changeant, « privilégiant l'information de proximité mais couvrant aussi largement l'information nationale et internationale (...) ouvert à tous les courants de pensée, indépendant, objectif et rigoureux ». Selon la direction, aucun licenciement n'est prévu : des départs ouverts par la clause de conscience, ou volontaires, devraient amener les effectifs rédactionnels entre 160 et 200 personnes.

Malgré le recentrage politique récent des deux titres, la nouvelle a provoqué un électrochoc dans la ville. Gérard Chénaz, adjoint au maire UDF, avoue qu'il ne voulait « pas le croire ». Il s'agit d'une des rares villes françaises à avoir des journaux d'opinion.

du monde », à son avis indispensables à la démocratie. Bruno Gilles, maire RPR de secteur, inquiet pour l'emploi des journalistes, est prêt à se joindre d'une volonté plus grande de proximité de la part du futur journal. Mais il s'interroge sur son positionnement politique et sur le respect des débats qui ont actuellement lieu par l'intermédiaire des deux organes séparés.

Pour Michel Pezet, socialiste, on est dans la « logique » de l'éloignement du Provençal de ses engagements politiques depuis plusieurs années. C'est, selon lui, un rétrécissement supplémentaire de l'espace du débat public. Philippe Sanmarco, conseiller municipal socialiste, est sur la même longueur d'ondes. Il avait justement évoqué, lors du dernier conseil, le recentrage du Provençal qu'il a vu s'opérer durant le règne du maire, Robert Vigoreux, et s'accentuer lors des dernières élections. Le président socialiste du conseil général, Lucien Weygand, espérait pour sa part que « la fusion ne [mettrait] pas en cause le pluralisme ».

Des deux côtés, on s'interrogeait : La Marseillaise, dernier quotidien communiste en région, pourrait-elle profiter de la fusion de ses concurrents ? Gérard Chénaz, par exemple, qui la trouve « de mieux en mieux, malgré ses désaccords idéologiques », se demande si elle sera capable de devenir « le grand journal progressiste local ». Alors que Michel Pezet, qui voit, lui aussi, se dégager un es-

pace devant ce quotidien, reste sceptique sur sa capacité à s'ouvrir encore pour en profiter.

Ce regroupement pourrait cependant donner lieu à de nouvelles batailles : les actionnaires qui avaient vendu leurs parts au groupe Hachette auraient reçu l'assurance écrite qu'il n'y aurait pas de fusion entre les deux titres. Il n'est pas exclu que certains d'entre eux tentent des recours juridiques. Des questions se posent enfin sur l'avenir de Var-Matin, qui appartient également au groupe Hachette et qui connaît aussi des difficultés économiques. Quelle sera sa place entre ce nouveau quotidien régional et Nice-matin, alors qu'on évoque une entrée d'Hachette dans le capital du journal de la Côte d'Azur ?

Michel Samson

NUMÉRIQUE : la direction de Première, chaîne à péage allemande, a annoncé, mercredi 30 octobre, qu'elle exige près de 120 millions de francs de dommages et intérêts de Léo Kirch, qui détiend 25 % de son capital aux côtés de Bertelsmann et Canal Plus (37,5 % chacun). Depuis le lancement, à la fin juillet, de DF 1, bouquet numérique de Léo Kirch, le groupe allemand et la chaîne à péage se disputent la diffusion des films en première exclusivité. Bertelsmann et Canal Plus ont autorisé, lundi 28 octobre, le lancement de Première à entamer une action en justice contre Kirch.

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
12.50 A vrai dire. Magazine.	12.15 Pyramide. Jeu. 12.50 et 13.40 Météo.	12.32 Journal. Keno. 12.35 Parole d'Expert. Invité : Patrick Laffont.	12.55 Attention santé. Le foie biochimiste. 13.00 Chasseurs de trésors. Le trésor du kronos. 13.30 Demain l'entreprise. Les coulisses de l'AMPE. 14.00 Cloître et secrets de la Chine. 15.00 Les Secrets de l'enfant sauvage. 16.00 Le Journal de la création. 16.30 Escapes francophones. La Colombe. 17.25 Alf. 18.00 Des religions et des hommes. 18.15 Cinq sur cinq inventions. 18.30 Le Monde des animaux.	12.23 Les Routes du paradis. Série. Changement de vie. 13.25 La Colte ou la Cordé. Ténérif de Jerry Jameson, avec James Armes. (88 min). 15.05 Drôles de dames. Série. Il faut savoir tout faire. 16.45 Télé casting. Musique. 17.05 et 22.25 Faites comme chez vous. Invités : Olivier Bouras et Tribal Jam. 18.00 Space 2063. Série. La permission. 18.55 Highlander. Série. Pour l'amour de Kail. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Une bouqu d'enfer. Série. 20.35 Passé simple. Les années Glacard.	► En clair jusqu'à 13.55 12.30 La Grande Famille. 13.35 Timemaster. Film de J. Glickenstein (1994, 96 min). 15.10 L'Hebdo de Michel Field (rediff.). 16.10 Juste Cause. Film d'Arne Glimcher, avec Sean Connery (1995, 98 min). 17.50 Pas si vite. 17.55 Football. En direct. Aik Soha-Nimes. Match retour du 2 ^e tour de la Coupe des coupes. ► En clair jusqu'à 20.35 20.00 Rugby. Les phases finales du championnat de Nouvelle-Zélande. 20.30 Le Journal du cinéma.	20.00 Le Rythme et la Raison de Renaud Camus. 4. La Bibliothèque. 20.30 Jeux de mémoire. Maslay. 21.30 Fiction. Avignon 96. Véra Strasser et Roman-Hélène, de Louis Aragon. 22.00 Nuits magnétiques. Passé immédiat. 0.01 Du jour au lendemain. Abdelader Djemel (Série rouge). 0.45 Les Coups de Maitre Hall. Journée du 1 ^{er} avril 1945 (0. 1.00 Les Nuits de France-Culture. (rediff.). Luchini : 2.25. Le déser : 4.00. La Musique et les Hommes (2) : 6.25. Jean-Noël Jeanneney (La Grand Pan).
13.00 Journal. Météo. 13.35 Femmes. Magazine. 13.40 Les Feux de l'amour. Feuilleton. 14.35 Dallas. Feuilleton. 16.10 et 5.10 La Chance aux chansons. 16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.30 Sauvés par le gong. Série. Vaincre sa peur. 17.55 Hardye coeurs à vie. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.10 Le Rebelle. Série. La pique. 19.15 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal. Tercé.	14.55 Le Renard. Série. Service entre amis. 15.55 Tercé. 16.10 et 5.10 La Chance aux chansons. 16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu. 17.30 Sauvés par le gong. Série. Vaincre sa peur. 17.55 Hardye coeurs à vie. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.10 Le Rebelle. Série. La pique. 19.15 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.45 Météo. 20.00 Journal. Tercé.	16.05 Tennis à Bercy. (65 min). 7810784 17.10 Les Minikéums. Invité : Les Tortues Ninja. 17.45 Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.48 Un livre, un jour. Les Deux Fins d'Orimio korabegovic, de Janine Mattillon. 18.55 Le 19-20. 19.08 L'Information. 19.08 Journal régional. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport.	19.00 Lucky Luke. Dessin animé. (36/52) Hors-la-loi, de Morris, Bill Hanna et Joe Barbera (30 min). 8702 19.30 7/2. La saumon des pays de l'est, cinq ans d'information. 30 min. 7073 20.00 et 2.15 - Tanner for President. Feuilleton (5/10) de Robert Altman, avec Michael Murphy (30 min). 4098 20.30 8 1/2 Journal.	20.50 20.50 COUP DE FOUDEUR. Film de Diane Kurys (1992, 105 min). 358509 Le meilleur film de Diane Kurys, remarquablement réalisé et interprété (Isabelle Huppert et Michel Bouillon), c'est l'Occident parfait. 22.45 EMBRYO. Film de Ralph Nelson avec Rock Hudson, Diane Ladd (1976, 100 min). 3218122 Un Américain se livre à des manipulations génétiques sur des fœtus artificiels. Il réussit à créer une belle jeune femme qu'il nomme Victoria et dont il s'éprend. Thème semblable à celui de La Françoise de Frankenstein, mais dans un contexte moderne. 0.35 Lady Blue. Série. Sylvie. 1.25 Best of Trash. 3.10 Jazz 6. Magazine. 4.05 Hot Fuzz. Magazine. 4.35 La Palaise du diable. Documentaire. 5.35 Culture pub. Magazine (25 min).	20.35 EL MARIACHI. Film de Robert Rodriguez avec Carlos Gallardo (1992, 82 min). 249615 22.00 Maman jusqu'à l'italienne. Documentaire de Martin Amund (25 min). 43877 22.25 Flash d'information. 22.35 FLESH AND BONE. Film de Steve Kloves avec Dennis Quaid, Meg Ryan (1993, va, 121 min). 4815308 Un gamin de dix ans a assisté au massacre d'une famille par son père. Il a pu sauver un bébé. Trente ans plus tard, il recueille une jeune femme paumée et mal mariée et voit ressurgir son père. 0.35 Les Millies. Les traies de la liberté. Film de Sébastien Grall (1995, 103 min). 9887371 2.20 Les Gens de B.A.M. Documentaire (30 min). 8215888	22.00 Concert. Donné en direct des Champs-Élysées, à Paris, par l'Orchestre national de France, dir. Riccardo Muti : Beethoven et Mahler, de Puccini ; Symphonie n° 8 de Schubert ; de Schubert ; Tableaux d'une exposition (orchestration de Navel), de Moussorgski. 22.30 Musique phuril. Mai - Barabari II pour fêter l'été en sol, de Jogi Yues ; Sonate pour violon et piano, de Nigg. 23.07 Histoire de disques. Cœur de France, Strauss, Tchaïkovski, Brahms, Verdi, etc. 0.00 Tapaage nocturne. Étranges sonores. Chœurs de Lander, Tom, 1.00 Les Nuits de France-Musique.
20.35 FOOTBALL. En direct du Parc des Princes. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe (1 ^{er} de finale retour) : Paris SG-Galatasaray (Turc). 20.45 Coup d'envoi : 21.30, M4-temps. Météo, Traffic info : 21.45, 2 ^e période (125 min). 8260122	20.55 ENVOYÉ SPÉCIAL. La révolution morale : La femme du Président. Reportage : Cochabamba, la prison des miracles (125 min). 9464073 23.00 Expression directe. FNSEA.	20.50 TÊTE À CLAQUES. Film de et avec Francis Perrin (1981, 92 min). 638857 Un chauffeur de taxi, vivant avec son fils de dix ans, se trouve en difficulté d'une « gosse de riche ». 22.25 Journal. Météo.	20.45 ► SOIRÉE THÉMATIQUE : LA CRISE DU RÊVE AMÉRICAIN. Documentaire de Pascal Dupont et Philippe Tabarly (74 min). 100370035 Documentaire. Berkeley High School, de Scott Andrews (155 min). 40025 Il y a vingt ans, Berkeley a été la première grande ville à supprimer la ségrégation raciale dans ses écoles. Aujourd'hui, les étudiants se regroupent « spontanément » par origine ethnique. Le rêve passé d'un melting pot. 22.55 ► La Main droite du diable. Film américain d'Ida Lupino avec Claire Trevor (1952, v.o., rediff., 80 min). 2588888. Une femme qui mène une vie modeste et rêve de richesses et de mondanités pousse sa fille à fréquenter un club de tennis huppé et à devenir une championne. 1.00 Jeu, set et match (Hard, Fast and Beautiful) Film américain d'Ida Lupino avec Claire Trevor (1952, v.o., rediff., 80 min). 2588888. Une femme qui mène une vie modeste et rêve de richesses et de mondanités pousse sa fille à fréquenter un club de tennis huppé et à devenir une championne.	20.50 20.50 COUP DE FOUDEUR. Film de Diane Kurys (1992, 105 min). 358509 Le meilleur film de Diane Kurys, remarquablement réalisé et interprété (Isabelle Huppert et Michel Bouillon), c'est l'Occident parfait. 22.45 EMBRYO. Film de Ralph Nelson avec Rock Hudson, Diane Ladd (1976, 100 min). 3218122 Un Américain se livre à des manipulations génétiques sur des fœtus artificiels. Il réussit à créer une belle jeune femme qu'il nomme Victoria et dont il s'éprend. Thème semblable à celui de La Françoise de Frankenstein, mais dans un contexte moderne. 0.35 Lady Blue. Série. Sylvie. 1.25 Best of Trash. 3.10 Jazz 6. Magazine. 4.05 Hot Fuzz. Magazine. 4.35 La Palaise du diable. Documentaire. 5.35 Culture pub. Magazine (25 min).	20.35 EL MARIACHI. Film de Robert Rodriguez avec Carlos Gallardo (1992, 82 min). 249615 22.00 Maman jusqu'à l'italienne. Documentaire de Martin Amund (25 min). 43877 22.25 Flash d'information. 22.35 FLESH AND BONE. Film de Steve Kloves avec Dennis Quaid, Meg Ryan (1993, va, 121 min). 4815308 Un gamin de dix ans a assisté au massacre d'une famille par son père. Il a pu sauver un bébé. Trente ans plus tard, il recueille une jeune femme paumée et mal mariée et voit ressurgir son père. 0.35 Les Millies. Les traies de la liberté. Film de Sébastien Grall (1995, 103 min). 9887371 2.20 Les Gens de B.A.M. Documentaire (30 min). 8215888	22.00 Concert. Donné en direct des Champs-Élysées, à Paris, par l'Orchestre national de France, dir. Riccardo Muti : Beethoven et Mahler, de Puccini ; Symphonie n° 8 de Schubert ; de Schubert ; Tableaux d'une exposition (orchestration de Navel), de Moussorgski. 22.30 Musique phuril. Mai - Barabari II pour fêter l'été en sol, de Jogi Yues ; Sonate pour violon et piano, de Nigg. 23.07 Histoire de disques. Cœur de France, Strauss, Tchaïkovski, Brahms, Verdi, etc. 0.00 Tapaage nocturne. Étranges sonores. Chœurs de Lander, Tom, 1.00 Les Nuits de France-Musique.
22.40 TOUT EST POSSIBLE. Magazine présenté par Jean-Marc Morandini. Invité : Dave (85 min). 5785702 Morandini reçoit Arthur, le fils de Sylvie Krystel - alias Emmanuelle - qui témoigne de la vie qui fut la sienne auprès d'une mère qui représentait l'un des symboles de la libération sexuelle. 0.05 Les Rendez-vous de l'entreprise. Invité : Frédéric Tiberghien, PDG de Chronopost. 0.25 Journal. Météo. 0.48 et 1.40, 2.20, 3.15, 4.30, 5.05 Histoires naturelles. 1.30 et 2.10, 3.15, 4.20 TFI nuit. 5.00 Musique.	23.40 CANICULE. Film d'Yves Boisset avec Lee Marvin, Victor Lanoux (1993, 93 min). 9951828 Un garsier américain, poursuivi par la police à travers la Beauce, se réfugie dans une ferme dont les habitants vont se révéler aussi dangereux que des crocodiles. 0.45 Journal. Bourse. Météo. 1.05 Tennis. 11 ^e Open de Bercy (75 min). 7897130 2.45 Eurocopa. Dernière réunion. 3.45 24 heures d'info. 3.55 Météo. 4.00 L'Éclat d'Europe. 4.30 Les Grands Travaux du monde. Les étonnantes. 5.00 Musique.	22.55 QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ? Magazine littéraire présenté par Jean-Michel Mariou. La guerre des dieux ; Écrire ; rencontre avec l'écrivain Christian Gailly ; Cabu reporter ; Visuel ; Lecture : Une histoire : Sépia ; Images d'archives ; Robit plus ; Kevin Camy (Écriture en se moquant) ; Prière d'insérer (50 min). 5778881 23.45 Espace francophone. Tranche de ville : Port-Louis, Ile Maurice. 0.35 Capitaine Furlito. Série. Les rats n'aiment pas la musique. 1.00 Musique. Gratioli. Concert pour piano et orchestre op. 33, 2 ^e et 3 ^e mouvements, de Dvorak, par Igor Ardanov, l'Orchestre symphonique de Prague, Petr Altrich, dir (130 min).	22.45 Ciné Cinémas 20.30 La Blonde explosive. Film de Frank Tashlin (1957, v.o., 50 min). 2162108 22.00 Les Possédés. Film d'Andrzej Wajda (1967, 115 min). 4195224 23.55 La Dame aux camélias. Film de Mauro Bolognini (1980, 110 min). 61940280	20.00 Le Meilleur du pire. 20.35 Réve de singe. Film de Marco Ferreri (1977, 115 min). 38849122 22.30 La Dernière Chance. Film de John Huston (1972, va, 95 min). 8998851 0.05 Souvenir. Jolie poupée : Sylvie Vartan. 1.10 Sessions. Thursday Vite Eat Italian (25 min).	20.35 EL MARIACHI. Film de Robert Rodriguez avec Carlos Gallardo (1992, 82 min). 249615 22.00 Maman jusqu'à l'italienne. Documentaire de Martin Amund (25 min). 43877 22.25 Flash d'information. 22.35 FLESH AND BONE. Film de Steve Kloves avec Dennis Quaid, Meg Ryan (1993, va, 121 min). 4815308 Un gamin de dix ans a assisté au massacre d'une famille par son père. Il a pu sauver un bébé. Trente ans plus tard, il recueille une jeune femme paumée et mal mariée et voit ressurgir son père. 0.35 Les Millies. Les traies de la liberté. Film de Sébastien Grall (1995, 103 min). 9887371 2.20 Les Gens de B.A.M. Documentaire (30 min). 8215888	22.00 Concert. Donné en direct des Champs-Élysées, à Paris, par l'Orchestre national de France, dir. Riccardo Muti : Beethoven et Mahler, de Puccini ; Symphonie n° 8 de Schubert ; de Schubert ; Tableaux d'une exposition (orchestration de Navel), de Moussorgski. 22.30 Musique phuril. Mai - Barabari II pour fêter l'été en sol, de Jogi Yues ; Sonate pour violon et piano, de Nigg. 23.07 Histoire de disques. Cœur de France, Strauss, Tchaïkovski, Brahms, Verdi, etc. 0.00 Tapaage nocturne. Étranges sonores. Chœurs de Lander, Tom, 1.00 Les Nuits de France-Musique.
TV 5 19.30 Journal rssi. 20.00 L'Attentat. Film d'Yves Boisset (1972, 115 min). 7122948 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal France 2. 22.35 La Marche du siècle. 0.05 Courants d'art. 0.30 Soir 3 (France 3).	22.10 De l'arbre au violon. Ou comment rester soi-même quand on fréquente Stradivari. 23.00 De Suez à la guerre du Golfe. (2/2) La paix américaine (1954-1991). 23.55 Le Sacrifice de la reine. 0.30 La Légende des bateaux volants (58). 1.30 Alba mosca (50 min).	12.00 Tennis. En direct du POPB. Open de Paris-Bercy (720 min). 0.00 Ktende. D'Alain Marie Thomas. Un documentaire sur le peuple Mossi de Tanzanie. 1.10 Cybervision (60 min).	20.30 Amérez. Les tambours. Film de Georges Lautner (1960, N., 105 min). 1945801 22.15 Le Dictateur. Film de Charles Chaplin (1939-1940, N., 130 min). 4230677 0.25 Le Club. Invité : Pascal Bonitzer (75 min).	20.00 Le Meilleur du pire. 20.35 Réve de singe. Film de Marco Ferreri (1977, 115 min). 38849122 22.30 La Dernière Chance. Film de John Huston (1972, va, 95 min). 8998851 0.05 Souvenir. Jolie poupée : Sylvie Vartan. 1.10 Sessions. Thursday Vite Eat Italian (25 min).	20.35 EL MARIACHI. Film de Robert Rodriguez avec Carlos Gallardo (1992, 82 min). 249615 22.00 Maman jusqu'à l'italienne. Documentaire de Martin Amund (25 min). 43877 22.25 Flash d'information. 22.35 FLESH AND BONE. Film de Steve Kloves avec Dennis Quaid, Meg Ryan (1993, va, 121 min). 4815308 Un gamin de dix ans a assisté au massacre d'une famille par son père. Il a pu sauver un bébé. Trente ans plus tard, il recueille une jeune femme paumée et mal mariée et voit ressurgir son père. 0.35 Les Millies. Les traies de la liberté. Film de Sébastien Grall (1995, 103 min). 9887371 2.20 Les Gens de B.A.M. Documentaire (30 min). 8215888	22.00 Concert. Donné en direct des Champs-Élysées, à Paris, par l'Orchestre national de France, dir. Riccardo Muti : Beethoven et Mahler, de Puccini ; Symphonie n° 8 de Schubert ; de Schubert ; Tableaux d'une exposition (orchestration de Navel), de Moussorgski. 22.30 Musique phuril. Mai - Barabari II pour fêter l'été en sol, de Jogi Yues ; Sonate pour violon et piano, de Nigg. 23.07 Histoire de disques. Cœur de France, Strauss, Tchaïkovski, Brahms, Verdi, etc. 0.00 Tapaage nocturne. Étranges sonores. Chœurs de Lander, Tom, 1.00 Les Nuits de France-Musique.
Planète 19.30 Dernière la fenêtre. 19.50 Oana, une adolescence. 20.20 Un cadeau pour la postérité. 20.35 Donald Brittain, cinéaste.	21.00 La Bête humaine. Film de Jean Renoir (1938, N., 100 min). 94613889 22.40 Le J.T.S. 23.10 Pépé le Moko. Film de Julien Duvivier (1936, N., 95 min). 68778122	Ciné Cinéma 20.30 La Blonde explosive. Film de Frank Tashlin (1957, v.o., 50 min). 2162108 22.00 Les Possédés. Film d'Andrzej Wajda (1967, 115 min). 4195224 23.55 La Dame aux camélias. Film de Mauro Bolognini (1980, 110 min). 61940280	Série Club 19.35 Capitaine Sarratt. Manuscrit. 20.20 Mon amie Plicka. Le loup blanc. 20.45 Section contre enquête. 21.40 et 4.45 Espionne et Lais-toi. L'homme qui n'en savait rien. 22.30 Flash. Une vague de froid. 23.50 Quincy. Course à la mort (155 min).	Canal Jimmy 20.00 Le Meilleur du pire. 20.35 Réve de singe. Film de Marco Ferreri (1977, 115 min). 38849122 22.30 La Dernière Chance. Film de John Huston (1972, va, 95 min). 8998851 0.05 Souvenir. Jolie poupée : Sylvie Vartan. 1.10 Sessions. Thursday Vite Eat Italian (25 min).	Les films sur les chaînes européennes RTBF 1 20.35 La Fille de d'Artagnan. Film de Bertrand Tavernier (1994, 130 min). Avec Sophie Marceau, Philippe Noiret. Arrivées. 22.45 Un été insolable. Film de Lucien Platteau (1994, 95 min). Avec Kristin Scott-Thomson. Drame. RTL 9 20.30 Une femme en péril. Film de Peter Yates (1988, 100 min). Avec Kelly McGillis. Drame. 22.15 L'Amour poursuit. Film d'Alan Rudolph (1989, 95 min). Avec Tom Berenger. Comédie policière. 0.05 Le feu de la vérité. Film de Robert Hossein (1961, N., 90 min). Avec Jean Servais. Drame. TMC 20.35 Tendresse en la nuit. Film de Henry King (1962, 105 min). Avec Jennifer Jones. Drame.	Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans Le Monde ► Télévision-Radio-Multimédia ► On peut voir. ► Ne pas manquer. ► Chef-d'œuvre ou classique. ► Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

هكذا من الاعمال

هكذا من الاصل

Le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 27 700 en septembre

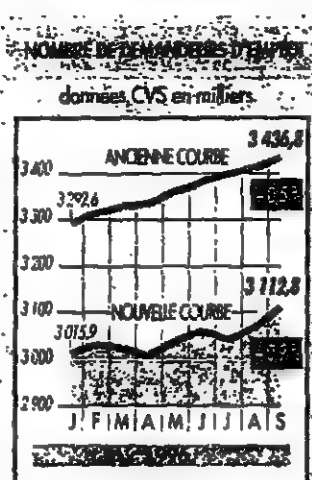
Le chômage continuerait de s'accroître en 1997 malgré la reprise de l'activité

LE NIVEAU du chômage n'en finit décidément pas de monter. Selon les statistiques publiées jeudi 31 octobre par le ministère du travail, une nouvelle dégradation du marché du travail a été enregistrée en septembre, avec une augmentation de 27 700 du nombre des demandeurs d'emplois (catégorie 1, en données CVS, les données corrigées des variations saisonnières). A la fin de ce mois, on dénombrait donc 3 112 900 chômeurs, soit une hausse de 0,9 % sur un mois et de 5,8 % sur un an.

Si l'on ajoute à ce chiffre les personnes qui ont eu une activité de plus de 78 heures dans le mois (catégorie 6), mais qui ne sont plus prises en compte dans le « baromètre » officiel, le nombre des demandeurs d'emploi atteint même 3 436 800 en septembre, en progression de 0,5 % sur un mois et de 6,9 % sur un an. De son côté, le taux de chômage, lui, est de 12,6 % à la fin septembre, soit une hausse de 0,1 point en un mois et de 1,2 point en un an.

Quel que soit le mode de calcul, le bilan est donc fortement préoccupant pour le gouvernement puisqu'il fait apparaître une hausse du nombre des demandeurs d'emploi comprise entre 170 000 et 220 000 depuis un an. Plus grave, la tendance récente semble très mal orientée : pour les seuls mois d'août et septembre, la progression atteint 67 200.

Le gouvernement pourra, certes, arguer que des facteurs saisonniers viennent peser sur les statistiques. D'abord, à la fin de l'été, de nombreux emplois temporaires disparaissent : les fins de contrats à durée déterminée sont donc en hausse sensible en septembre (+ 3,3 % en données CVS et + 39,6 % en données brutes). De



Source : ministère du travail (DARES) et ANPE

surcroît, c'est l'époque au cours de laquelle de nombreux jeunes arrivent sur le marché du travail, ce qui allonge d'autant les files d'attente devant les ANPE.

Mais ces raisons n'expliquent pas tout. Si le chômage gagne encore du terrain, c'est d'abord parce que la conjoncture économique continue de traverser une période de turbulences. Avec une croissance qui a été négative de 0,4 % au deuxième trimestre et qui devrait à peine dépasser 1 % en 1996, le marché du travail est logiquement dégradé. Et les entreprises qui, durant les premiers mois de l'année, ont cru à un redémarrage plus rapide de l'activité, ajustent avec un peu de retard leurs effectifs.

Les statistiques du ministère du travail vont donc commencer à prendre en compte les grandes vagues de licenciements qui ont été annoncées depuis le printemps. Moulins, DMC, Crédit

lyonnais, Pechiney, Eurotunnel, Alcatel CIT, Laiterie de Roubaix, travaux publics, bâtiments... De jour en jour, la liste des entreprises ou des secteurs d'activité sinistrés s'allonge et on le mesure dans les chiffres officiels : au mois de septembre, le nombre des licenciements économiques a atteint 28 795, soit une hausse de 7,6 % sur un an.

CONJONCTURE PRUDENTE

Il est exact, pourtant, que l'activité donne quelques signes de reprise. Dans sa dernière enquête mensuelle dans l'industrie, publiée jeudi, l'Insee relevait ainsi que « les perspectives générales s'améliorent sensiblement » et que « les chefs d'entreprise anticipent une nouvelle amélioration de leur activité pour la fin de l'année ».

Alors pourquoi les chiffres du chômage n'en portent-ils pas la trace ? En fait, si la reprise économique l'y a, au cours des prochains mois – ce qui semble assez probable –, elle sera beaucoup plus trépidante par les entreprises, qui vont reconstituer leurs stocks, que

par les consommateurs, qui, après avoir beaucoup puisé dans leur épargne ces derniers temps, risquent désormais de se montrer prudents. La reprise des prochains mois pourrait donc présenter deux caractéristiques : d'abord, elle sera beaucoup moins soutenue qu'en 1994 ; ensuite, elle risque d'être pauvre en emplois.

La plupart des prévisions des grands instituts de conjoncture mettent d'ailleurs en évidence ce paradoxe : leurs simulations laissent à penser que la croissance pourrait revenir sur un rythme de 2 à 2,3 % en 1997, mais que le chômage, lui, continuerait de progresser. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) estime ainsi que, selon l'ancien « baromètre », le nombre des demandeurs d'emploi devrait franchir la barre symbolique des 3,5 millions courant 1997, pour s'établir précisément à 3 530 000 à la fin de l'année. Autant dire que la « fracture sociale » n'est pas près de se réduire.

Laurent Mauduit

Désaccords au sein du PS sur le projet économique

M. Rocard se démarque des choix de la direction

« ESPRIT DE BANDE ». Concluant un réquisitoire prononcé sur un ton mesuré contre la politique du gouvernement, ciblé sur la Corse, la privatisation de Thomson et la justice, Lionel Jospin a lâché tout aussi tranquillement ces trois mots qui sonnaient comme un verdict sans appel. « On a l'impression, a déclaré le premier secrétaire du Parti socialiste sur France 2, mercredi 31 octobre, que ce ne sont pas l'esprit et la lettre de la République qui inspirent les plus hauts sommets du pouvoir, mais comme une sorte d'esprit de bande, et cela m'inquiète ». « Nous, socialistes, a-t-il enchaîné, nous essayons de travailler et devons être un pôle de stabilité et de sérieux ».

De 10 heures à 20 heures, les socialistes ont justement débattu de leur projet économique à partir des dix priorités présentées par Henri Emmanuelli (Le Monde du 31 octobre). Seuls l'éducation, la santé et l'aménagement du territoire ont été laissés de côté par la commission d'élaboration. Le débat s'étant focalisé sur l'emploi des jeunes, la CSG, la fiscalité, la durée

du travail et la relance. Le « programme national pour l'emploi des jeunes » visant à augmenter les embauches de jeunes de 600 000 en deux ans a fait l'objet de critiques, non sur l'objectif mais sur les modalités.

Michel Rocard s'est opposé à l'idée d'une « obligation légale » portant en deux ans la proportion de jeunes de moins de 25 ans à 15 % des effectifs d'une entreprise qu'il a jugé « trop bureaucratique ». Les rocardiens de l'Action pour le renouveau socialiste (ARS) préféreraient un « contrat d'insertion sociale et professionnelle » conclu librement entre un jeune et une mission locale et renouvelable jusqu'à 25 ans. La Gauche socialiste préconise, elle, la création d'agences publiques locales de l'emploi des jeunes.

Un autre désaccord est apparu sur la réduction de la durée du travail. Fidèle à sa plateforme présidentielle, Lionel Jospin a défendu une loi cadre, suivie de négociations sur le passage immédiat aux 35 heures, sans reprendre à son compte l'idée de Michel Rocard d'une modulation des cotisations sociales incitant les employeurs à mettre en œuvre la semaine de 32 heures. Cette attitude a été perçue par les rocardiens comme une fin de non-recevoir qui pourrait être lourde de conséquences internes.

La commission d'élaboration finalisera son projet de texte les 5 et 6 novembre lors de nouvelles journées non stop. D'ici là, Henri Emmanuelli présentera un projet de quinze pages qui sera de nouveau discuté avant d'être présenté au conseil national du 9 novembre.

S'ils n'obtiennent pas satisfaction sur l'emploi des jeunes et le temps de travail, les rocardiens pourraient défendre un amendement au conseil national, sans exclure, en cas de désaccord persistant, de soumettre au vote des militants un texte alternatif. Alors que l'Europe n'a pas été évoquée, mercredi, la Gauche socialiste s'orientait aussi vers un texte alternatif. Enfin, les ex-fidèles du groupe Partages, hostiles à un nouveau basculement des cotisations sociales sur la CSG, très déçus par une démarche jugée « trop graduelle » et un débat « trop verrouillé », ne cachent pas leur désaccord et pourraient aussi choisir de se compter devant les militants.

Philippe Le Cœur

Michel Noblecourt

Daewoo consacrera 10 milliards de francs à la recapitalisation de Thomson Multimédia

LA PERSPECTIVE de la vente à Daewoo Electronics « pour le franc symbolique » et après injection massive de fonds publics, de Thomson Multimédia continue de susciter un vif intérêt en France. Dans ce contexte, le groupe sud-coréen a choisi de rompre le silence imposé par les autorités françaises en dévoilant la partie financière de son offre. Il versera en réalité « de l'ordre de 10 milliards de francs » pour acquérir et recapitaliser le fabricant de téléviseurs, selon le chiffre avancé par Soon-Hoon Bae, le président de Daewoo Electronics dans un entretien au quotidien La Tribune, jeudi 31 octobre. M. Bae a ajouté que ces « 10 milliards ne représenteront qu'une première étape », Daewoo Electronics prévoyant d'investir en outre « plus de 5 milliards » en France d'ici à l'an 2000.

Daewoo Electronics est associé au groupe Lagardère à qui le gouvernement a choisi de céder le groupe nationalisé Thomson SA. Si ce choix est maintenu, Lagardère, intéressé uniquement par Thomson-CSF (la filiale d'électronique de défense), devrait laisser la partie électronique grand public au groupe sud-coréen.

Les 10 milliards de francs évoqués par le président de Daewoo Electronics serviraient à éponger la dette résiduelle de Thomson Multimédia et à regonfler ses fonds propres. Le groupe en aura besoin, même après la recapitalisation dont il doit bénéficier à la faveur de la privatisation de sa maison-mère. L'Etat doit apporter 11 milliards de francs à Thomson SA avant de le céder au groupe Lagardère. La somme exacte qui ira chez Thomson Multimédia n'a pas été officiellement

communiquée. Mais l'ordre de grandeur de 9 ou 10 milliards de francs est admis. Fin 1996, l'endettement de Thomson Multimédia devrait se situer à 16 ou 17 milliards de francs. Ce sont donc 6 à 8 milliards de francs qui resteront à la charge de Daewoo. Sachant que, compte tenu de pertes nettes qui avoisneront 3 milliards de francs en 1996, les capitaux propres de Thomson Multimédia vont encore se dégrader. Fin 1995, ils étaient négatifs de 200 millions de francs.

La somme que déboursa Daewoo Electronics, qui représente un tiers du chiffre d'affaires de Thomson Multimédia, « n'est pas un cadeau », relève un analyste financier, qui souligne qu'il est difficile de juger ce prix faute de comparaisons internationales possibles. Le chiffre correspond au bas de la fourchette de valorisation de Thomson SA donnée par la CFTD : entre 10 et 15 milliards de francs, hors endettement. La CFTD estime toutefois qu'il faudrait aussi « prendre en compte l'ensemble des avantages procurés à Daewoo », comme les efforts de recherche et développement, les frais commerciaux et les investissements auxquels le groupe sud-coréen devrait consentir seul « pour élargir Thomson Multimédia ».

Après de Daewoo, on souligne que tout ce qui touche aux marques, parts de marché et recherche-développement a été intégré dans l'évaluation et que le groupe sud-coréen « a rajouté plusieurs milliards » à la valeur ainsi obtenue.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 31 octobre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei +4,09

Hong Kong index +1,75 +24,07

Shanghai +1,12 +10,00

Beijing +1,12 +10,00

1996-97

2000-01

2001-02

2002-03

2003-04

2004-05

2005-06

2006-07

2007-08

2008-09

2009-10

2010-11

2011-12

2012-13

2013-14

2014-15

2015-16

2016-17

2017-18

2018-19

2019-20

2020-21

2021-22

2022-23

2023-24

2024-25

2025-26

2026-27

2027-28

2028-29

2029-30

2030-31

2031-32

2032-33

2033-34

2034-35

2035-36

2036-37

2037-38

2038-39

2039-40

2040-41

2041-42

2042-43

2043-44

2044-45

2045-46

2046-47

2047-48

2048-49

2049-50

2050-51

2051-52

2052-53

2053-54

2054-55

2055-56

2056-57

2057-58

2058-59

2059-60

2060-61

2061-62

2062-63

2063-64

2064-65

2065-66

2066-67

2067-68

2068-69

2069-70

2070-71

2071-72

2072-73

2073-74

2074-75

2075-76

2076-77

2077-78

2078-79

2079-80

2080-81

2081-82

2082-83

2083-84

2084-85

2085-86

2086-87

2087-88

2088-89

2089-90

2090-91

2091-92

2092-93

2093-94

2094-95

2095-96

2096-97

2097-98

2098-99

2099-00

2100-01

2101-02

2102-03

2103-04

2104-05

2105-06

2106-07

2107-08

2108-09

2109-10

2110-11

2111-12

2112-13

2113-14

2114-15

2115-16

2116-17

2117-18

2118-19

2119-20

2120-21

2121-22

2122-23

2123-24

2124-25

2125-26

2126-27

2127-28

2128-29

2129-30

2130-31

2131-32

2132-33

2133-34

2134-35

2135-36

2136-37

2137-38

2138-39

2139-40

2140-41

2141-42

2142-43

2143-44

2144-45

2145-46

2146-47

2147-48

2148-49

2149-50

2150-51

2151-52

2152-53

2153-54

2154-55

2155-56

2156-57

2157-58

2158-59

2159-60

2160-61

2161-62

2162-63

2163-64

2164-65

LE FEUILLETON
DE PIERRE LÉPAGE
« Journal 1887-1925 »
d'André Gide
page II



E. L. DOCTOROW
page III

Le Monde des LIVRES

VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1996



LA CHRONIQUE
de Roger-Pol Droit
page VI

DANSE
Paroles de
chorégraphes
page XI

Le nazisme entre « Novalis et Barnum »

Inédite en France,
la première tentative
d'analyse fine du rôle
de la langue des nazis
dans l'oppression des
âmes, publiée en 1947.
Où l'on constate que
le philologue n'est pas
prophète

La même année 1947 où le Livre noir d'Ilya Ehrenbourg et Vassili Grossman rapportant les atrocités nazies contre les juifs en URSS se voyait interdit de publication par la censure de Staline paraissait dans la zone d'occupation soviétique - la future RDA - les « carnets de notes d'un philologue » publiés sous le titre *Lingua tertii Imperii* (« La Langue du Troisième Reich »). C'est cet ouvrage devenu au fil des ans un classique qui paraît aujourd'hui en français. Souvent cité mais peu accessible, sinon aux germanistes, LTI constitue la première tentative d'analyse fine du rôle de la langue dans l'oppression des âmes, victimes ou complices de la dictature nazie. Son auteur, Victor Klemperer

poussant ce jargonisme auquel les nazis entendent le ramener et le confiner.

Victor Klemperer doit ainsi quitter sa chaire à l'université de Dresde et seul son statut de « mari d'aryenne » lui évite la déportation et la mort. Peu à peu, il devient un paria. Tous les jours, à 4 heures du matin, dans la « maison de juifs » où il a été relégué, il se lève pour noter dans son journal (publié, en 1995, aux éditions Aufbau) les vicieuses petites mais durables du nazisme sur le front de la langue. C'est de ses notes personnelles qu'il a tiré la matière de LTI.

LTI demeure un grand livre, même si la réflexion sur la contamination du linguistique par le politique, sur le rôle d'une langue qui parle et pense par elle-même et pour nous, a avancé depuis 1947 : qu'on songe au 1934 de George Orwell, à la poésie de Paul Celan dans « la langue des meurtriers » ou à *Langages totalitaires* de Jean-Pierre Faye... On n'en aurait pas moins tort de ne voir dans LTI que la synthèse d'observations faites « à chaud », voire un simple traité de philologie. Il s'agit bel et bien, par le truchement de la langue, d'une des premières analyses d'ensemble post factum sur le nazisme.

La démarche adoptée dans LTI n'est nullement linéaire. Comme si Klemperer se complaisait à dérouter son lecteur et à le confronter sans cesse à des énoncés contradictoires. Ainsi peut-il décrire le nazisme comme un phénomène d'importation, un virus d'origine étrangère, issu du fascisme italien ou du goût

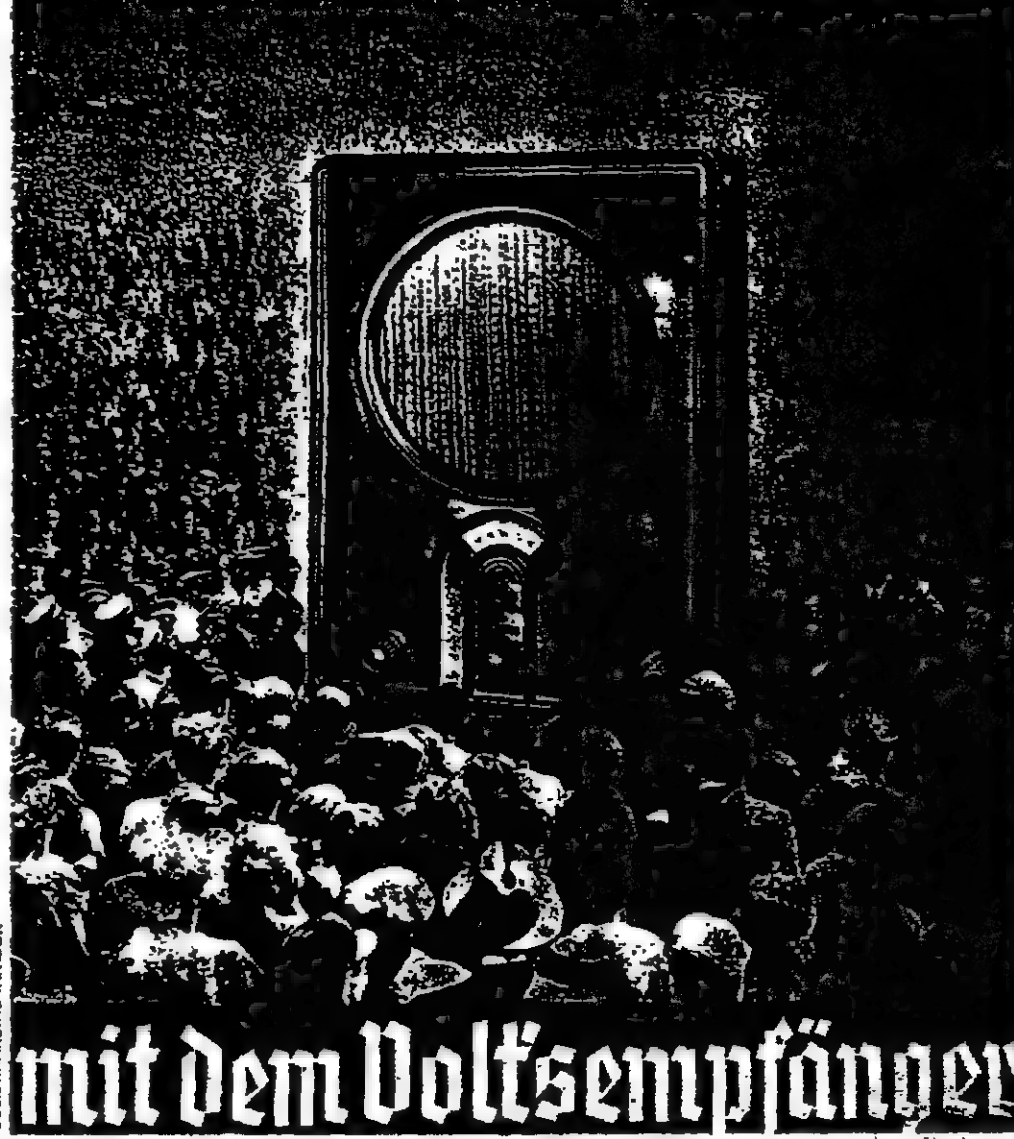
américain pour le spectacle, les records ou la boxe, et conclure, quelques pages plus loin, que la « LTI » est « devenue une maladie spécifique, une dégénérescence proliférante de la chair allemande » dont les racines sont, selon lui, à chercher dans le romantisme ou dans « les débordements faustiques de la poésie classique et de la philosophie idéaliste allemandes » adaptées à l'ère du spectacle et du cinéma : Novalis et Barnum, résume-t-il en un raccourci saisissant. Klemperer avance par nuances et accents, de doutes en certitudes, en virevoltes d'un discours qui ne se fixe sur une thèse qu'après s'être attardée longtemps à la thèse inverse.

Pour Klemperer, le mécanisme de la langue du III^e Reich ne s'explique pas tant par la création de mots nouveaux ou l'utilisation de sigles que par le retournement de valeurs d'expressions courantes. Ainsi du terme « fanatisme », employé à tout propos et affecté dans la langue du III^e Reich d'un sens éminemment positif.

Cette remarque lui permet d'ailleurs de faire du III^e Reich l'antipode parfait de ses chères Lumières françaises, pour qui, dit-il, le fanatisme était l'ennemi au même titre que l'imposture religieuse. Et pourtant, cela n'empêche nullement le professeur de s'insérer chez Rousseau, dans la *Profession de foi du vicieux* saupar, le premier renversement de valeur portant à « fanatisme » une valeur non péjorative.

Les tours et détours de cette pensée complexe recèlent peut-être également des risques et des tentations de récupération. Il n'est pas

Wanz Deutschland hört den Führer



« Toute l'Allemagne écoute le Führer avec le Volksempfänger » (1936)

peu étonnant de voir Klemperer, qui dénonce tant la manie nazie de tout héroïser, être lui-même transformé en héros et en porte-drapeau par ses admirateurs d'aujourd'hui. La présente édition française, solidement encadrée d'une préface et d'une postface d'Alain Brossat, prétend ainsi suggérer que l'antisio-

nisme radical qui s'exprime dans LTI serait la préfiguration de la « conscience critique d'un monde d'après Auschwitz établi dans le confort sournois d'une « réparation » de l'outrage fait aux juifs en forme d'institution d'un bloc de puissance juive installé comme un vigile de l'Occident au cœur du monde arabe ».

LTI, LA LANGUE DU III^e REICH
Carnet d'un philologue
(LTI-Notizbuch eines Philologen)
de Victor Klemperer.
Traduit de l'allemand
par Elisabeth Guillet.
Albin Michel, 378 p., 140 F.

Lire la suite page X

Tabous sans garde-fous

Sous le récit d'une relation sado-masochiste, Helen Zahavi dévoile un art maîtrisé de l'équivoque

TRUE ROMANCE
de Helen Zahavi.
Traduit de l'anglais
par Anne Paumier.
éd. Phébus, 249 p., 129 F.

S'il existe une joie secrète à être celle par qui le scandale arrive, Helen Zahavi doit en connaître les moindres saveurs. Des condamnations morales aux interrogations sur sa santé mentale, des articles indignés à l'anathème prononcé par un ministre britannique, cette jeune romancière anglaise a tout expérimenté depuis la publication de *Dirty Week End*, son premier livre (1). C'était, en 1991, le parcours sanglant d'une femme occupée à liquider méthodiquement les hommes qui l'importunaient. Trois ans plus tard, nouveau tollé, nouveaux cris d'horreur avec la parution de *True Romance*, aujourd'hui traduit en français. Et nouvelle attitude mi-désolée, mi-défensive de l'écrivain, qui a quitté Londres pour Paris, tout à la fois blessée par l'accueil fait à son livre et pleine d'une forme d'empathie surprenante : « Je comprends ceux qui sont choqués, affirme-t-elle. Moi-même, je le suis parfois en lisant ce que j'écris. »

Pourquoi une telle levée de bou-

chers ? A cause de la mise en scène d'une relation sado-masochiste en triangle ? Sans doute, mais ce thème n'est pas vraiment inédit et d'autres auteurs auraient bien voulu susciter tant de tapage. L'utilisation, par une femme, de cette veine interdite ? Peut-être, tant il semble difficile d'admettre que le sexe puisse intéresser « le sexe », à l'horner lorsqu'il s'agit d'un érotisme de bon aloi. Mais c'est surtout la forme exceptionnellement

Raphaëlle Grolleau

ambigüe du roman qui retient l'attention, elle qui dérange et fascine, elle qui fait de *True Romance* un livre tout à fait captivant et singulier. Preuve du pouvoir de la littérature, c'est le talent de Helen Zahavi qui rend ses ouvrages insupportables à ceux qui les critiquent. Parce que l'indignation ne peut les réduire à néant.

Bien qu'elle affirme se contenter de « déterrer du subconscient des choses réprimées », Helen Zahavi va beaucoup plus loin que le simple exposé de sentiments tabous, la pure transcription de cette réflexion attribuée à l'un de ses personnages : « L'écume, la lie, le rebut, si sa mémoire était bonne, remonteraient toujours à la surface. » Le

titre lui-même, en forme d'oxymore, annonce l'équivoque d'un texte solidement appuyé sur des observations très crues, mais totalement mouvantes dans son cheminement - à l'image des liquides variés qui baignent le récit. Trois êtres s'y côtoient : Max, un aristocrate doté d'une certaine fortune et Bruno, le beau gosse doublé d'un nouveau riche, s'approprient le corps d'une « étrangère », une fille de l'Est, une clandestine dont ils font leur chose, « celle qui n'était rien qu'un trou ».

Composé d'un réseau de pistes brouillées, le roman peut d'abord engendrer la perplexité chez les lecteurs. A commencer par qui, croyant n'y voir qu'un avatar supplémentaire de la littérature sado-masochiste, trouveraient ce genre d'exercice assommant. Très vite, cependant, la surprise cède à l'admiration avec elle. Enveloppant la description des relations entre les personnages, la question du point de vue s'impose et se dérobe à la fois. Où se trouve le narrateur ? Et où veut en venir l'auteur ? In saisissable, magnifiquement vétille, le point de vue se déplace d'une page à l'autre, d'un chapitre au suivant et, parfois, au creux d'une même phrase.

Aucune identification durable

n'est possible, aucune conclusion rassurante, aucune morale intrinsèque. Usant d'une écriture calme, presque méticuleuse, la romancière jette son lecteur dans un bouillon de passions cruelles, de réflexions effrayantes, sans lui offrir le plus petit garde-fou. La tactique de Helen Zahavi consiste à faire corps avec les pensées d'un personnage, puis à le trahir très subtilement en introduisant, au regard qui ne peut être que celui de son partenaire,

Mask derrière un texte parfaitement linéaire, le récit se bâtit sur des contradictions qui font écho à celle, apparente, du plaisir et de la douleur. L'excessive politesse des dialogues se télescope avec la violence des situations et les individus cachent des dispositions antinomiques, aussi surprenantes dans leur cohabitation que cette curieuse propension de Max à être « un homme très chic et soigné avec des ongles soignés ». Totalement seuls et totalement envahis par les autres, détenteurs d'un pouvoir flottant, divisés en eux-mêmes, les personnages de *True Romance* sont incroyablement humains et parfaitement romantiques.

(1) Phébus Pocket, 1992.

BERNHARD
SCHLINK
LE LISEUR
roman
traduit de l'allemand
par Bernard Lortholary
« Dans un livre superbe,
Bernhard Schlink s'interroge sur le destin
d'une génération prise dans l'engrenage
de l'amour et de la culpabilité. »
Pierre Desbordes, Le Monde
DI MONDÉ ESTIER
GALLIMARD

صلى الله عليه وسلم

JOURNAL 1887-1925
d'André Gide.
Édition Eric Marty,
Gallimard, « Bibliothèque
de la Pléiade »,
1 932 p., 440 F jusqu'au
31 décembre, puis 490 F.

Les classiques sont-ils éternels ? On nous l'a appris, mais nous commençons à en douter, comme nous doutons de l'éternité. Éternels, Homère, Racine, Goethe ou Proust ? Notre époque préfère se demander s'ils sont actuels. Chaque exhumation d'un artiste classique s'accompagne désormais rituellement d'un exercice de lecture, plus ou moins acrobatique, tendant à montrer que le grand mort est toujours vivant et que, malgré le temps, contre le temps, il est toujours en phase avec nous. Ces contorsions ne trompent personne, surtout pas les jeunes lecteurs qui peuvent reconnaître à Molière, à Shakespeare ou à Flaubert tous les mérites du monde, sauf celui d'être leur contemporain.

A tant faire, mieux vaudrait inverser la question et se demander, par exemple, si nous sommes encore capables d'éprouver ce sentiment d'un contact direct, intense, personnel avec une prose qui a si longtemps bouleversé les lecteurs ; les jeunes gens en particulier.

Souvenez-vous de Sartre en 1939. Il est mobilisé en Alsace, il n'a rien à faire et il profite de ce temps mort forcé pour remettre en cause ce qu'il est, parvenir, dit-il, à l'« authenticité ». Pour procéder à cet examen, il écrit un journal. Pourquoi un journal ? « D'abord à cause de la personne de Gide, de son métier d'écrivain. » Le Journal de Gide est son modèle, tout à la fois littéraire et éthique. Sartre en recopie et en commente de nombreux passages ; il dialogue, il discute, il se compare, sans complaisance : « La lecture du Journal de Gide me fait constamment sentir que je ne sais pas ce que c'est que bien écrire. Il y a dans mon écriture le ne sais quoi d'épais et de germanique. Pour moi, mon style a une odeur organique, comme le souffle chargé d'un malade. Les bonnes phrases de Gide n'ont pas d'odeur. » (1) Sartre se lit dans Gide.

Souvenez-vous encore de Roland Barthes. En 1942, il a vingt-sept ans. Il est au sanatorium à Saint-Hilaire-du-Touvet : il commence à écrire pour la revue des étudiants de son centre de cure. Gide est son premier guide, sa première clef : « Tout Gide est dans André Walter, et André Walter est encore dans le Journal de 1939. Il s'ensuit que Gide n'a pas d'âge : il est toujours jeune, il est toujours mûr, il est toujours sage, il est toujours fervent. (...) La situation de Gide à la croisée de grands courants contradictoires n'a rien de facile. Sa persévérance est donc admirable ; elle est même sa raison d'être, ce qui le fait grand. » (2) Barthes retiendra cette leçon de maintien.

Ensuite, plus rien ou presque, comme si personne ne savait plus se chauffer à la flamme. Dans le numéro spécial de novembre 1951 que La Nouvelle Revue française consacre à son fondateur, les jeunes écrivains se font remarquer par leur absence. Est-ce par conjuration ? Jean Paulhan note que « la mort de Gide n'a pas été mal accueillie : elle a été accueillie par une bordée d'insultes ; tout

au moins, de sévérité ». Il y voit la meilleure preuve que « Gide n'a pas fait son temps. Il demeure actif, virulent, d'ailleurs salubre. (...) Gide, ou le sel et le poivre de la terre ». Force est de reconnaître que, gagnée par la ferveur, notre époque ignore les vertus de ces épices, leur violence et leur subtilité. Mises à part quelques heureux bataillons universitaires, quelques lycéens fébriles, peut-être, les gidiens sont aujourd'hui, pour les plus jeunes, des quadragénaires nostalgiques.

Eric Marty a donc travaillé pour l'avenir en dressant ce monument. Il l'a fait avec d'autant plus de toupet qu'il a pris le risque de corriger Gide lui-même. En 1939, au sommet de sa gloire et de son influence, Gide, après avoir longtemps tergiversé, avait consenti avec ravissement à publier lui-même, dans cette « Bibliothèque de la Pléiade » qui n'avait jamais accueilli un auteur vivant, l'intégralité de son Journal. Il s'agissait d'une intégralité, si l'on ose dire, partielle. Le Journal commençait en 1889 – alors que le jeune Gide couvrait déjà des carnets de notes intimes deux années auparavant. La plupart des pages consacrées à Madeleine, sa cousine devenue son épouse, avaient été retirées – elles seront en partie rassemblées et publiées à la suite du Journal 1939-1949. Enfin Gide, selon des critères qui continuent parfois à nous échapper, avait pratiqué un grand nombre de coupes. Bref, il avait donné à ce Journal, le compagnon de toute sa vie et de toute son œuvre, le visage qu'il désirait.

Le respect dû aux auteurs aurait voulu qu'on en restât là et que la dernière version publiée du vivant de l'écrivain fasse autorité – quitte à publier en annexe les chutes tombées du rabot de Gide. Eric Marty en a décidé autrement, au nom d'une autre forme de respect, celui que l'on doit à une œuvre vivante, à l'authenticité d'une écriture au jour le jour dont le principe même exclut la retouche, l'exclusion et le choix. On discutera à l'infini des bonnes et des mauvaises raisons qu'il a eues de faire un livre nouveau avec de vieux carnets. Ce livre existe ; et c'est lui désormais qui servira de référence chaque fois qu'on puérile dans ce trésor qu'est le Journal de Gide. (3) Barthes doutait que le Journal « ait grand intérêt, si au

« Je m'inquiète de ne savoir qui je serai ; je ne sais même pas celui que je veux être ; mais je sais bien qu'il faut choisir. Je sens mille possibles en moi ; mais je ne peux me résigner à n'en vouloir être qu'un seul. Et je m'effraie, chaque instant, à chaque parole que j'écris (...) de penser que c'est un trait de plus, ineffaçable, de ma figure qui se fixe. »

préalable, la lecture de l'œuvre n'a pas éveillé la curiosité sur l'homme ». C'était croire que le Journal fonctionnait comme une vaste autobiographie de la coulisse dont les autres livres de Gide seraient le spectacle. Comme le montre bien Marty dans son introduction, comme il l'a déjà amplement développé dans un essai qui pourrait servir de préface à ce volume, le Journal est tout autre chose (4). La tentative d'un homme pour coïncider avec lui-même dans la pure présence, à l'abri du monde, à l'abri d'autrui, à l'abri des événements. A l'abri même de l'œuvre et de la situation d'écrivain de celui qui la compose. Lire le Journal, c'est participer à une très singulière aventure. Non pas celle d'un célèbre écrivain dont nous connaissons par ailleurs le style admirable, la culture immense et l'invention intellectuelle décisive, mais celle d'un esprit qui se demande à chaque instant non ce qu'il est mais ce qu'il devient.

Un livre est la réalisation d'un projet ; la plupart des journaux d'écrivains sont des répertoires d'événements passés ; celui de Gide se tient dans la volonté, en partie illusoire, de se saisir dans le présent ; celui des jours ordi-

naires, celui du quotidien, celui de la répétition, celui des moments où il ne se passe rien que d'insignifiant sinon cela : quelques lignes qui donneront à l'insignifiance la possibilité de survivre – par la seule intensité de l'écriture qui la saisit.

Il y a bien sûr au fond de cette démarche une extraordinaire inquiétude et une fièvre dont le lecteur à son tour est saisi. Gide s'effraie de constater que chaque seconde de sa vie ne compte pas, qu'il y a des temps morts, des moments imbéciles, des heures d'hébété, de grands lambeaux de vie qui sont ainsi concédés à la mort. Ces instants, ces heures, ces jours, il va malgré tout essayer de les sauver du néant en leur donnant une forme et en les faisant entrer dans son intimité. En ce sens, comme le souligne justement Marty, le Journal de Gide s'oppose à la Recherche de Proust tout en partageant la même angoisse. On songe parfois à ces communaux de l'Inde dont les membres conservent religieusement tout ce que leur corps produit : ongles, cheveux, peaux, déjections. Gide y ajoute tout ce que produit son esprit et qui n'est pas mince.

Mission impossible, à l'évidence. A plusieurs reprises, Gide abandonne son Journal, ou il s'en sert à d'autres fins : pour nourrir ses livres ou pour fournir des chroniques à la NRF quand il a du mal à boucler les numéros. Mais ces périodes où Gide se quitte sont suivies de reprises trop éclatantes pour qu'on n'y sente pas comme un retour à la vie. Vivre, écrire le Journal, les deux choses sont liées. Au point qu'il arrive à Gide de les confondre, surtout dans les périodes de crise profonde. Ainsi, en janvier 1932 : « Je m'inquiète de ne savoir qui je serai ; je ne sais même pas celui que je veux être ; mais je sais bien qu'il faut choisir. Je sens mille possibles en moi ; mais je ne peux me résigner à n'en vouloir être qu'un seul. Et je m'effraie, chaque instant, à chaque parole que j'écris (...) de penser que c'est un trait de plus, ineffaçable, de ma figure qui se fixe. » Se fixer, c'est se hanter, succomber à l'emprise immobile du quotidien, consentir à se ressembler ad libitum. Le Journal est aussi le récit d'une bataille longue de soixante ans, celle d'un écrivain qui ne veut jamais ressembler à son portrait : j'écris donc je ne suis pas.

Malgré des centaines de pages où l'écrivain Gide est au plus haut de son style, le Journal n'est pas une œuvre d'art : Gide s'efforce de ne pas avoir le choix. Mais sans doute cette imperfection esthétique contribue-t-elle à nous attacher plus encore à cette aventure que l'on voit naître et se développer sous nos yeux, fragile et obstinée. La séduction de Gide n'a jamais été plus palpable, plus ironique, plus étonnante. On aimerait que les jeunes gens d'aujourd'hui soient « réifiés » à leur tour : « Que, plus tard, un jeune homme de mon âge et de ma valeur soit ému en me lisant et refait comme je le suis encore à trente ans en lisant les Souvenirs d'égotisme de Stendhal, je n'ai pas d'autre ambition. »

(1) Carnets de la drôle de guerre. Gallimard, 1995, p. 65.

(2) Œuvres complètes, tome 1. Seuil, 1993, p. 24.

(3) Le premier volume couvre les années 1887-1925. Le second – 1926-1949 – paraîtra au printemps 1997.

(4) L'Écriture du jour. Le Journal d'André Gide, Seuil, 1985.

CHRISTIAN BOBIN

La plus que vive

1989

« Tout l'effort de Christian Bobin est donc concentré vers un seul but, un unique propos : peser le moins possible, n'alourdir toute la littérature que d'une très fine, très légère rosée. »

Le Monde, 25 août 1989

1991

« Ce qui rend l'œuvre de Christian Bobin, le printanier, si étrange dans sa simplicité, si lumineuse dans cet attachement à la terre, à la matière du monde, c'est une absence totale de malignité, de cynisme bien sûr, mais aussi d'ironie, de cet esprit de moquerie et de sarcasme qui domine tant, sous des aspects divers, dans les esprits contemporains. »

Le Monde, 26 juillet 1991

1992

« De ce « triomphe du chant faible », Christian Bobin sait faire naître une musique qui n'appartient qu'à lui. On se surprend à entrer dans cette contemplation, dans cette humaine proximité, à en partager le bonheur. »

Le Monde, 11 septembre 1992

1994

« Il est temps de porter, sur ce qu'écrivait Christian Bobin, un regard critique. »

Le Monde, 1^{er} avril 1994

1996

« Dispensateur d'un verbe réputé bienfaisant, de ce verbe qui, ne faisant aucun mal, ne peut faire que du bien, Bobin, sans le savoir peut-être - ce qui n'est pas une excuse -, a revêtu le masque souriant du bon génie tutélaire égaré dans la république des lettres... Le fourvoiement de Bobin est cependant moins dans son indigente vision du monde que dans l'idée qu'il se fait de la littérature... »

Le Monde, 4 octobre 1996

LE MONDE
L'AUTRE

GALLIMARD

version originale

Eglogues de la langue

METEO
d'Andrea Zanzotto.
Avec vingt dessins
de Giosesta Fioroni,
éd. Donzelli, 82 p.

A soixante-quinze ans, celui qui demeure le poète le plus original de langue italienne poursuit son œuvre de célébration bucolique (il ne quitte guère les collines du nord de l'Italie, près de Trévise) et de recherche linguistique : calligrammes, emprunts à différents niveaux de langage, au dialecte de sa région de Venétie qu'il a magnifié dans le *Casanova* de Fellini, aux langues même imaginaires comme on en murmure aux bébés. A la fois sérieuse et novatrice, railleuse, enfantine, chantonnante, sa poésie, déjà largement traduite en français et commentée par Philippe Di Meo, est un objet non identifié, « déviation / amour de l'être », comme il l'écrit lui-même.

Les paysages sont pour lui des grammaires dont il définit codes et clés. Incluant le rythme, les souples, les aspirations dans le corps même du texte, ponctué de silences, de blancs, de signes typographiques inhabituels, Zanzotto conçoit l'écriture poétique comme une cartographie du regard et de la diction, avec de constants glissements sémantiques ou phonétiques, ce qui la rend difficile à traduire, tant la sonorité et les rapprochements fortuits conduisent l'inspiration.

Un tas de foin « couleur de fer » est l'occasion d'une cantilène délicate où est susurré le dialecte, comme une comptine, une berceuse. La réverie du poète n'exploite pas seulement les richesses des mots qui s'appellent mutuellement : ce n'est évidemment pas un pur jeu de langage. Peu à peu se dessine une véritable réflexion métaphysique sur l'apparence du monde : « On ne sait pas combien de vert / est enseveli sous ce vert / ni combien de pluie sous cette pluie / nombreux sont les infinis / qui

convergent ici / qui s'éloignent loin d'ici... »

La pluie parle au poète comme dans les contes et un champ de coquelicots devient une « cité glorieuse, / si généreuse de pudeurs ». La colline se déploie comme une aile, ouvre des failles où se glissent la « lumière juste d'automne », mais aussi, telles des illuminations mathématiques, des mots étranges, venus de la culture complexe, secrète du savant poète. La lumière, les rumeurs, les formes, les couleurs constituent un diagramme de mots, de sons, de citations : c'est vers ce système de correspondances de sensations et de concepts que convergent toutes les trouvailles poétiques de Zanzotto.

Son secret et son talent tiennent à sa liberté par rapport à toute rigidité rhétorique. Même si superficiellement, on pourrait comparer ces textes à ceux de l'avant-garde Edoardo Sanguineti, on se rend compte rapidement que Zanzotto, attentif aux mots, est en même temps porté par une sorte d'ivresse du paysage : « Euphorie de mille / intuitions divergentes / jumelages infinis ». On ne peut toutefois pas nier la difficulté de lecture de ces textes, étant donné l'extrême variété du vocabulaire scientifique, régional, conceptuel, avec, soudain, des néologismes, des onomatopées, de mots étrangers, latins, grecs, anglais, des assonances, des allitérations impossibles à rendre.

Après les coquelicots, les topambours suscitent des poèmes inattendus, auxquels sont particulièrement bien accordés les dessins de Giosesta Fioroni, proches de ceux de Miró et de Paul Klee : étoiles, mouvements, rêches, météores, pluie de pierres et d'or, coupes géologiques, silhouettes d'hommes et d'animaux font écho aux vers du poète qui erre au « Pays des jouets, millions / d'ovins blasons-diamants-clématites / jamais lassés de souffrir, de se déchirer, de se jouer / le dernier fil ». R. de C.

New York, ville « quintessentielle » de Doctorow

Le romancier américain n'a jamais quitté sa ville natale, fascinante et intarissable source d'inspiration dans laquelle il trempe sa plume. Sous le signe d'Edgar Allan Poe, il nous convie cette fois à une étrange virée dans le Manhattan des années 1870

LA MACHINE D'EAU DE MANHATTAN
(The Waterworks)
d'E. L. Doctorow.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Michel Lederer,
Flammarion, 256 p., 135 F.

Ce n'est pas le début d'un roman, mais l'histoire d'un livre, *La Machine d'eau de Manhattan*, telle que la raconte E. L. Doctorow, ce jour-là, à une terrasse de Greenwich Village... « Un soir, commence-t-il, j'ai eu une vision. J'ai assisté à l'engloutissement de New York. C'était dans mon cabinet de travail, sur Hudson Street. De là, j'ai normalement une vue imprenable sur Lower Manhattan et Battery. Mais, ce soir-là, un brouillard d'abord une partie du skyline et recouvert le World Trade Center. Puis il a enveloppé les gratte-ciel de verre des années soixante-soixante-dix, tandis que le Woolworth Building et les constructions de pierre des années vingt disparaissaient à leur tour. D'éclipse en éclipse, il suffisait d'ouvrir les yeux pour remonter le temps. À la fin, cette purée de pois est descendue si bas qu'il n'y avait plus devant moi qu'une ville au ras du sol, avec des immeubles de cinq ou six étages... C'était dimanche, les rues étaient vides. Je me suis dit : serais-je visiter le New York d'Edgar Allan Poe ? »

Penché sur son scotch, Doctorow caresse sa barbe, l'air satisfait. Son anecdote n'est-elle pas filmique à souhait ? N'est-elle pas la clé qui résume tout ? Comment il a pu camper le décor de *La Machine d'eau*, avec ses ruelles enlées, ses façades, ses lampadaires à gaz que l'on croirait sortis d'une photo de Stieglitz ; comment il a retrouvé d'instinct l'univers de son génie tutélaire (lui, Edgar Laurence Doctorow, à qui ses parents, grands amateurs de

littérature, avaient donné son premier prénom en hommage à Poe) ; et comment il a soudain eu envie d'écrire une histoire « comme on les racontait naguère, selon les strictes conventions narratives du XIX^e siècle... »

Tremper sa plume dans l'encre de Conan Doyle ou de Stevenson ? Doctorow lui-même n'en revient pas, lui qui a passé son temps à vouloir, « comme une obsession, faire éclater les contraintes de la narration ». Il y avait eu *Welcome to Hard Times*, cet anti-western pour chercheurs d'or malchanceux, et puis *Le Livre de Daniel*, l'Amérique des années 50 et 60, l'anticommunisme hystérique et l'exécution des Rosenberg. Il y avait eu *Billy Bathgate*, la prohibition, le monde interlope du gangster Dutch Schultz, et bien sûr *Ragtime*, l'un des grands best-sellers des années 70 - dont Milos Forman tira un film -, portrait vertigineux d'une Amérique début de siècle, avec ses fortunes d'un jour et les malheurs de sa classe ouvrière (1). Avec *La Machine d'eau*, étrange virée dans le Manhattan de 1871, voici en quelque sorte les fondations du grand édifice doctorowesque : celui qui se construit sous nos yeux lorsque l'on pose tous ses livres les uns sur les autres et qu'on y lit le vrai-faux roman des Etats-Unis.

Car telle est bien, pour Doctorow, la source intarissable d'inspiration. Du Bronx de son enfance (il est né en 1931 d'une famille de juifs russes immigrés au début du siècle) jusqu'à sa petite maison de Washington Mews, Doctorow n'a jamais quitté New York. Impossible de le sevrer de cet « archétype urbain », de cette « ville quintessentielle ». Impossible de le détourner de cet « univers clos où miroite le monde, au même titre que le coin de Mississippi, grand comme un timbre-poste, d'un William Faulkner... »

De là à faire de lui un « New



« Comment ne pas voir que la fiction est la mégadiscipline ? »

York novelist... « C'est l'image qu'on m'a donnée, remarque-t-il amusé. Ça plaît beaucoup à mon éditeur, Random House. Mais on pourrait dire aussi bien que je mets systématiquement en scène des enfants ou que mes personnages principaux ont toujours affaire à l'écriture ! » Que veut-il dire ? Que « le langage, la voix précèdent toute intention rationnelle ». Que ce n'est « pas l'écrivain qui choisit le livre, mais le livre qui le prend ». Et que, pour toutes ces raisons, n'étant dupe d'aucune, il ne peut être que d'accord avec les étiquettes que

lui collent inlassablement les journalistes.

Sourire ironique... Nous y voilà. Les Journalistes, justement, en prennent pour leur grade dans *La Machine d'eau de Manhattan*, depuis le pigiste (« inquiet et poltron ») jusqu'au rédacteur en chef. Nous sommes au début du « newspaper business ». Les presses à vapeur crachent des journaux à un penny, les « news-boats » se livrent une guerre farouche pour rapporter les nouvelles d'Europe, les chercheurs de scoops déposent, « tels des chiens

de chasse », leurs proies toutes chaudes aux pieds de leur chef de service. Dans ce contexte, McIlvaine enquête sur la disparition d'un de ses plus brillants collaborateurs, Martin Pemberton, qui s'est volatilisé après avoir affirmé que son père était vivant - or ce personnage, richissime, a été enterré deux ans auparavant, et sa fortune crapuleuse mystérieusement dilapidée. De déductions logiques en digressions philosophiques, McIlvaine parviendra au pied du réservoir de New York, point nodal du roman, où les pistes se brouillent et où surgit l'ombre intermittente d'un petit homme aux yeux noirs « bizarrement opaques », le diabolique docteur Sartorius.

Il faudrait pouvoir parler des développements de Doctorow sur la science et ses fantasmes, de la façon dont il conduit son enquête à la Sherlock Holmes, ou des parallèles qu'il suggère entre le détective et le journaliste. « Tous deux à la recherche d'un ordre ». Mais le plus intéressant reste peut-être sa réflexion sur le comportement de McIlvaine. « Ce rédacteur en chef, souligne-t-il, a découvert une histoire incroyable qu'il n'a pas racontée lorsqu'elle s'est produite. D'où sa culpabilité. Il veut la relater trente ans après, alors qu'il est un vieil homme. Trop tard, il l'a gardée si longtemps en mémoire que la réflexion s'est mêlée aux souvenirs. Il ne peut plus faire son travail de reporter, il ne peut que « rendre », suggère. Faute de journalisme, il en est réduit à faire de l'art ! »

Doctorow s'amuse. Il a beaucoup réfléchi à la frontière entre l'art et les faits. Il y a vingt ans déjà, dans *Ragtime*, sa trouvaille avait été de mélanger des personnages historiques réels (Freud, Henry Ford ou le magicien Houdini) à des héros de son cru, si bien que les vrais caractères devenaient les plus romanesques. « Nous vivons à l'apogée de l'empirisme. Ils veulent des faits ? Je vais leur en donner », s'était-il dit alors. Déguiser sa fiction en un « assemblage de faits » devenait une façon de « contester l'autorité réduite de la démarche inventrice ».

Car aujourd'hui, comme beaucoup d'écrivains américains - Bellos, par exemple -, Doctorow continue de penser que le roman, aux Etats-Unis, est « cerné, de toutes parts. Par le cinéma, la sociologie, l'anthropologie, le journalisme... La lutte d'influence est telle, précise-t-il, que beaucoup de créateurs se sont retroqu岸és en eux-mêmes, prenant le parti de cantonner leurs recherches au périmètre de l'intime ou du domestique ». Lui, Doctorow, refuse cette rélegation : « Comment ne pas voir que la fiction est la mégadiscipline, celle qui contient toutes les autres ? Que les plus vieux chemins du savoir passent par les histoires ? » Sa *Machine d'eau*, à cet égard, n'est pas seulement une enquête bien menée, elle est, au même titre que *Ragtime*, « la vengeance du romancier contre une époque qui méprise l'œuvre d'imagination ».

Florence Nolville

(1) Laffont et Julliard.

Un imaginaire engagé

Marina Warner mêle Shakespeare, le reportage et le conte, brossant un vaste tableau des Caraïbes de l'âge de l'esclavage à celui du tourisme

INDIGO
de Marina Warner.
Traduit de l'anglais par Céline Schwallier-Balay,
éd. Le Serpent à plumes, 458 p., 149 F.

Lorsqu'on demande à Marina Warner, essayiste et romancière bien connue des Anglais, comment elle parvient à concilier des activités aussi différentes, on s'entend répondre, dans un français aisé et rapide, que la séparation des genres a fait long feu : « Le roman est l'un des lieux de la pensée. L'essai ayant plus ou moins disparu, le roman est devenu la forme où peut s'exprimer la pensée philosophique. Les idées y sont mises en scène. » Et elle ajoute : « Tout homme politique devrait suivre des séminaires de lecture romanesque. Il en sortirait avec une idée un peu plus précise de la façon dont vivent les gens. Si les politiciens lisent Dickens, Hardy ou George Eliot, ils auraient quelque chance de comprendre ce qu'est un être humain. » Avec *Indigo*, un roman ambitieux qui embrasse deux continents et s'étend sur près de quatre siècles, Marina Warner déclare qu'elle a voulu écrire un « roman polémique ». La partie centrale, qui se déroule dans l'île imaginaire d'Enfant-Boate, aux Caraïbes, emprunte à *La Tempête* de Shakespeare personnages, mythes et jeux de langage. La sorcière Sycorax, son fils adoptif Caliban et sa fille Ariel vont être confrontés aux envahisseurs blancs, les colonisateurs de l'île. Enchâssant ce récit - la plus belle partie du livre, où dominent la magie, le conte et l'imaginaire - l'histoire, contemporaine, de deux jeunes filles à l'amitié difficile, Xanthe et Miranda, descendantes des envahisseurs, qui vont de Londres à Paris pour revenir enfin aux Caraïbes. Ainsi se déploie un vaste tableau de la colonisation et de l'esclavage à travers les siècles, le tourisme, au XX^e siècle, étant la dernière étape

d'une exploitation commencée voilà quatre cents ans. D'une bataille contre les indigènes de l'île de Liangua au tournage d'un film d'avant-garde à Londres, de discussions sur le racisme à la description de suites de luxe pour milliardaires, le roman de Marina Warner, dans une prose sensuelle et sinuose (bien restituée par la traductrice), et sans négliger aucun détail, mêle les thèmes et les genres, s'adressant au journaliste aussi bien qu'au conte de fées, dans le souci, toujours, de relier le présent au passé et le réel à l'imaginaire. S'y retrouvent nombre de sujets qu'elle aborde dans ses deux essais qui l'établissent comme écri-

ture du désir. Ainsi procèdent Les Sirènes en sous-sol (2) ou les femmes d'Un père égaré (3), roman qui expose un mythe familial, la légende du père fondée sur un duel glorieux qui fut suivi d'une mort lente, au moment du fascisme en Italie, alors que la vérité, découverte au fil des pages, fut - c'est souvent le cas - à la fois pitoyable et bonteuse. En elles toutes, en Sycorax, la magicienne, et Sérafine, la conteuse noire, s'incarne la force de l'imaginaire qui joue un si grand rôle dans l'œuvre de Marina Warner. « L'imaginaire, formé dans le passé, continue à imprégner le présent, lui imprimant sa forme. Ce qui s'est produit dans le passé peut



Marina Warner.
Née en 1946 de père anglais et de mère italienne, élevée au Caire puis en Angleterre, Marina Warner s'inspire souvent dans ses romans de l'histoire familiale. Imprégnée de culture française, elle a une prédilection pour Baudelaire, Valéry et les symbolistes, sans négliger pour autant la pensée contemporaine : elle mesure aussi de près à l'école classique : Vidal-Naquet, Marcel Détienné, Jean-Pierre Vernant et Nicole Loraux, pour leur approche des mythes grecs. « Ce ne sont pas tant les origines qui m'intéressent, que les changements de sens, les capacités de transformation des mythes, selon les besoins de ceux qui écoutent et qui racontent. »

vain et comme penseur : Seule entre toutes les femmes : le mythe et le culte de la Vierge Marie (1), un livre féministe, influencé par Mythologies de Barthes, où elle démontre que le mythe de la Vierge « est un produit historique, utilisé par l'Eglise, une projection de l'idéal de la femme », et *From the Beast to the Blonde*, étude très documentée qui analyse le conte de fées en tant que « mode féminin et politique d'expression de la vie ». Le conte, n'est-ce pas l'histoire que l'on raconte pour se consoler, l'invention spontanée qui embellit, on exorcise, une réalité intolérable ? Il revenait aux femmes, à la nourrice, à la conteuse, de recréer un réel à la

être utilisé comme calque pour l'avenir... Dans *Indigo*, j'ai voulu montrer que cette histoire de l'Empire britannique n'a pas pris fin parce que l'empire s'est écroulé, mais que l'imaginaire de l'empire subsiste dans les esprits de toutes sortes de manières, le racisme, qui est au centre du livre, étant l'une d'elles... »

Christine Jordis

(1) 1976 pour l'édition anglaise, publié aux éditions du Seuil, 1989 : Rivages en 1993.
(2) Recueil de nouvelles, Le Serpent à plumes Éditions, 1994.
(3) Julliard, 1990 ; en poche aux éditions du Serpent à plumes, 1994.

Anne Rodier

Philippe ou le poids du mensonge

LE DOUBLE NOM DE FAMILLE
(Dvojnina familia)
de Dina Rubina.
Traduit du russe
par Evelyn Amoursky.
Ed. Actes Sud, coll. « Un endroit où aller », 83 p., 58 F.

Un jeune adolescent vit dans une forteresse de mensonges, bâtie « pour son bonheur » par un trio parental. Après trois ans d'absence, Philippe retrouve « Pa », sa fièvre, son modèle, celui dont il a posé le nom à côté de celui de sa mère dans le passeport tout neuf qu'il vient de recevoir pour sa majorité. Mais, bizarrement, ce double nom de famille agace tout le monde, faut-il détruire une forteresse de mensonges quand elle protège le bonheur ? C'est le dilemme que nous soumet l'écrivain russe Dina Rubina. Réflexion sur la paternité et le mensonge, ce récit relate avec tendresse et émotion la naissance d'un amour intense entre un adulte et un enfant. L'auteur fait notamment la preuve, s'il en était besoin, que l'amour paternel se passe très bien des liens du sang.

La violence de la trahison éclate dans les détails du quotidien - quotidien de l'ex-Union soviétique, où Dina Rubina a planté le décor du *Double nom de famille*, comme pour la plupart de ses récits. Le poids du mensonge est habilement exprimé par un dialogue à sens unique, où la conversation du fils se heurte aux pensées silencieuses du « père ».

Ecrivain des années 80, Dina Rubina a été publiée dès ses seize ans par la revue littéraire *Izvestia*. Elle a écrit, depuis, de nombreux récits et nouvelles, édités notamment par Novyi Mir en Russie et *Kontinent* (revue de l'émigration) en France. *Le Double nom de famille* est son premier ouvrage à avoir été traduit en français. Née en 1953, à Tachkent (capitale de l'Ouzbékistan), Dina Rubina vit à Jérusalem depuis 1990.

DEMAIN À BOUILLON DE CULTURE

LAURENCE COSSÉ

Le coin du voile
roman



«...Une ironie, un entrain, un humour inspirés...»
Gilles Martin-Chauffier, *Paris-Match*

«Un thriller ironique et jubilatoire.»
Laurence Liban, *L'Express*

«Un livre plein d'intelligence, d'élégance, et de cette sorte de drôlerie incisive mais impartiale, aussi tendre que féroce.»
Eric Deschodt, *Le Figaro Magazine*

«Grave et comique, fort et subtil.»
Joël Schmidt, *Réforme*

«Une habileté diabolique.»
Jorge Semprun, *Le Journal du Dimanche*

«Délectable et dynamique.»
Christian Chaurière, *Le Figaro*

«Original, impitoyable et plein d'humour.»
Roger Bichselberger, *Le Républicain Lorrain*

«Le plus amusant et intelligent - des romans de cette rentrée.»
Philippe Dufray, *Le Figaro Madame*

«Une remarquable satire de notre univers où l'on vit de doute et où l'on dépré de certitude.»
Christine Arnothy, *Aujourd'hui-Le Parisien*

«Une irrésistible drôlerie.»
Didier Jacob, *Le Nouvel Observateur*

«Un formidable petit brûlot. Délectable!»
Annie Coppeermann, *Les Echos*

GALLIMARD

l i t t é r a t u r e s

Hantée par les sorcières

*Comme son héroïne, la romancière canadienne anglophone
qui écrit en français donne vie à ses démons*

parent d'élève, la cabane à outils, l'inondation et la boue. Elle le sentit perdu, un instant poussin, quand il lui

parent d'élève, la cabane à outils, l'inondation et la boue. Elle se sent perdue, un instant poussée, quand il lui propose des fleurs, des fleurs rouges. »

Tout sa vie, l'homme sans histoire, à qui rien n'arrive, s'est retenu, « sans jamais se lâcher dans une aventure qui pourrait l'emporter », mais il est peut-être plus présent au monde que les autres, lui qui regarde les choses comme pour la première fois. Riveiraïn de la terre et du ciel, il sent sa vie s'écouler comme les nuages et semble avoir des ailes, loin des tapages.

« L'homme à côté
Mais être à côté était son côté »
Sélectif et aigu, le regard de Jean-
Pierre Ostende – comme celui des
enfants, « petits experts du minu-
ce » – fait des rapprochements in-
congrus, des inventaires insolites
(« Un feu rouge, un landau, jamais
de marmotte »). Avec une évidence
inattendue, l'écriture laisse affleurer,
à travers ses pointillés, des clichés
parfois détournés, des titres « ma-
gritizens », des bribes de Baudelaire
et de Soucheon. Des huit petits livres
qu'Ostende a publiés en dix ans (1),
aucun ne montre avec autant de
simplicité évasive, autant de paradoxe
conviction, la sérénité dans
l'insignifiance et la vélocité heureuse
d'un héros sans qualité :

« Et soudain il s'éloigna, l'homme de terrain, l'homme de la province éternelle, vers les oiseaux légers et les terres de toujours où filent les enfants encapuchonnés et les mères avec leurs sacs, parmi les fleurs, les chemins et les villages, comme un train à travers les vallons, les arbres et les collines aux odeurs de chien mouillé, dans le paysage qu'il aurait traversé en dormant, fuyant et sauf, vers la province devenue le monde, au galop. »

(1) Signalons notamment *BelleVue Parc* (100 p., 50 F), paru en 1995 aux éditions Le Midi Illustré, 90, boulevard Longchamp, 13001 Marseille. Tél. : 04-91-64-32-00.

O n est à Manhattan des
nos jours et près de
Fontevraud au début
du XVIII^e siècle. Avec
une romancière sage, aigrie,
obsédée par son enfance, ses
amants, sa mère, son frère jumeau
mort-né, son « daimon » socra-
tique, et une petite villageoise, or-
pheline, qui va d'auberge en au-
berge jusqu'à son destin de
sorcière. Voilà le point de départ
d'un roman frappant de vitalité,
de présence, d'intelligence.

A high-contrast, black and white portrait of a man, likely a portrait of a man in a suit, with a dark background and a bright, textured foreground. The image is heavily stylized, with the subject's face and clothing appearing as bright, grainy shapes against a solid black background. The man is wearing a suit jacket and a tie. The overall effect is dramatic and graphic.

Nancy Huston
Née au Canada en 1953, petite-fille de pasteurs, Nancy Huston vit en France depuis 1973. La musique, qu'elle étudia à l'université de New York, était très présente dans son premier roman, *Les Variations Goldberg*, ainsi que dans *Trois fois septembre*. Elle dit avoir eu besoin du français « pour exprimer l'émotion ». S'essayant par ses livres « à habiter (son) passé », elle reste hantée par l'Amérique, les Indiens, le Vietnam. Mais la source principale de ses textes, souvent écrits à deux voix (raison et émotion, passé et présent), est la violence dans l'amour (« comme à la guerre »), dans la procréation (*Journal de la création*).

ments savamment maîtrisés sont le tissu même du livre, ce qui l'anime et le rend passionnant.

Les jumeaux Barbe et Barnabé Durand, en naissant à la fin du XVI^e siècle, causent la mort de leur mère. Elevés séparément, ils ne se retrouvent éphémèrement qu'au début de leur adolescence. La fillette sera servante d'auberge. Violée par l'un de ses maîtres, elle

Nadia, la romancière qui raconte cette existence, a de nombreuses raisons de s'y intéresser. Elle-même née jumelle, elle est hantée par le diabolisme, la sorcellerie, la condition féminine, la maternité et ce qu'elle appelle la « scordatura » : désaccord, discordance, dissociation démoniaque d'une harmonie détruite. Ce terme musical, appris auprès de sa mère, violoniste hongroise, parcourt toute la rédaction du roman dans le roman, avec ça et là des curiosités érudites.

« Le monde m'est égal. C'est une cause perdue, dispoirvue de sens. Cette phrase durassienne Commande le Journal de Nadia, qui se fait appeler Nadia, » rien en espagnol. La négation du monde, de soi, de la vie, hante (1) Nancy Huston, certaine, à juste titre, que la réalité ne prend forme et force que dans la littérature même. Le reste ? Fantômes, qui aspirent à sortir de l'inexistence même du réel. « Mes lecteurs, comme moi, se soucieraient bien plus du destin de la pauvre Barbe, errante et hagarde sur les routes du centre de la France il y a trois siècles, que de celui de la clocharde qui crève en ce moment sur le pas de leur porte. »

Pour exister, le réel a besoin d'être dit, écrit, transmis, vivifié par la littérature. « Les êtres qui souffrent hors fiction : à peine des ombres, flottant au bord de notre champ de vision. » Il y a, dans cette affirmation de romancier, une exigence paradoxale de générosité, vérifiée à chaque ligne de son livre inattendu, stimulant et surtout noble. On aime lire : « Chacun de nous transporte en soi le centre de l'univers. » On aime lire : « Chaque vie mérite nos larmes. »

René de Ceccatty

Une anthologie immédiate



**avec des poèmes pour la plupart inédits
des poètes invités en 1995**

Nelson R. Ascher, Christian Bachelin, Lenora de Barros, Daniel Biga, Régis Bonvicino, Pascal Boulanger, Haroldo de Campos, Bernard Chambaz, Huguette Champroux, Antonio Cisneros, Georges-Emmanuel Clancier, Robert Davreu, Angela García, Ilse Garnier, Serge Gavronsky, Juan Gelman, Daniel G. Helder, Nico Helminger, Carlos «Polito» Ibanez, Hédi Kaddour, Leslie Kaplan, Mazisi Kunene, Alain Lance, Josée Lapeyrière, Jean-Pierre Lemaire, Jean Lewinski, André Libérati, Orietta Lozano, Duda Machado, Sabine Macher, Michèle Métail, Katalin Molnár, Nancy Morejón, Sandra Moussempès, Xavier Laurent Petit, Jean Portante, Fernando Rendón, Reina María Rodríguez, Jeanine Saele, Yulia Skorodoumova, Lucien Suel, Esther Tellermann, André Velter, Franck Venaille, Lucien Wasselin, Jorge Yglésias, Saül Yurkévitch.

Département
du Val-de-Marne
Conseil général



11, rue Ferdinand-Roussel - 94200 Ivry-sur-Seine
Téléphone: 01 49 59 88 00

La beauté blessée des laids

Deux anciens parias métamorphosés en sourciers de musique et d'amour par la grâce et l'élégance lyrique de Gilles Leroy

LES MAÎTRES DU MONDE
de Gilles Leroy.
Ed. Mercure de France,
252 p., 110 F.

La laideur fascine Gilles Leroy. Elle représente peut-être son fantasme le plus profond, la source noire de son imaginaire, le stimulant de sa force romanesque qui ne s'est jamais autant affirmée que dans ces *Maîtres du monde*. Le narrateur, David Fisher, est plus que désagréable, myope, daltonien. C'est cette conscience d'être laideur « élevée des son enfance, au rang d'absolu » qui le constitue, même s'il reconnaît « enchanter » sur sa disgrâce, dans l'espoir de la chérir un jour. Mais peut-être se sert-il de cette laideur comme d'un recours rationnel, d'une capitulation à la répulsion qu'il a toujours inspirée à Lucas qui, au fil de leurs relations (se prendre, se déprendre, se reprendre : c'est là toute sa vie, toute l'histoire du livre) a fini par conquérir toute la place, régnant comme un « bouclier magnétique et palpable, qu'il avait renoncé à traverser pour le toucher ». C'est cette obstination d'avance désespérée à rechercher quelqu'un qui ne vent pas de lui qui fait la beauté tendue, vibrante du roman où l'on retrouve, plus nettement encore que dans ses précédents livres, l'atmosphère, dans le style de Gilles Leroy, de brutalité (montages heurtés, crudité des situations et des visions) et de raffinement (très longues phrases, parfois, qui épousent les méandres d'un paysage et d'un état d'âme).

Au début de l'amour de David pour Lucas, il y a eu un éblouissement physique. Aurons-nous droit simplement à un hymne à la beauté ? Non, car le romancier, en s'y prenant à plusieurs reprises, en proposant diverses versions du souvenir du coup de foudre, cherche à recomposer, à reconstruire l'impression de la beauté de

Lucas ; et ses témoignages autour d'une image première, d'une apparence, sont d'une justesse, tremblante et magnifique. Mais il y a aussi, chez David, enfant doré (fils de chirurgien de la clinique Beau Rivage, sur les hauteurs de Suresne) une fascination pour quelqu'un qui n'appartient pas à la même classe sociale. Lucas est un enfant de la rue, orphelin, à peine âgé par une grand-mère détrempée, la Scandaleuse, qui s'occupe d'un bistrot à Paris. Aucun apitoiement mièvre chez Gilles Leroy, aucune compassion folklorique ou de commande, juste un style plus âpre, moins flamboyant, lorsqu'il décrit les milieux plus démunis et évoque les enfants, nés du mauvais côté du fleuve, et dont les yeux sont « pourris par les drogues des pauvres et les reliquats des pharmacies cambriolées ».

VERTIGE NOIR

La principale souffrance de David (monologues de lucidité adolescente et blessée, qui sonnent juste) vient de son impuissance à attirer Lucas vers son univers privilégié, où argent et savoir sont liés ; il doit laisser partir Lucas qui, farouche, rebelle, préfère éprouver les choses plutôt que de les comprendre, traverse des mondes successifs sans en regretter aucun et passe d'un destin à l'autre avec « l'agilité oublieuse d'un phœnix ». Un phœnix que la musique brûlera, lorsqu'il deviendra un chanteur rock oscillant au gré des modes. Il est d'abord euphorique, puis poignant, cet itinéraire d'un enfant du siècle qui se précipite d'un concert à l'autre, parcourt des déserts nocturnes constellés de néon, avec la vitesse d'un train qui brûle les gares sans ralentir ; il ne garde pour tout souvenir de ses spectacles qu'un bruit persistant dans ses tympans, une vibration qui continue à courir sur l'échine. Et semble rechercher dans les drogues le paroxysme des ravages qu'il peut

exercer sur lui-même. Corruption volontaire de sa propre beauté, recherche de l'oubli de soi-même, comme pour se punir de son magnétisme d'antan : autre obsession de Gilles Leroy, autre vision romanesque qui envole par son pathétique sulfureux.

Mais le comble de la laideur (c'est le vertige noir du livre, son versant halluciné) est incarné par Joy, le frère de David, qui naît « avec un trou béant au milieu du visage à tel point qu'on pourrait y enfoncer le poing ». Le roman pourrait basculer (tant Gilles Leroy met de précisions quasi maniaques à décrire les malformations de Joy) dans le cauchemar grandguignolesque et le spectaculaire macabre et douteux. Mais ce qu'il pourrait y avoir de voyeurisme ravi est sauvé par l'analyse très fine du lien étrange, fait de sensualité et de terreur mutuelle, entre Joy et son père qui, se spécialisant dans la chirurgie plastique, passera vingt ans de sa vie à ouvrir, greffer et recoudre sans fin le visage monstrueux jusqu'à ce qu'il prenne une forme et devienne son œuvre. Il y a aussi, en arrière-plan, le portrait à la fois dur, grinçant et bouleversant, de Castro Fisher, la mère, qui fuit son cauchemar à travers le monde en y multipliant les frasques désespérées.

Toutefois, le lien le plus surprenant est celui qui se noue au terme du roman (peut-être parce qu'ils sont tous les deux voyous dans l'âme, tyranniques avec les autres et violents avec eux-mêmes) entre Joy et Lucas qui entendent de la régénération par la musique dans le bunker-sanctuaire de Whale's end, cerné par les corbeaux blancs. Alors une étrange lumière, douce et inquiète, envahit le roman : celle d'une légende pour deux vieux enfants, deux anciens parias métamorphosés en sourciers de musique et d'amour par la grâce et l'élégance lyrique de l'écrivain.

Jean-Noël Pancrazi

Les tribulations d'une éducation au Prytanée

LES PETITS SOLDATS
de Yannick Haenel.
La Table ronde, 220 p., 98 F.

La première phrase annonce l'esprit et la qualité d'un roman. « Je ne pensais pas à la mort. » Voilà posé le style simple et efficace d'une éducation sentimentale où le salut aux couleurs remplace l'émotion des jeunes amours. Certes, il a place dans l'esprit d'un garçon de quinze ans quand on peut offrir « l'extase à chacune des femmes d'officier du Bahut », mais c'est surtout l'initiation à la vie militaire qui fait le sujet de cet attachant récit mettant en scène « les petits soldats du Prytanée » vus par l'un d'eux, narrateur doué de verve, de talent d'écrivain, d'une causticité réjouissante. Fils d'officier, petit-fils d'un combattant d'Indochine qui ne cesse de proclamer « son amour pour ses chefs », l'adolescent qui franchit le seuil du lycée de La Flèche est pour ainsi dire programmé. D'autant mieux que son père lui a donné le goût des rites de l'armée. Encore que sans ambition, ne voyant dans la carrière qu'un moyen pour poursuivre « dans l'hebété » la tradition familiale, il est prêt à illustrer – sans excès – l'hugolienne devise de l'école, « Sois un lion superbe et généreux ! ». Mais il déchantera et ses chefs n'en sortiront pas grands : « Quand un gradé ouvrira la bouche, il me semblerait que le mot France dégoulinait avec des sonorités baveuses : l'entendais le mot rance. » La description des chahuts, d'une discipline dépassant l'absurdité, des dortoirs aux « frissons clandestins », sans oublier les divers caractères finement décrits, tout fait de ce premier roman, à la fois tendre et cruel, raffiné et violent, un savoureux moment de lecture. Si, sur un autre registre, les suivants ont la même qualité, on pourra confirmer ce qui déjà se précise, un écrivain.

Pierre-Robert Leclercq

Les cercles de l'enfer

Conçu comme un oratorio, le roman de Marie-Claire Blais médite sur le déclin de l'empire américain

SOIFS
de Marie-Claire Blais.
Seuil, 274 p., 110 F.

A quoi peut bien ressembler le paradis ? A une terrasse près de la mer où, un verre à la main, on se retrouverait sous les cocotiers pour contempler le crépuscule tout en échangeant de vagues propos sur Jane Austen. Il y a là de quoi vous faire préférer l'enfer. Mais chacun voit midi à sa porte et imagine celles du royaume des cieux en fonction de la place qu'il occupe en ce bas monde. Les personnages de *Soifs*, le dernier roman de Marie-Claire Blais, sont pour la plupart universitaires, artistes, magistrats, réunis en décembre 1999 dans un lieu qui n'est

pas nommé mais ressemble fort à Key West. Les fins de siècle inventent aux bûches et chacun, à sa manière, apporte sa touche au tableau d'ensemble du déclin de l'empire américain. Jacques, le spécialiste de Kafka, se meurt du sida en écoutant Mozart ; Renata, venue en convalescence après l'ablation d'un poulmon, ne peut s'empêcher de jouer avec le feu, la flamme de son triquet ou la passion du jeu ; Mélanie se demande toujours si elle n'a pas eu tort de préférer ses enfants à la carrière politique à laquelle sa mère ne cesse de l'exhorter ; Julio, l'exilé cubain ne peut oublier le radeau désemparé sur lequel toute sa famille est morte de soif. Le projet de Marie-Claire Blais peut sembler exagérément ambitieux puisqu'il s'agit d'explorer, à la manière de Dante, les différents cercles de nos enfers contemporains, mais il est mené avec subtilité, sans aucune grandiloquence. D'ailleurs, il est devenu plus difficile aujourd'hui de distinguer nettement le purgatoire de l'enfer ou du paradis. Le roman de Marie-Claire Blais ne tranche jamais, pas plus que son héroïne Renata qui est avocate et aurait pu devenir juge comme son mari si elle ne doutait de la validité de toute décision catégorique. *Soifs* donne à entendre la voix de

ceux qui se débattent dans « les limbes mélancoliques de la vie, de l'uniformité des gestes, que ce fussent les limbes des plaisirs les plus jouissifs, le paroxysme du plaisir sexuel ou l'extasiement dans les plaisirs matériels ». Conçu comme un long monologue intérieur, le roman passe sans solution de continuité d'un personnage à l'autre. Ce qui peut surprendre au début le lecteur mais paraît assez vite naturel, les peurs et les désirs de tous n'étant pas tellement différents. C'est toujours le poids du passé, qu'il s'agit de chaînes de l'esclavage ou de l'horreur des camps, c'est surtout la hantise de la fin prochaine, « cette creuse sensation de soif qui atteignait les sens, qui était pour chacun le signe de la lente altération des forces vitales, du sursis déclin vers la mortalité ». Suivant la ligne mélodique de l'oratorio de Beethoven, *Le Christ au mont des Oliviers*, qui sert de leitmotiv au roman, l'écriture polyphonique de Marie-Claire Blais compose un oratorio sur l'aube du XXI^e siècle et les doutes que suscite toute échéance capitale. *Soifs* n'est pourtant pas un livre désespéré.

A l'heure où idéologies et croyances semblent avoir fait leur temps, le pire lui-même n'est jamais sûr. A défaut de se reposer sur des certitudes, on peut toujours saisir quelques éclats. La méditation amère se transforme en hymne à la joie. L'effervescence du cœur peut alors jaillir d'un mouvement musical et le vol d'un oiseau suffit à ramener la sérénité. Au long cheminement vers une solitude croissante, Marie-Claire Blais n'oppose pas de théorie rassurante, elle offre seulement le chatoiement du désir et ses émerveillements en guise de viatique.

Gérard Mordal

* Signalons la parution en poche d'une Saison dans la vie d'Eroussak, Points Seuil P 297, 166 p., 33 F.

Dérive d'un homme « soclé »

GROS CHAGUIN
de Jean-Baptiste Harang.
Grasset, 222 p., 98 F.

Dans la presse, on pratique une sorte de taxidermie pour, quand l'actualité l'impose, conférer à une personnalité en vue l'immortalité d'un jour. Pour cela, « coller » à l'événement, ne faut-il pas le prévoir ? L'âge de l'intéressé, une maladie grave, un accident commandant à cette charmante attention : on l'embaume avant qu'il soit mort. C'est la nécrologie, ou « nécro ». Journaliste à *Libération*, Jean-Baptiste Harang sait de quoi il retourne, tout comme Jok, le héros de son troisième roman, rompu à cet exercice au point d'être baptisé « Borniol ». Mais voici que, sans crier gare, Clara le plaque. C'est soudain la vie au point mort : le besoin d'une discipline symbolique pour gérer ce deuil amoureux le conduit à briser sa montre, jeter, couper son répondant.

Au fil des jours, il mime ainsi « un simulacre de vie comme retour de dignité ». Son journal cherche en vain à le joindre et, du coup, il rate la mort d'Antoine Pinay, un morceau de choix. Mais comment nier davantage la durée ? L'idée lui vient d'acheter des bottes démesurément grandes et d'y couler du ciment. Le voici transformé en homme « soclé » de la détresse. Une situation dérangeante, à commencer par des fourmillements intempestifs aux jambes. Un concierge entomologiste trouvera la solution apaisante : des lucanes introduits dans les bottes le gratteront de leurs mandibules impitoyables. Jok sera désocié. Tout à une fin, même le temps, encore plus dans un roman.

Avec une joliesse inventive, Jean-Baptiste Harang a écrit une fable où l'on frôle l'absurde pour mieux relancer le jeu d'une fantaisie mi-enjouée, mi-grave, avec le goût et le sens de la dérision provocatrice.

Pierre Kyria

FRANÇOISE GIROUD



Françoise Giroud
Cosima
la sublime

296 p.
dont 8 p. en hors texte
120 F

Françoise Giroud constate : « Aimer un génie est éminemment inconfortable. » Aimer une femme trop sublime peut l'être aussi. Alors, *Cosima*, sublime ou insupportable ? A l'attrait d'une biographie menée tambour battant, au charme de ce portrait d'une femme éminemment supérieure, s'ajoute l'irritante séduction du doute. Petite toupe sublime ou grande cigogne insupportable, *Cosima Wagner* a trouvé en Françoise Giroud son meilleur avocat.

Jean Chalan, *Le Figaro*

Le talent de Françoise Giroud, le caractère démystificateur et salutaire de son livre tiennent à l'impartialité de l'exposé, comme si elle mettait sous nos yeux les mœurs d'insectes bizarres.

Dominique Fernandez, *Le Nouvel Observateur*

Au fond, à travers « le cas Cosima » - comme hier, à travers Jenny Marx ou Alma Mahler - Françoise Giroud poursuit l'exploration de ce qu'il en coûte à une femme de s'éprendre d'un grand homme. Comment s'accomplir dans la dépossession ? Comment un reflet peut-il emporter sur la lumière ?

Jean-Paul Enthoven, *Le Point*

Fayard / Plon

Prix Amerigo
Vespucci 1996

Yves Onahnon
Le calendrier de Cordoue

Un moment d'histoire
exceptionnel.
Page des librairies

Une reconstitution historique
minutieuse.
Le Nouveau Poitou

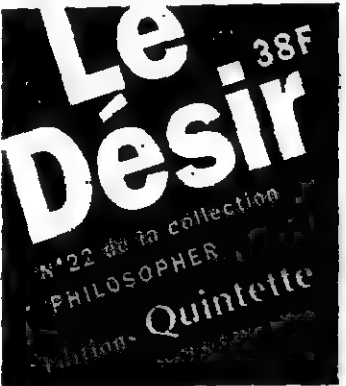
Il nous prouve qu'il sait écrire à
l'égard des grands chroniqueurs.
Le Magazine Littéraire

Ce roman dévoile tous
les charmes de la capitale
de l'Andalousie.
Information Jeune

Tout ce qu'on aime dans
un roman.
Le Monde

collection Littératures

autrement

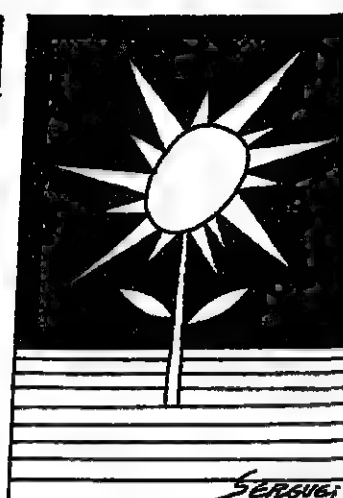
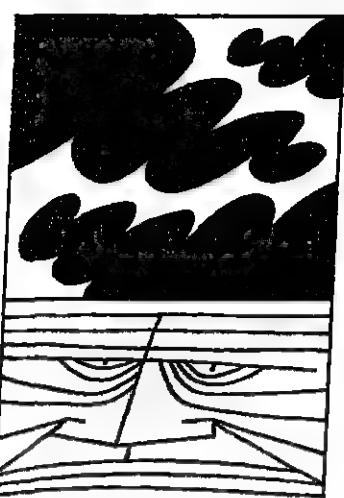


VI / LE MONDE / VENDREDI 1^{er} NOVEMBRE 1996La chronique
de Roger-Pol Droit

CORRESPONDANCE COMPLÈTE
d'Arthur Schopenhauer.
Édition critique
d'Arthur Hübscher,
traduit de l'allemand
par Christian Jaedicke,
préface de Frédéric Pagès,
Ed. Alive (49, rue de Turenne,
75003 Paris), 886 p., 289 F.

Francement, le bonhomme ne paraît pas sympathique. Misanthrope, colérique, chicanier, méfiant, vaniteux, narcissique... c'est à l'évidence un personnage insupportable. Il semble récriminer d'un bout à l'autre de l'existence. De lettre en lettre, selon les décennies, il ne cesse de réclamer des garanties exorbitantes à ses débiteurs, de suggérer des argumentations retorses à ses avocats, d'imposer des stipulations minutieuses à ses éditeurs, de houspiller ses « apôtres » dès qu'ils raient une coupure de presse ou un programme de cours mentionnant son nom. L'ensemble de sa correspondance connue – il reste cinq cent trois lettres, ce qui n'est pas beaucoup – pourrait permettre de dresser d'Arthur Schopenhauer un portrait peu avenant. Ces pages de rancœur du livrent tel quel, au quotidien, sans fard. « Jetées sur le papier sans préméditation ni suite », selon ses termes, les missives privées, papiers personnels, consignés intimes donnent à voir, par moments, un monsieur du genre teigneux, sûr de son bon droit, pas vraiment ardent.

Un léger décalage, un changement d'angle, juste un pas de côté. Cela suffit à voir les mêmes scènes sous une autre lumière. Schopenhauer n'eut qu'un seul vice : le souci de la vérité. Un seul but : la philosophie. Une seule exigence : l'œuvre. Son obsession financière n'est pas le signe de sa cupidité, mais le moyen premier de son indépendance : il lui faut vivre de ses rentes pour se consacrer à sa pensée, pour ne devoir faire à qui que ce soit de concessions d'aucune sorte. Les contraintes qu'il impose à ses éditeurs ne sont pas des manies de lettré tâtillon, mais la condition d'une transmission exacte des textes et de leur forme. Même son avidité de vieilles coquettes, quand il dé-



couvre ici ou là une nouvelle mention élogieuse de son nom, est sans doute moins le résultat d'une infatuation banale que le contentement de voir se répandre la vérité, sentiment légitime quand on lui a consacré sa vie et qu'on est convaincu d'y être parvenu. Sans cette conviction, inébranlable et folle, Schopenhauer n'aurait pu traverser un désert de trente ans. En 1819, c'est un homme encore jeune – il est né en 1788 – qui publie le livre renfermant toute sa pensée, *Le Monde comme Volonté et comme Représentation*. Cette œuvre est accueillie par un silence, un silence complet. Un silence qui pouvait paraître interminable.

Ce n'est qu'après 1850, et avec le succès des *Parerga et Paralipomena*, suite d'essais qui vulgarisent les thèmes de sa philosophie, que le vieil homme commence à rencontrer quelque véritable audience. Il s'en targe naïvement ? Il guette les tardifs indices de sa popularité avec une jubilation presque pudique ? Il est gentiment ridicule d'être si satisfait quand on le photographie, quand on vient peindre son portrait, quand une jeune femme le fait poser pour un buste blentôt reproduit un peu partout ? Bien sûr. Mais qu'importe. Il a su attendre. Il a tenu la distance, sans secours et sans suicide. Persuadé d'avoir percé

Pourquoi délaisse-t-on Schopenhauer ? Parce qu'il était caustique ? Ou parce que l'idée que l'existence serait nécessairement décevante et insensée est décidément trop angoissante ?

à jour une part essentielle du secret de la vie, il a laissé à son siècle le temps de le rejoindre. Pour tenir ainsi, une force d'âme peu commune était requise. Schopenhauer est un héros de l'endurance. Après une vie entière de solitude, il meurt sous les vivats. En 1860, un matin, il s'effondre sous le portrait de Kant, non loin du grand Bouddha tibétain dont il avait fait l'acquisition quelques temps auparavant. Il est admiré et célèbre, mais ce n'est encore qu'un début. Sa grande gloire vient plus tard. Sans doute aucun penseur, à part Marx, n'a façonné une époque de manière aussi

nette et inattendue. On connaît la liste de ceux qu'il a influencés, entre 1880 et 1930. Elle est impressionnante : « éducateur » de Nietzsche, Schopenhauer a marqué peu ou prou Kierkegaard, Freud, Jung, Bergson, Wittgenstein, Camus, Popper... C'est aussi chez les romanciers, les dramaturges et les musiciens que s'est exercée son influence – de Kafka à Proust, d'Hamsun à Beckett, de Mann à Joyce, de Strindberg à Dürrenmatt, de Wagner à Schönberg.

Qu'est-ce qu'ils retiennent tous, dans cette œuvre, mise à part la clarté d'un style classique, aux antipodes des pesanteurs hégéliennes ? La raison asservie au désir, la représentation consciente conçue comme l'avers d'une force obscure et impersonnelle, la mise en lumière du caractère illusoire de la volonté individuelle, le désir d'ascétisme sans la soumission aux religions révélées, les jeux de l'amour et de la mort ressaisis dans ce qu'ils ont d'absurde, d'inévitable, de dérisoire et de pitoyable. Le jeune Charles Chaplin, dans les coulisses d'un théâtre de Londres, lisait *Le Monde comme volonté et comme représentation*. Évidemment. Le pessimisme artiste, mystique et méditatif de Schopenhauer ne fut pas une posture artificielle, l'exercice facile

d'une intelligence qui prend la pose. Ce fut sa vie même, son salut à lui, sa détermination entière. Son apothéose posthume n'est pas une erreur de la mode. Son triomphe, toutefois, ne l'a pas rendu tout à fait respectable.

Il est encore marginal, délaissé des érudits et, en France surtout, plus ou moins boudé par les chercheurs. Sans doute le grincheux a-t-il eu la dent dure envers les philosophes universitaires. Il affirmait préférer l'idée des vers rongant son cadavre à celle des professeurs de philosophie décortiquant son œuvre. Il serait quand même curieux qu'une provocation aussi bête ait pu dissuader qui que ce soit. Il y a un problème Schopenhauer. Il suffit pour s'en convaincre de regarder l'état présent des traductions de ses textes en français. Elles sont foiegales, disparates, dispersées, lacunaires. Ce relatif abandon est triste et honteux. « *Que fait la police ?* », disait Schopenhauer à tout propos. Que fait la *Pléiade* ? a-t-on envie de demander en écho. En attendant, voici une excellente traduction de la correspondance, fondée sur l'édition critique d'Arthur Hübscher, qui paraît chez un éditeur inconnu. Elle semble tombée du ciel, tout exprès pour contrevenir au pessimisme du maître. Le soin ma-

nifesté par cette édition aurait un moment tempéré son humeur noire.

Ce qu'on écarte, c'est d'abord ce trait-là : la noirceur. Pas moyen d'aimer vraiment celui qui enseigne qu'une vie heureuse est une contradiction dans les termes, que les grandes amours sont des leures de l'instinct, que le monde est sans dessein intelligent, sans intention sensée, sans espoir d'amélioration. Il n'est pas une de nos consolations usuelles qui ne soit écartée. Dieu, ou le progrès, ou l'histoire, ou le sens, cela fait ricaner notre homme. L'optimisme le met en rage. Fidèle même de bonheur l'échauffe. Toutes ces fantasmagories ne sont à ses yeux que pièges à malheur, tortures pires que la cruauté du vrai. L'art seul sauve, par instants, et singulièrement la musique, mais comme l'indice, à peine pensable, d'un monde où la douleur cesserait d'être totalement absurde pour devenir contenable, et belle. La pitié évidemment s'impose entre les vivants, comme une solidarité éphémère dans une nuit sans fin. Rien de cynique, donc, rien même d'égoïste dans cette pensée de l'échecure de vivre. Rien que le constat ultime qu'il vaut mieux que ça cesse.

Laissons le noir. Abandonnons le goût du néant aux auteurs fin de siècle, amateurs de délectations moroses et de lassitude pâmée. Il y a encore une mauvaise raison pour ne pas aimer cette philosophie qui traite des larmes et du sang, de la peur de mourir et du courage de durer. C'est justement qu'elle se soucie de cette masse d'affect et de chair plutôt que seulement de l'esprit, de l'absolu, de la raison, ou des catégories de l'entendement. Il se pourrait que le moins pardonnable de Schopenhauer ne soit pas son athéisme, ni son pessimisme, mais le fait d'avoir fait revenir dans la philosophie, en vrac et sans virgules, l'amour la mort la douleur l'émotion. En un certain sens, on avait oublié ça depuis les Grecs. C'est pourquoi plus que tout autre, comme Nietzsche l'a vu, il est éducateur. Oubliez les défauts, les petesses, les imperfections, les ridicules, les travers misérables. Cet homme-là, il faut vraiment le remercier.

Béatitude de l'extinction

Dans la postérité de Schopenhauer, Giuseppe Rensi est à découvrir de toute urgence : il conjugue avec maestria jouissance, esthétique et pessimisme abyssal

LA PHILOSOPHIE DE L'ABSURDE
(La Filosofia dell'assurdo)
de Giuseppe Rensi.
Traduit de l'italien
par Patricia Farazzi
et Michel Valensi,
éd. Allia, 234 p., 130 F.

Professeur de philosophie à Gênes, Giuseppe Rensi (1871-1941) est un extraordinaire précurseur de la pensée négative. Sa *Philosophie de l'absurde* (1937) doit beaucoup à Pyrrhon et à Schopenhauer, mais aussi à Leopardi. Il y dénonce un monde « toujours plus obscur, torve, drape, peu sûr, sans but, sans jugement, sans leur ».

En ces temps de spiritualité arrogante et de régurgitation de toutes les superstitions, les livres les plus

pessimistes vous fouettent le sang et constituent un viatique indispensable pour vaincre le dégoût qui vous guette : on rangera donc ce philosophe aux côtés de ses maîtres.

En France, Jean Grenier, qui fut le professeur de philosophie et l'ami de Camus et qui tenait « toute pensée pour un cache-misère » avait tenté, en vain, dans les années 30, d'intéresser ses compatriotes à cet étrange Italien qui considérait les sceptiques de l'Antiquité comme les seuls philosophes loyaux et qui soutenait contre Hegel et les néohégéliens que tout ce qui est réel est irrationnel et que les causes perdues avaient autant le droit de leur côté que les causes gagnées. Il fallut attendre que Schopenhauer accédât enfin à la dignité philosophique et

surtout que, grâce à l'effort des éditions Allia, Giacomo Leopardi ne soit plus un inconnu en France, pour que le vœu de Jean Grenier fût exaucé : *La Philosophie de l'absurde* est enfin, et excellentement, traduit en français.

En exergue à cette *Philosophie de l'absurde*, quatre citations donnent le ton : la première de Leopardi sur le non-être comme seul bien ; la seconde de Bouddha sur la douleur ; la troisième de Schopenhauer sur le caractère absurde de toutes choses ; la quatrième enfin, toujours de Schopenhauer, et que voici : « Le monde veut s'entendre dire qu'il est digne d'éloges et par fait, et les philosophes veulent plaire au monde : dans mon cas, c'est différent. J'ai vu ce qui plait au monde et, pour lui plaire, je ne sortirai en aucun cas du sentier de la vérité. »

A cette proclamation du Maître de Francfort fait écho cette réflexion de Rensi : « Je ne tire aucun plaisir du déplaisir causé à mes semblables, aucun plaisir à les heurter, les importuner ou les mécontenter ; je voudrais pouvoir énoncer des vérités qui les pussent rendre heureux et sereins. Mais, hélas, les choses sont telles que je les décris. » Et ce que démontre Rensi, avec un brio désespérant, c'est que l'Être, l'absurde et la douleur sont une seule et même chose ; conclusion logique : il n'y a de béatitude que dans l'anéantissement.

Quant à l'Histoire, dont Rensi affirme qu'elle n'intéresse que ceux qui sont absolument dépourvus de tout sens historique, elle s'explique seulement parce que, tout comme l'humanité, l'individu reconnaît à chaque moment

présent qu'il est dans l'absurde, dans l'erreur et dans le mal, et veut en sortir. Ses efforts sont d'autant plus pathétiques qu'il tient en même temps à préserver sa foi dans les idéaux illusoirs et à affirmer que l'existence est un bien. Us ne sont pas nombreux ceux qui s'inscrivent à l'école du renoncement.

ÉTRANGÉTÉ AU MONDE

Sur sa tombe, Giuseppe Rensi, qui mourut à Gênes en 1941, avait fait graver cette épitaphe : « *Esi omnes, non ego* » (« Tous les autres sans doute, mais non moi »), ultime expression de son sentiment d'étrangeté au monde. Né en 1871, près de Vérone, il vint à la philosophie par la politique. Jeune avocat, il se battit, bien que nourri de Schopenhauer, dans les rangs du Parti socialiste, s'exila en Suisse, assista atterré à la première guerre mondiale et observa, après la Révolution bolchevique, combien toute idée politique, dès lors qu'elle se réalise, se « corrompt » et se « dénature » nécessairement. Sous les masques idéologiques, apparaît à l'état de substance chimique quasiment pure ce à quoi se réduit forcément l'art d'exercer le pouvoir : la violence arbitrairement légitimée par la loi.

Sous Mussolini, il insista sur l'impossibilité de donner un fondement à la politique, ce qui ne dissuadait pas le Duce de l'arrêter, ainsi que sa femme. Persuadé qu'il ne réchapperait pas de son incarcération, il écrivit à sa fille que « son pessimisme n'avait rien d'excès, mais n'était que le signe amer de la grande justice de ses prédictions ». Il ne dut sa libération qu'à la publication, par quelques-uns de ses amis, d'un faire-part de décès dont la presse étrangère se fit largement l'écho. Interdit d'enseignement – il était alors professeur de philosophie à l'université de Gênes –, il vécut comme un exilé dans son propre pays. Ses volumes d'apho-

rismes furent censurés à larges traits d'encre noire, ce qui ne l'affecta pas outre mesure, car il doutait fort de l'intérêt qu'il y a à publier ses propres pensées.

Ce contempteur de l'existence savait fort bien par ailleurs que le succès n'advient qu'aux philosophes du « oui », ceux qui sont assez naïfs ou retors pour justifier – au moins en dernier recours – les choses, le monde, la vie. Et il était décidé à camper, coûte que coûte, sur une pensée de la négativité, une métaphysique du refus que seuls, peut-être, des esprits profondément religieux peuvent partager. « *Ce sens tragique de la vie*, écrivait-il encore, *inaccessible aux optimistes et aux rationalistes qui ne voient pas, ne sentent pas, ne vivent pas le drame et le recouvrent volontiers d'un suaire, constatait désormais le seul reliquat possible et l'expression la plus haute des anciennes conceptions religieuses*. »

Dans la postérité schopenhauerienne, il existe un étrange air de famille entre le Français Chalmel-Lacour qui, après avoir achevé son œuvre (1) renonça à la publier tant il méprisait toute forme de prosélytisme, l'Allemand Philipp Mainländer, qui aspirait à une philosophie de l'autoanéantissement de l'espèce (2) et se suicida peu après la parution de son livre, et l'Italien Giuseppe Rensi, qui soutenait qu'il n'y a rien de plus grotesque que la suggestion qu'il faut agir, améliorer le monde, le faire progresser. Lui aussi cultivait les thèmes du renoncement, de la fuite hors du monde et de l'Être, bref un pessimisme sans rémission. Avec eux, Cloran, au cas où il les aurait rejoints dans un improbable ailleurs, aura trouvé trois frères en compassion et en sarcasmes.

Roland Jaccard

(1) *Études et réflexions d'un pessimiste*, Ed. Fayard.
(2) *Philosophie de la libération*, inédit en français.

ROBERT SOLÉ



On apprécie chez Robert Solé une vérité, une indulgence, le sens de la douceur de vivre. François Nourissier/Le Figaro Magazine

Une chronique sensible, vivante, d'un monde dans lequel on s'engouffre, des premières lignes, avec curiosité et bonheur. Nicolas Brehal/Le Monde

Une fresque enlevée, mordante et pleine d'esprit... Dalila Karchoucha/L'Express

Une admirable héroïne, à la fois charmeuse et rebelle... Un style qui sort de l'ordinaire. Christian Charrière/Le Figaro

Editions du Seuil

Max Weber ou le désenchantement à l'œuvre

Méconnu puis célébré, l'auteur de « L'Éthique protestante » est, aux côtés de Marx et de Durkheim, l'un des pères fondateurs de la sociologie moderne. Le « guide » que lui consacre Dirk Kaesler, ainsi qu'une série d'essais datant de la fin de sa vie, offrent un éclairage sur une pensée foisonnante

MAX WEBER, SA VIE, SON ŒUVRE, SON INFLUENCE
de Dirk Kaesler.
Traduit de l'allemand
par Philippe Fritsch,
Fayard, 292 p., 150 F.

SOCIOLOGIE DES RELIGIONS
de Max Weber.
Textes réunis
et traduits de l'allemand
par Jean-Pierre Grossein,
introduction
de Jean-Claude Passeron,
Gallimard, « Bibliothèque
des sciences humaines »
545 p., 180 F.

Max Weber est illustre, il figure aux côtés de Marx et de Durkheim dans la trinité fondatrice de la sociologie moderne. Il ne fut cependant ni le provocateur des grandes turbulences historiques comme le premier ni le guide et le pédagogue d'une république naissante comme le second. Il s'acharna à épouser son lieu, l'Occident, dont il ne cesse de questionner la singularité : le capitalisme générateur de la rationalisation dans tous les domaines de la vie, et son temps, la modernité, « cage de fer » où il tente d'ouvrir des issues. Mais l'unanimité demeure en tout incertaine. Il voulait être

Georges Balzac

avocat, professeur d'une grande université, il le fut peu ou durant peu d'années. Il fit la question sociale à la question nationale, il s'accrocha à mal des partis où il essayait d'imposer cette préoccupation. Il recherchait la position politique où il mettrait en œuvre ses idées sans se départir de l'objectivité du savant, il n'y accéda que marginalement. Sa femme, Marianne Weber, ordonna une partie de l'œuvre et écrivit la biographie après la disparition de l'époux, en 1920. Sans elle von

Richthofen, il n'aurait pas connu la convalescence amoureuse.

Cet inconvient dans l'Allemagne de son temps, et en soi – il subit à plusieurs reprises les assauts de la dépression –, ont contribué à donner à l'homme et à l'œuvre leur mouvement et cette coloration que les commentateurs ont qualifiée de pessimiste. Il fut, parce qu'il ne pouvait pas s'établir, ni être casé et classé, une figure d'exception. Il l'a été dans l'extension de sa culture, ouverte sur l'économie, l'histoire, le droit, la philosophie – avec la rencontre des néo-kantien de Fribourg et le commerce intellectuel entretenu avec Marx et Nietzsche –, sur l'art et sur la diversité des civilisations. Il l'a été dans son infatigable érudition, appuyée sur une exigence scientifique qui ne l'était pas moins, il a multiplié les chantiers dont certains sont devenus une « carrière » où puiser. Si l'on recherche son héritage dans l'histoire de la sociologie française, c'est Marcel Mauss qu'il convient d'évoquer. Il était lui aussi à part, il « savait tout », disait-on, et son œuvre dispersée inspira avant d'être rassemblée. Il fut également méconnu, puis célébré pour un seul texte – l'Essai sur le don – comme Weber pour l'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme. Puis tous deux devinrent la référence illustre par laquelle des auteurs nouveaux fortifiaient leur recherche d'innovation.

Dirk Kaesler, qui propose un guide orientant la connaissance de l'homme Weber et de l'œuvre, montre bien le retard de célébrité et les relations différenciées établies avec ce « saint international du savoir allemand ». Il dénonce l'industrie des interprétations, les commentaires plus intéressés qu'éclairés. Il évoque les batailles où sociologues, historiens et philosophes essaient de s'approprier Weber. Il révèle les calculs qui conduisent à la découverte du so-

ciologue après la deuxième guerre mondiale. En Allemagne divisée, celui-ci est pour les uns le théoricien qui légitime la reconstruction libérale, pour les autres l'antimarxiste professionnel. Ailleurs, ce contexte d'affrontement reste plus discret et Weber s'illustre comme un « contemporain », en France avec Raymond Aron, et comme un garant de doctrine, avec Talcott Parsons aux États-Unis. Dirk Kaesler ne manque pas de signaler le rôle de dépanneur lexical joué involontairement par le sociologue devenu « classique ». Il lui est beaucoup emprunté, et notamment des formules à succès : désenchantement du monde, éthique de la responsabilité et éthique de conviction, individualisme méthodologique, monopole de la violence légitime, etc.

Le « manuel » de Dirk Kaesler est une bonne introduction, ni dévote ni ravageuse, à la connaissance de la sociologie webérienne, abordée de l'intérieur et en ce qui fait d'elle le produit d'un temps et d'un milieu. Il explore les grands domaines, depuis les plus négligés – l'histoire économique et sociale de l'Antiquité et du Moyen Âge, puis de l'Allemagne wilhelminienne – jusqu'aux plus célébrés – la sociologie des religions, l'économie dans ses rapports aux pouvoirs sociaux et culturels. Il examine les trois piliers de la méthode, la place attribuée à la « compréhension », le recours à l'« idéal type » comme moyen de l'argumentation, le mode d'évitement des jugements de valeur. Il relativise la révolution webérienne, il la soumet à l'effet du désenchantement en la situant dans une généalogie scientifique qui permet de limiter la part de l'indé-

Alors, il faut relire Weber et se faire juge. Commencer par les textes de la dernière partie de la vie n'est pas de mauvaise pratique, tant le sociologue procédait d'écrit-

ture en réécriture, de comparaisons en comparaisons nouvelles, de remaniements en remaniements de la construction conceptuelle. C'est au terme que l'architecture de l'œuvre se laisse voir. Les dix écrits rassemblés sous le titre *Sociologie des religions*, traduits, mis en perspective par Jean-Pierre Grossein, introduits par une « lecture » de Jean-Claude Passeron, en donnent la possibilité. Le livre ne répète pas, il ajoute, notamment la « réponse » aux critiques de L'Éthique protestante et l'étude consacrée à « L'État et la hiérarchie ». Le livre éclaire par le double commentaire riche et consonant des présentateurs. Il est indispensable, il constitue un en-



Max Weber.

Né à Erfurt, en 1864, Max Weber a vécu une existence d'universitaire interrompue par de longues périodes de maladie et entrecoupée d'interventions dans la vie publique. Hostile à la « politique de polichinelle » de l'empereur Guillaume II, hostile à la guerre de 1914-1918 – il s'engagea pourtant dans l'armée allemande comme officier –, il conseilla la délégation allemande au traité de Versailles, sans parvenir à s'intégrer pour autant dans le nouveau régime de Weimar. Il meurt en 1920. Considéré comme un des fondateurs des sciences sociales modernes, son influence, via Raymond Aron, a été tardive en France, même si certains thèmes comme le « désenchantement du monde », ou l'origine du capitalisme rapportée au puritanisme protestant ont fini par se faire un chemin auprès des intellectuels français.

semble cohérent qui révèle sous cet éclairage « les différentes facettes du travail de Weber dans sa densité théorique et sa richesse empirique ». Il ouvre enfin un accès à l'œuvre que la médiocrité des traductions en français avait jusqu'alors contrarié en entretenant les méinterprétations. Alors que Weber a fait de la question des langues, du recours à toutes les ressources de la langue allemande, une préoccupation constante. On

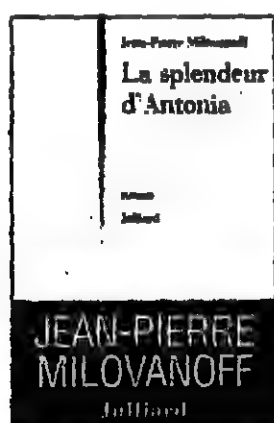
saisit ce que fut la double obsession du sociologue à partir du moment où il publie *L'Éthique protestante*. D'une part, mieux appréhender la particularité économique et sociale de l'Occident, les conditions de son apparition et de son développement en relation avec l'éthique religieuse. Il se consacre à cette tâche en passant d'un comparatisme restreint à un comparatisme généralisé, en recherchant les « configurations historiques » différentes où se trouvent présents le plus d'éléments favorables à la naissance du capitalisme, sans que celui-ci puisse s'accomplir. Il joue des contre-exemples, des rapprochements et des oppositions, comme

rielles de la vie, elle s'impose à l'univers symbolique afin de rendre le monde plus cohérent et apparemment vivable.

On connaît les critiques passionnées auxquelles donna lieu cette double obsession, portée néanmoins par un agnostique déclaré. Le sociologue a embourgeoisé la sociologie en la « dématérialisant », il a par, toutes ses entreprises, recherché l'inversion du matérialisme historique. Les commentaires parallèles de Jean-Claude Passeron et de Jean-Pierre Grossein corrigent les embellissements de la critique, de même qu'ils rectifient les interprétations et les évaluations hâtives ou fautives. Ils montrent les obstacles opposés à l'exploration d'une œuvre foisonnante, en mouvement et encore incomplètement ordonnée. Signalons, afin de gêner les répétitions d'erreurs, ce qui constitue « un discours de la méthode sociologique de Weber » : la mise en œuvre des preuves dans un va-et-vient entre constats empiriques et interprétations ; le recours à une causalité partielle, localisée et datée ; la recherche des régularités sociales ; la reconnaissance de l'impossibilité de définir un « type » de société, de lien social, par des propriétés transhistoriques.

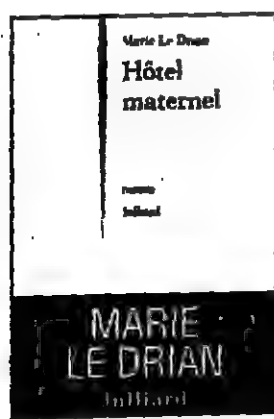
Weber a supporté l'épreuve du temps ; il repartait. Ce retour est pour une part affaire de circonstances, d'effet d'esprit de ce temps. Le troisième membre de la trinité sociologique occupe la place laissée vacante par la désaffection à l'égard de Durkheim, par le congé donné à Marx depuis l'effondrement du communisme. Sur tout, les incertitudes actuelles et la déperdition de sens se mettent en consonance avec une vision désenchante du mouvement historique élaborée par le sociologue allemand. Sous cet aspect, Weber ne peut aider à clore aujourd'hui le travail du deuil du sens.

Julliard fait sa rentrée



Il se dévot comme se dévot la jeunesse et laisse sur l'estomac cette sensation de réplétion à l'ancienne, comme au sortir d'un repas avec Giono ou Flaubert.
Jean-Baptiste Harang *Libération*

Ce qui compte à mes yeux, de plus en plus, est la découverte ou le plaisir de retrouver, sous le harnachement d'une intrigue, la chair vive d'un écrivain, les étonnelles du langage, le plaisir d'écrire.
François Nourissier *de l'Académie Goncourt*
Le Point



Admirable est cette écriture. Marie Le Drian capte l'oralité des voix qui nous hantent et qui nous rassurent, à peine incarnées dans les mots. Et c'est ainsi qu'un livre est grand.
Jean Quéléf *Le Nouvel Observateur*

Marie Le Drian nous communique jusqu'au frisson la détresse d'une femme.
Michèle Gazier *Télérama*

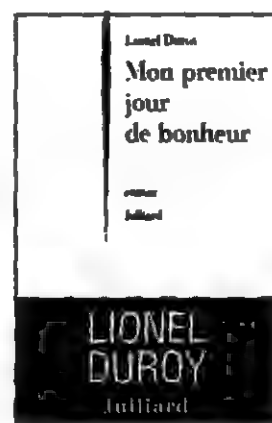


Topor écrit comme il dessine. A la sanguine. Au bazooka. Un rire légendaire, décalé, celui du caucase au fond de la classe, balade soudain ce récit trapé à coups d'adrénaline.
Patrice Delbourg *L'Érénement du jeudi*



Les mots d'Anne Bragance frappent comme des balles. On pense, bien sûr, à l'ipère au poing d'Hervé Bazin.
Yves Fiollier *La Vie*

Tragique et violent. Un livre magnifique qui vous frappe en plein cœur.
Éveline Le Garrec *Femme Actuelle*



Un livre où l'émotion, la hargne et la tendresse affleurent à chaque ligne et dont on tourne les pages la gorge serrée.
Thierry Candillot *L'Express*

Pour moi, le meilleur roman de la rentrée.
Michel Polac *Qu'est-ce qu'elle dit Zazie ? FR3*
La grâce de trouver les mots justes.
Jérôme Garcin *Le Nouvel Observateur*



C'est brillant, foisonnant, riche de faits historiques et de fortes études de caractères, de sensualité et de ces pourquoi qui jalonnent toutes les vies.
Pierre-Robert Leclercq *Le Monde*

On dirait un peu du John Irving. L'analyse des mœurs y est poussée à l'extrême.
Marie-Edith Mauf *Politix*



Les Dents du topographe sont les mille et une nuits de la peur et de l'absurdité. Laroui ricane pour ne pas hurler, avec une terrible justesse dans chacune de ses modulations. Et il y a encore du désespoir et de la dérision dans l'écriture si précise, si cadavre, si classiquement impeccable qui est la sienne.
Pierre Lepape *Le Monde*



L'Algérie malheureuse d'aujourd'hui, celle des revendications féministes, sociales et laïques, celle des violences et des crimes.
laubelle Lortholary *Elle*

Si vous avez aimé *Bazdaï café*, vous aurez de la tendresse pour cette fille de la Casbah.
Christine Arnothy *Le Parisien Libéré*

POLITIQUE

par Gérard Courtois

Le parti de la peur

LE FRONT NATIONAL EN FACE
de Michel Soudais.
Flammarion, 296 p., 110 F.LE FRONT NATIONAL À DÉCOUVERT
sous la direction de Nonna Mayer
et Pascal Perrineau.
Presses de Sciences-Po, 416 p., 80 F.

Silence ou indignation, complaisance ou diabolisation, alliance ou « front républicain », toutes ces stratégies ont été employées pour tenter de contrecarrer les ambitions du Front national, depuis son irruption sur la scène politique française. Il y a une douzaine d'années. Aucune n'a empêché le mouvement d'extrême droite de se renforcer, au point qu'il espère être demain l'arbitre des prochaines élections. Michel Soudais va même un peu plus loin. « La victoire du Front national a aujourd'hui quitté le domaine de la politique-fiction pour entrer dans le champ des possibles. Le silence ou la caricature n'y changeront rien », estime-t-il, pour mieux convaincre qu'il est plus que jamais nécessaire de « regarder le Front national en face ».

Ni pamphlet, ni plongée clandestine, ni ouvrage de politologue, son livre est une enquête touffue, foisonnante au point d'être parfois un peu brouillonne, mais riche d'une longue observation du FN, de ses militants, ses cadres, son programme, ses racines, ses méthodes, ainsi que d'une lecture attentive de sa presse et de ses documents internes. Les anecdotes fourmillent, toujours instructives. Les unes sont grotesques, comme la cérémonie de remise de la « flamme d'honneur », décernée par Le Pen aux « militants d'élite » du mouvement. Les autres sinistres, comme cette fine plaisanterie de Samuel Maréchal, patron du Front national de la jeunesse, pour expliquer pourquoi les jeunes accueillent le président du FN à leur université d'être en agitant des drapeaux : « A défaut de tendre le bras, ils tendent les drapeaux ».

On y épingle les bibliographies édifiantes remises aux militants, afin qu'ils puissent dans les classiques du fascisme ou du racisme d'Alexis Carrel à Julius Evola de quoi nourrir leurs convictions. On y décortique, citations à l'appui, cet « art de l'allusion » antisémite que cultivent Jean-Marie Le Pen et les siens. On y explore la vitrine glauque des trois maires de Toulon, Orange et Marignane, conquises par le FN en juin 1995, dans lesquelles les méthodes de « diffamation », d'« intimidation » et de « délation », autant que l'ignorance des « droits les plus élémentaires de l'opposition » ou le « nettoyage » du monde associatif, ont installé un climat digne de « Vichy », selon un témoignage d'opposant.

« La victoire
du Front national
a aujourd'hui
quitté le domaine
de la politique-fiction
pour entrer
dans le champ
des possibles.
Le silence
ou la caricature
n'y changeront rien. »

renvoi dans leurs foyers de cinq cent mille femmes salariées ; révision des seuils sociaux et du droit du travail.

Il reste que près de la moitié des électeurs de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle de 1995 ont fait leur choix en fonction du programme du candidat, contre un quart seulement des électeurs des autres candidats. « Il s'agit du plus fort taux d'adhésion à un programme », note Michel Soudais, avant de s'interroger : n'est-on pas en train de passer d'un « vote contre », d'un vote de rejet, de désespoir ou de protestation, à un « vote pour », d'adhésion et d'écoute bienveillante des sirènes lepénistes ? Une telle mutation serait d'autant plus inquiétante qu'« aucune des causes » qui ont favorisé l'essor du Front national « n'a disparu » : ni la crise économique ni celle du politique, creusée par les alternances accélérées des dix dernières années et l'impuissance avérée devant la montée du chômage.

Nonna Mayer et Pascal Perrineau dressent un constat qui n'est guère éloigné, dans la seconde édition – actualisée et complétée d'une bibliographie très complète –, de l'ouvrage collectif qu'ils avaient consacré, en 1989, au Front national. L'analyse des dernières élections atteste de l'« incontestable réussite » du mouvement d'extrême droite : plus de quatre millions et demi d'électeurs, plus d'un million d'élus locaux, plusieurs millions d'adhérents, « plus d'un quart des Français se déclarant d'accord avec ses idées », sans compter le glissement, en sa faveur, d'un électorat populaire longtemps fidèle à la gauche et qui utilise désormais le vote Le Pen pour « faire entendre son malaise ». Et cette indéniable capacité à tirer profit de l'anxiété et du discrédit des partis politiques traditionnels.

Mais s'ils soulignent que le FN est bien le « parti des mécontents », plus encore le « parti de la peur », s'ils voient dans sa progression « le symptôme d'une désintégration sociale et politique », Nonna Mayer et Pascal Perrineau notent également les faiblesses du mouvement d'extrême droite, qui tiennent à ses « rivalités » internes, à son « isolement politique » et, plus encore, à la difficulté de fidéliser « un électorat hétérogène » et « imprévisible ». Bref, ils ne jugent pas son ascension « inéluctable ». A condition, cependant, que les organisations traditionnelles relèvent le défi et deviennent, ou redevennent, « de grandes organisations populaires ». Vaste programme, à droite comme à gauche.

PASSAGE EN REVUE

● Revue des sciences humaines

« Faire visage », le titre du dernier numéro de l'excellente *Revue des sciences humaines*, même s'il sonne mal à l'oreille, a le mérite d'intriguer. De plus, parler du visage, c'est convoquer en même temps la philosophie, la littérature, l'esthétique et quelques disciplines annexes comme la sociologie ou la psychanalyse. Philippe Bonnet, Dolores Dildzek-Lyotard et Patrick Wald-Libowski rappellent, dans l'éditorial qui ouvre ce cahier, qu'Aristote n'accordait le « privilège » du visage qu'à l'homme, « seul animal qui se dresse droit, le seul aussi qui regarde de face et lance sa voix de face ». Rilke et le début de *Malte Laurids Brigg*, l'œuvre de Michel Chaux qui ne cesse d'interroger la figure, ses déformations, ses multiplicités (« J'ai vu l'homme à la tête diverse... »), le visage de Billy Budd (et celui de Claggart) dans l'admirable récit de Melville, et aussi Francis Bacon, Piero Della Francesca, Caspar David Friedrich et ses figures vues de dos... sont appelés à incarner, ou à dire, les différentes modalités d'une épiphanie. Comme le souligne Jean-François Lyotard, « la peinture, l'écriture, appellent les spectres du visage à venir les habiter ». (RSH, n° 243, université Charles-de-Gaulle-Lille III, 110 F.)

INTERNATIONAL

● par Daniel Vernet

IL ÉTAIT UNE FOIS L'AMÉRIQUE
de Philippe Romon.
Denoël, 364 p., 140 F.

Le 19 avril 1995, 9 h 02. C'est un mercredi, un jour ordinaire à Oklahoma City, la capitale de l'Etat du même nom. Une ville poussée au milieu des terres indiennes, qui n'existait pas au matin du 22 avril 1989 et qui, le soir, comptait déjà dix mille habitants. A 9 h 02, ce 19 avril 1995, une bombe fait voler en éclats le centre fédéral Alfred P. Murray, l'immeuble de toutes les administrations. Bilan : 169 morts, l'attentat le plus meurtrier perpétré sur le territoire des États-Unis depuis la guerre de Sécession.

C'est le point de départ. L'origine, presque l'acte fondateur, du livre de Philippe Romon. L'ancien correspondant de *Libération* et du *Nouvel Observateur*, qui a vécu sept ans à New York, est revenu aux États-Unis sur la piste du tueur d'Oklahoma City pour s'enfoncer dans l'Amérique des parano – mais en existe-t-il une autre ?, se demande-t-on après avoir relu le livre –, l'Amérique des sectes et des milices, des illuminés et des gens simples, bien, bonne mère ou bon fils. Comme Richard Jewell, qui a été fortement soupçonné d'avoir lui aussi posé une bombe, à Atlanta, pendant les derniers jeux olympiques avant d'être mis hors de cause. Il « vivait chez sa maman, aimait les armes et se méfiait du gouvernement ».

Ce dernier trait ne le distingue guère de l'immense majorité de ses compatriotes. En 1995, un sondage a montré que 8 % seulement des personnes interrogées faisaient confiance au

ECONOMIE

● par Philippe Simonnot

L'ORGANIZATSIYA
La mafia russe à l'assaut du monde
d'Alain Lallemand.
Calmann-Lévy, 320 p., 120 F.

La mafia russe est à l'image de ces entreprises multinationales qui dominent l'économie mondiale. D'abord, elle n'est pas vraiment russe. Ensuite, elle s'appuie sur les défaillances des États, notamment de celui dont elle est issue, l'ex-Union soviétique. Enfin, elle a pour champ d'action quelques îlots stratégiques dans l'archipel du capital. Ainsi peut-on résumer l'impressionnante enquête du journaliste belge Alain Lallemand.

Non, cette mafia n'est pas russe. C'est un brassage, nous dit Lallemand, de Géorgiens, de Moscovites, de Polonais, d'Israéliens, d'Ukrainiens, d'Allemands, d'Américains, de Tchétchènes, de Belges, de Litوانيens, de Biélorusses et de Colombiens. En définitive, l'appellation « russe » a l'unique mérite de souligner que Moscou reste l'un des points d'ancrage de cette criminalité.

Comment se fait-il qu'on y trouve tant de noms juifs ? Pour « désamorcer une polémique qui n'a pas lieu d'être », Lallemand rappelle qu'« à l'époque de Leonid Brejnev des hommes sans foi particulière ont abusé de la diaspora israélienne, et opéré une conversion religieuse aussi subite qu'inattendue pour quitter plus aisément le territoire soviétique ». Il ajoute : « L'URSS en a profité pour disséminer à l'étranger quelques-uns des individus qu'elle ne souhaitait plus héberger. » Selon une enquête de la Commission présidentielle des États-Unis, le KGB aurait eu intérêt à encourager le départ de criminels endurcis, fût-ce sous le couvert de l'article 5 (déclaration d'appartenance à la religion juive), plutôt que de les

SOCIÉTÉ

● par Robert Solé

ZAÏR LE GAULOIS
de Zaïr Kédadouché.
Grasset, 228 p., 98 F.

À la cantine du lycée, il y avait deux services : l'un à midi, l'autre à 13 heures. Zaïr Kédadouché venait à l'un et à l'autre. De temps en temps, ses frères, qui n'appartenaient pas à l'établissement, se glissaient dans la salle et mangeaient aussi, pour compenser la légèreté des menus du soir à la maison...

Un témoignage personnel est parfois plus éclairant que dix études de spécialistes, surtout quand il s'agit d'un sujet aussi complexe que l'intégration. En 1986, dans *Le Gène du Chaouï* (Seuil), le Lyonnais Azouz Begag avait raconté de manière saisissante son itinéraire d'enfant de bidonville devenu professeur d'université. Voici aujourd'hui l'histoire de Zaïr Kédadouché, également né en France et d'origine algérienne lui aussi. Une histoire écrite avec des mots de tous les jours, sans prétention littéraire, et dont les imperfections ne font que souligner l'authenticité. Ce sont des pages attachantes, souvent émouvantes, sur l'itinéraire inattendu d'un fils d'immigrés.

Profession du père ? « Décédé », répondait le jeune Zaïr, en se disant avec effroi qu'il aurait dû indiquer « éboueur » s'il n'avait eu la chance d'être orphelin. Oui, la chance-pensée scandaleuse !, parce que, tout compte fait, la disparition de cet homme violent lui aura permis de découvrir pleinement une mère admirable. Cette analphabète trilingue, parlant arabe, kabyle et français, s'était battue pour rester en France avec ses enfants, dans un bidonville d'Aubervilliers. A Noël, elle leur préparait un sapin, pour qu'ils ne soient pas dif-

L'Amérique parano

Congrès (contre 42 % encore en 1966). L'absence de confiance est une chose, la conviction d'être gouverné par une clique « judéo-mafieuse » en est une autre, largement répandue outre-Atlantique. Au cours de son périple dans l'Amérique profonde, Philippe Romon a rencontré des gens hantés par la peur de la conspiration et obsédés par le besoin de la combattre. Tous les moyens sont bons : les armes, la religion, la rébellion individuelle, la formation de milices... « Le grand problème avec la théorie de la conspiration, écrit-il, c'est qu'elle est sans limite. » Chaque groupe social la voit à sa porte, les nantis des quartiers résidentiels qui n'ont jamais assez de chiens, de policiers privés, d'alarmes électroniques pour surveiller leur propriété ; les « petits Blancs » qui accusent péle-mêle les Noirs, les Juifs, les hispanos, le gouvernement fédéral et le shérif du coin, d'être la cause de leur malheur ; les Noirs qui se jettent sur le crack, parfaitement conscients de ses effets encore plus dévastateurs que l'esclavage, la ségrégation et le racisme. « La communauté noire américaine est en voie de disparition, affirme Philippe Romon. Par le biais du « blanchissement » ou du fait de son autodestruction par la violence et la drogue. » Par « blanchissement », l'auteur entend l'adhésion de la classe moyenne noire aux valeurs du groupe dominant (blanc).

Repardi à la poursuite du rêve américain, Philippe Romon était fasciné par cette terre sans histoire, par ces personnages sans attaches. « Combien de fois, écrit-il, ai-je rencontré des individus qui, par le hasard ou les nécessités de l'immigration, s'étaient vus du jour au lendemain

affectés d'un autre nom et, gommant leur passé, leur appartenance nationale, religieuse, ethnique, avaient cru eux aussi que ce « nouveau départ » leur donnerait une nouvelle identité ? Mais ce déracinement est une illusion. « L'état sauvage » est un lieu hors du temps et hors de l'histoire qui renvoie l'individu à lui-même et le fait sombrer dans la paranoïa. « Quel repère a-t-on ici que son propre reflet ? se demande-t-il. Quelle autre consolation que le concept marécageux et collant de mère Nature ? Et pour se donner un peu de consistance, cet ersatz [sic] de virilité que sont les armes ? »

Le livre ne s'ouvre donc pas sans raison sur l'attentat d'Oklahoma City. Il est une errance géographique, mais aussi littéraire et cinématographique, comme si l'auteur avait tout lu et tout vu de la production américaine. « C'est ça l'Amérique, ce sentiment de naviguer tout le temps dans un polar de série B », et ce sentiment, il veut le transmettre au lecteur, même au prix de quelques clichés.

Devait-il vraiment « replonger les mains dans le cambouis de [ses] fantasmes » ? Philippe Romon n'est pas dupe, qui s'excuse presque de commencer son livre par « le poncif d'une ambiance de motel ». Mais les États-Unis ne sont-ils pas le pays des poncifs ?

On reforme le livre avec l'impression de quitter un monde de félés armés jusqu'aux dents et on songe non sans inquiétude qu'ils vont élire, mardi 5 novembre, le président de la première puissance de la planète. A moins que les paranos peuplent les contingents d'abstentionnistes traditionnellement plus nombreux que les votants aux États-Unis.

Crime et châtiement

entretenir en camps de travail. Le livre de Lallemand nous emmène en promenade sur le boulevard du crime de New York à Moscou, en passant par Anvers, Berlin, Tel-Aviv, cette dernière place jouant le rôle de « havre de paix » pour héros fatigués de s'entretenir. Tel un polar, cet ouvrage requiert une attention soutenue du lecteur s'il ne veut pas se perdre dans le labyrinthe de l'organisations. Heureusement, l'auteur nous offre en fin d'ouvrage une liste des principaux personnages de son récit, et aussi une reproduction des tatouages fort variés qui ornent différentes parties de leur anatomie. Chacun de ces dessins béralliques a un sens très précis, indiquant le nombre d'années de prison, si l'on a tué, et combien de fois, et le lecteur serait donc capable de reconstituer la carrière de l'un de ces criminels si d'aventure il entraînait dans son intimité.

L'histoire sanglante que nous conte Lallemand est celle d'une poignée d'hommes – une vingtaine tout au plus – qui ont fait trembler plusieurs États occidentaux de première importance. Capables de s'aller avec la Cosa Nostra comme avec les cartels colombiens de la drogue, cette escouade serait à l'origine de dizaines, voire de centaines de meurtres. « Tuer fait partie de leur vie quotidienne, c'est comme manger un croissant », lie-on avec effort. Ils seraient à un tel niveau de richesse que « l'argent ne joue plus aucun rôle ». A terme, la crime ne paie pas. La plupart de ces héros de roman noir finissent soit arrêtés, soit assassinés, soit les deux à la fois, c'est-à-dire exécutés en prison par leurs frères ennemis. La pitialette s'en tire mieux, mais elle gagne beaucoup moins... On entre dans cette mafia comme on entre en religion. La première règle de son code édicte en effet que l'impétrant doit tourner le dos à père, mère,

frères, sœurs, la communauté criminelle étant sa seule famille. Il n'a le droit d'avoir ni femme ni enfants. Comme il n'a pas le droit, non plus, de travailler, il ne peut vivre que du fruit de ses activités criminelles.

L'organisation que nous décrit Lallemand se distingue aussi par son économie. Aucune de ses consœurs italiennes, colombiennes, japonaises ou turques, assure Alain Lallemand, « n'avait utilisé avec la même constance une société commerciale qui servirait, d'un bout à l'autre du monde, à épauler ses activités criminelles ou simplement frauduleuses ».

Là où l'auteur met le doigt sur une plaie qui n'est pas près de se refermer, c'est quand il nous fait le portrait de l'un de ces grands malfieux, Otari Kvantrichvili, dit « Otarik », géorgien d'origine, patron de l'un des groupes criminels slaves de Moscou. Otarik, à la fin de sa carrière, tirait l'essentiel de sa fortune d'un privilège qu'il avait obtenu en décembre 1993, pour trois ans, de son « ami » Boris Eltsine, à savoir des exemptions de taxe d'importation et des quotas d'exportation pour le ciment, le minerai d'aluminium, le fer et le titane. Otarik était ainsi devenu par la faveur du président russe le pivot indispensable pour beaucoup d'activités d'import-export avec l'ex-URSS. Abattu en avril 1994 à Moscou, il a tout de même eu le temps de manier des sommes colossales et de dire au chef de la police : « Un a écrit que j'étais parrain de la mafia. L'organisateur de la mafia, c'est Vladimir Ilitch Lénine. C'est lui qui a fondé cet État criminel. Quel que soit l'État qui en résulte, je suis obligé de le servir maintenant. » Soit ! Mais la Russie n'a pas le monopole de la corruption étatique.

Le livre débouche sur une question sans réponse : la fameuse « transition » vers l'économie de marché est-elle le châtiement ultime du crime incarné par l'État ?

Un enfant d'Astérix

férents des petits Français. Mais, n'ayant pas la notion du temps, elle n'allait jamais les récupérer au bon moment, à la sortie de l'école ou au retour de la colo. Mère au corsage généreux, où étaient cachés tous ses trésors : mouchoir, argent, clés, médicaments... Un vrai coffre-fort.

Au cinéma, le jeune Zaïr et ses camarades ne payaient jamais : ils avaient trouvé le moyen d'ouvrir la porte avec un cintre tordu, transformé en crochet. Le plus habile se voyait octroyer tous les ans un « crochet d'or ». Il leur serait plus difficile par la suite de forcer l'entrée des boîtes de nuit, interdites aux Arabes. Que d'efforts, cependant, pour apparaître dans la norme ! Que de soins pour faire oublier leurs cheveux frisés ! Les brushings du samedi soir étaient une aubaine pour les coiffeurs de la banlieue nord, et sans doute le sont-ils encore. Au lycée, Zaïr Kédadouché affirmait avoir volé des cartables. « On revenait les livres des élèves de terminale et, avec l'argent obtenu, on achetait nos propres livres de classe. » Etouffant commerce ! Se considérant « enfant de la Révolution française » et même « Gaulois », le fils de l'éboueur algérien parle avec reconnaissance de l'école de la République, « lieu du savoir, de la connaissance et de la vérité ». Il n'en gomme pas pour autant la violence. C'était un lieu cruel, souligne-t-il, où régnait la loi du plus fort. Les enfants d'immigrés y prenaient leur part, sans se limiter à un rôle de victimes. « Quand on savait qu'une famille avait cassé la gueule d'un prof, on respectait cette famille, définitivement. »

Les frères de Zaïr et la plupart de ses camarades se sont retrouvés sur une voie de garage. Lui, il a eu la chance – ou la volonté – de décrocher son bac et d'étudier à Sciences-Po.

Pouvait-il rester sourd aux demandes de ses frères ? Il lui est arrivé plus d'une fois de passer des examens à leur place, en changeant de carte d'identité. C'est de l'histoire ancienne et il y a prescription. Zaïr Kédadouché ne se lancerait plus aujourd'hui dans des aventures de ce genre. Agé de trente-huit ans, il est professeur de technologie à La Courneuve.

Après un détour par le football – il a appartenu au Paris FC et au Red Star – le « Gaulois », devenu français à dix-huit ans, marié à une Française, est entré en politique. Bien qu'ayant voté deux fois Mitterrand, en 1981 et en 1988, il s'est fait élire au Conseil régional d'Ile-de-France sous l'étiquette Génération Ecologie, puis s'est rapproché de Jacques Chirac et travaille aujourd'hui au cabinet d'Eric Raoult (RPR), ministre délégué à la ville et à l'intégration. Cela ne lui vaut pas que des amitiés parmi les beurs. Dans son livre, il évoque à demi-mot les critiques, parfois virulentes, dont il est l'objet. « T'es l'Arabe de service ! », lui ont lancé des jeunes, au sortir d'une émission de télévision, avant de lui cracher au visage et de renverser sa moto. Il n'a pleuré. Pas facile de « réussir » en sortant des sentiers battus.

Le livre est dédié à une absente : Farida, la sœur perdue, suicidaire, morte du sida. « Toute sa vie, elle a souffert », affirme Zaïr Kédadouché, qui évoque cette vie brisée avec une sorte de franchise brutale, presque impudique. « Elle a tout subi. Le passage du Moyen Âge à l'époque moderne. » Paradoxalement, la vie « gauloise » aura été moins traumatisante pour la mère, encore déroute par la langue française, qui chante aujourd'hui aux enfants : « Un chiffon, fon, fon, les petites marionnettes. »

Comment ça

et Raymond

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

Comment ça va avec la douleur ?

Jean-Claude Guillebaud et Raymond Depardon, le rédacteur et le photographe, explorent la beauté et la souffrance dans l'Afrique de l'Est

LA PORTE DES LARMES
de Jean-Claude Guillebaud
et Raymond Depardon.
Seuil, 220 p., 159 F.

Tant de beauté pour tant de souffrance, comme si l'une se payait de l'autre, voilà dit une fois pour toutes, le sortilège de l'Abyssinie. A peine poussée la Porte des larmes, ce mince détroit qui donne à l'océan Indien une vision brûlée de la mer Rouge, l'Éthiopie se dévoile, millénaire et terriblement jeune, hautaine et abattue par ces tragédies à répétition qui, des sécheresses aux famines, du joug impérial au breuvage tropical, ont transformé ce paradis terrestre en point cardinal de l'enfer. Encore faut-il rendre au diable ce qui lui revient, et à l'homme tout pareil. Affirmer que dans cet « Orient du continent noir », les peuples ont moins souffert du ciel que de leurs dirigeants. « Pendant dix années au moins, cette Corne qui on disait stratégique fut, pour nous, le canton d'une géographie personnelle », écrit Jean-Claude Guillebaud, dans les premières pages de son *Retour vers l'Abyssinie* illustré par son compagnon de voyage Raymond Depardon. « Raymond tourna là-bas plusieurs films qui parlaient de désert et de femmes, poursuit Guillebaud. De 1973 à 1983, j'y séjournai plus de quinze fois (comme envoyé spécial du Monde) dans des circonstances telles que l'homme que j'étais s'en trouva changé. » En remettant ses pas dans ses propres pas, à cinquante ans passés, Guillebaud ne retrouve plus exactement ni le journaliste qu'il était à trente ans ni le pays qu'il aimait. Bien sûr, ses curiosités ont changé, les informations plus ou moins pipées sur d'hy-po-thé-tiques mouvements de troupes le laissent indifférent. Mais l'histoire est là qui brouille les pistes. Cette carte de la Corne qu'il découvre dans le bureau d'un fonctionnaire, avec la Somalie franco-anglo-italienne et l'Érythrée séparée de



« La coiffure de ces femmes n'a guère changé depuis la reine d'Égypte Hatshepsout, il y a trois mille ans ! » Raymond Depardon

l'Éthiopie, est-elle d'hier ou d'aujourd'hui ? Elle date de 1930. Mais depuis 1995, « elle est redevenue exacte. La Somalie est effectivement pulvérisée, et l'Érythrée n'est plus éthiopienne. Il faudra nous habituer à cette idée : l'histoire nous mène à l'envers ». Chaudu faisant, nos voyageurs, si peu voyeurs, avancent les yeux grands ouverts sur ce morceau

d'Afrique qui, la paix retrouvée, ne se herce pas d'illusion. Deux jeunes Éthiopiens de vingt-deux ans, « ayant l'âge de notre propre mémoire », leur servent de guides. La nostalgie n'est pas possible. On sent Guillebaud se reprocher par avance la tentation d'idéaliser l'Éthiopie avant même de la reconnaître pour ce qu'elle est, un pays qui a souffert,

grimaçant et métamorphosé, dans la capitale Addis Abeba pleine à craquer, ou aux abords de Massawa, lieu d'« effondrement terminal du communisme », envahie de carcasses de tanks et de camions militaires calcinés. « A quoi sert le journalisme ? », se demande Guillebaud méditant sur la myopie du monde face à la tragédie érythréenne. « Comment avons-nous pu, si durablement, confondre cette guerre avec une vague guérilla du tiers-monde ? (...) La paix qui survient est un moment de vérité. Les couleurs deviennent accessibles. On peut enfin faire des comptes plus exacts. » Un million de morts côté éthiopien, soixante-dix mille du côté érythréen, ce fut le bilan de cette vraie guerre dans laquelle Guillebaud plonge sa plume à froid.

Adossé aux photos de Raymond Depardon (1) superbes de vérité sobre, tout en retenue, en esquisses parfois, comme cette silhouette courbée au-dessus d'un lac, le texte de Jean-Claude Guillebaud débordait d'amour et de respect. On voit comme si on y était les femmes somaliennes « aux poignets de cristal ». On sent l'odeur violente et si humaine des billets de banque qui circulent de main en main. On imagine, même si l'objectif du Leica ne l'a pas « pénétré », cette fillette du Wollo effrayée à la vue de ces deux Blancs. Guillebaud et Depardon expliquent et montrent, sans voiler ce qui doit être vu, sans violer ce qui doit rester dans l'ombre. Ce n'est pas seulement beau. C'est vrai.

Eric Fottotcho

(1) Raymond Depardon publie aussi *En Afrique* (Seuil, 155 p., 130 F), un ouvrage vendu au profit de l'Action contre la faim, qui retrace un voyage de l'auteur depuis le cap de Bonne-Espérance à Alexandrie. On y retrouve le regard tantôt apaisé, tantôt révolté du photographe-cinéaste, déjà quelquefois (au Tibet), libre enfin, en Éthiopie, « sur cette route historique en paix pour la première fois ».

La muse des faubourgs

Arletty conforme à sa légende. Tel est le portrait qu'en dresse Denis Demonpion

ARLETTY
de Denis Demonpion.
Flammarion, 485 p., 140 F.

Léonie Bathiat, native de Courbevoie, avait décidé de se rebaptiser Arletty pour faire le mannequin dans les maisons de couture, à cause, disait-elle, d'une héroïne de Mont-Oriol de Maupassant qui lui avait beaucoup plu. Dans la biographie qu'il vient de lui consacrer (la meilleure, de loin, la plus fouillée, enrichie d'un vrai travail d'enquête, de confidences faites par la mythique « indéchiffrable », d'entretiens avec ses proches, de documents inédits, et où l'auteur confie ses doutes, ses imprécisions lorsqu'il n'a pu vérifier les dires de son modèle, par exemple en ce qui concerne sa « rencontre » avec Lénine réfugié à Paris en 1910), Denis Demonpion laisse entendre que le choix de ce pseudonyme s'expliquerait par d'autres raisons, à propos desquelles l'intéressée entretenait un halo de mystère. Bien que, tout au long de cet ouvrage, Arletty confirme que, pour elle, il n'y avait « pas de questions indiscrètes », il semble que sur ce sujet toute interrogation plus poussée ait été importune. Le secret, s'il en fut un, aurait trait à des doutes sur l'identité de son père, entretenus par les commères de Charbonnières-les-Vieilles, commune natale de sa mère. Née sans a priori, dotée d'un tempérament bien trempé, d'une anarchie, détachée, insoumise, irréductible, Arletty était franche, mais n'avait pas tout dit. Aussi sincère soit-elle, une autobiographie (*La Défense*, Ramsay-Poche Cinéma n° 93) doit toujours s'accompagner d'une biographie. Ainsi la « La-

dy Paname » des *Enfants du paradis* nous apparaît-elle ici conforme à sa légende, bien campée dans son époque, noceuse des Années folles, forte en gouaille et en liaisons dangereuses, et en même temps plus intime. On retrouve ses bons mots (« On ne m'a pas élevée, je me suis élevée »), ses éclats de rire en cascade, ses ambiguïtés (notamment ses rapports avec Céline, le « savant des mots » qui écrit comme elle parle, et profère tout haut ce qu'elle pense tout bas). On la savait plus gaillarde que gaillarde, femme libre en amour (« Choisir mais pas se laisser choisir »), on apprend que celle qui tient la dragée haute à ses amants n'est pas à l'abri de passions ravageuses, parfois domptées ; on lui découvre des comportements fantasques, des actes irréfutables, des relents de contrition (elle vit à la fin de sa vie la perte de ses yeux comme un châtiment, un prix à payer pour sa mauvaise conduite) ; on la surprend féroce (avec Piaf, qu'elle accuse d'avoir laissé sa mère dans le caniveau, avec Sacha Guitry, qui triche avec la vérité, avec Simone Signoret qui lui aurait tendu un traquenard lorsqu'elle vivait une idylle pendant l'Occupation avec le Faune, un officier allemand qui faisait partie de la garde rapprochée de Goering). Ses frasques et ses flirts défilent, ses chagrins aussi. Arletty serre les dents dans les moments difficiles. Traquée dans ses insouciances mais jamais égarée, la femme royale et galopine, muse de Prévert, dont Denis Demonpion peaufine le portrait, reste l'irremplaçable oiseau du faubourg qu'elle a été.

Jean-Luc Douin

Paris, trait pour trait

Violences de la voirie, de l'air vicié, des expulsions. Entre rage et regrets, Cabu « mord » pour réveiller ce qui reste de cette ville asphyxiée par l'argent et la haine

REVOIR PARIS
de Cabu.
Ed. Arléa, diffusion Le Seuil,
287 p., 190 F.

Revoir Paris (Tynet) sert de bande-son au cinquième livre du dessinateur Cabu. Il y a une

méchanceté du dessin. Les dessinateurs sont plutôt doux. La méchanceté des mots est infatigable. Si l'on prend Siné, le bien nommé, comme passeur entre les individus d'avant et le groupe d'après (en gros, celui d'Hara-Kiri), quelques dessinateurs des quarante dernières années nous ont permis de

voir le monde réel. Ils ne caricaturent jamais. Les mauvais sont ceux qui n'accèdent jamais à leur excès. Exagérer est un art. Les dessinateurs ont inventé plus de types, de postures, de grimaces que les auteurs ou les comiques. Le dessin commence dans la rue : on se met à voir les gens comme

les dessine Cabu et non pas comme ils « sont », les lieux comme il les figure, les relations comme il les entend. C'est le commencement critique. On a appris à voir les beaux, les grosses coiffées en brosse, les bagnoles hargneuses, les mecs à chiens, par Cabu. Cabu se marre tout le temps. Ses dessins, non.

Il se passe quelque chose autour de Paris, qui n'est pas ordinaire. On l'entend dans le haine de Paris qui se répand partout. Quand ils aiment Paris, les gens de Paris résistent comme ils peuvent, à son écrasement. Ecrasement par qui ? Les promoteurs ? Les incultes ? Les maîtres ? Les collabos à 4x4 ? Les architectes à portable ? Cabu les montre, bien d'autres, et nous avec, arrondissements par arrondissement. Mais la lave qui coule sur Paris et sur ses dessins, c'est l'argent, l'argent réglé comme du papier à musique, l'argent qui ne peut s'accommoder que de la haine de la ville. La mort de Paris n'est pas pensée. L'argent ne pense pas. Ce n'est ni une abstraction ni un fantasme, Bresson le sait. C'est l'argent laissé à lui-même, sans magnat, le triomphe du libéralisme qui fait Paris couler. Cabu vacille. Entre rage et regret. Assez de mémoire et d'amour pour superposer le Paris perdu et la violence que Paris subit. Violence de la voirie, de la bagnole, des parkings, de l'air vicié, des petites résidences favorisées, des quartiers laissés à l'abandon, bouffés par le béton, anéantis. Violence des expulsions, violence de l'exil des pauvres gens, violence des chiens qui chient, de la consommation intouchable. Violence de la cherté, des centres commerciaux, des réverbères, de la misère. Il surfit de lire Cabu, comme Le Corbusier, Queneau, Miller, Voltaire, Zola ou Montesquieu qui servent de seuil à chaque arrondissement. Tout y est.

Francis Marmande

ART ET DÉMOCRATIE

19 - 21 novembre 1996

Théâtre National de Marseille La Criée

« Une chance pour la démocratie ? »
« Les limites de la démocratie ? »
« L'argent, le pouvoir, la culture ou le spectacle ? »

avec : Laurence BERTRAND-DORLEAC, Christine BUCI-GLUCKSMANN, Mamiel Maria CARRILHO, Anne CAUQUELIN, Emmanuel de ROUX, Ivane EYMIEU, Alain FINKIELKRAUT, François GAILLARD, Dan HAILICA, Nathalie HEINICH, Jacques HENRIC, Marc JIMENEZ, Daniel LINDENBERG, Jean MANGION, Jacques RIGAUD, Joël ROMAN, Alain-Gérard SLAMA, Olivier SCHMITT, Pierre-André TAGUIEFF, Philippe URFALINO, Michel VAUZELLE.

Retrouvez notre programme sur le site internet <http://horaslimites.gulliver.fr/PlacePublique/>
Renseignements & réservation : 04 91 54 70 54
Les Rencontres Place Publique, 4 rue Puits Saint-Antoine - 13002 Marseille
Tél. 04 91 90 08 55 - Fax 04 91 91 90 41

Christine Jordis

Ce livre marque une étape dans l'extraordinaire carrière en zigzag d'Ella Rees William, dite Jean Rhys, qui fonda un certain roman moderne réduit à l'épure, à l'enchaînement rapide des sensations physiques et des sentiments.

Angelo Rinaldi, L'Express



Christine Jordis a su intercepter Jean Rhys dans ses contradictions mêmes, sa fragilité féroce, sa si périlleuse, si courageuse, si intraitable lucidité.

Viviane Forrester, Le Monde

Stock

livraisons

CINÉMA

● **LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU MIROIR DE SON CINÉMA**, de Catherine Gaston-Mathé
Né d'une thèse en Sorbonne, cet ouvrage analyse l'acharnement du cinéma français à brasser du rêve. Plus distrayant que perméable à leur époque, les films tournés sous la IV^e République escamotent les réalités dérangeantes de la guerre, de l'Occupation, du ralliement au Maréchal Pétain, de la déportation, du rôle de la Milice. Paralyse par la censure et l'autocensure, il occulte les lâchetés politiques et sociales pour entretenir des mythes sur l'héroïsme et la Résistance. La V^e République lui fera retrouver la mémoire (éd. Arléa-Corlet, 362 p., 112 F.).

● **LE FILM QU'ON NE VOIT PAS**, de Jean-Claude Carrière
Les yeux ouverts dans le noir, le spectateur est-il réellement sensible aux images qui lui sont projetées sur l'écran ? N'est-il pas aveuglé par des habitudes, des a priori, des interdits ? Cinéphilie et pédagogie, Jean-Claude Carrière commente les pouvoirs particuliers du langage cinématographique, et le trouble que nous renvoient les images de cette mystérieuse écriture, cet art enrichi au fil du siècle, qui aime l'ambiguïté, l'artifice, la suggestion, le vague des sentiments (Plon, 225 p., 110 F.).

HISTOIRE

● **LES MAÎTRES DE FORGES**, d'Alain Frèrejean et Emmanuel Haymann
Le sous-titre précise *La Saga d'une dynastie honnaise 1736-1886*, celle des Frèrejean de Pont-de-Vaux. Conjuguant l'attachement familial et le métier de l'historien, les deux auteurs retracent l'aventure d'une lignée d'industriels et négociants entrepreneurs. Partenaires de Joffroy d'Abbas dans l'invention du « pyroscaphe », ils fournissent Bonaparte pour sa campagne égyptienne lorsque les cloches des églises deviennent canons de la République, puis tard les rails des premiers chemins de fer, tant en France qu'en Piémont, la stratégie savoyarde de la famille s'adaptant aux mouvements de frontières du XIX^e siècle. Un ouvrage plaisant dont l'écriture tient plus du roman que de l'essai sans que l'information en pâtisse (Albin Michel, 368 p., 130 F.).

● **LES MINISTRES ET LES MINISTÈRES DU SIÈCLE DES LUMIÈRES 1715-1789**, d'Arnaud de Maurepas et Antoine Boulant
Voilà un manuel de prosopographie exemplaire qui ne se contente pas de présenter chacun des soixante-dix-huit titulaires des charges ministérielles de la minorité de Louis XV à la chute de l'Ancien Régime, mais propose une présentation claire, sobre et efficace de l'appareil d'Etat - Conseil du Roi, départements ministériels jusqu'au profil de carrière, dont les riches annexes donnent un vivant aperçu (éd. Christian/JAS - diffusion Picard -, 464 p., 280 F.).

● **L'INDIVIDU DANS LA THÉORIE POLITIQUE ET DANS LA PRATIQUE**, ouvrage collectif sous la direction de Janet Coleman
Il s'agit là d'une des premières pierres d'un édifice ambitieux entrepris par la Fondation européenne de la science sur le thème : « Les origines de l'Etat moderne en Europe, XIII^e-XVIII^e siècles ». Le groupe de travail international animé par Janet Coleman s'est attaché à rechercher comment et quand est apparu l'individu moderne dans l'émergence des Etats d'aujourd'hui. Les auteurs retracent le rôle fonctionnel des individus à travers les phases historiques de l'Europe occidentale : catholicisme, féodalité, républicanisme civil et absolutisme, Réforme et Contre-Réforme, commerce et industrialisation capitalistes (PUF, 462 p., 298 F.).

La nazisme entre « Novalis et Barnum »

Suite de la page 1

On peut certes admirer l'opiniâtreté d'un réprouvé à se dire allemand et à refuser de chausser les « lunettes juives » pour juger la situation qui lui est faite ; on peut considérer avec lui que la langue du vainqueur finit tôt ou tard par contaminer celle de la victime ; on peut admettre que la solution sioniste ne saurait représenter la seule réponse à l'antisémitisme hitlérien. Mais tout cela ne rend pas plus acceptables les propos de Victor Klemperer quand celui-ci s'égare jusqu'à rejeter une partie du poids de la culpabilité de la persécution sur les victimes elles-mêmes.

Comment le suivre quand il dit déceler des parentés entre l'essayiste nazi Rosenberg et le philosophe juif sioniste Martin Buber - par ailleurs fondateur du groupe Brith Shalom, qui poussa très loin la volonté de dialogue et de paix avec les Arabes de Palestine ? Comment admettre cette idée développée par Klemperer selon laquelle « la doctrine nazie a sûrement été à maintes occasions stimulée et enrichie par le sionisme » simplement parce qu'Herzl et Hitler vivaient à la même époque à Vienne ?

Pourquoi ne pas rapporter ces jugements à l'emporte-pièce, ces dérivés et ces exagérations au contexte de l'époque ? Préfiguration pour préfiguration, certaines pages de *L77* ne pourraient-elles pas ainsi rappeler la rhétorique de l'antisémitisme stalinien de la fin des années 40 ? Difficile en tout cas de faire de *L77* un bréviaire de la dissidence quand Klemperer cherche à établir que les mêmes métaphores techniques (« mettre au pas », « ingénieur de l'âme ») utilisées dans l'Allemagne hitlérienne ou dans la Russie soviétique désignent dans le premier cas l'esclavage, dans l'autre la liberté. Non, décidément, le philologue n'est pas un prophète.

Nicolas Weill

Eloge de la dissidence

Un réquisitoire de Philippe Engelhard contre la raison instrumentale, défi à la reconstruction de la société politique

L'HOMME MONDIAL
de Philippe Engelhard.
Ed. Arléa, 572 p., 160 F.

Aspirez une bonne bouffée d'oxygène avant d'ouvrir ce livre. Le sommaire donne le vertige. Et aussi le sous-titre : « Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ? ». Mais, une fois plongés dans ces pages époustouflantes de culture, qui forment une sorte de « bouquet » - comme on dit des chaînes numériques - pour fêter l'an 2000, vous n'aurez pas envie de retrouver la terre ferme des « certitudes » qui nous ont tant égarés. Il y a plaisir à se perdre dans le flot des hypothèses. Cela dit, l'auteur a mis au point un « logiciel de navigation » d'une très grande simplicité. Trois boutons seulement : le triomphe de l'économie ; le déclin du politique, du social, du culturel et la crise de la modernité ; la reconstruction de la société. Banalement, mais les paysages encadrés le sont beaucoup moins.

Où avions-nous lu, par exemple, que l'Afrique serait le continent de l'avenir ? Pourquoi ? Parce que, explique Philippe Engelhard, « l'Afrique est sans doute la seule à produire de la relation sociale ou plus précisément à innover socialement (...) [alors que] les civilisations occidentales et asiatiques vont peut-être finir dans l'autisme ». Le triomphe de l'économie et du financier conduit inexorablement à une mondialisation à double configuration : celle des riches et celle des pauvres (alors qu'en Afrique la ligne de partage passe plutôt à l'intérieur des familles qu'entre les familles). Conséquence inévitable de la loi du marché ? Pourquoi pas plutôt celle des oligopolies. Un rapport récent de la Cnuced (14 décembre 1995) indique que les quarante mille firmes multinationales de la planète réalisent les deux tiers du commerce mondial. Les plus grosses sont les nouveaux

empire du monde. « Parallèlement, ces firmes, de plus en plus intégrées verticalement et horizontalement, finissent par constituer des zones géantes de planification technocratique » (Paul Elzéard).

A propos des circuits de la finance, notre auteur n'est pas moins vigilant : « Quelques centaines d'opérateurs puissants finissent par substituer leurs anticipations, plus ou moins clairement voyantes, au vote des citoyens, et décident, dans les faits, des taux de croissance et de l'emploi d'une bonne partie du monde ». Car la perte des pouvoirs régaliens des Etats n'a pas été compensée par un investissement du politique à un niveau mondial.

« ANTIMODERNITÉ »

Comment en est-on arrivé là ? Pour Philippe Engelhard, le choc de la modernité occidentale conduit, dans ses dérivés extrêmes, au primat de la raison instrumentale et donc à la suprématie de l'idéologie techno-économique. Son triomphe a eu pour effet de détruire nombre de cultures sans contreparties tangibles. D'où une explosion de violence ou de conformisme, émergence d'une véritable antimodernité qu'on voit poindre ici et là dans le monde sous forme d'intégrismes qui représentent le plus souvent, en fait, des revendications d'autres modernités. Ce qui est d'autant plus explicable qu'on n'a pas donné le temps à nombre de pays pauvres de produire leur propre développement.

La politique, « gestion intelligente de la diversité », doit réinvestir l'économie et le social en échappant à la double tentation du relativisme culturel et de l'universalisme artificiel. Il convient de cheminer modestement vers une raison commune, fondement de la tolérance, c'est-à-dire vers une humanité commune.

Pierre Drouin

Un tour du monde des stupéfiants

Par une approche autant culturelle qu'économique, l'« atlas des drogues » relève les constantes et les ruptures de leur usage à travers les âges

ATLAS MONDIAL
DES DROGUES
de l'Observatoire géopolitique des drogues.
PUF, 250 p., 248 F.

En 1863, le pharmacien corse Angelo Mariani lançait un vin à base de feuilles de coca. Chaque verre contenait l'équivalent d'une ligne de cocaïne. Le succès fut énorme. Puis vinrent l'Élixir, les pastilles, le thé Mariani, dont Anatole France, Jules Verne, le pape Pie X et Emile Zola vantaient les mérites en signant le livre d'or de la maison Mariani. Cette petite histoire, et bien d'autres, figurent dans le remarquable tour du monde des stupéfiants.

Publiée avec l'aide de la Commission des Communautés européennes et de la Fondation de France, cette approche polyvalente (culturelle, économique, historique) est la première cartographie existant sur le sujet. Elle inscrit l'histoire des stupéfiants, avec ses constances et ses ruptures, dans celle des sociétés humaines. Excluant l'alcool et le tabac, ainsi que les drogues locales, elle étudie les trois plantes universelles (cannabis, pavot et cocaïne) auxquelles les hommes ont recouru, depuis le néolithique, pour se soigner, atteindre le plaisir ou le sacré, ou encore supporter leur société.

Les constantes sautent aux yeux : à des siècles de distance, on croise les mêmes routes des caravanes, de l'opium et de la soie ; la Méditerranée, la Turquie, la ville chinoise de Kashgar, se retrouvent sur toutes les cartes. Un planisphère montre comment la diffusion du cannabis a accompagné la progression de l'hindouisme, du bouddhisme et de l'islam. Une carte de l'Amérique latine illustre la place de la feuille de coca dans les cultures de l'empire inca. Au profit tiré de l'effondrement de l'empire ottoman par les trafiquants correspondent, au

jour d'hui, les filières nées de la dissolution du bloc soviétique.

Du côté des ruptures, l'Atlas relève notamment l'émergence récente des drogues de synthèse qui, comme l'ecstasy, sont fabriquées par des chimistes capables de créer une gamme infinie de produits répondant aux demandes « à la carte » (drogue pour danser, etc.) des consommateurs. L'extension de ces substances à bas coût de production, difficilement détectables par les services répressifs, n'est aujourd'hui retardée que par l'inefficacité de la lutte contre les drogues naturelles, note l'OGD. Au titre des mutations géographiques, la transformation de l'Afrique noire en importante zone de transit pour l'héroïne et la cocaïne a marqué les années 80. Le rôle aujourd'hui dominant des grandes organisations criminelles - mafias italo-américaines, triades chinoises, cartels latino-américains - fait aussi l'objet d'études ciblées.

CHAMPS... DE BATAILLE

De l'Iliade aux guerillas du temps présent, drogues et conflits armés ont fait bon ménage, signale l'OGD. Les guerres de l'opium ont salué l'avènement de la toxicomanie de masse sur les continents chinois et indiens, au milieu du XVIII^e siècle. Dès la guerre de Sécession, la morphine est devenue la drogue des champs de bataille. Une fois la paix revenue, des générations de combattants auront ainsi du mal à « décrocher ». Au travers des opérations spéciales conduites par l'armée française et la CIA, en Indochine notamment, l'Atlas décrit l'utilisation des stupéfiants, par les grandes puissances, comme un moyen essentiel pour financer leurs alliés locaux.

Depuis la fin de la guerre froide, les révolutionnaires, les nationalistes et les intégristes ont à leur tour privilégié cette manne financière, en prélevant leurs impôts sur les cultures, le transport

notre auteur met ses espoirs dans la capacité de dissidence de chacun à l'égard de l'ordre établi. « C'est cette faculté de dire non, inscrite dans nos cerveaux, qui est portuse de changement, même dans les sociétés les plus codées ». Il est plus facile de faire l'éloge de la dissidence quand on croit, comme Philippe Engelhard, à plusieurs types de démocratie. C'est le sel de la dernière partie de son ouvrage sur « la reconstruction de la société ». La réhabilitation indispensable du politique est plus facile lorsqu'on admet qu'il n'existe pas un modèle universel de démocratie, mais que chaque société doit se donner les moyens de négocier son ouverture au progrès social, politique et économique, les « droits humains » constituant un des fondements de cette ouverture.

L'auteur nous épargne heureusement une discussion byzantine sur le droit naturel. Pour lui, ce sont de nouvelles pratiques sociales qui donneront aux droits humains leur contenu existentiel, politique et social. Il relève d'une logique de continuité et de survie collective. Aucune exception culturelle ne peut être invoquée contre les droits humains.

Ce qui fait le prix de la recherche de Philippe Engelhard finalement, c'est qu'il ne demande pas la « table rase » pour reconstruire un autre système. Le marché, bien sûr, à condition qu'on n'en fasse pas une théologie ; la dissidence, oui, mais contre les conformismes ; le refus d'une culture de l'universel, certes, parce qu'« il s'agit de conserver suffisamment de retenue et de distance pour que la culture de l'autre donne du sens à la mienne ». Une démarche modeste donc, attitude fort rare. Trop d'analystes pensent que leur plume suffira pour briser les colonnes du vieux temple.

Pierre Drouin

Lettre ouverte aux élus de la République et aux élus locaux

Depuis une vingtaine d'années, les collectivités locales se sont engagées dans une politique ambitieuse de construction et de modernisation des bibliothèques publiques. L'Etat a mené une politique constante d'aide et d'incitation à ces décisions locales. Aujourd'hui, l'ensemble du territoire est irrigué par le réseau de 2200 bibliothèques de collectivité.

Les élus décident de la politique culturelle de leur collectivité. Les professionnels, conservateurs, bibliothécaires assistants et agents qualifiés, au quotidien, gèrent ces établissements, constituent et développent des collections de livres et d'audiovisuels, conseillent et accueillent les lecteurs.

Depuis toujours, les professionnels des bibliothèques ont œuvré pour obtenir la plus large représentativité des courants d'idées.

Aujourd'hui plus de 30 % des français fréquentent régulièrement une bibliothèque municipale, faisant de ces établissements les lieux les plus fréquentés de la cité, lieux de formation et d'information, lieux de loisirs et de rencontres culturelles.

Mesdames et Messieurs les élus, locaux et nationaux, nous vous demandons de réaffirmer votre confiance et votre soutien aux bibliothécaires qui constituent et gèrent les collections de vos bibliothèques, au service des publics les plus divers, dans le respect des principes de neutralité et de laïcité du service public.

Abi, Association des bibliothécaires français
7, rue des Lions-Saint-Paul 75004 Paris
Tél : 01 48 87 87 87 Fax : 01 48 87 87 13

• Pour que les bibliothèques publiques soient des lieux d'information et de culture accessibles à tous

• Pour que les bibliothèques publiques soient de véritables services publics, réalisant l'égalité d'accès de tous à la culture et à l'information, et contribuant à la libre circulation des idées

• Pour garantir la qualité de l'information et de la documentation proposée aux usagers, ainsi que des collections pluralistes et ouvertes à tous les courants de pensée et d'opinions

• Pour garantir la responsabilité des professionnels des bibliothèques dans l'exercice quotidien de leur métier

Nous, bibliothécaires, élus, usagers des bibliothèques, réaffirmons ces principes qui ont présidé au développement des bibliothèques publiques en France et demandons à chacun, responsables politiques nationaux et locaux, et professionnels, de tout mettre en œuvre pour qu'ils soient sauvegardés.

A ce jour, 15 000 personnes ont signé cette pétition

Paroles de

Simon Starck



« L'art est une forme de résistance. C'est une manière de dire non à l'ordre établi, à la logique du marché, à la consommation de masse. C'est une manière de créer un espace de liberté, un espace de dialogue, un espace de réflexion. C'est une manière de transformer le monde, de le rendre plus juste, plus équitable, plus humain. C'est une manière de vivre, de sentir, de penser, de créer. C'est une manière d'être. C'est une manière de dire : « Je suis là, je suis vivant, je suis libre. » »

L'intelligence

« L'intelligence est une capacité de comprendre, de réfléchir, de créer. C'est une capacité de transformer le monde, de le rendre plus juste, plus équitable, plus humain. C'est une capacité de vivre, de sentir, de penser, de créer. C'est une capacité d'être. C'est une capacité de dire : « Je suis là, je suis vivant, je suis libre. » »

« L'intelligence est une capacité de comprendre, de réfléchir, de créer. C'est une capacité de transformer le monde, de le rendre plus juste, plus équitable, plus humain. C'est une capacité de vivre, de sentir, de penser, de créer. C'est une capacité d'être. C'est une capacité de dire : « Je suis là, je suis vivant, je suis libre. » »

Paroles de chorégraphes en quête d'eux-mêmes

L'Américaine Susan Buirge livre une autobiographie vagabonde qui est aussi un précis de composition de danse, tandis que Maurice Béjart cultive son art de la feinte

EN ALLANT DE L'OUEST À L'EST
Carnets 1989-1993
de Susan Buirge.
Ed. Le Bois d'Orion, 276 p., 135 F.

LA VIE DE QUI ?
de Maurice Béjart.
Flammarion, 280 p., 120 F.

La boussole personnelle, professionnelle, de la chorégraphe Susan Buirge, native de Minneapolis (Minnesota), a toujours indiqué l'est. Une boussole qui s'est à son excentricité. Une attraction qu'on pourrait attribuer à l'influence de ses ancêtres lorrains, les Brueggens, auxquels elle doit ce curieux nom de Buirge, américanisé, certes, mais si peu « yankee », au fond. Un nom d'œil qui, prononcé à la française, sonne d'une adorable manière aux oreilles de l'Américaine. Paris sera donc sa première terre d'élection. Elle s'y installe en 1970. La France ? Comment ne pas voir dans ce choix le souvenir du père tant admiré, médecin de son état, qui fut un des premiers, en 1944, à débarquer sur les plages de Ouistreham ? Mais laissons là le registre de la psychanalyse.

Susan Buirge s'en charge. Et très bien. A cinquante ans, elle vient d'écrire son premier livre : *En allant de l'ouest à l'est. Carnets 1989-1993*. Quatre ans de la vie d'une femme, qui est aussi, et surtout, une artiste. Ces carnets de voyage, qu'elle ne destinait pas à la publication, sont une œuvre de récupération de soi. Dans le sens du verbe anglais *recover* : retrouver la santé. Pas la santé physique : elle a un genou qui l'empêche d'avancer et des crampes dans les mollets - lourd handicap pour une voyageuse. Elle écrit pour retrouver le goût vif de chorégraphe, le désir de transmettre aux autres (elle fut dans le Paris des années 80 une grande pédagogue de la danse contemporaine). En 1989, dotée



Susan Buirge en répétition pour la pièce « Ubusuna » à Kyoto, en février 1996

d'une bourse Léonard de Vinci, elle quitte la France, blessée de ne pas avoir été suffisamment reconnue dans sa patrie d'adoption. La jeune danse française, théâtrale, personnelle, s'est développée à l'écoute de tous ses préceptes de rigueur. Pour Susan Buirge, la danse est écriture. On elle n'est rien. Privée d'argent, donc de compagnie, ne pouvant plus écrire avec des corps, elle écrit donc avec des mots. Le sujet de sa bourse est : « L'étude de l'espace théâtral dans les civilisations non occidentales ». Toujours ce souci extrême de la forme qui, selon elle, donne son sens à l'œuvre d'art.

Destination : Éthiopie, Grèce, Syrie, Japon, Taiwan, Inde. On n'est pas déçu du voyage, parcouru par cette aventurière de l'esprit, femme têtue, acharnée à comprendre, à se comprendre.

Son écriture est saisie d'un double cheminement : celui inhérent aux déplacements, celui de la danse elle-même. Car elle n'arrête pas de danser. Parfois avec fureur. D'émouvoir à la loupe les danses traditionnelles, de tirer les fils qui les relient à la danse contemporaine, à sa danse. Elle expérimente, compare, paie de sa personne : « Le rythme saisis les pieds, brusquement, étendus vers le haut. Une femme me fait signe d'enlever mon imperméable que je jette sur le bord. Aussitôt la musique devient plus forte, pressant autour et dessous de moi. La terre bat. (...) Combien de temps j'ai dansé là avec les étoiles, mes pieds guidés. » Elle danse. Parce qu'elle a, de nouveau, quelque chose à se mettre sous la dent. Elle jubile des hasards et des nécessités : « Il devient de plus en plus évident que la concrétisation d'une idée dépend

de la nature du site où elle est apparue. Toute idée a son lieu de naissance. Marcher sur les pavés d'une idée. Tel est le don privilégié de ce voyage », écrit-elle, après avoir visité le site d'Eleusis, en Grèce. Dans ce journal, elle parle, enfin, de la mort des parents, se décharge du poids de son propre corps, de sa solitude : « J'ai envie de pleurer. Qu'est-ce que je fais ici ? Des danses et leur espace. Quel espace ? J'étudie l'espace extérieur. Mon espace intérieur pleure. »

La femme est toujours au creux de la phrase. Travail de remise en question, tout autant que d'hypothèses théoriques, l'exercice pouvait se révéler périlleux ; il va, à l'inverse, l'aider à rebâtir un avenir. Elle s'est libérée - complètement, sûrement pas, mais en partie - du puritanisme américain qu'elle a toujours combattu, mais qui la ligotait au plus intime de ses

convictions, donc de sa danse. Ce voyage l'a « dé-corsetée ». Aujourd'hui, le Japon, Kyoto exactement, est devenu l'épicentre de sa création. Elle invente des rituels contemporains avec des danseurs japonais. La musique de gagaku, interprétée par le prêtre shintoïste Tomihisa Hida, la guide dans cette aventure avec l'Orient. Susan Buirge s'est, enfin, rendue à elle-même. La prochaine escale pourrait bien être celle du retour au pays natal.

La Vie de qui ?, deuxième tome des mémoires de Maurice Béjart - le premier avait paru en 1979 sous le titre *Un instant dans la vie d'autrui* (Flammarion) - est la provocation, fort drôle et fort touchante, d'un homme qui aura soixante-dix ans le 1^{er} janvier 1997. Il feint l'amnésie, voire la schizophrénie, affirmant, d'entrée de jeu, que « son esprit n'est jamais là où son corps se trouve ». Bel exercice de dédoublement qui est annoncé par la photo de couverture : elle dévoile uniquement la partie droite de son visage. La partie gauche, celle du cœur, est absente. Elle appartient à tous ceux qui, vivants ou morts, l'ont nourri de leur grandeur, de leur amitié, de leur beauté. D'une phrase. D'une musique. D'un cadeau. C'est l'histoire que raconte *La Vie de qui ?*. Son livre, éparpillé, apprivoisé,

sans illusions, la mort, la douleur, le corps qui trahit : « Dieu sait si j'avais reculé ce moment ! Shakespeare et Le Roi Lear ont eu raison de ma deuxième hanche. Goethe s'était chargé de ma première vingt ans plus tôt, à l'époque de Notre Faust. » Zigzags, coq-à-l'âne : on n'apprend rien qu'on ne sache déjà. C'est l'art du feinteur qu'on admire. A chaque livre, il propose des mises en scène différentes de sa vie. Béjart cite Baudelaire : « La vie n'a qu'un charme vrai, c'est le charme du jeu. »

Béjart est né Berger. Nom de son père, le philosophe Gaston Berger, spécialiste des textes de la pensée orientale. A l'aube de sa carrière de danseur, Maurice s'est baptisé Béjart, par admiration pour la famille d'Armande Béjart, la femme de Molière. Ainsi, entre philosophie et théâtre, a pris forme la ligne de vie duelle de Maurice Béjart et de ses jumeaux par le cœur : Ostad Elahi, maître de la pensée soufie - Béjart s'est converti à l'islam -, le hagakuré, code moral des samouraïs, mais aussi Pasolini, Visconti, Fellini, Godard, Boulez, Mishima, Arletty, Resnais, De Sica, Callas...

Dominique Frérot

* « Ubusuna », la pièce créée par Susan Buirge, sera le 7 novembre à l'Arsenal de Metz.

L'intelligence de l'art

Avec exigence et force de conviction, Jean Clair révèle les données politiques ou psychiques, idéologiques ou anatomiques, qui déterminent la construction de l'image

ÉLOGE DU VISIBLE
de Jean Clair.
Gallimard, 40 ill., 228 p., 145 F.

MALINCONIA
Motifs saturniens dans l'art de l'entre-deux-guerres
de Jean Clair.
Gallimard, 66 ill., 240 p., 160 F.

Evidence : la façon qu'a toute époque d'écrire l'histoire lui ressemble. Racontant son passé - ce qu'elle voudrait que son passé ait été -, elle dit à demi-mot son présent - ce qu'elle voudrait qu'il soit. Ainsi en est-il aussi de l'histoire de l'art. Celle qui s'écrit à la fin du siècle, celle qui se construit avec enthousiasme la grande avancée de la modernité de Cézanne au cubisme, du cubisme à l'abstraction, de l'abstraction au pur concept. Rectiligne, logique, le progrès conduisait vers plus de pureté. Les œuvres du moment, minimalistes, ascétiques, se trouvaient de la sorte justifiées et dotées d'une irréfutable légitimité. Ce mouvement était d'autant plus fort qu'il avait ses maîtres et ses principaux adeptes aux États-Unis.

Vers 1980, il n'était pas opportun de repenser des œuvres, des artistes et des idées qui ne s'inscrivaient pas dans ce système triomphal. En 1980, Jean Clair osa cependant présenter à Paris une exposition dénommée « Les réalismes entre révolution et réaction », au risque de se faire traiter de réactionnaire pernicieux par les meilleurs défenseurs du consensus d'alors. A refaire ce qu'il écrivait dans le catalogue, à revoir les toiles qu'il avait rassemblées, il apparaît pourtant qu'il voyait infiniment plus juste que ses adversaires. Non seulement, il proposait de réécrire l'histoire du XX^e siècle esthétique de manière plus complète et plus intelligente, mais encore, selon le principe énoncé plus haut, ses travaux préfigu-

raient le bouleversement des idées qui a eu lieu depuis. Il n'est plus question de croire en un quelconque progrès logique de l'art vers son plus haut point de perfection.

L'HISTOIRE À L'APPUI

Les deux volumes que publie Jean Clair se composent donc de textes échelonnés tout au long des deux dernières décennies. Parus dans des catalogues et des revues, leur cohérence pouvait échapper. Réunis, elle éclaire. Clair a d'abord contraint ses lecteurs à considérer des œuvres qu'ils ignoraient, selon l'habitude nationale qui veut qu'en France, rien de ce qui provient d'Allemagne, d'Italie ou d'Amérique ne mérite plus qu'un coup d'œil en passant. Sirot, Dix, la Nouvelle Objectivité, la peinture métaphysique, Böcklin et Lucian Freud, le dernier Chirico et le premier Balthus (1) ont été par lui traités de l'indifférence où ils reposaient. Les analyses, il a formulé quelques remarques à propos de sujets aussi mineurs que l'esthétique des totalitarismes dans l'entre-deux-guerres, le culte contemporain de la machine ou le mythe de l'œuvre d'art totale considérés dans ses sous-entendus idéologiques. Sur le moment, elles n'ont pas été entendues. Elles le sont davantage. Quand elles seront devenues évidentes, ceux-là mêmes qui les rejetaient les professeurs avec aplomb.

Ces peintres sont cependant de ceux qui ont éprouvé et mis en forme les peurs et les horreurs de leur temps. Alors que Mondrian et les siens en appellent à la métaphysique et au spiritualisme, alors que l'abstraction s'invente un monde immobile et intemporel, d'autres, plutôt que de figurer, affrontent l'histoire. Tant bien que mal, ils essaient de répondre à ce qui se passe devant eux. « Contre la prolifération formaliste des avant-gardes », écrit Clair, il leur

faudrait « retrouver dans l'art du passé des formes traditionnelles pour y couler un contenu devenu trop envahissant. (...) Non plus le trop de formes contre le trop peu de contenu, mais le trop de contenu contre le trop peu de formes. » C'est là l'une des forces de ces essais : contre une histoire de l'art qui ne considère les œuvres qu'à la lumière des théories et des références esthétiques qui les accompagnent, ils introduisent des éléments venus de l'histoire politique et idéologique. Ils ne considèrent pas le peintre dans le silence de l'atelier, mais le peintre qui lit les journaux, qui sort en ville, qui a des convictions et des répulsions.

Ce peintre, comme il se doit, ressemble de près aux artistes d'aujourd'hui. L'histoire formaliste a connu ses meilleures saisons au temps de la guerre froide et du monde soumis à l'ordre de ce qui se nommait jadis l'équilibre de la terreur. Pourquoi une œuvre, littéraire ou plastique, aurait-elle consenti ne serait-ce qu'une allusion aux événements humains alors que régnaient en Occident la prospérité et la sécurité ? Elles n'y règnent plus - euphémisme. Et voici que reviennent donc au premier plan des tableaux mélancoliques et moroses - Chirico -, des toiles désabusées et délibérément ennemies de la perfection - Sirot -, des peintures où la couleur suggère la peau et les excroissances la chair - Freud.

Une certitude sous-tend de telles réflexions : que l'art est un mode de la connaissance et non une activité séparée qui serait à elle-même sa propre fin. Dans *Malinconia*, cette connaissance est, pour l'essentiel, d'ordre idéologique et moral. Dans *l'Éloge du visible*, elle est d'ordre anatomique, psychologique ou psychanalytique. Dessiner et découvrir peuvent se révéler synonymes. « Dessiner, peindre, comprendre,

distinguer, prendre garde, garder, regarder, protéger, prendre soin, soigner, guérir... L'art et la science se recoupent ici sans cesse, dans ce domaine où, armé ou non d'un appareil, l'homme s'avance à visage découvert pour préserver lui-même et son prochain. » Les exemples abondent - Jean Clair en donne quelques-uns, il en est d'autres - d'un progrès d'une science qui repose pour partie sur une expérience qui relève du champ artistique.

Décomposition de la lumière et description des lobes cérébraux passent par l'aquarelle et le crayon. Au siècle dernier, le va-et-vient s'amplifie jusqu'à devenir l'une des caractéristiques du temps. Il trouve en Georges Cuvier et Paul Richer, savants et excellents dessinateurs, deux de ses figures exemplaires. Dans les peintures et les gravures de Böcklin, Klinger et Segantini, Jean Clair reconnaît les signes qui suggèrent qu'elles ont été exécutées au moment où se constituait la psychanalyse, et les parallèles auxquels il se livre sont convaincants.

En dépit de la diversité apparente de leurs sujets, les deux ouvrages s'organisent donc en démonstration - et en manifeste. Il ne fait aucun doute que, pour l'auteur, l'art doit sa dignité et sa durée à son pouvoir de compréhension. Intelligence du visible et du vivant, il résiste au temps. Pur exercice de style et de forme, il sèche sur pied et s'effrite dans les mémoires. En douterait-on, il suffirait de visiter quelques foires et rétrospectives à la gloire de l'art d'aujourd'hui. Les virtuoses y sont légion, d'une virtuosité qui fait la roue et n'en demeure pas moins sans objet.

Philippe Dagen

(1) Signalons aussi, toujours de Jean Clair, la réédition de son étude de Balthus, *Les Métamorphoses d'Eros*, Réunion des Musées nationaux, 88 p., 95 F.

L'ÉDITION
FRANÇAISE

● « Pluriel » a vingt ans. Les éditions Hachette fêtent les vingt ans d'existence de la plus célèbre des collections de poche consacrées aux sciences humaines. Quelque cinq cents titres figurent au catalogue de cette collection créée par Georges Liébert, aujourd'hui dirigée par Pierre Vallaud, et qui fut inaugurée par l'essai sur les libertés, de Raymond Aron, et l'Union soviétique survivra-t-elle en 1964 ? ouvrage prémonitoire d'André Amalric. Bruno Bettelheim donnera à « Pluriel » l'un de ses grands succès, avec sa *Psychanalyse des contes de fées*, dont 333 000 exemplaires ont été vendus depuis 1980. ● *Maghreb des livres*. La troisième édition du *Maghreb des livres*, qui s'est tenue le 19 octobre, a rassemblé mille cinq cents visiteurs autour des soixante-dix auteurs invités à consacrer leurs ouvrages et à participer à des tables rondes, notamment sur l'intégration, la religion et la politique, le roman, les femmes, la mémoire. Cette manifestation était organisée par l'association Coup de soleil, qui depuis 1985 réunit des Français originaires du Maghreb et met en lumière leur apport à la France. Coup de soleil envisage de s'associer l'an prochain avec le Centre national du livre pour faire cause commune avec La Plume noire, le salon de la littérature de la négritude à la Grande Halle de La Villette.

● « Faire sens ». La nouvelle collection « Faire sens », lancée par les éditions Complexe, sous la direction de Zaki Laidi, accueillera des textes de sciences humaines – philosophie, politique, anthropologie, sociologie – s'interrogeant sur la question du sens dans la société contemporaine. Premier titre paru : *Le Souci contemporain* de Chantal Delso.

● « Gulliver ». Flammarion vient de lancer une nouvelle collection baptisée « Gulliver », sous la responsabilité de Michel Le Bris. Grand amateur et spécialiste incontesté des récits de voyage, créateur du festival Etonnants voyageurs de Saint-Malo, Michel Le Bris a voulu faire une place à « une littérature de plein vent », mêlant récits de voyage et romans dont les deux premiers sont *Bleu nuit*, de Daniel Xelvalaire, et *Sous l'alle du grand corbeau*, d'Eméric Fisset.

Rectificatif

La Foire à l'homme, de Michel Reynaud (« Le Monde des livres » du 25 octobre), ne comprend pas seulement des récits de témoins vivants. Les couvertures de cette anthologie en deux volumes, qui n'est pas disponible sous forme de coffret, sont illustrées par Robert Combas pour le premier volume et par Jean-Paul Chambois pour le second. Par ailleurs, le prix Laure-Bataillon, décerné à Giuseppe O. Longo pour *L'Acrobate* (L'Arpentier), a également récompensé ses traducteurs, Jean et Marie-Noëlle Pastureau.

« L'AUTOMNE MALRAUX »

● **DU 4 AU 16 NOVEMBRE, A GRENOBLE**, la Maison de la Culture propose une exposition sur André Malraux. ● **DU 4 AU 28 NOVEMBRE, A STRASBOURG**, organisées par la FNAC, sur André Malraux et son œuvre. En particulier, projection du film *Cinquante ans d'une passion : Le Musée imaginaire*, suivi d'une rencontre avec Jean-Marie Drot (13 novembre, à 16 h 30). Et, au Cercle des officiers, place Broglie, rencontre sur « Malraux aujourd'hui », avec Jorge Semprun, Jean Lacouture, Daniel Rondeau (sous réserve), Catherine Trautmann et Jean-Jacques Brochier (21 novembre à 20 heures, rens. : 03-86-52-21-44). ● **DU 5 AU 30 NOVEMBRE, A MONTAUBAN, MOISSAC ET**

La littérature française passe difficilement le Channel

Alors que les œuvres anglaises représentent une large part des traductions en France, la part française, outre-Manche, n'excède pas 3 %. Le premier Salon du livre franco-britannique s'est interrogé sur les raisons d'un tel déséquilibre

Il est loin le temps où – après l'invasion de 1066 – le français est langue officielle en Angleterre, où chansons de geste et romans courtois étaient également prisés de part et d'autre du Channel et où Chaucer traduisait *Le Roman de la rose*. Aujourd'hui, si l'on s'en tient aux chiffres, les œuvres d'origine française ne représentent, outre-Manche, que 20 % des livres traduits, lesquels ne « pèsent » eux-mêmes que... 3 % dans l'ensemble de la production éditoriale ! Non seulement la création française contemporaine est réduite à la portion congrue, mais des « classiques », comme Julien Gracq, ne sont que partiellement accessibles. À l'inverse, 20 à 25 % des ouvrages publiés en France sont des traductions parmi lesquelles les Anglais – David Lodge, Julian Barnes, William Boyd, Anita Brookner, Peter Ackroyd, Martin Amis et beaucoup d'autres – figurent en bonne place. En quantité comme en qualité.

Du sud au nord, la Manche se rattache à la culture française. C'est pour s'interroger sur ce déséquilibre et les moyens d'y remédier, ainsi que pour évoquer le rôle essentiel du traducteur dans le dialogue entre les cultures, que l'Institut français du Royaume-Uni organisait, du 24 au 26 octobre, sous la présidence de George Steiner, le premier Salon du livre franco-britannique sur le thème « Littérature et traduction » (1). Dans les locaux rénovés de Queensberry Place – l'ancien quartier général des Forces françaises libres –, la première de cette manifestation,

intitulée « Copyright », proposait une journée destinée aux professionnels et une autre au grand public avec lectures et rencontres d'auteurs. Elle se voulait symbolique de la transformation récente de l'Institut, jusqu'à présent centre culturel généraliste, en une « maison française du livre et de l'image ».

LES ANGLAIS BOUDENT

Réussir à déplacer, trois semaines après la Foire de Francfort, une trentaine d'éditeurs (une vingtaine d'Anglais, une quinzaine de Français) était en soi un pari. Mais, ironie, la composition même de cette assemblée fournissait un début de réponse à la question : pourquoi la littérature française s'exporte-t-elle si mal ? Alors que la plupart des éditeurs français (de Christian Bourgois au Groupe de la Cité, en passant par Hachette, Flammarion ou Gallimard) avaient fait le voyage de Londres, les grands groupes britanniques (y compris les maisons les plus littéraires comme Faber et Faber, Jonathan Cape, Chatto & Windus) avaient, à l'exception de Penguin, bouclé l'invitation. Rien d'étonnant, résumait Anne-Solange Noble, responsable des droits chez Gallimard, « Pour un Français, le mot étranger est excluant. En anglais, foreign est plutôt dépréciatif. Pour un junior editor, dans un grand conglomérat, traduire n'est pas gratifiant du tout ».

Trop petits tirages, trop petits profits, trop petits à-valoir, si vous n'achetez pas un livre cher, c'est que vous n'y croyez pas !... Christo-

pher Mac Lehos, un ancien de HarperCollins, aujourd'hui éditeur indépendant à la tête de Harvill Press, confirme le peu d'intérêt pour la traduction des quatre géants Random House, Reed-Elsevier, HarperCollins et Penguin, qui se disputent la « jungle » du marché anglais. « Les mêmes qui ont signé la fin du Net Book Agreement (2) en espérant qu'ils pourraient vendre à prix cassé des volumes de livres faramineux ont décidé de laisser tomber la littérature étrangère. Pourtant, il y a un public et une demande pour les bons livres ».

Pour satisfaire cette « modeste » attente, Harvill publie chaque année quelque soixante-cinq livres d'origine étrangère, parmi lesquels la littérature française (Percy, Yourcenar, Gary et, plus récemment, Jean Rouaud ou Patrick Modiano) est bien représentée. Christopher Mac Lehos n'est pas le seul de ces éditeurs qui résistent. Bloodaxe Books, Quartet, Atlas Press, Dedalus ont fait connaître pêle-mêle Bonnet, Char, Jaccottet, Barthes, Genet, Tournier, Sylvie Germain ou Tahar Ben Jelloun. Mais les choses se font au compte-gouttes (neuf écrivains contemporains traduits en 1995), et parfois avec des délais étonnants : *Belle du Seigneur*, d'Albert Cohen, est sorti cette année en anglais, un quart de siècle après sa parution (3) ! Les raisons ? Les participants à ce colloque en auront avancé et exploré plus d'une : la concentration (« Pour de nombreuses maisons anglaises, liées à des conglomérats américains, les décisions se prennent à New York ; les

Anglais téléphonent pour savoir si les Américains sont d'accord ») ; l'insularité : la barrière de la langue, la richesse de la littérature anglophone (« venue d'ailleurs ») ; un Naipaul qui emporte le lecteur vers les Caraïbes, un Ben Okri vers l'Afrique ou un Patrick White vers l'Australie suffisant à étancher sa soif d'exotisme sans impliquer de frais de traduction ; le rôle d'entraînement des universités britanniques, où est enseignée la littérature contemporaine anglaise ; ou encore les méfiances de nos voisins envers les intellectuels, « chattering class » (les bavards).

« MANQUE DE CURIOSITÉ »

Pour Christian Bourgois, cependant, qui invita sans détour l'éditeur britannique à « sortir de son pré carré », le « manque de désir », de curiosité, serait la clé de tout, tandis qu'Olivier Cohen, du Seuil, insistait sur « la guerre que se livrent en Europe deux courants d'édition : celui des intellectuels cultivés, qui ont combattu en suivant leurs idéaux, et un autre camp, extrêmement puissant, qui a gagné sinon la guerre en Angleterre, du moins la principale bataille ».

« En arrière-plan de nos conversations », a conclu Olivier Cohen, il y a un sentiment de tristesse, ces forces sont trop inégales ».

Plus qu'un manque d'ouverture du côté des Britanniques, le directeur de l'Institut français, Olivier Polvre d'Arvor, veut voir dans la faible volume de traductions la conséquence de « vingt à trente années au cours desquelles la relation franco-anglaise, dans le domaine

culturel, n'a pas été entretenue ». La déflection des grands groupes anglais ne l'inquiète pas (« On ne boxe pas dans la même catégorie »), mais il compte sur la nouvelle spécialisation de l'Institut, sa médiathèque, sa revue *French Book News* (qui présente aux maisons anglaises, tous les trois mois, un choix d'ouvrages français), sur l'arsenal des aides à la traduction littéraire, et surtout sur ce nouveau Salon pour raviver l'appétit des éditeurs. Pour aiguiller celui des lecteurs, en attendant, il avait invité Nathalie Sarraute, qui ouvrit cette rencontre en parlant de son œuvre. Mais il était amusant de constater que cette présence témoignait d'une époque où l'on pouvait encore lire et écrire, dans un contexte européen, sans dépendre de traductions. Une époque, la Russie des années 20, où il n'était pas exceptionnel de savoir au moins quatre langues, ni d'avoir lu Dostoïevski en russe, Proust en français, Virginia Woolf en anglais et Thomas Mann en allemand...

C'était il y a seulement soixante-dix ans. Le cosmopolitisme n'avait pas cédé le pas à la mondialisation.

Florence Noiville

(1) Ce salon, annuel, aura lieu en alternance en Angleterre et en France. La deuxième édition se tiendra au British Council à Paris, sur le thème de la biographie.

(2) L'équivalent du prix unique du livre.

(3) Le traducteur de ce roman, David Coward, s'est vu décerner, lors de « Copyright », le Prix Scott-Moncrieff, qui récompense la meilleure traduction littéraire du français vers l'anglais.

Malraux face à Gisèle Freund

Quand on pense à l'auteur de *L'Espoir*, on convoque Gisèle Freund, tant Malraux tient la place de choix dans l'incomparable galerie d'écrivains que cette dernière a constituée. Preuve de la fidélité entre un bouillonnant agitateur d'idées et une photographe au caractère trempé. Une exposition à la Galerie nationale du Jeu de paume rappelle que Malraux est l'écrivain que Gisèle Freund a le plus photographié. Ils se rencontrent, par des amis d'amis, en 1935. Lui, auréolé d'une gloire sulfureuse – pillier d'œuvres d'art, anticolonialiste, révolutionnaire et Prix Goncourt –, elle, étudiante allemande qui a fui le nazisme. Il lui demande un portrait pour la réédition de *La Condition humaine*. Elle le fait monter sur sa terrasse et lui demande : « Croyez-vous que la photographie est un art ? » Réponse : « Elle le peut si elle exprime quelque chose que personne n'a encore exprimé. » Elle le saisit la mèche au vent, légèrement flou, cigarette aux lèvres, sanglé dans un imperméable. C'est son premier portrait, et un des plus célèbres.

En 1935 toujours, Gisèle Freund photographie, « à la demande de Malraux », le Congrès international des écrivains pour la défense de la culture, qui entendait stigmatiser le nazisme. Le cliché le plus publié, Malraux le poing serré, martelant un discours. À la fin des années 30, Gisèle Freund croise souvent

Malraux à la Maison des amis du livre, tenue par Adrienne Monnier, point de rencontre des intellectuels à Paris. Confession de la photographe à Rauda Jamis (éd. Des Femmes, 1991) : « Malraux était un être littéralement soudé. Un homme très, très brillant, exceptionnel. Malheureusement, il s'est détruit la santé, à cause de toutes les fractures de sa vie personnelle et de tous les poisons qu'il prendra l'habitude d'ingurgiter en Indochine. En 1939, lorsque j'ai refait une série de photos de lui, en couleurs cette fois, j'ai dû lui dire, tant il était secoué de tics : « Ecoutez Malraux, arrêtez vos tics. Je ne peux pas vous photographier dans ces conditions. » Et je vous jure, il a arrêté ».

Quand Gisèle Freund cherche à quitter la France, en 1941, c'est Malraux toujours qui donne un coup de pouce en écrivant à l'éditrice argentine Victoria Ocampo : « Il faut sauver Gisèle. » Et la photographe de prendre l'Océan. Elle reviendra en France en 1952, fidèle à ses convictions, photographiera un Malraux intime, dialoguant avec un chat blanc, preuve de l'amitié qui les liait.

Michel Guerrin

★ André Malraux sous le regard de Gisèle Freund. Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, 75001, Paris. Tél. : 01-47-03-12-50. Jusqu'au 1^{er} décembre.

A L'ÉTRANGER

Graham Swift remporte le Booker Prize

Contrairement à ce qui se passe en France, les jurys des prix littéraires anglais changent chaque année. Pour attribuer le Booker 96 *Le Monde* du 31 octobre), étaient regroupés, sous la présidence de Carmen Calli (une des fondatrices de Virago Press), les écrivains et critiques Jonathan Coe, Ian Jack, A. L. Kennedy et A. N. Wilson. Ils ont élu par trois voix contre deux Graham Swift, l'auteur de *Last Orders* (Picador, £ 13,99), devant Shena Mackay pour *The Orchard on Fire*, Ronhinton Mistry pour *A Fine Balance*, Seamus Donegan pour *Reading in the Dark* et, surtout, deux auteurs de choc : Beryl Bainbridge, avec *Every Man for Himself*, qui a pour thème le naufrage du *Titanic*, et la Canadienne Margaret Atwood, avec *Alias Grace*, qui a pour héroïne Grace Marks, meurtrière à seize ans de son patron, dont elle était employée de maison en l'an de grâce 1845. Le roman de Swift raconte l'odyssée d'un jeune couple de copains de pub et de régiment partis en virée pour disséminer en mer les cendres d'un de leurs amis, ancien boucher. Swift s'était fait remarquer par un très beau troisième roman, *Waterland* (Le Pays des eaux, Gallimard, € 10,90), qui avait été sélectionné pour le Booker en 1993 – il avait d'ailleurs fait partie de la liste des vingt meilleurs écrivains anglais établie cette même année par la célèbre revue *Granta* – mais ses autres livres avaient été un peu décevants depuis.

● **Six finalistes pour le Booker Prize 1996**. Le Booker ne doit pas en cacher un autre. Le jury du Booker Prize russe 1996, réuni sous la présidence d'Irina Prokhorova (rédactrice en chef de *La Nouvelle Revue littéraire*), a retenu six finalistes sur les cinquante et un nommés de cette cinquième édition : Plor Alechkovskij (Vladimir Tchirgintsev), Viktor Astashev (Tat Khatcheva Jr) – C'est ainsi que l'on peut vivre –, Nina Goranova et Vlastislav Boukour (Roman vopitania – Le Roman de l'éducation), Andreï Dmitriev (Povort rek – Au tournant de la rivière), Dmitri Dobrodev (Vozvroshtenie v solouz – Retour en URSS) et Andreï Sergueev (*Album d'Alma marok* – Album de timbres). Fondé en 1991 et décerné au meilleur roman russe de l'année précédente, le Booker a déjà récompensé Mark Kharitonov (1992), Vladimir Makanine (1993), Boulat Okondjava (1994) et Gueorgui Vladimov (1995). Le lauréat 1996 sera nommé à la mi-décembre, en même temps que le lauréat du mini-Booker, décerné cette année au meilleur « début » de la littérature.

● **ÉTATS-UNIS : LA MORT DE POE**. On a longtemps dit qu'Edgar Allan Poe était mort des suites d'un empoisonnement thyroïdique quatre jours après avoir été trouvé à demi inconscient devant une taverne de Baltimore, le 3 octobre 1849. On sait qu'il consommait quelques opiacés et buvait trop, mais il semble que six mois avant sa mort il avait renoncé à l'alcool. Un médecin de l'université du Maryland, le docteur Michael Benitez, soutient aujourd'hui que les symptômes qu'il présentait au moment de sa mort sont ceux de la rage. Mais Jeff Jerome, le conservateur de la maison de Poe à Baltimore, affirme qu'il connaît vingt-deux autres explications, dont la syphilis !

Au cœur d'une civilisation

Histoire de l'Université de Paris et de la Sorbonne

2 volumes - Des origines à nos jours
500 illustrations - appareil critique - index, chronologies

N.L.F. - G.V. Labat - Éditeur
36, avenue des Ternes 75017 PARIS
Tél. : 01 45 72 28 88 Fax : 01 44 09 84 18

Ce qui fait l'amour
par Serge Leclair
Polemique
TS. Eliot est-il antisémite ?
dans la revue Passages
35 F, vente en kiosques et par
abonnement - Tél. 45 86 30 02

Les comb
entraînen

endent Malra

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Le monde des livres

Est-Ouest, de

Est-Ouest, de